

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 13/11/2018

N° : 2018/102

**Délibérations du Conseil
de Territoire du Pays d'Aix
du 11 octobre 2018**

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018

Ressources – Finances

2018 CT2 320

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 103 logements sociaux "Les Ballons" située Rue des Ballons à Meyreuil

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 103 logements sociaux « Les Ballons » située Rue des Ballons à Meyreuil.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 15 218 711 € est financée par un emprunt de 8 038 170 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Meyreuil.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4 420 993,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 78233 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 038 170 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques

financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 78233.

Ce prêt, constitué de sept lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 103 logements « Les Ballons » située Rue des Ballons à Meyreuil.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de onze (11) logements réservés concernant ladite opération

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 321

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux "Pierres de Provence" située Rue Paul Arquier à Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux « Pierres de Provence » située Rue Paul Arquier à Saint-Cannat.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 139 037 € est financée par un emprunt de 834 321 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 458 876,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 369 553 486 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 834 321 € à souscrire par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs « Pierres de Provence » située Rue Paul Arquier à Saint-Cannat.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt - Offre CDC				
	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Montant Ligne du Prêt	179 904 €	107 355 €	342 613 €	204 449 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle			
Taux de la période	0.55%	1.07%	1.35%	1.07%
TEG de la Ligne du Prêt	0.55%	1.07%	1.35%	1.07%
Phase de préfinancement				
Durée	de 3 à 24 mois			
Taux d'intérêt (1)	Livret A - 0,2 %	Livret A + 0,32 %	Livret A + 0,6 %	Livret A - 0,2 %
Règlement des intérêts	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	-0.20%	0.32%	0.60%	0.32%
Taux d'intérêt (1)	Livret A - 0,2 %	Livret A + 0,32 %	Livret A + 0,6 %	Livret A + 0,32 %
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement (2)	Amortissements déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances (3)	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
Taux plancher de progressivité des échéances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
(1) Taux d'intérêt	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.			
(2) Profil d'amortissement	Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.			
(3) Taux de progressivité des échéances	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.			

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au

bénéficie de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 322

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM NEOLIA pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux "Les Jardins de Saint-Cannat" située Chemin des Fumades à Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux « Les Jardins de Saint-Cannat » située Chemin des Fumades à Saint-Cannat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 juillet 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Le co-garant prévu à l'origine, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, n'ayant pas accordé sa garantie, il est nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération.

Portée par la SA HLM NEOLIA, cette opération d'un montant total de 780 520 € est financée par un emprunt de 288 180 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Saint-Cannat.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 158 499 €.

L'analyse financière de la SA HLM NEOLIA, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 669 172 467 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 1 224 229 340 €. L'actif net comptable s'élève donc à 444 943 127 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 22 038 160 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76984 en annexe signé entre la SA HLM NEOLIA et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 010-2266/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 288 180 € souscrit par la SA HLM NEOLIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76984.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs « Les Jardins de Saint-Cannat » située Chemin des Fumages à Saint-Cannat.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM NEOLIA dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM NEOLIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM NEOLIA est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM NEOLIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM NEOLIA.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 323

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux "Les Festons 2" située Rue des Festons à Pertuis

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux « Les Festons 2 » située Rue des Festons à Pertuis.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 1 435 566 € est financée par un emprunt de 1 068 601 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 5 % par la ville de Pertuis, et de 40 % par le Conseil Départemental de Vaucluse.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 587 730,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 206 616 582

€, et un passif réel (dettes) correspondant à 945 988 652 €. L'actif net comptable s'élève donc à 260 627 930 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 19 947 522 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 75945 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 068 601 € souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75945.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements collectifs « Les Festons 2 » située Rue des Festons à Pertuis.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 324

AVIS - Décision Modificative n°1 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole a adopté le 14 décembre 2017, le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Ces Budgets Primitifs ont été amendés par le Budget Supplémentaire adopté le 28 juin 2018 par le Conseil de Métropole.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits en section d'investissement et en section de fonctionnement.

1 – Service Public d'Elimination des Déchets (S.P.E.D.)

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
70 000 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
70 000 €**

2 – Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement

2.1. Budget Annexe de l'Assainissement en DSP

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
628 179 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
-2 816 233€**

2.2. Budget Annexe de l'Assainissement en Régie

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
174 244 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
1 146 457 €**

2.3. Budget Annexe de l'Eau en DSP

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
153 701 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
-1 844 659 €**

2.4. Budget Annexe de l'Eau en Régie

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
249 435 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
1 919 381 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 034-30-53/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 029-4078/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les décisions modificatives n°1 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature, tel qu'ils vous sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 325

AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Création et affectation de l'opération d'investissement - Plan Local de l'Habitat (DI726)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local de l'Habitat, la métropole a engagé une procédure de commande publique afin d'être accompagnée dans la construction de document de planification. Un marché de prestations intellectuelles a été notifié aux cabinets Sémaphore et Scalp pour un montant de 753 391 euros.

Afin de pouvoir financer cette démarche, une clé de répartition a été mise en place, en retenant pour calcul 1/3 de superficie, du potentiel fiscal et de la population des ex-EPCI.

Sur cette base, le Pays d'Aix est sollicité, par les services centraux métropolitains, à hauteur de 20.8% soit un total de 156 720 euros sur 2 ans.

Pour ces raisons il convient donc de créer et d'affecter une autorisation de programme pour l'opération « **Plan Local de l'Habitat** » (DI726/EST) pour un montant total de **156 720 €** avec un CP 2018 de 78 360 euros et un CP 2019 de 78 360 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et

d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM. du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 156 720 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI726 « Plan Local de l'Habitat » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI726 « Plan Local de l'Habitat » pour un montant de 156 720 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

DI726 « Plan Local de l'Habitat »

Montant total de l'AP : 156 720 € T.T.C

CP 2018 : 78 360 € T.T.C.
CP 2019 : 78 360 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 326

AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Création et affectation d'une opération d'investissement - SCOT (DI550AP4)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Métropolitain, la métropole a engagé une procédure de commande publique afin d'être accompagnée dans la construction de document de planification. Concernant le SCOT, 5 marchés de prestations intellectuelles et de services ont été notifiés (Devillier et Associés, Cabinet Adden Avocat et le groupement Acer Campestre) pour un montant de 1 500 000 €.

Afin de pouvoir financer cette démarche, une clé de répartition a été mise en place, en retenant pour calcul 1/3 de superficie du potentiel fiscal et de la population des ex-EPCI.

Sur cette base, le pays d'Aix est sollicité, par les services centraux de la métropole, à hauteur de 20.8% soit un total de 312 000 € sur 5 années.

Pour ces raisons il convient donc d'ouvrir et d'affecter une autorisation de programme pour l'opération « **SCOT** » (**DI550AP4/EST**) pour un montant total de **312 000 €** avec des CP annuels de 62 400 échelonnés sur les années 2018 à 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM. du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 312 000 € T.T.C de l'opération d'investissement DI550AP4 « SCOT » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI550AP4 « SCOT » pour un montant de 312 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

DI550AP4 « SCOT »

Montant total de l'AP : 312 000 € T.T.C

CP 2018 :	62 400 € T.T.C.
CP 2019 :	62 400 € T.T.C.
CP 2020 :	62 400 € T.T.C.
CP 2021 :	62 400 € T.T.C.
CP 2022 :	62 400 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 327

AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation des révisions des opérations d'équipements

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

A - Direction Adjointe PLUI et proximité

Les AP DI719AP « PLUI accompagnement du transfert de la compétence » et DI719AP2 « PLU reprise des procédures communales » ont été regroupées au budget supplémentaire 2018 sur l'AP **DI719AP renommée « Urbanisme » (EST)**.

Suite aux travaux de la CLECT, le coût de la compétence urbanisme a été évalué à 555 000 € par an. Le montant de l'AP a donc été augmenté en conséquence au budget supplémentaire.

L'accord cadre mutualisé pour l'évolution des procédures communales lancé en novembre 2017 a été déclaré sans suite et relancé en juin 2018, il ne sera pas opérationnel avant début 2019. Le marché d'élaboration du PLUi est en cours d'élaboration et devrait être notifié fin 2018. En conséquence, les CP 2018 ont été diminués de - 955 000 € à la décision modificative d'octobre 2018.

Par ailleurs, la subvention versée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix (AUPA) en contrepartie des travaux effectués dans le cadre du PLUi sera désormais versé en investissement. Elle a été

estimée à 600 000 € par an et sera intégrée à l'autorisation de programme « Urbanisme ».

L'opération d'investissement DI719AP « Urbanisme » d'un montant de 4 055 000€, inscrite au budget de l'EST du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 4 620 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI719AP de 4 055 000 € T.T.C à 8 675 000 € T.T.C. et se répartit de la manière suivante :

Opération	Code	Déjà financé	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	RAF
Urbanisme	DI719AP	66 600 €	700 000 €	1 900 000 €	2 080 000 €	1 786 700 €	2 141 700 €

B – Technopole de l'Arbois

L'opération DI9045TT « Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois », doit intégrer des travaux de réhabilitation du réseau de sécurité incendie du site, de remplacement de la chaudière et d'accessibilité PMR.

L'opération d'investissement DI9045TT, « Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois », de 540 000 € inscrite au budget de l'EST du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 270 000 € T.T.C..

Cette révision porte le montant de l'opération DI9045TT de 540 000 € T.T.C à 810 000€ T.T.C. et se répartit de la façon suivante.

Opération	Code	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois	DI9045TT	398 000 €	212 000 €	150 000 €	50 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la

gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM. du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder aux révisions :
 - pour un montant total de + 4 620 000 € T.T.C de l'opération d'investissement DI719AP «Urbanisme » afin de permettre sa réalisation ;
 - pour un montant total de + 270 000 € T.T.C de l'opération d'investissement DI9045TT « Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois », afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder aux affectations des révisions :
 - pour un montant total de + 4 620 000 € T.T.C de l'opération d'investissement DI719AP «Urbanisme » ;
 - pour un montant total de + 270 000 € T.T.C de l'opération d'investissement DI9045TT « Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois » ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les révisions et les affectations des opérations d'investissement :

- DI719AP «Urbanisme » pour un montant + 4 620 000 € T.T.C
- DI9045TT «Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois » pour un montant de + 270 000 € T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon les échéanciers prévisionnels des Crédits de Paiement des opérations affectées qui s'établissent comme suit

DI719AP « Urbanisme »

Montant total de l'AP : 8 675 000 € T.T.C

Déjà financé : 66 600 € T.T.C
CP 2018 : 700 000 € T.T.C.
CP 2019 : 1 900 000 € T.T.C.
CP 2020 : 2 080 000 € T.T.C.
CP 2021 : 1 786 700 € T.T.C.
Reste à financer : 2 141 700 € T.T.C.

DI9045TT « Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois »

Montant total de l'AP 810 000 € T.T.C.

CP 2018 : 398 000 € T.T.C.
CP 2019 : 212 000 € T.T.C.
CP 2020 : 150 000 € T.T.C.
CP 2021 : 50 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 328

AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Clôtures d'opérations d'investissement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme à clôturer suite à des fins ou des fusions d'opérations sont les suivantes

Opération fils/ Exécution/ Op Nature	LIBELLE OPERATION	Montant opération 01.01.2018	Mandaté au 31.12.2017	RAF prévisionnel au 31.12.2017
Culture et équipements culturels				
DI481AP	Fonds de concours équipements culturels	5 700 000	3 863 208	1 836 792
Sports et équipements sportifs				
DI471AP	FDC aux communes - Construct. Et rénov. éqpmnts sportifs	20 000 000	13 795 001	6 204 999
Grand Site Sainte Victoire et Espaces Naturels				
DI260AP	Aides aux communes pour les travaux en forêt communales	270 000	123 946	146 054
Infrastructures mobilité et stationnement				
DI724AP	FDC Voies/Réseau	1 466 000	1 126 316	339 684
Habitat				
DI712AP4	Aide à la pierre 2009	3 628 435	3 602 867	25 568
DI718AP	Fonds de concours aux communes	12 000 000	9 311 352	2 688 648
DI711AP3	Subventions équipement logeurs 2009	2 033 105	1 840 974	192 131
Urbanisme				
DI550AP2	SCOT concertation/communication	180 000	158 166	21 834
DI550AP	SCOT rapport de présentation	230 000	200 641	29 359
Valorisation territoire ITER				
DI397AP	ITER - subvention d'équipement	75 000 000	75 000 000	0

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM. du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la clôture des opérations listées ci-dessus.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les clôtures des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix telles que proposées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 329

Décision Modificative n°2 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 29 novembre 2017 le Budget Primitif 2018 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget a été amendé par une Décision Modificative n°1 adoptée le 15 mars 2018 et par le Budget Supplémentaire adopté le 21 juin 2018 par le Conseil du Territoire du Pays d'Aix.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 2 afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Le Budget Primitif est un document prévisionnel ; il est nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestions étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des suppressions de crédits antérieurement votés.

1 – Section de Fonctionnement

Il convient de procéder à des ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

Il est à noter que les Affaires Juridiques sollicitent des crédits supplémentaires à hauteur de + 88 000 € afin de financer les loyers de nouveaux baux.

Les restitutions proposées par le FISAC permettent de financer ces dépenses supplémentaires.

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
0 €**

2 – Section d'Investissement

Il convient de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement. Les mouvements notables sont les suivants :

Compte tenu du décalage dans l'attribution de marchés de travaux, des aléas de chantier et de financements de partenaires extérieurs décalés, les restitutions suivantes sont proposées :

- Infrastructures de travaux : - 376 095 €
- Politique de la ville : - 2 052 219 € (ANRU Vitrolles, Aix...)
- Opérations d'aménagement : - 1 590 000 € (ZA Bel Ombre et Cap Horizon)
- Enseignement supérieur : - 670 000 € (retard travaux Mediastam et Poncet)
- Santé : - 145 800 € (financement du CHIAP)
- Grands projets : - 1.130.000 € (passage à niveau la Calade et opérations routières départementales)
- Technopole de l'Arbois : - 850 000 € (gestion eaux pluviales et plan de développement)

Ces restitutions permettent de financer les opérations suivantes :

- Habitat : + 1 619 796 € (subventions aux bailleurs sociaux...)
- Culture : + 630 000 € (SMAC - subvention d'équipement DSP)
- Travaux d'entrées de ville : + 992 115 €
- Aménagement de voiries : + 390 000 € (Echangeur A8/A51)
- P.L.H : + 78 360 €

- SCOT : + 62 400 €
- CCPD / + 3 568 661 €
- Pluvial – Travaux : + 650 000 €

**La section d'Investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à
0 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2017_CT2_487 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 approuvant l'État Spécial de Territoire ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix
- La délibération n° 2018_CT2_075 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018 approuvant la décision modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- La délibération n° FAG 012-3595/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant la décision modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- La délibération n°2018_CT2_212 du Conseil de Territoire de Pays d'Aix du 21 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative n°2 pour 2018 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix est adoptée, par nature.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2018 CT2 330

Lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon « Santé Public France », 48 000 décès prématurés par an étaient directement liés à la pollution atmosphérique en France en 2016 et le coût de la pollution atmosphérique est évalué entre 68 et 97 milliards d'euros selon le rapport du Sénateur Husson de 2015. Les enjeux liés à la qualité de l'air au niveau national et local sont sanitaires, économiques et réglementaires.

La France fait l'objet de deux procédures précontentieuses européennes pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

La pollution chronique correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentrations sur une année. Il s'agit de niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

Selon AtmoSud 12 % des habitants de la Métropole (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille avec 220 000 personnes exposées et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence avec 7 000 personnes; les autoroutes et axes à forte circulation, la proximité des pôles industriels.

Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les zones à faibles émissions reposent sur le système des vignettes Crit'Air.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre ce dispositif selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Le gouvernement a prévu de proposer dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités de remplacer ce terme par « zone à faibles émissions » sans modifier le cadre réglementaire de mise en œuvre.

Les étapes obligatoires afin de dimensionner une telle zone aux enjeux locaux de la qualité de l'air du territoire sont les suivantes :

- ✓ Une étude de préfiguration
- ✓ L'élaboration du projet d'arrêté
- ✓ La consultation obligatoire du public et des parties prenantes sur le projet

Selon le décret d'application 2016-847 du 28 juin 2016, l'étude justifiant la création d'une ZCR comporte notamment un résumé non technique, une description de l'état initial de la qualité de l'air sur la zone concernée ainsi qu'une évaluation :

1. De la population concernée par les dépassements ou le risque de dépassement des normes de qualité de l'air ;
2. Des émissions de polluants atmosphériques dues au transport routier sur la zone concernée ;
3. De la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues ;
4. Des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte.

La future loi d'orientation des mobilités porte l'ambition de voir ces zones se déployer rapidement dans les villes françaises, en particulier celles dont les seuils de concentration de polluants atmosphériques sont régulièrement dépassés. Elle devrait donner aux collectivités les moyens de les mettre en œuvre facilement et de manière adaptée à chaque situation locale.

De plus, l'ADEME vient de sortir un AAP ZFE visant à accompagner financièrement les Métropoles et les EPCI pour préfigurer la mise en place d'une ZFE en identifiant les conditions de réussite de sa mise en œuvre. L'objectif est d'approfondir la connaissance sur les impacts et de mieux prendre en compte les spécificités locales.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité et soucieuse de lutter efficacement et durablement contre la pollution atmosphérique locale liée au trafic routier, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts à l'échelle du territoire de la Métropole d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre urbain de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte – article 48, créant

l'article L. 2213-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de lutter efficacement et durablement contre la pollution atmosphérique locale liée au trafic routier.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisée à demander des subventions auprès de tout organisme ou collectivité susceptible d'apporter sa contribution à l'opération.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 331

AVIS - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de déploiement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques - IRVE

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, selon l'article L. 5217-2 Partie I – 6° i, cette compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Une partie des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence avait initialement transféré cette compétence au syndicat départemental d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13), mandataire d'un groupement d'achat pour l'acquisition, l'installation et la supervision des IRVE.

Suite au transfert de compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenu membre de droit du groupement de commandes pour les installations et souhaite poursuivre ce programme de déploiement des bornes et étendre cette opération à toutes les communes de son territoire y compris Marseille. Il s'agit, en collaboration avec les communes pour l'identification des sites, de déployer un maillage de bornes en voirie pour créer une véritable offre de service sur tout le territoire de la Métropole.

La planification du SMED13 prévoyait environ 150 bornes sur les communes de la Métropole hors Marseille et hors Istres, Istres ayant déjà un réseau de bornes performant. Cette planification repose sur les besoins exprimés directement par les communes et sur la recommandation de l'ADEME d'installer une borne avec deux points de charge pour 6 000 habitants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuiera sur cette programmation susceptible d'évoluer légèrement en fonction de l'identification des sites et des éventuelles contraintes électriques et d'aménagement de la voirie.

La Métropole souhaite compléter cette planification par un déploiement de 120 bornes environ sur le territoire de la Ville de Marseille soit une borne pour 7 100 habitants environ. Sur Marseille, les sites de déploiement n'ont pas encore été identifiés même si des demandes ont déjà été exprimées par les aménageurs comme Euromed, les mairies de secteurs ou les habitants.

L'opération IRVE prévoit donc un déploiement total maximum de 275 bornes permettant la recharge de 550 véhicules simultanément ainsi que leur infrastructure de supervision.

Les déploiements privilégieront les centres-villes, les zones touristiques, les zones commerciales et les lieux attractifs peu desservis par les transports en commun (les grands pôles générateurs de trafic comme les ZAC) avec des bornes à recharge accélérée. Il est important que le véhicule ne reste pas à occuper la place plus longtemps que le temps de charge (1h30 en moyenne pour une charge complète) pour augmenter le nombre de voitures chargées par équipement.

En 2018, le travail sur l'identification des sites sera réalisé, particulièrement pour la Ville de Marseille, et les premières installations pourront être réalisées.

Les installations se dérouleront jusqu'à fin 2021, avec un effort important de déploiement en 2019 et 2020. L'achèvement total de cette opération est donc prévu pour fin 2021.

Le coût d'installation d'une borne est estimé à 10.500 euros HT en moyenne. Ce coût est susceptible de varier en fonction des coûts d'accès à l'électricité (raccordement ENEDIS, longueur des tranchées...). Soit pour 275 bornes un montant de 2.887.500 euros HT.

Un coût de mise en place de l'infrastructure de supervision des bornes et de son initialisation complète le coût prévisionnel global de l'opération fixé au total à 3.000.000 d'euros HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE	30 %	900.000 € HT
ETAT DSIL	40 %	1.200.000 € HT
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	30 %	900.000 € HT
TOTAL	100%	3.000.000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;

- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° TRA 010-28/06/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Infrastructure de recharge pour véhicules électriques - IRVE - Budget annexe des transports publics.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de déploiement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques - IRVE

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée au Budget Annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section d'Investissement – Nature : 1311, 1313 - Sous Politique : C360 - Opération N°2018106700. Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 332

AVIS - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation d'études d'infrastructures favorisant les Transports en Commun du centre-ville d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réorganisation du réseau Aix en Bus lié d'une part à l'arrivée du BHNS et d'autre part au renouvellement de la DSP, certains aménagements destinés à organiser les parcours des bus et cars dans le centre-ville sont à réaliser. Ces restructurations visent à améliorer les conditions de déplacement sur le territoire du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans un objectif d'attractivité des transports en commun pour favoriser le report modal.

Pour ce faire, il est prévu d'engager les études d'infrastructures permettant, dans un premier temps de permettre un accès facilité des cars à la gare routière depuis le Nord de la Ville, mais aussi de faciliter le passage des bus sur la Place Narvik. Ces études d'infrastructures visent à déterminer les itinéraires préférentiels des bus et des cars et d'en définir les caractéristiques, en particulier les couloirs réservés aux bus, couloirs d'approche et traitement des carrefours.

La commune d'Aix-en-Provence est compétente en matière de voirie communale et ces aménagements relèvent de son domaine public routier comprenant les voiries communales, l'ensemble des équipements et mobilier qui en sont l'accessoire, certains réseaux sous propriété et gestion directe de la commune (eaux pluviales, eaux potables, eaux usées, éclairage public, signalisation tricolore...), ainsi que d'autres ouvrages exploités par des tiers et occupant le domaine public communal.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, quant à elle, est compétente en matière de transport public et réalise les infrastructures nécessaires à la bonne mise en œuvre de cette compétence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des études précitées qui sont de sa compétence, doit en déléguer la maîtrise d'ouvrage à la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un transfert temporaire (TTMO) pour réaliser les études d'infrastructures favorisant les transports en commun rendus nécessaires par la réorganisation des réseaux de transport.

En ce sens, la Ville d'Aix-en-Provence est désignée Maître d'ouvrage unique par convention entre les deux parties pour la réalisation des études.

Ces dispositions entrent dans le cadre d'un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) en application de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville d'Aix-en-Provence porte sur une étude d'infrastructure, évaluée à 45 000 euros HT (dont 16 000 euros HT correspondant à l'étude préalable). Le montant total de l'étude sera réajusté à l'issue de la phase « étude préalable ».

A cette fin, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville d'Aix-en-Provence de conclure la présente convention.

En ce sens, il vous est proposé d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la réalisation des études.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son l'article 2-II ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réalisation d'une étude pour un montant total évalué à 45 000 euros HT (dont 16 000 euros HT correspondant à l'étude préalable). Le montant total de l'étude sera réajusté à l'issue de la phase « étude préalable ». La dépense est imputée.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'études favorisant les transports en commune dans le centre de la ville d'Aix-en-Provence sur le périmètre joint en annexe de la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement sur l'AP 181070TP - code opération 2018103700 – chapitre 20– Nature 2031.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 333

AVIS - Approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) "larecharge "

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 14 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exprimé la volonté de poursuivre le programme engagé par le SMED13 selon les modalités les plus efficaces et le calendrier le plus rapide et a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. L'opération IRVE prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur tout la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes vont être mises en service à l'automne 2018 dans le cadre du réseau « larecharge ».

Ce service permettra aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le réseau « larecharge » et aux conditions d'utilisation approuvés dans le cadre de la délibération prévue au Conseil Métropolitain de septembre 2018.

Le décret n° 2015-1670 du 14 décembre 2015 portant dispositions relatives aux mandats confiés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en application des articles L. 1611-7 et L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, étend le champ des recettes dont les collectivités et les EPCI peuvent confier l'encaissement à un organisme public ou privé, aux revenus tirés de l'exploitation d'infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les conditions prévues à l'article L. 2224-37.

En conséquence, la société Bouygues Energies Services (BYES) titulaire du « groupement de commande pour fourniture, installation, maintenance, supervision et exploitation des IRVE » utilisé pour déployer le réseau « larecharge », encaissera au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence les recettes liées à l'exploitation du service du réseau larecharge Les modalités comptables et financières de ce mandat confié à la société Bouygues Energies Services sont fixées dans la convention annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° TRA010-28/06/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) « larecharge » ;

- L'avis favorable du Comptable Public en date du 7 août 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mandat relative à l'encaissement des recettes liées à l'exploitation du réseau IRVE « larecharge » conclue avec la société Bouygues Energies Services.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 334

AVIS - Approbation de la création de nouveaux tarifs Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 14 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Une partie des communes de la Métropole avait transféré cette compétence au Syndicat départemental d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13), qui est mandataire d'un groupement d'achat pour l'acquisition, l'installation et la supervision des IRVE. Le SMED13 avait planifié un ambitieux programme de déploiement de bornes sur le Département des Bouches-du-Rhône. Néanmoins, aucune borne n'a été installée par le SMED13 sur le territoire de la Métropole avant le transfert de compétence.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exprimé la volonté de poursuivre le programme engagé selon les modalités les plus efficaces et le calendrier le plus rapide, en s'appuyant sur le groupement de commandes dont elle est de droit devenue membre et a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. L'opération IRVE prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur tout la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes vont être mises en service à l'automne 2018 et pour cela il est nécessaire de créer les tarifs qui s'appliqueront au nouveau réseau « larecharge » mis en place par la Métropole.

Dans un souci de simplification des tarifs et d'interopérabilité sur l'ensemble du département des Bouches du Rhône, la Métropole appliquera des tarifs identiques au réseau « Simone » opéré par le SMED13 et la CCBVA sur le reste du département des Bouches du Rhône et permettra aux abonnés du réseau « Simone » de bénéficier d'un coût de la recharge au tarif abonné sur le réseau métropolitain « larecharge »

Les touristes et automobilistes de passage pourront accéder à une recharge au tarif occasionnel via

l'application smartphone Alizé et leur carte bancaire.

Enfin les voitures de service de la Métropole, seront dotées d'une carte gratuite permettant une recharge gratuite sur tout le réseau « larecharge »

Les bornes du réseau Electra proposant une recharge lente seront progressivement intégrées au réseau « larecharge » et une tarification dédiée leur sera appliquée pour tenir compte des durées de recharge beaucoup plus longue.

Le réseau Emouv déployé sur le territoire de la Ville d'Istres garde pour l'instant sa tarification spécifique délibérée par le Conseil métropolitain en date du 14 décembre 2017.

Les bornes du réseau seront exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé. Les services Alizé gèrent en outre les abonnements et les recharges des utilisateurs. Il permettra aussi aux abonnés du service « larecharge » d'utiliser leur carte d'abonné pour accéder à une recharge au tarif occasionnel sur tous les réseaux opérés par cet opérateur.

Il est proposé d'approuver les Conditions Générales d'Utilisation du service ALIZE qui s'appliqueront lors de l'utilisation des bornes de recharge du réseau « larecharge »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de Métropole n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n°TRA009-3247/17/CM du Conseil de Métropole, du 14 décembre 2017, portant création de nouveaux tarifs et approbation du règlement intérieur –

Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE) ;

- La délibération du Conseil de Métropole n°18/7475/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est complétée la gamme tarifaire de la Métropole pour créer à partir du 1^{er} octobre 2018 les tarifs IRVE du réseau « larecharge ».

L'abonnement annuel au réseau « larecharge » est fixé à 12€ TTC de date à date.

Les tarifs de recharge sont les suivants :

	Abonné « larecharge » Abonné « Simone »		Utilisateur occasionnel	
	Borne charge 22K	Borne DBT charge lente (Ex Electra)	Borne charge 22K	Borne DBT charge lente (Ex Electra)
Connexion et 1h de charge	1,5€ TTC	Gratuit	3€ TTC	2€ TTC
La minute sup 7h-21h	0,045€ TTC	Gratuit	0,05€ TTC	Gratuit
La minute sup 21h-7h	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit

Le montant par transaction est plafonné à 16€ pour éviter tout problème de contentieux lié à une mauvaise compréhension et/ou utilisation du service

De plus, un abonnement gratuit avec recharges gratuites sur l'ensemble du réseau « larecharge » sera attribué à chaque véhicule électrique de service de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Sont approuvées les conditions générales d'utilisation du service ALIZE applicable lors de l'utilisation des bornes de recharge du réseau « larecharge »

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 335

Approbation de la convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune d'Aix-en-Provence gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune d'Aix-en-Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune d'Aix-en-Provence, située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

C'est à cet effet qu'il est soumis à votre approbation, la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune d'Aix-en-Provence, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Toutefois, conformément à l'article L 2333-87 du CGCT, la commune d'Aix-en-Provence compétente en matière de voirie, pourra aussi conserver une partie du forfait post stationnement pour financer certaines opérations inhérentes à cette compétence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville d'Aix-en-Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- Que la Ville d'Aix-en-Provence est compétente en matière de voirie sur son territoire,
- Qu'elle peut donc conserver une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Qu'il convient donc de définir les conditions et modalités du reversement de ce produit FPS pour l'année 2018 et 2019 par voie de convention,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les

transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au reversement des forfaits post stationnement émanant de la Ville d'Aix-en-Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018 et 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cette convention ou tout document y afférent.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 336

Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie : affectation du produit des forfaits post-stationnement (FPS) reversés par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon de Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme nationale de dépenalisation décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon de Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leur Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions qui seront approuvées par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Conformément à la loi, le reversement du produit des forfaits post-stationnement perçu par la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année, au mois d'octobre, l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Toutefois, l'année 2018 est particulière dans la mesure où le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur une année pleine ne pourra pas être connu avant premier semestre de l'année 2019.

Les sommes allouées sont dévolues notamment au financement des opérations du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;
- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence, et Martigues compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie ;
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole Aix-Marseille Provence,
- Que les communes d'Aix-en-Provence, Salon de Provence, Aubagne et Martigues compétentes en matière de voirie sur leur territoire conservent une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Que les prévisions pour l'année budgétaire 2018 font apparaître que le solde ainsi reversé à la Métropole sera nul pour toutes les communes à l'exception de la Ville de Marseille
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit affecter annuellement le produit des FPS réellement perçu à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

D'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement qui seront réellement perçus au titre de l'année 2018 sur les opérations de transport suivantes :

- Renouvellement des rames du métro de Marseille (opération n° 2013110600) ;
- Tramway nord-sud de Marseille 1^{ère} phase (opération n° 2015110600) ;
- Grande révision des boggies du métro de Marseille (opération n° 2013110900) ;

Article 2 :

Que le produit réellement perçu au titre de l'exercice 2018 fera l'objet d'une affectation comptable au

Compte Administratif 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cette convention ou tout document y afférent.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 337

Approbation de l'avenant 11 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus"

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP).

Le présent avenant après avis favorable de Commission de Délégation de Service Public de la Métropole fixe l'accord des parties sur les conséquences de la décision de l'Autorité délégante de résilier pour motif d'intérêt général la Convention de DSP conclue le 29 juillet 2011. Le présent avenant arrête la date de la résiliation au 3 novembre 2019 et le motif d'intérêt général sur lequel elle repose.

L'avenant 11 arrête également la liste des biens identifiés au 31 août 2018, qui nécessaires à l'exploitation des services délégués font l'objet d'un retour anticipé à titre gratuit dans le patrimoine de la personne publique à l'échéance normale de la convention de DSP : il s'agit des biens dits de retour.

Sur la base de cette liste et sur le périmètre des biens dits de retour, les parties ont convenu d'une primo évaluation de l'indemnisation du préjudice subi par le délégataire du fait de la fin anticipée du contrat, calculée en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Les parties conviennent que cette liste sera mise à jour au fil des acquisitions et mises à disposition validées par l'Autorité délégante jusqu'à la date fixée pour la résiliation au 3 novembre 2019 et fera l'objet d'un inventaire physique dans des délais et dans des conditions précisées par le présent avenant :

- Le présent avenant après avis favorable de la Commission de délégation de service public établit sur la base de cette liste et à la date du 3

novembre 2019 le montant d'indemnisation du préjudice subi par le délégataire, à raison du retour anticipé des biens mobiliers et immobiliers, matériels et immatériels, nécessaires à l'exploitation des services délégués qui n'ont pu être totalement amortis.

Le présent avenant a également pour objet de faire évoluer la convention de délégation de service eu égard à la nécessaire adaptation de l'offre qu'engendre des modifications des conditions d'exploitation :

- Les tarifs scolaires et jeunes de la gamme tarifaire évoluent en raison de l'harmonisation Métropolitaine, le présent avenant fixe le mode de calcul des impacts financiers sur la convention en cours.
- La vente en ligne de ces produits à l'échelle Métropolitaine conduit également les parties à s'accorder sur le mode de calcul de l'impact économique de cette évolution sur la convention en cours.

1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »

A/ Consistance de l'offre de transports urbains

Activités principales de la DSP Aix en Bus

Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le Tholonet, Saint-Marc Jaumegarde et l'intégration de Venelles,
- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),
- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre-ville, ainsi qu'une agence

mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,

- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

Activités connexes intégrées au contrat de DSP

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et le gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard.
- Parcs relais

B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2017

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012, a porté sur la modification des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),
- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil de Communauté du 28 mars 2013, a validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du changement du taux de TVA (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA.
- L'avenant n°3, ainsi qu'un accord transactionnel approuvés lors du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013, validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour

répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,

- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil de Communauté du 03 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil de Communauté du 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1^{er} Mars 2015, la compensation du ½ tarif Etudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.
- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil de Communauté du 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges), organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.
- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était

nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.

- L'avenant n°8, approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 mai 2017, modifiait l'offre de services pour répondre aux besoins des usagers et rationaliser les nouveaux flux de déplacements générés par la mise en service P+R du Krypton notamment au niveau des établissements du second degré situés à proximité, mais également au niveau des facultés. Au cœur de ville l'offre de services est plus directe avec l'itinéraire de la Diabline B desservant l'hôtel de ville, les arrêts de la ligne 4 sont adaptés et les passages par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 sont optimisés. En périphérie, les fréquences de la ligne 14 impactée par les travaux du centre de détention – Zac de Lenfant sont optimisées, les horaires de la ligne 6 sont revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141 desservant Vauvenargues. Enfin l'avenant 8 prend en compte à partir du 1^{er} septembre 2017 et jusqu'à une date butoir établie au 31 mars 2019, les conséquences des travaux d'aménagement du BHNS qui vont perturber les conditions de circulation rendant plus difficiles les services opérés sur des lignes importantes du réseau urbain.

In fine l'avenant n°8 avec une variation de + 2,78% des kilomètres commerciaux induisant une valorisation de l'offre de + 1 251 425€/HT toutes sujétions incluses pour les adaptations courantes et de + 2 686 838€/HT de coûts supplémentaires induits par les travaux du BHNS ainsi qu'une baisse de l'engagement de recettes du délégataire de 937 250€/HT, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,437%.

- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Métropolitain du 21 octobre 2017, avait pour objet principal d'encadrer l'hypothèse d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général en application de l'article 46 de la convention de délégation de service public et conformément à l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 de son décret d'application du 1^{er} février 2016. Ainsi actant du principe que cette hypothèse est

à prendre en compte dès lors que ni la consistance ni les conditions de la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service à la date prévue du 1^{er} septembre 2019, n'étaient pas décrits dans la convention et notamment dans les termes de la clause de réexamen de son article 51. Au titre de l'avenant 9 ont ainsi été actés les diverses actions à engager en vue de cette hypothèse de résiliation pour motif d'intérêt général, en ce compris la mise en oeuvre des conséquences financières patrimoniales économiques et opérationnelles et les délais pour y parvenir. L'avenant 9 comportait également des adaptations courantes de l'offre visant la ligne 15, un dispositif incitant l'usage des transports en commun en cas de déclenchement du niveau d'alerte 2 pour pollution de l'air, des mesures destinées à accélérer le câblage billettique des matériels roulants au SAIEV, le premier produit lançant le processus d'harmonisation Métropolitain ainsi que de nouveaux produits à visée dissuasive contre la fraude des jeunes à intégrer à la gamme tarifaire.

In fine l'avenant 9, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,47%, portant le coût du contrat pour l'Autorité délégente à 275 182 815 €HT ;

- L'avenant n°10, approuvé par le Conseil Métropolitain du 22 mars 2018, tirait en premier lieu les conséquences du jugement du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017 annulant suite à un recours pour excès de pouvoir délibération n° 2013-A-179 du 10 octobre 2013 d'approbation de l'avenant 3. Sans attendre que le juge soit saisi eu égard à l'avenant, les parties convenaient de retirer l'article à l'origine de l'annulation. L'offre commerciale était également ajustée pour adapter le service de transport au calendrier événementiel de l'Arena Pays d'Aix. L'avenant 10 harmonisait les indemnités forfaitaires applicables aux contrevenants au règlement de transport en vertu des textes en vigueur pour la lutte contre la fraude et les incivilités dans les transports en commun et mettait à jour la gamme tarifaire pour les Titres Diablines, pass groupe/partenaires et Titres Prioribus. L'avenant 10 portait le taux de modification cumulé du contrat à 13,51%, portant le coût du contrat à 275 274 115€HT.

2/ Indemnisation du préjudice du délégataire en raison de la fin anticipée du contrat au 3 novembre 2019

Le présent avenant arrête la date de la fin anticipée de la convention de DSP au 3 novembre 2019.

La décision de résiliation unilatérale est prise pour motif d'intérêt général, en application de l'article 46 de la convention de délégation de service public et conformément à l'article 55 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 de son décret d'application du 1er février 2016.

- Le présent avenant expose le motif d'intérêt général tiré du principe de continuité sans faille du service public délégué et des conséquences de la mise en service du BHNS au 1er septembre qui ne peut être confié au délégataire sans bouleversement substantiel de l'économie du contrat.

L'avenant 11 porte également sur les conséquences patrimoniales et financières de la jurisprudence du Conseil d'Etat Communauté de communes de la vallée de l'UBAYE du 29 juin 2018 qui est venue confirmer et éclairer la définition des biens de retour et des conditions de l'indemnisation du délégataire de la valeur non amortie en cas de fin anticipée du contrat notamment.

- Il expose les conséquences financières et patrimoniales, résultant de l'accord des parties après examen des inventaires comptables à la date du 31 août 2018. A la lumière de la définition des biens nécessaires au service public donnée par la jurisprudence du conseil d'état et explicitée par les conclusions des rapporteurs publics (2012 Commune de Douai – 2018 Vallée de l'Ubaye) les listes des biens qualifiés de biens de retour sont arrêtées au 31 août 2018 et les montants de l'indemnisation du délégataire sont établis à raison des VNC prévisionnelles qui seront comptabilisées pour la période du 4 novembre au 31 décembre 2019.

Dans les mois qui précèdent la fin anticipée du contrat et au titre des rapports annuels à restant à établir, ces listes et ses montants seront mises à jours et affinés, puis en application de l'article de la convention soumis à expertise. Les conclusions financières de l'avenant 11 ne prennent pas en compte les montants sus visés qui sont donnés à titre informatif.

En conséquence de ce qui précède, l'avenant 11 fixe l'accord des parties sur les clauses encadrant les matériels roulants, biens nécessaires au service public qui dès lors qu'ils sont mis à disposition du service public et acquis durant l'exécution de la délégation de service public appartiennent à la personne publique.

- Dans ce cadre, le présent avenant encadre les conditions d'un éventuel transfert des contrats de location financière avec option d'achat au nouvel exploitant, conditions

reposant en premier lieu sur l'approbation expresse de l'Autorité concédante d'un tel projet qui, dès lors qu'il vise des biens nécessaires au service public, emporte approbation véhicule par véhicule de l'affectation exclusive de ces derniers au futur réseau concédé. Cette faculté de transfert après agrément des bailleurs du délégataire a été portée à la connaissance des candidats au renouvellement de la délégation de service public dont la procédure de mise en concurrence est en cours au moment de la conclusion de l'avenant. Les conditions de ce transfert s'exercent sans préjudice des stipulations du projet de concession mis en concurrence et en respect des lois et règlements applicables aux flottes de véhicules de transport en commun.

3/ Ajustement de l'offre commerciale

Les parties sont également convenues, pour opérer des services de transports adaptés aux besoins des usagers et aux conditions urbaines de l'exploitation :

- De déporter le terminus de la ligne 6/141 de la gare routière Aix Centre au quai de l'avenue Mouret pour optimiser l'exploitation de la gare, il en résulte un impact kilométrique pour la période considérée de + 12 601,02 kms commerciaux sans impact sur le haut le pied.
- De rétablir l'itinéraire initial de la ligne 7, déviée temporairement pour la création du BHNS, aucun impact financier de ce rétablissement.
- De modifier le tracé des lignes 4, 14,18 (le dimanche) et 20 dont l'itinéraire est impacté pour une durée significative par les travaux d'aménagement du centre du village des Milles, il en résulte un impact kilométrique total de 9316,60 kilomètres commerciaux sans impact sur le haut le pied.

Les conséquences financières de ces modifications d'offre sont de 22 614 euros pour 2018 et 67 840 euros pour 2019, soit au total 90 454€ de charges d'exploitation supplémentaires.

4/ Mise à jour de la gamme tarifaire et vente en ligne

Dans l'objectif de simplification et d'harmonisation de la tarification Métropolitaine et d'attractivité des transports en commun, les tarifs du service public

accessibles aux ayants droit scolaires et aux étudiants sont modifiés à compter du 9 juillet 2018 par décision du Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018 :

- Nouveau titre scolaire Métropolitain à 60 euros pour voyager sur l'ensemble des lignes régulières et scolaires de la Métropole sauf Marseille (RTM), 7 jours sur 7, y compris pendant les vacances scolaires.
- Suppression des titres scolaires Aix en bus à 50 euros et des titres jeunes plus à 100 euros
- L'élargissement de la durée de validité entraîne une baisse à prévoir de la vente des titres 10 voyages prisés par les scolaires durant les périodes de vacances
- Les scolaires usagers du réseau Aix en Bus et domiciliés dans les communes du périmètre géographique de la DSP, bénéficient d'une nouvelle possibilité d'adhésion à ces titres via la vente en ligne sur le site Métropolitain. Le délégataire doit être compensé de ces ventes en direct dont ses recettes commerciales seront affectées.

Le présent avenant acte de l'accord des parties sur les modalités de calcul de l'impact financier prévisionnel de ces changements de tarifs et mode de vente.

Soit une réduction de l'engagement de recettes du délégataire à hauteur de -82 652€HT pour 2018 et de - 247 955€HT pour 2019.

5/ Vente des nouveaux titres étudiants par l'agence commerciale du réseau Aix en Bus

Accessible sans condition de résidence aux moins de 26 ans, étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique, les ventes du délégataire devraient en toute probabilité capter une clientèle nouvelle et plus large.

L'impact financier de l'élargissement des points de vente du titre accessible aux moins de 26 ans devrait améliorer l'engagement de recettes prévisionnel du délégataire à hauteur de + 59 925€HT pour 2018 et de + 179 775€HT pour 2019.

L'ensemble de ces prévisions est pris en compte dans le compte prévisionnel de la délégation (CEP – Annexe 20), les montants prévisionnels sus visés feront toutefois l'objet d'un rapprochement avec les réalisations, vérifiées en fin de chaque année sur la base de requêtes sur les logiciels billettique et Pégase. Les écarts en plus ou en moins seront appliqués à la régularisation annuelle d'avril à mai de n+1.

6/ Impacts financiers de l'avenant 11

Sur la durée restante du contrat, l'ensemble des impacts financiers des éléments du présent avenant est récapitulé ci-dessous et représente une augmentation des charges de 90 454 € (valeur avril 2011) et une augmentation de l'impact recettes de 90 907€ compensée au délégataire recettes de 128 187€ compensée au délégataire.

Impact CA:total coûts (€valeur avril 2011)	2018	2019	Cumul
Modification d'offre	22 614	67 840	90 454
Total CA/coûts	22 614	67 840	90 454
Impacts recettes (€valeur avril 2011)	2018	2019	Cumul
Compensations recettes Mise a jour gamme tarifaire	-82 652	-247 955	-330 607
Compensations perte recettes	82 652	247 955	330 607
Modification points de vente	22 727	68 180	90 907
Impact contribution financière (€valeur avril 2011)			
Total avenant 11	113	340	453,00 €

La contribution forfaitaire financière globale avec une augmentation en valeur absolue de + 453€ par rapport au dernier avenant est très faiblement impactée passant 205 262 647€ à 205 262 194€ sur la durée du contrat.

En intégrant les effets des avenants précédents et du protocole transactionnel de 2013 l'augmentation globale du contrat passe ainsi de 242 515 000 €/HT à 275 364 569 €/HT, soit une progression de +0,04% par rapport au dernier avenant (+13,51%) retracée dans le tableau ci-après.

Evolution CA DSP Aix en Bus 2012-2019		
	Euros	%
Contrat initial	242 515 000	-
Avenants précédents (1-10) yc protocole	32 759 115	13,51%
Avenant 11	90 454	0,04%
Protocole 2013	8 473 289	3,49%
Cumul avenants 1-10	32 849 569	13,55%

Le tableau ci-après retrace l'évolution des impacts des avenants sur le chiffre d'affaires de l'exploitant.

CONTRAT AIX EN BUS : IMPACTS FINANCIERS PROTOCOLE ET AVENANTS 1 A 11

	Montant HT Global Total sur les 8 ans du contrat	Montant HT Global Moyen par mois sur la durée du contrat	Montant HT Global Moyen par an sur la durée du contrat
Contrat initial	242 515 000	2 526 198	30 314 375
Protocole	9 243 832	96 290	1 155 479
Protocole : effets recettes	-770 543	-8 026	-96 318
Protocole : montant global retenu	8 473 289	88 263	1 059 161
Contrat protocole inclus	250 988 289	2 614 461,34	31 373 536
Impact protocole	3,49%	3,49%	3,49%
Avenant 1	438 558	4 568,29	54 820
Avenant 2	0	0	0
Avenant 3	19 014 432	198 067	2 376 804
Avenant 4	-515 506	-5 369,85	-64 438
Avenant 5	96 966	1 010,06	12 121
Avenant 6	-113 595	-1 183,28	-14 199
Avenant 7	1 211 403	12 618,78	151 425
Avenant 8	3 982 235	41 481,61	497 779
Avenant 9	80 035	833,70	10 004
Avenant 10	91 300	951	11 412
Avenant 11	90 454	942	11 307
Avenants 1+1+2+3+4+5+6+7+8+9+10+11	24 376 280	253 920	3 047 035
Impact des avenants en %	10,05%	10,05%	10,05%
Contrat avenant inclus	266 891 280	2 780 118	33 361 410
Cumul Protocole et Avenants	32 849 569	342 183	4 106 196
Contrat, protocole et avenants inclus	275 364 569	2 868 380,93	34 420 571
Impact global (Protocole + Avenant 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11)	13,55%	13,55%	13,55%

Nota bene : Avenants 8, 9, 10 et 11 prenant en compte l'hypothèse d'une fin anticipée du contrat au 31 mars 2019 ; Un avenant 12 prendra en compte les conséquences financières de la résiliation décidée au 3 novembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités
- Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission de délégation des services publics.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°11 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Mobilité – Entrées de ville et voiries communautaires

2018 CT2 338

AVIS - Déclaration d'intérêt général du projet de liaison routière entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2014_A045 en date 15 janvier 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a déclaré d'intérêt communautaire le projet de liaison routière entre la route départementale n°65 (RD65) et la route départementale n°9 (RD9), située au sud de la commune d'Aix-en-Provence, en prolongement Est du pôle d'activités des Milles.

Par convention en date du 13 mars 2015, le Pays d'Aix a confié à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » la maîtrise d'ouvrage du projet. Un avenant n°1 a été signé le 18 décembre 2015.

Par délibération n° 2015_A323 du 17 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général des travaux ainsi que l'enveloppe prévisionnelle de l'opération.

Le projet de barreau routier s'étend sur un linéaire d'environ 500 mètres, débutant au giratoire actuel de la Baume situé sur la RD9 et rejoignant la RD65 par un carrefour à feux en T dans la courbe du club hippique. Plus précisément, seront réalisés les aménagements suivants :

- la requalification de la rue de l'hippodrome existante,
- la création d'une nouvelle voie entre la rue de l'hippodrome requalifiée et la RD65,
- la création d'un carrefour à feux en T entre la nouvelle voie et la RD65,
- la réalisation d'un ouvrage de franchissement de l'Arc,

- enfin, la réalisation d'un ouvrage de franchissement du bassin de rétention existant.

S'agissant des motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général du projet, il convient de rappeler que cette liaison routière a pour objectif de compléter le projet déclaré d'intérêt communautaire en 2014 portant sur le contournement Sud de la commune d'Aix-en-Provence, lequel comprend trois sections :

- la voirie de l'Ensoleillée reliant le giratoire du club hippique au chemin des Aubépines, laquelle a déjà été réalisée,
- la liaison entre la RD65 et RD9, objet de la présente délibération, qui constituera le principal itinéraire reliant le futur quartier de la Constance au nœud RD9/A51,
- la liaison entre la RD9 et RD8N, dans le secteur de la Félicité, en phase d'études.

Inscrite en emplacement réservé dans les documents d'urbanisme depuis 2004, d'abord au Plan d'Occupation du Sol de la ville d'Aix-en-Provence puis reconduite dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015, cette liaison routière représente un intérêt stratégique à plusieurs titres :

- d'abord, compléter la liaison inter-quartiers au Sud et à l'Ouest de la ville lesquels concentrent l'essentiel du développement urbain de la commune d'Aix-en-Provence et qui rencontrent aujourd'hui des difficultés en matière de circulation. Ainsi, au moyen d'un linéaire de voirie très faible qui créera un franchissement de l'Arc supplémentaire, les échanges entre ces secteurs seront facilités ;
- ensuite, répondre à l'accroissement du trafic routier qui sera généré par les importants projets d'urbanisation projetés dans le secteur dont la zone d'aménagement concerté de la Constance, l'opération d'aménagement Barida ou encore l'ensemble immobilier de la Beauvalle. En effet, ces projets d'aménagement représentent au global la création d'environ 4800 logements et 10 000 m² de surface dédiés à des activités commerciales et tertiaires. L'étude de trafic réalisée dans le cadre de l'étude d'impact indique que la non-réalisation de cette liaison routière conduirait à une saturation générale du trafic, notamment sur la RD65 ;

- enfin, faciliter le développement des transports en commun avec la création de voies réservées mais également sécuriser les modes de déplacements doux avec la création de voies piétonnes et cyclables.

En application des obligations réglementaires issues du Code de l'Urbanisme et du Code de l'Environnement, le projet a fait l'objet d'une concertation préalable conformément à l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, réalisée entre 3 janvier 2017 et 3 février 2017. Le bilan a été validé par délibération n°2017_CT2_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Ensuite, sur le fondement de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement, une autorisation au titre de la loi sur l'eau a été délivrée le 22 août 2017 par le Préfet des Bouches-du-Rhône.

En application des dispositions des articles L. 122-1 et R. 122-1 et suivants du Code de l'Environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact. S'agissant de la prise en considération de celle-ci, des mesures d'évitement et de réduction de l'impact du projet ont été prises, elles sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Numéro et type	Intitulé	Période
Mesure d'Évitement		
ME1	Préservation des arbres à chiroptères et de la ripisylve	Balisage Avant travaux
ME2	Préservation des alignements d'arbres et des éléments linéaires végétalisés	Balisage Avant travaux
ME3	Préservation des souches d'arbres coupées avec ampoules fétales de Grand Capricorne	Déplacement des souches et sanctuarisation sur un lieu prévu avec un tractopelle fourni
ME4	Préservation des plants d'Ophrys de la passion	Balisage Avant travaux
Mesure de Réduction		
MR1	Adaptation du calendrier de travaux en fonction du cycle biologique des espèces contactées (MR1)	Calendrier d'intervention pour les espèces sensibles
MR2	Utilisation d'un éclairage adapté lors des travaux (MR2)	Rédaction + cf suivi de chantier vert, mise en place d'un protocole
MR3	Isolation de la zone de travaux par un grillage à mailles fines (MR3)	Pose d'un filet amphibien le long de la clôture des travaux (environ 600m)
Mesure d'Accompagnement		
MA1	Conception d'habitats favorables pour les reptiles souches et pierrées, rocher à composer sur place : 2 personnes sur 1 journée	En fonction du phasage
MA2	Suivi de Chantier	

Le dossier comprenant l'étude d'impact a été transmis pour avis à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement qui en a accusé réception le 7 août 2017. L'autorité environnementale a émis un avis le 6 octobre 2017. Chaque remarque de cette dernière a été prise en compte et a fait l'objet d'une réponse détaillée du maître d'ouvrage qui est annexée à la présente délibération.

Également, en application de l'article L. 122-1 V du Code de l'Environnement, la commune d'Aix-en-Provence a été consultée. La collectivité n'a pas émis d'observation à l'issue du délai réglementaire de deux mois.

Par ailleurs, en application de l'article R. 123-1 du Code de l'Environnement, le projet a été soumis à enquête publique.

Le tribunal administratif de Marseille, par décision n° E17000173/13 du 13 novembre 2017, a désigné Monsieur Charles Vigny en qualité de commissaire enquêteur. L'enquête publique a fait l'objet d'un arrêté n° 17-CT2-102 du Président de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 8 décembre 2017. L'enquête publique s'est déroulée du 5 février 2018 au 9 mars 2018 inclus. L'enquête a permis de recueillir les remarques du public qui sont détaillées dans le rapport du commissaire enquêteur joint à la présente délibération.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de liaison routière entre la RD9 et la RD65, assorti de la réserve suivante : « le projet doit être conforme au plan local d'urbanisme de la ville d'Aix-en-Provence avant approbation de la déclaration de projet ». Également, trois recommandations ont été développées par le commissaire enquêteur et sont rappelées ci-après :

- « la prise en compte tant en phase chantier qu'en phase exploitation, des prescriptions de l'étude d'impact sur la préservation de la faune et de la flore et sur les plantations à réaliser,
- en réponse aux observations des habitants de la résidence du parc de l'hippodrome, que soient rappelés dans la déclaration de projet les engagements du maître d'ouvrage concernant l'étude et la réalisation en fonction des contraintes techniques, d'un nombre de places de stationnement supérieur à douze, la plantation de deux pins de taille conséquente en remplacement des pins parasols qui vont être supprimés, l'étude de l'implantation d'un arrêt de bus, la limitation de la vitesse de la circulation à 30 km/h depuis la RD9 jusqu'à l'intersection desservant la nouvelle résidence de 85

logements et la réalisation d'un plateau ralentisseur au niveau de cette intersection, que la mise en œuvre concrète de ces actions sera réalisée en concertation avec les responsables de la résidence du Parc de l'hippodrome à Aix-en-Provence,

- de prendre l'attache des propriétaires du club hippique, situé en rive droite de l'Arc, à proximité immédiate du projet, avant le lancement de l'appel d'offres afin de présenter l'organisation du chantier prévue et prendre en compte les contraintes d'exploitation du club hippique et convenir, en tant que de besoin, d'une convention régissant les relations avec la Métropole pendant les travaux ».

Les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur sont joints à la présente délibération.

Le maître d'ouvrage a répondu aux remarques du commissaire enquêteur par courrier du 26 mars 2018 et s'engage sur :

- l'étude et la réalisation, en fonction des contraintes techniques, d'un nombre de places de stationnement supérieur à douze,
- la plantation de deux pins de tailles conséquente en remplacement des pins parasols, le positionnement de ceux-ci pourra être décidé en concertation avec les représentants des copropriétés voisines,
- l'étude d'opportunité de l'implantation d'un arrêt de bus sera menée par le service des transports de la Métropole lors de la définition du plan de circulation des transports en commun empruntant cette nouvelle voirie,
- la limitation à 30 km/h depuis la RD9 jusqu'à l'intersection desservant la nouvelle résidence et la réalisation d'un plateau ralentisseur au niveau de l'intersection.

Enfin, l'article L. 126-1 du Code de l'Environnement prévoit que lorsqu'un projet public ou privé de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique, l'organe délibérant de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.

Par ailleurs, en application des obligations réglementaires résultant des dispositions du Code

du Patrimoine et du Code Forestier, le projet fera l'objet d'une demande d'autorisation de travaux, ainsi que d'une demande d'autorisation de défrichement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2014_A045 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le contournement sud d'Aix-en-Provence;
- La délibération n° 2015_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme général des travaux et l'enveloppe prévisionnelle de l'opérateur ;
- La délibération n°2016_CT2_246 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 décembre 2016 définissant les modalités de la concertation publique ;
- La délibération n°2017_CT2_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 validant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°VOI008-2415/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 juillet 2017 qui autorise son Président à signer les arrêtés d'ouverture et de fermeture d'enquête publique ;
- La concertation élaborée au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme et son bilan ;
- L'étude d'impact et l'avis de l'Autorité environnementale émis le 6 octobre 2017 ;
- La décision du tribunal administratif de Marseille n° E17000173/13 du 13 novembre 2017 désignant le commissaire enquêteur titulaire ;
- L'arrêté n°17-CT2-102 du Président de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 08 décembre 2017 visant l'ouverture de l'enquête publique ;

- Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le projet en date du 4 avril 2018 et l'avis favorable émis sur l'intérêt général du projet, assorti d'une réserve et de trois recommandations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole auprès du Tribunal administratif de Marseille pour la désignation d'un Commissaire enquêteur, du 19 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale, le mémoire en réponse du maître d'ouvrage et l'absence d'observation de la ville d'Aix-en-Provence.
- Le dossier d'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.
- La nécessité pour la Métropole Aix-Marseille Provence de déclarer d'intérêt général le projet de liaison routière entre la RD9 et la RD65 à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est déclaré d'intérêt général le projet de liaison routière entre la RD9 et la RD65 avec réalisation d'un ouvrage d'art sur l'Arc, sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Sont pris en compte l'étude d'impact ainsi que le résultat de l'enquête publique formalisé par le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

Article 3 :

En application des dispositions de l'article R. 126-1 du Code de l'Environnement, la présente déclaration de projet fera l'objet des modalités de publicité et d'affichage suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- publication sur internet du projet: <http://www.agglo-paysdaix.fr/>
- affichage en mairie d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 339

AVIS - Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Gréasque et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Entrée de ville de Gréasque - RD64a Route de Gardanne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée dans la requalification de l'entrée de ville Ouest de Gréasque sur la RD46a – Route de Gardanne, entre le carrefour giratoire de la route du Puits Hely d'Oissel jusqu'au panneau d'agglomération sur la RD46a.

Les études préalables, réalisées en 2014, ont permis de déterminer le programme de l'opération validé par délibération n°2014_B465 du Bureau communautaire de la CPA du 28 novembre 2014.

L'aménagement projeté a pour objectif, sur le périmètre concerné, la réduction de la vitesse des automobilistes, l'intégration et la sécurisation de l'ensemble des modes de déplacements actifs ainsi que la requalification paysagère de l'entrée de ville.

Il comprend :

- la réduction et la requalification de la voie ;

- la création d'un tourne-à-gauche au niveau de la montée du Serpolet ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création de trottoirs et de pistes cyclables ;
- le réaménagement des arrêts de bus pleine voie ;
- la sécurisation des traversées piétonnes ;
- le traitement du pluvial de la voie ;
- la requalification paysagère des espaces résiduels ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

Le montant estimatif des travaux approuvé par délibération s'élève à 1 320 000€TTC.

La mission de maîtrise d'œuvre complète a été confiée au bureau d'études techniques LIVEO.

Au cours des études d'avant-projet, le maître d'œuvre a mis en exergue le mauvais état surfacique de la chaussée existante. Après différents diagnostics, il s'est avéré que la structure de chaussée de la route départementale était défectueuse et devait être refaite en partie. Le Département sollicite donc la Métropole afin de lui confier la maîtrise d'ouvrage de ces travaux de reprise dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville. Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône financera les travaux lui incombant.

Ainsi, il est aujourd'hui proposé de valider le projet de convention entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Gréasque et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix.

Cette convention a pour objet de définir les conditions administratives et financières de la création et de la gestion ultérieure des ouvrages réalisés ainsi que le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage du Département des Bouches-du-Rhône au Territoire du Pays d'Aix pendant la durée des travaux.

Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage

En application de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée modifiée par ordonnance N°2004-566 du 17 juin 2004, dite loi MOP, le Département transfère de manière temporaire sa qualité de maître de l'ouvrage à la Métropole pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'entrée de ville de Gréasque sur la RD46a – route de Gardanne. En conséquence, la Métropole aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux y afférents.

A l'issue de la réception des travaux, les ouvrages seront remis au Département et la Commune qui retrouveront leurs qualités de maîtres d'ouvrages et de gestionnaires des voies, des trottoirs, des pistes cyclables ainsi que des espaces résiduels.

Modalités financières

Les travaux d'aménagement seront financés par le Territoire du Pays d'Aix.

Le Département contribuera à la réfection de la structure de chaussée existante défectueuse pour un montant estimatif de travaux de 105 000€ HT (valeur octobre 2017). Un premier appel de fonds, à hauteur de 15 % du montant de la participation, sera effectué au démarrage des travaux. Les appels suivants seront effectués suivant l'avancement des travaux sans excéder 95 % de ceux-ci. Le solde sera demandé à l'achèvement des travaux.

Maintenance, entretien et surveillance des ouvrages

Le Département, en tant que gestionnaire, sera responsable de l'entretien de la chaussée, de ses accessoires et de la signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental.

La Commune de Gréasque assurera l'entretien des trottoirs et de la piste cyclable, des espaces verts et du réseau d'arrosage, du réseau d'eaux pluviales, de la signalisation horizontale, de la signalisation verticale de police, de la signalisation directionnelle hormis celle prévues au schéma directeur départemental.

Le projet de convention est présenté en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_B465 du Bureau communautaire de la CPA du 28 novembre 2014 relative à l'approbation du programme de travaux de l'entrée de ville de Gréasque – RD46a Route de Gardanne ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76 M€.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Gréasque et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour l'aménagement de l'entrée de ville de Gréasque – RD46a Route de Gardanne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les dépenses correspondantes sont prévues dans l'Autorisation de Programme AP Globale et les finances sont inscrites au Budget Principal de la Métropole fractionné, dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, au service 5A.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 340

Validation du programme d'aménagement de la route de Galice entre le carrefour Pagnol /

Château Double et l'accès A51 sur la commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

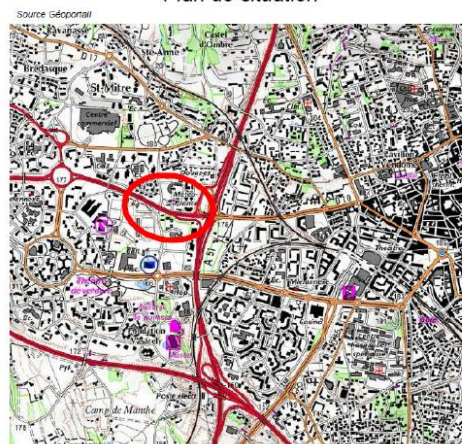
En 2014, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée à financer les études de réalisation de la bretelle entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest. Par délibération du 17 décembre 2015, elle validait le financement de la convention de travaux avec la Société des Autoroutes du Sud de la France. Par cette même délibération, elle validait le programme portant sur le réaménagement du carrefour sur la route de Galice situé en amont de cet échangeur, pour un montant de 2 M€ HT, ainsi que le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage à la ville d'Aix-en-Provence qui se charge de réaliser ce carrefour.

Le programme de travaux concernant le réaménagement du carrefour sur la route de Galice (RD 64) doit être complété par une opération sur la portion de la route de Galice comprise entre l'échangeur A51 et le carrefour avec le boulevard Château Double et l'avenue Marcel Pagnol à l'ouest du centre-ville d'Aix-en-Provence.

Cet aménagement fait partie intégrante du projet autoroutier puisque la fermeture de la bretelle d'accès A51 Sud est imposée par l'État dans le cadre de la demande de principe du complément du système d'échanges entre les autoroutes A8 et A51. L'aménagement est compatible avec les futurs projets du secteur :

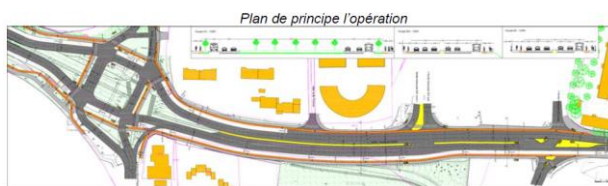
- L'aménagement de couloirs bus sur la route de Galice.
- La création d'un parc relais de 600 places sur le rond-point du colonel Jeanpierre à l'ouest du périmètre de l'étude.
- Le projet d'augmentation de la capacité du stade Maurice David.

Plan de situation



La bretelle d'accès à l'A51 Sud depuis l'ouest doit être fermée (imposé par l'Etat). L'accès à l'A51 Sud pour les véhicules venant de l'ouest doit être rétabli par un carrefour à feux avec tourne à gauche vers l'autre bretelle d'entrée sur l'A51 Sud en venant de l'Est et une modification de la sortie de l'A51 Nord sur la route de Galice est prévue en interdisant le tourne à gauche vers le centre-ville, le flux correspondant étant redirigé vers la place à feux sur laquelle le demi-tour est désormais possible. L'étude de faisabilité réalisée en 2015 aboutit à une proposition d'aménagement de cette portion de la route de Galice permettant d'établir le programme ci-après :

- La fermeture de la bretelle d'accès à l'autoroute A51 Sud (vers Marseille) depuis la route de Galice Ouest,
- La création d'un carrefour à feux avec tourne à gauche sur la route de Galice pour permettre l'accès à l'autre bretelle d'entrée sur l'A51 Sud pour les véhicules venant de l'ouest,
- La création de voies TCSP,
- La continuité des pistes cyclables,
- Les continuités piétonnes.



Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 2 000 000 € HT, soit 2 400 000 € TTC.

Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 1 800 000 € HT et d'une partie « études et surveillance des travaux » pour un montant de 200 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2014_A010 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014, créant l'AP pour le complément d'échangeur A8/A51 ;
- La délibération n° 2014_A047 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014, approuvant la participation financière de la CPA au complément d'échangeur A8/A51 en finançant la 1^{ère} bretelle ;
- La délibération n° 2015_A234 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015, approuvant l'augmentation de l'AP pour le complément d'échangeur A8/A51 ;
- L'avis de la Commission de Territoire mobilité et infrastructures de transports du 27 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux de cette opération, pour un montant de 2 000 000 € HT, soit 2,4 millions € TTC.

Ce montant est composé d'une partie travaux pour un montant de 1 800 000 € HT et d'une partie « études et surveillance des travaux » pour un montant de 200 000 € HT.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 3:

Pour la réalisation de cette opération, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès des partenaires éventuels, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'AP allouée à l'opération « échangeur A8/A51 » d'un montant de 23 M€.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 341

Validation du programme d'aménagement de l'entrée de ville de Meyrargues – Avenue Mistral / Avenue du Grand Vallat – Phase II

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement des « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée à mettre en œuvre les aménagements visant à assurer la cohérence des entrées de ville et de village sur son territoire.

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix poursuit cette démarche et souhaite s'engager sur la seconde phase de l'opération d'aménagement de l'entrée de ville de Meyrargues - Avenue Mistral / Avenue du Grand Vallat.

Les études de faisabilités réalisées en 2015 avaient permis d'aboutir au programme de la première phase de l'aménagement de l'entrée de ville, dont la réalisation a été portée par la Commune de Meyrargues par le biais d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage. Le Bureau communautaire du 29 octobre 2015 approuvait par délibération n° 2015_B501 le programme de travaux et autorisait la Communauté du Pays d'Aix à signer la dite convention.

Dans la continuité de cette délibération, la commune de Meyrargues avait de nouveau sollicité la CPA afin d'intégrer une seconde phase de

travaux depuis la rue d'Albertas jusqu'au rond-point de la rue d'Arbaud. La faisabilité n'ayant pu être finalisée, il avait été proposé d'approuver cette demande dans le cadre d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec nécessité de présenter ultérieurement le programme. Par délibération n° 2015_B704, le Bureau communautaire du 17 décembre 2015 approuvait et autorisait la Communauté du Pays d'Aix à signer cet avenant n°1.

Depuis, les études réalisées ont permis d'aboutir à un programme de travaux.

Il est donc aujourd'hui proposé de valider le programme de l'entrée de ville de Meyrargues – Avenue Mistral / Avenue du Grand Vallat – Phase II.

Programme des travaux de l'entrée de ville :

Le projet de cette seconde phase est situé au Nord de la commune de Meyrargues et s'étend sur environ 125 mètres sur la rue d'Albertas et 165 mètres sur l'avenue du Grand Vallat jusqu'au carrefour giratoire des rues José d'Arbaud et Simone Garcin.

L'objectif de l'aménagement est de pacifier la circulation automobile, d'établir une liaison piétonne et cycliste avec le centre-ville et de parachever l'embellissement de l'entrée de ville sur ce secteur.

L'étude de faisabilité réalisée conjointement avec la Commune a permis d'établir le programme de cette opération, qui s'inscrit dans la continuité de la première phase, comme suit :

- adaptation et requalification des chaussées ;
- création de plateaux traversants ;
- traitement des accès privés à la voie publique ;
- création de trottoirs sur l'ensemble du projet ;
- création de bandes ou de pistes cyclables sur l'ensemble du projet ;
- traitement du réseau pluvial de la voie ;
- requalification paysagère des espaces résiduels ;
- adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

L'estimation de cette seconde phase de l'opération s'élève à 500.000 € HT, soit 600.000 € TTC dont 550.000 € TTC de travaux.

Plan de situation :



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2015_B501 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant le programme de l'opération ;
- La délibération n° 2015_B704 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'entrée de ville de Meyrargues - Avenue Mistral / Avenue du Grand Vallat – Phase II ;
- La délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 27 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme des travaux de l'entrée de ville de Meyrargues - Avenue Mistral / Avenue du Grand Vallat – Phase II pour un montant de 500.000 € HT, soit 600.000 € TTC dont 550.000 € TTC de travaux.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, service 5A – AP Globale.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Habitat

2018 CT2 342

AVIS - Opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation de l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du cœur de ville de Pertuis, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2010. Elle poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opérations d'aménagement antérieures.

En 2014, un avenant a prolongé la durée de la concession de 6 années (2014 à 2020) permettant de poursuivre le programme d'aménagement et de réhabilitation engagés sur les îlots dégradés. Cet avenant avait également pour objet d'élargir le périmètre d'intervention afin d'intégrer l'aménagement des espaces publics autour du pôle culturel de la médiathèque des Carmes.

La concession actuelle doit donc se clôturer à la fin de l'année 2020. Toutefois, au regard des travaux d'aménagement restant à réaliser, de l'évolution du programme confié à la SPLA et validé dans le CRAC 2017, et afin de finaliser la cession du stock foncier, il est nécessaire de proroger la durée de la concession de trois ans, la portant ainsi à treize ans.

L'augmentation de la durée de la concession engendre une rémunération supplémentaire du concessionnaire sur 3 ans à hauteur d'environ 500 000€. L'optimisation des postes de dépenses de l'opération permet de compenser en partie le montant de cette rémunération.

Ainsi, le prolongement de la durée de la concession ne nécessitera qu'une augmentation de 150 000 € de la participation du concédant étalée sur trois ans, soit 50 000 € par an de 2021 à 2023.

Il s'agit donc de modifier les articles suivants :

- Article 1- Objet de la concession.
Il s'agit d'ajuster le programme de la concession.
- Article 6 – Durée de la concession d'aménagement.
La convention est prorogée de trois années supplémentaires, jusqu'au 31 décembre 2023.
- Article 24 – Modalités de cession, de concession ou de location d'immeubles.
Les prix de cession des îlots, objets du programme sont ajustés, notamment les îlots Durance et d'Astion qui seront cédés à titre gratuit pour la réalisation de logements sociaux.
- Article 27.3- Participation du concédant au coût de l'opération.
La participation numéraire du concédant est augmentée de 150 000 € et s'élève dorénavant à 11 180 846€.
- Article 32 – Rémunération du concessionnaire.
La rémunération du concessionnaire, pour la nouvelle période de 2018 à 2023, s'élève à 197 167€ par an, soit 591 501€ pour les 3 années de prorogation de la concession.

Le projet d'avenant n°3 a été présenté et validé par le comité de pilotage de la concession du 5 juillet 2018.

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A194 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2011_B056 du Bureau communautaire de la CPA du 8 mars 2011 adoptant l'avenant n° 1 à la concession et le principe de la participation en nature par apport du stock foncier à l'opération centre ancien de Pertuis ;
- La délibération n°2013_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'avenant n°2 à la concession modifiant son périmètre et son programme d'intervention ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 approuvant le CRAC 2017 de la concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les missions restant à réaliser sur l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3, ci-annexé, au traité de concession de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 343

Lancement d'une étude de peuplement du parc locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix réalisée par l'ADIL 13

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a construit un partenariat avec l'ADIL 13 autour de deux types de missions : une convention pour les missions dites « socle » et une convention pour les missions spécifiques que l'ADIL conduira pour la Métropole et les Conseils de Territoire (délibération n°DEVT 012-2393/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017).

Dans le cadre de ses missions spécifiques, l'ADIL peut être sollicitée par la Métropole et les Conseils de Territoire pour réaliser des études, enquêtes et diagnostics ponctuels, notamment sur le peuplement du parc social.

Dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat, la Communauté du Pays d'Aix a lancé, dès 2006, la réalisation d'un atlas du Parc Locatif Social. Cet Atlas constitue le principal outil d'observation de la production de logements sociaux sur les 36 communes du Territoire du Pays d'Aix. Il permet une localisation précise des livraisons de logements locatifs sociaux par type de financement.

Aujourd'hui, 27 053 logements sociaux sont recensés au titre de l'article 55 de la loi SRU en Pays d'Aix (inventaire 2017). Sur les 92 communes de la Métropole, 71 sont assujetties à la loi SRU dont 25 dans le Pays d'Aix.

L'offre en logements sociaux est très inégalement répartie sur le Pays d'Aix comme dans l'espace métropolitain et reste la quasi-exclusivité des villes de plus de 20 000 habitants.

Face à la pression croissante exercée sur le parc social, la question de l'occupation des logements sociaux doit aujourd'hui être prise en compte dans une perspective d'équilibre et de mixité sociale au sein de ce parc. Améliorer la connaissance de l'occupation du parc social, son évolution au cours du temps et mettre à jour les différences à l'intérieur de ce segment de parc constitue un préalable nécessaire à la conduite des politiques impliquant l'État, les collectivités locales, les bailleurs sociaux et leurs partenaires.

En outre, les récentes évolutions législatives (loi ALUR et loi Egalité et Citoyenneté) ont placé les EPCI comme chefs de file en matière d'attribution des logements sociaux : choix des orientations en matière d'attribution des logements sociaux par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), définition des modalités d'information et de gestion de la demande locative sociale dans le cadre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur (PPGDID), élaboration de Convention Intercommunale d'Attribution (CIA).

Au vu de ces éléments et de ce contexte, le Pays d'Aix souhaite lancer une étude de peuplement du parc locatif social sur son territoire. Cette étude vise à apporter des éléments de diagnostic complémentaires, notamment à son Atlas du parc locatif social, et préalables à la mise en œuvre de nouvelles instances et dispositifs au niveau métropolitain. Elle se veut donc une première étape constituant un outil de connaissance partagé pour les élus et techniciens du territoire.

L'étude sera menée à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix. Un zoom spécifique sera effectué sur les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

Cette étude vise à établir un état des lieux précis de la situation actuelle du territoire concernant :

- l'offre locative sociale
- les conditions d'occupation du parc
- la demande locative social
- les loyers du parc social

Elle fera appel à la mobilisation de données classiques, mais aussi de données uniquement disponibles auprès des partenaires (enquêtes OPS, données communales.). C'est pourquoi, les bailleurs sociaux et les communes seront étroitement mobilisés autour de ce projet.

Le montant de cette étude s'élève à 30 000€ et sera prise en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°DEVT 012-2393/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 concernant l'approbation d'un partenariat avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec l'ADIL 13 relative aux missions spécifiques, le lancement d'une étude de peuplement du parc locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 30 000€.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 1016-Fonction 50 - Nature - 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 344

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Aide plafonnée à 4 000 € versée à tout organisme bancaire qui a la charge de la valoriser sous la forme d'un prêt bonifié. Cette aide permet le financement, en amont, des intérêts à percevoir par l'organisme bancaire. Le montant de ces intérêts est calculé sur la base du taux de swap amortissable « FGAS » (Fonds de Garantie de l'Accession Sociale). Publié chaque trimestre, il permet le calcul de la subvention à verser et constitue un « taux de référence ».

Aujourd'hui, le prêt bonifié est mis en œuvre par le Crédit Foncier, partenaire bancaire du Pays d'Aix.

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€, cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

Les conditions du PTZ dans l'ancien ont changé depuis du 1er janvier 2018. L'acquisition d'un logement ancien est, à présent, exclusivement réservée aux zones

« les moins tendues » : les communes classées en zone B2 et C (à condition que le montant des travaux d'amélioration représente au moins 25 % du coût total de l'opération).

Les acquéreurs d'un logement dans l'ancien ne peuvent donc plus prétendre au PTZ dans les zones A et B1.

Par conséquent, la majorité du territoire est exclue du dispositif : seules sont éligibles les acquisitions dans l'ancien sur 6 communes classées en zone B2 (Jouques, Puyloubier, La Roque d'Anthéron, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Paul-lez-Durance, Vauvenargues).

Or, les demandes d'aide à l'accession concernent majoritairement les zones A et B1 (notamment les villes d'Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles, Rousset, Les Pennes-Mirabeau, Gardanne, Fuveau).

Ainsi, en vue de poursuivre son objectif de favoriser l'accession à coût maîtrisé dans l'ancien, il est proposé que le Pays d'Aix continue d'accorder son aide sur l'ensemble de son territoire, même si le bénéficiaire n'est pas éligible au PTZ (en zones A et B1).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 33 aides directes à la personne, soit un montant de 82 500 euros ;
- 6 prêts bonifiés au Crédit Foncier, soit un montant maximum de 24 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 82 500 euros aux 33 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec le Crédit Foncier, le versement d'une subvention globale maximale de 24 000 euros pour la mise en œuvre de 6 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition de l'accédant cité dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Est approuvé le dispositif permettant l'acquisition d'un logement dans l'ancien sur l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3347 (Fonction 553 – Nature 20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 345

Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (délibération n°2014_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180 € par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).
La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).
La subvention plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Par ailleurs, la CPA a souhaité mettre en place un dispositif de soutien en direction des communes pour la production de logements locatifs sociaux (délibération n° 2012_A081 du 31 mai 2012).

Ainsi, le territoire soutient l'acquisition-amélioration en maîtrise d'ouvrage communale à hauteur de 50 % du reste à charge de la commune, déduction faite des autres subventions et de la valorisation du revenu locatif.

La commune de Mimet sollicite le Territoire du Pays d'Aix au titre de ce dispositif afin de réaliser un logement social de type PLUS.

Les services de l'État, à l'initiative de la Mairie, ont préempté deux garages mitoyens situés Route Notre Dame des Anges. Le propriétaire actuel, l'EPF PACA, s'est entendu avec la Commune pour lui céder ce bien immobilier au prix de vingt-sept mille euros. La vente devrait être réalisée devant notaire au mois de septembre.

D'une surface totale de 40 m², la création de ce logement nécessite des travaux de maçonnerie, d'isolation, de plomberie, d'électricité ainsi que la mise en place des menuiseries extérieures. Le prix de revient de l'opération s'élève à 95 289 € H.T.

La subvention sollicitée s'élève à 16 657 €, représentant 50 % de la part restant à charge de la commune, déduction faite des autres subventions et de la valorisation du revenu locatif.

Plan de financement prévisionnel :

Valorisation des revenus locatifs (15 ans) 51 972 €
Etat (Acquisition-amélioration en maîtrise d'ouvrage communale) 7 371 €
Région PACA 9 529 €
Territoire du Pays d'Aix 16 657 €
Commune 16 657 €
Total 95 289 €

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le

bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé d'attribuer des aides pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Ces aides, déclinées dans le tableau annexé, s'élèvent à un montant total de 2 493 965 € pour 9 opérations représentant 264 logements locatifs sociaux, dont 83 logements PLAI, 134 logements PLUS et 47 logements PLS.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la programmation 2018 des logements locatifs sociaux du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2012_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 31 mai 2012 définissant les dispositifs d'intervention en faveur des communes afin de les accompagner dans la production de logements sociaux ;
- La délibération n° 2013_A031 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 2 493 965 € en faveur de la production de logements sociaux pour les 9 opérations décrites dans le tableau annexé.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer ces conventions de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Autorisations de Programme N° DI725AP et N°DI819AP, fonctions 552 et 50.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 346

Attribution de subventions aux propriétaires privés dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter, Mieux Louer » 2016-2019

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des dispositifs programmés axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.

Pour accompagner cette politique d'amélioration du bâti privé, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) a mis en place un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Mieux Habiter - Mieux Louer » avec secteurs renforcés pour la période 2016-2019, destiné à aider financièrement les propriétaires privés, occupants et bailleurs, de logements conventionnés en vue de réduire la vacance, lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

La convention de programme triennale de ce dispositif déterminant les modalités financières et juridiques relatives aux financements, alloués aux propriétaires privés, en provenance du Territoire du Pays d'Aix et des partenaires financiers institutionnels a été signée le 27 septembre 2016 par l'ensemble des partenaires (Agence Nationale de l'Habitat, Conseil Régional, Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et du Var, les Villes d'Aix-en-Provence, Gardanne Lambesc, Pertuis, Peyrolles-en-Provence et Trets).

Ce PIG « Mieux Habiter - Mieux Louer » vise :

- la production de logements conventionnés et la sortie de vacance,
- le traitement de l'habitat indigne et dégradé,
- la lutte contre la précarité énergétique,
- l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Son champ d'application porte sur l'ensemble des 36 communes du Pays d'Aix. Un objectif global de 446 logements est défini sur 3 ans, sur l'ensemble du Territoire soit :

- 220 logements relevant de propriétaires occupants,
- 226 logements relevant de propriétaires bailleurs.

Six centres anciens présentant des potentiels d'habitat indigne ou très dégradé ont été identifiés

et retenus en vue d'optimiser la démarche de prospection, d'animation et d'information du dispositif auprès des propriétaires. Ce PIG prévoit donc une ingénierie renforcée sur les centres anciens de :

- Gardanne,
- Lambesc,
- Pertuis,
- Peyrolles-en-Provence,
- Trets,
- Aix-en-Provence.

L'objectif de réhabilitation dans ces secteurs renforcés se décline ainsi :

- 122 logements de propriétaires occupants soit 55 % des objectifs « propriétaires occupants »,
- 135 logements de propriétaires bailleurs soit 60 % des objectifs « propriétaires bailleurs ».

Par ailleurs, ce PIG intègre un dispositif expérimental d'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA) prévu par l'Anah (instruction du 6 février 2015) visant à inscrire les ménages en difficulté dans une démarche d'insertion sociale en les faisant bénéficier d'une prestation d'accompagnement et d'encadrement technique des travaux. Il est prévu d'accompagner 30 ménages sur les 3 ans au titre de l'ARA.

Afin de soutenir l'amélioration de l'habitat privé en s'associant aux objectifs prioritaires, pour la réhabilitation des logements du parc privé, fixés par l'Anah, et en complément des aides de l'Anah, le Territoire du Pays d'Aix mobilise les aides suivantes :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 10 % du montant subventionnable de l'Anah et une prime de 500 € en complément de l'Allocation de Solidarité Ecologique - ASE (programme « Habiter Mieux »),
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de réduction de loyer » visant à encourager les propriétaires bailleurs privés à produire des logements « conventionnés » avec loyer maîtrisé durant 9 ans. Le montant de cette prime est plafonné à 80 m². Son mode de calcul varie selon si le bailleur opte pour livrer un logement avec un :
 - « loyer très social » : prime = 125 €/m²,
 - « loyer social » : prime = 100 €/m²,
 - « loyer intermédiaire » : prime = 50 €/m².

Le Territoire du Pays d'Aix prévoit également des aides majorées lorsque les travaux interviennent en secteurs renforcés :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 20 % du montant subventionnable pour des travaux lourds,
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de sortie de vacance » dont le mode de calcul varie si le bailleur opte pour livrer un logement avec un :
 - « loyer très social » : prime = 5.000 €,
 - « loyer social » : prime = 2.500 €,
 - « loyer intermédiaire » : prime = 1.500 €.

Les décisions d'attribution des aides en faveur de l'habitat privé sont prises par l'Anah après avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), dans la limite des droits à engagement alloués annuellement. Les primes et subventions accordées par le Territoire du Pays d'Aix, pour compléter et majorer une aide Anah, sont versées à l'achèvement des travaux sur la base des attestations de versement de la participation de l'Anah qui vérifie les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicable. En cas de dépassement du plafond d'attribution des aides publiques (80 % ou 100 % du montant des travaux), le Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit d'écarter son aide.

Pour encourager l'engagement des travaux de réhabilitation, le Territoire du Pays d'Aix a souhaité harmoniser ses aides avec celles de l'Anah et ajuster les modalités de sa participation financière. Les propriétaires ont ainsi la possibilité de déposer une demande d'avance et/ou d'acompte(s) auprès du Territoire du Pays d'Aix.

Suite aux décisions prises au sein des dernières CLAH de novembre 2018 à mars 2018, la participation du Territoire du Pays d'Aix est sollicitée sur 98 dossiers, détaillée dans le tableau ci-annexé, pour un montant total de 245 752 euros ainsi répartis :

- 156 555 euros pour 84 dossiers de propriétaires occupants (dont 56 propriétaires très modestes),
- 89 197 euros pour 14 dossiers de propriétaires bailleurs.

Les dossiers de propriétaires bailleurs ont donné lieu à la production de 14 logements conventionnés ainsi répartis :

- 10 logements « Conventionné Social » (LCS),
- 4 logements conventionnés en « Logement Intermédiaire » (LI).

Les dossiers se répartissent de la façon suivante :

- 57 subventions répondant à un objectif de performance énergétique,

- 22 subventions relatives aux travaux liés à l'autonomie,
- 2 subventions répondant à un objectif de performance énergétique et relatives aux travaux liés à l'autonomie,
- 13 subventions relatives aux travaux lourds (logements indignes et très dégradés),
- 4 subventions relatives à des travaux de sécurité et de salubrité.

20 dossiers de propriétaires occupants ont été instruits en « Secteurs Renforcés » sur les communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Lambesc, Pertuis, Peyrolles-en-Provence et Trets.

Par ailleurs, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé par une convention de financement avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur à faire l'avance de l'aide régionale auprès des bénéficiaires.

Ainsi, le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires occupants s'élève à 136 377 euros.

Le Territoire du Pays d'Aix procède également à l'avance, aux bénéficiaires, des aides financières accordées par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, après leur validation technique. Le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires occupants s'élève à 180 068 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire – Dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés ;
- La délibération n°2015_B708 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'approbation d'une convention de programme triennale liée au Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 et d'une convention de financement bi-partite avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT_170 du 12 octobre 2016 relative aux modalités de paiement des aides en faveur des propriétaires occupants et bailleurs dans le cadre du PIG « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016/2019 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'intervenir auprès des propriétaires occupants et bailleurs du parc privé potentiellement indigne, dégradé, en vue d'améliorer le confort des occupants, de réduire la vacance, de lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées des subventions d'un montant total de 245 752 euros aux propriétaires privés concernés mentionnés dans le tableau ci-annexé pour la part du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Sont approuvées, pour l'avance des aides régionales et départementales, les subventions d'un montant total de 136 377 euros pour la part Région PACA et d'un montant total de 180 068 euros pour la part Département des Bouches-du-Rhône, aux propriétaires privés mentionnés dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix AP DI730AP – Fonction 552 – Nature 20422.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale

2018 CT2 347

AVIS - Attribution d'une subvention politique de la ville au Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil Départemental d'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13) est un groupement d'intérêt public doté de la personnalité morale placé sous la présidence du Président de Tribunal de Grande Instance de Marseille, cette structure réunit

différents acteurs qui œuvrent pour l'accès au Droit dans le département : les professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice, ...), les collectivités locales en charge des politiques sociales, les associations spécialisées et l'État.

Dans le cadre de ses missions, le CDAD 13 organise des permanences de consultations juridiques d'avocat, de notaire et d'huissier. Les personnes qui consultent ont accès gratuitement à ces permanences aux heures et jours prévus, sans ou avec prise de rendez-vous.

Ce dispositif d'accès au Droit concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles) et le Conseil de Territoire du Pays de Martigues (Martigues, Port-de-Bouc). Il se développe au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence, ainsi que dans celle du Pays de Martigues et se décline également sous forme de permanences dans d'autres structures des territoires concernés.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, le CDAD 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 39 192 euros.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 30 411 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 781 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au Conseil Départemental d'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône d'un montant total de 39 192 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec le CDAD 13.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole et se répartissent comme suit :

- pour 30 411 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.
- pour 8 781 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 348

Attribution de subventions nominatives dans le cadre des Opérations Façades de Pertuis

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations façades de la Ville de Pertuis ont été transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au titre de sa compétence Politique de la Ville (délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2003_A156 du 25 juillet 2003 et délibération n° 2015_B518 du Bureau communautaire du 29 octobre 2015).

L'opération façades est pilotée par une commission façades, composée d'élus et de techniciens de la Ville de Pertuis et du Territoire du Pays d'Aix et régie par une convention d'attribution des aides.

Peuvent bénéficier de l'opération façades, les propriétaires d'immeubles situés à l'intérieur du cœur de ville, correspondant au périmètre de la concession d'aménagement de la ville de Pertuis. Les immeubles situés en vis-à-vis du périmètre de l'opération façades peuvent également bénéficier du dispositif.

L'ensemble des façades des bâtiments est subventionnable. Néanmoins les façades visibles depuis l'espace public seront subventionnées en priorité.

Chaque façade doit être rénovée en totalité y compris les rez-de-chaussée. La réfection d'un seul élément de la façade (gouttière, menuiseries extérieures...) ne peut être subventionnée.

La nature des travaux porte sur le piquage et la réfection des enduits, la reprise des peintures incluant les appuis des fenêtres, le remplacement ou la peinture des menuiseries extérieures et la zinguerie.

Le montant de la subvention par façade s'élève de 40 % à 53,33 % du montant des travaux plafonnés à 69 € le m² TTC de surface de façade retenue.

Pour les travaux de ravalement avec enduit, la subvention maximale est de 3 049 €, pour les travaux de ravalement peinture, celle-ci est de 2 287 €.

La Commission se réserve le droit d'accorder exceptionnellement une aide supplémentaire pour surcoût architectural (de 1 500€ à 2 000€ maximum), selon l'intérêt architectural du bâtiment et/ou l'utilisation de matériaux coûteux imposés par la réglementation de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ou de tout dispositif réglementaire destiné à s'y substituer, afin de contribuer à l'amélioration du patrimoine de Ville.

Enfin, les propriétaires peuvent bénéficier d'une majoration de 10% :

- au titre de l'aide à la personne : selon le montant des ressources qui ne doivent pas excéder les plafonds du Prêt d'Accession Sociale (accordé pour financer la construction ou l'achat d'un logement, avec ou sans travaux d'amélioration)
- au titre de la lutte contre l'insalubrité : réhabilitation d'un immeuble dégradé à très dégradé

Suite à la commission façades du 19 avril 2018, la participation du Pays d'Aix est sollicitée sur les 4 dossiers suivants pour un montant total s'élevant à **7 947,30 euros**.

NOM DU PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	SURFACE	MONTANT DES TRAVAUX	MONTANT ESTIMÉ DE SUBVENTION	MONTANT DE SUBVENTION
SCI VINOLLY	n°2 rue Vinolly	510 m²	39 842,00 €	2 287,00 €	2 287,00 €
GAUTIER Jean-Marie	n°9 rue Bayon et rue Grande	237 m²	20 204,32 €	2 287,00 €	2 534,50 €
HYUNMI Lee	n°42 rue Saint Jacques	114 m²	10 392,82 €	1 525,00 €	1 525,00 €
REYNAUD Loïc	n°33 rue Tourmante	58 m²	12 177,00 €	1 600,80 €	1 600,80 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B518 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 concernant les opérations Façades de la Ville de Pertuis ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions aux propriétaires concernés mentionnés ci-dessus pour un montant total de **7 947,30 euros** dans le cadre des opérations façades de la Ville de Pertuis.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, ligne budgétaire 2940 (fonction 52 – nature 20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 349

Approbation de la convention de partenariat avec le Dispositif Régional de l'Observation Sociale (DROS)

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de sa compétence Politique de la ville, le Territoire du Pays d'Aix sollicite le DROS pour son accompagnement dans le cadre de ses travaux, et notamment le suivi du contrat de ville signé le 30 juin 2015.

Le Dispositif Régional d'Observation Sociale Paca, conscient de l'intérêt tout particulier que présentent sur le plan économique et social les éléments d'informations dont il dispose, est intéressé à poursuivre le partenariat avec le Pays d'Aix engagé depuis 2014. Le DROS marque ainsi, par la présente convention, sa volonté de fournir les données sociales disponibles, son appui méthodologique et son expertise, dans le cadre des travaux menés par le Pays d'Aix.

Cette collaboration à laquelle il faut ajouter l'Agence d'Urbanisme Pays d'Aix Durance (AUPA) a permis de réaliser en 2015, un « portrait social du territoire » qui a orienté les actions en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain sur les différents quartiers concernés.

Afin d'anticiper le besoin en matière de suivi et d'évaluation du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix, la fourniture des données et l'accompagnement expert du DROS sont nécessaires.

A partir de ces données, l'AUPA aura les éléments pour assurer le suivi des indicateurs liés au niveau de revenu, au nombre d'allocataire du RSA, notamment, à l'échelle des IRIS (infra communal). Il est prévu aussi la fourniture de données spécifiques pour les « quartiers politique de la ville » (QPV).

Enfin, l'actualisation de l'indice de fragilité « sociale » sera possible sur les communes concernées.

La convention est prévue pour une durée de trois ans.

Au delà de la fourniture de ces données statistiques issues des données brutes de la CAF (Caisses d'Allocations Familiales), l'équipe du DROS sera associée à l'évaluation en continu du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette convention de partenariat avec le Dispositif Régional d'Observation Sociale (DROS) est essentielle pour le suivi et l'évaluation de la politique de la ville mise à œuvre à l'échelle du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat à conclure avec la DROS.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention de partenariat et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits de 10 000 euros (dix mille euros) sont inscrits sur l'État spécial de Territoire du Pays d'Aix, fonction 52, nature 6188.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 350

Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

A ce titre, 12 structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le contrat de ville du Territoire, pour les communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 162 350 €.

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des actions soutenues par le Pays d'Aix selon les quatre axes d'intervention suivants :

- Accès au droit et aide aux victimes,
- Médiation,
- Prévention des conduites à risques,
- Information et communication.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Accès au droit et aide aux victimes							
2018-00125	CAFC LA RECAMPADO	Permanences de médiation familiale – Aix en Provence	8 300 €	23 041 €	2 500 €	1 500 €	NON
2018-00127	CAFC LA RECAMPADO	Permanences de médiation familiale – Vitrolles		23 041 €	2 500 €	1 500 €	NON
2018-00131	CAFC LA RECAMPADO	Permanences de médiation familiale – Bouc Bel Air		23 041 €	3 500 €	2 970 €	NON
2018-00129	CAFC LA RECAMPADO	Permanences de médiation familiale – Gardanne		23 041 €	2 500 €	1 500 €	NON
2018-00489	ADEJ	Droit au quotidien	8 000 €	9 500 €	8 000 €	7 200 €	NON
2018-00554	ESPÉRANCE PLUS EN PAYS D'AIX	Accompagnement des jeunes témoins de violences conjugales	4 500 €	13 730 €	8 000 €	4 050 €	NON
2018-00553	LE CRI DE L'ENFANT EN PAYS D'AIX	Accompagnement des enfants en difficultés scolaires – lutte contre l'exclusion	11 000 €	22 500 €	12 000 €	9 900 €	NON
2018-00653	ŒUVRE DES PRISONS	Protocole de violences conjugales	8 500 €	31 639 €	8 500 €	7 650 €	NON
Sous Total Axe 1					47 500 €	36 270 €	
Axe 2 : Médiation							
2018-00152	ASSOCIATION MEDIATION ET COHESION SOCIALE (ADDAP 13)	De la rue au lycée - Aix en Provence	30 000 €	135 470 €	30 000 €	27 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2018-00053	ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés – Les Pennes Mirabeau	1 700 €	11 793 €	2 338 €	1 530 €	NON
2018-00406	ADDAP 13	Prévention : actions familles / ados en horaires décalés - Gardanne	0 €	43 847 €	13 541 €	6 000 €	NON
2018-00137	CAFC LA RECAMPADO	REPI – Aix en Provence	1 000 €	15 290 €	3 200 €	900 €	NON
2018-00133	CAFC LA RECAMPADO	Permanences Ecoute Familles Aix en Provence	6 500 €	12 879 €	3 000 €	2 250 €	NON
2018-00134	CAFC LA RECAMPADO	Permanences Ecoute Familles Vitrolles		4 829 €	2 000 €	1 800 €	NON
2018-00135	CAFC LA RECAMPADO	Permanences Ecoute Familles Gardanne		4 829 €	2 000 €	1 800 €	NON
2018-00132	CAFC LA RECAMPADO	Espaces Rencontres – Aix en Provence	9 000 €	143 319 €	9 000 €	8 100 €	NON
2018-00446	ARTMOTNID	Point écoute familles - Pertuis	0 €	18 000 €	8 000 €	7 200 €	NON
2018-00078	ÉCOLE DES PARENTS ET DES ÉDUCATEURS	Écoute et accompagnement des familles - Venelles	2 500 €	5 300 €	2 300 €	2 250 €	NON
2018-00083	ÉCOLE DES PARENTS ET DES ÉDUCATEURS	A l'écoute des jeunes – Bouc Bel Air	7 000 €	9 500 €	7 000 €	6 300 €	NON
2018-00106	ÉCOLE DES PARENTS ET DES ÉDUCATEURS	Parentalité et scolarité – Aix en Provence	3 000 €	13 000 €	4 000 €	2 700 €	NON
2018-00105	ÉCOLE DES PARENTS ET DES ÉDUCATEURS	Écoute et accompagnement des familles – Pennes Mirabeau	3 000 €	7 000 €	3 000 €	2 700 €	NON

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2018-00104	ÉCOLE DES PARENTS ET DES ÉDUCATEURS	A l'écoute des jeunes passage en sixième – Pennes Mirabeau	2 000 €	5 400 €	2 000 €	1 800 €	NON
2018-00079	ÉCOLE DES PARENTS ET DES ÉDUCATEURS	A l'écoute des familles - Bouc Bel Air - CISPD	9 000 €	15 500 €	9 000 €	8 100 €	NON
2018-00003	RESONANCES	Médiations Familiales – Aix en Provence	9 000 €	82 665 €	11 000 €	8 000 €	OUI
2018-00004	RESONANCES	Médiations Familiales – Pertuis	0 €	65 241 €	3 000 €	2 100 €	OUI
2018-00005	RESONANCES	Médiations Familiales – Peyrolles	6 000 €	30 060 €	6 000 €	4 200 €	OUI
2018-00006	RESONANCES	Médiations Familiales – Meyrargues	2 000 €	15 030 €	3 500 €	2 450 €	OUI
2018-00007	RESONANCES	Médiations Familiales – Le Puy Sainte Réparate	0 €	15 030 €	3 500 €	2 450 €	OUI
2018-00008	RESONANCES	Médiations Familiales – Jouques	3 000 €	10 520 €	3 000 €	2 100 €	OUI
2018-00009	RESONANCES	Médiations Familiales – Saint Paul Lez Durance	3 000 €	10 520 €	3 000 €	2 100 €	OUI
SOUS TOTAL AXE 2 :					133 379 €	103 830 €	
Axe 3 : Prévention des conduites à risques							
2018-00018	IMAJE SANTE	Permanences - Les Pennes Mirabeau, Cabriès, Bouc Bel Air, Simiane	55 000 €	47 500 €	28 000 €	20 000 €	NON
SOUS TOTAL AXE 3 :					28 000 €	20 000 €	
Axe 4 : Information et communication							

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2018-00035	POMPIERS SANS FRONTIERES	Prévention des démarches citoyennes en milieu scolaire	2 500 €	12 500 €	3 500 €	2 250 €	NON
SOUS TOTAL AXE 4 :					3 500 €	2 250 €	
TOTAL GENERAL					212 379 €	162 350 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La signature du Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 30 juin 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d' Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 03 décembre 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2016 (STSPD) de la commune de Gardanne ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Pertuis, signée le 02 avril 2013 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Vitrolles, signée le 11 décembre 2013 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions 2018 pour un montant total de 162 350 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

Le solde de la subvention sera liquidé conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole notamment sur production:

- du compte de résultat final de l'action, signé et certifié par le Président et le Trésorier de l'association. Ce compte de résultat sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'action. Il prendra en compte les ressources et les dépenses réelles afférentes à cette seule opération ;
- d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action conventionnée, à savoir, les moyens mis en place pour développer les axes d'intervention inscrits dans la convention ;

- des derniers bilans et compte de résultat connus de l'association, certifiés par un commissaire aux comptes ou un expert comptable.

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est calculé au prorata du montant des dépenses justifiées, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix service 7D «Prévention de la Délinquance» chapitre 65 du budget.

Article 4 :

Les termes des conventions annuelles d'objectifs 2018 à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association « AMCS – Groupe ADDAP 13 », d'une part, et « Résonances », d'autre part sont adoptés tels qu'annexés au présent rapport.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2018 CT2 351

AVIS - Approbation d'une délibération cadre pour un dispositif harmonisé de suivi de la mise en œuvre des cinq Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) exécutoires sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée le 1^{er} janvier 2016, par fusion des 6 intercommunalités existantes : les Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Il s'agit d'une compétence exclusive du Conseil de la Métropole AMP (article L. 5218-7 du CGCT).

L'article 39 de la loi NOTRe impose à la Métropole AMP d'engager l'élaboration d'un SCOT

métropolitain avant le 31 décembre 2016. Celui-ci a été engagé le 16 décembre 2016, par délibération du conseil métropolitain (URB 001-1405/16/CM). A la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, son territoire était couvert par cinq SCOT exécutoires :

- Le SCOT de Marseille Provence Métropole, approuvé le 29 juin 2012 par l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM),
- Le SCOT de l'Agglomération Provence, approuvé le 15 avril 2013 par l'ancienne Communauté d'agglomération Agglomération Provence,
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque, approuvé le 18 décembre 2013 par l'ancien Syndicat mixte chargé des études, de l'élaboration et du suivi du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque,
- Le SCOT Ouest Etang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte du SCOT Ouest étang de Berre,
- Le SCOT du Pays d'Aix, approuvé le 17 décembre 2015 par l'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix.

Jusqu'à l'approbation du futur SCOT métropolitain, prévue mi-2022, ces cinq SCOT existants sont exécutoires.

Le code de l'urbanisme prévoit (art L 143-28), qu'un SCOT doit procéder, six ans au plus tard après son approbation, à une analyse des résultats de son application, notamment en matière d'environnement, de transport et de déplacement, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantations commerciales.

La Métropole va donc établir le bilan de chacun des cinq SCOT exécutoires, 6 ans après leur approbation, conformément à l'article du code de l'urbanisme cité ci-dessus. Ces bilans seront alimentés par les analyses conduites par la Métropole et ses Territoires.

Chaque bilan devra, en outre, s'appuyer sur les dispositifs de suivi définis spécifiquement dans chacun des cinq SCOT (rapport de présentation). Ces dispositifs sont un peu différents d'un SCOT à l'autre. Par exemple, un SCOT identifie uniquement des indicateurs environnementaux ; certains SCOT présentent leurs indicateurs par grands axes du PADD, d'autres les déclinent par thématiques.

Au-delà de l'obligation réglementaire, ces cinq bilans doivent aussi permettre de tirer des enseignements de l'application des SCOT. Ainsi, ils doivent aider à servir à évaluer l'efficacité d'une prescription, l'atteinte d'un objectif chiffré ou les conséquences d'une orientation. Ces enseignements permettront ainsi d'alimenter le futur SCOT métropolitain, en cours d'élaboration. Ces

analyses de bilans assureront au prochain document de planification à la fois un bon niveau d'analyse diagnostique, mais aussi des orientations et des objectifs adaptés, harmonisés et efficaces.

C'est pourquoi, il est nécessaire que ces cinq bilans soient réalisés dans un esprit commun, assurant un socle d'analyse harmonisé à l'échelle métropolitaine. C'est l'objet de la présente délibération.

Pour cela, il est attendu dans les bilans une analyse quantitative des résultats, au regard des objectifs fixés dans chacun des SCOT. Cette partie doit ainsi permettre de traiter à minima les indicateurs suivants, en privilégiant les indicateurs traitant d'une évolution des situations entre 2 périodes :

- Démographie, en s'attachant à la population dans son ensemble, mais aussi, quand c'est possible en ciblant certaines catégories (par âge, catégorie socio-professionnelle...) ;
- consommation d'espace, en distinguant, dans la mesure du possible, certains types d'espaces et leurs fonctions ; en l'associant, quand les données le permettent, à la densité habitable ;
- offre d'habitat et de logements, en ciblant certains types de logements selon les situations (par exemple : logements locatifs sociaux au regard de la loi SRU, logements vacants...) ;
- emploi, activité économique et commerciale, analysés au travers de données sur les emplois, et/ou sur les entreprises, en identifiant les filières économiques, les types d'espaces selon les données disponibles ;
- offre de transports (par exemple : nombre de km, axes, pôles d'échanges...), pouvant inclure, si possible, des analyses sur les temps de déplacements, et globalement sur la mobilité (modes doux notamment) ;
- espaces et activités agricoles, en identifiant certaines filières ou certaines fonctions agri-environnementales, en analysant les surfaces, quand les données existent ;
- trame verte et bleue et continuités écologiques, avec des approches adaptées au niveau de précision de chaque SCOT, incluant des analyses sur les espaces protégés, et pouvant être croisées avec des analyses sur les ressources naturelles ;
- construction dans les secteurs à risques, à partir d'indicateurs permettant d'identifier la part des secteurs soumis.

Cette liste n'est pas exhaustive. Selon les SCOT, d'autres indicateurs pourront être analysés, notamment au regard de l'environnement (ressources, paysages, énergie, nuisances, déchets...).

En complément, une analyse qualitative doit être produite portant sur des secteurs de projet identifiés explicitement, ou non, dans les SCOT. Sur ces secteurs, l'analyse doit traiter des grandes thématiques suivantes : accessibilité ; développement économique ; développement urbain ; cadre de vie et environnement. Une analyse croisée est, en outre, importante pour comprendre les évolutions globales sur ces secteurs de projets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération (n°AEC-009398/12/CC) de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 29 juin 2012 approuvant son Schéma de cohérence territoriale.
- La délibération (n°082/13) de la communauté d'agglomération Agglopolé Provence du 15 avril 2013 approuvant son Schéma de cohérence territoriale.
- La délibération (n°01-1213) du Syndicat mixte chargé des études, de l'élaboration et du suivi du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque du 19 décembre 2013 approuvant le Schéma de cohérence territoriale.
- La délibération (n°14/15) du Syndicat mixte du SCOT Ouest étang de Berre du 22

octobre 2015 approuvant le Schéma de cohérence territoriale Ouest étang de Berre, couvrant les Territoires d'Istres Ouest Provence et Pays de Martigues.

- La délibération (n°2015-A304) de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 21 décembre 2015 approuvant son Schéma de cohérence territoriale.
- La délibération n° HN 010-143/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole proposant la délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2016, pris conjointement par le préfet des Bouches-du-Rhône, le préfet du Var et le préfet du Vaucluse, portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération (n° URB 001-1405/16/CM) du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole prescrivant le lancement de la procédure d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale(SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur l'ensemble de son périmètre,
- Que les cinq SCOT approuvés sont exécutoires sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser les bilans des cinq SCOT exécutoires, 6 années après leur approbation.

Article 2 :

Les bilans de la mise en œuvre de chacun des cinq SCOT exécutoires sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence seront organisés à partir des orientations de la présente délibération-cadre. Ils répondront aussi aux spécificités de chacun des cinq dispositifs de suivi ainsi qu'aux objectifs du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme

2018 CT2 352

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative à l'instruction des autorisations du droit des sols pour le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° URB 026-2941/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole a proposé une nouvelle convention cadre relative à l'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) des communes du territoire du Pays d'Aix volontaires.

Six communes (Beaurecueil, Meyrargues, Saint-Estève-Janson, Saint-Paul-lez-Durance, la Roque d'Anthéron et Puyloubier) ont signé cette convention.

La convention initiale a pour objet de définir la création d'un service commun et les modalités de la mise à disposition du service instructeur intercommunal pour l'instruction de tout ou partie des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol des communes adhérentes, selon les

dispositions proposées par l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le service commun d'instruction du territoire est chargé de l'instruction des autorisations du droit des sols par le Maire des communes volontaires, il n'est pas mis à disposition des Communes au sens administratif du terme.

L'article R 423-15 du Code de l'Urbanisme donne la possibilité à l'autorité compétente de charger des actes d'instructions les services d'une collectivité territoriale sans qu'une notion de mise à disposition au sens administratif soit invoquée.

Il convient donc de modifier la convention initiale pour que le service instructeur du territoire soit l'autorité chargée de l'instruction au titre des dispositions de l'article R 423-15 du Code de l'Urbanisme en lieu et place de l'article L 5211-4-2 du CGCT.

La convention relative à l'instruction des autorisations du droit des sols précise notamment les obligations réciproques de chaque partie impliquée dans l'instruction, les conditions de signature des actes concernés, ainsi que les dispositions financières.

Pour des raisons de clarté financière, le présent avenant a également pour objet d'indiquer que les coûts de l'instruction par type d'actes s'entendent toutes taxes comprises.

Enfin, il est précisé dans l'avenant que les nouvelles adhésions ne seront effectives que pour autant que le service instructeur puisse s'appuyer sur des moyens humains et techniques en adéquation avec la charge de travail.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° URB 026-2941/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention cadre relative à l'instruction des autorisations du droit des sols pour le territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de maintenir la continuité du service public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, à la convention cadre relative à l'instruction des autorisations du droit des sols pour le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 353

AVIS - Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) - Approbation d'un avenant n°3 au programme de travail pour la période 2018

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La métropole Aix Marseille Provence, l'État et la ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt de chacun, dans l'esprit de l'article L110 du Code de l'Urbanisme qui dispose notamment : « le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Par délibération n°URB025-2940/17/BM du Bureau de la Métropole en date du 14 décembre 2018, le partenariat avec l'AUPA a été maintenu pour l'année 2018 pour la mise en œuvre des outils métropolitain de planification avec la signature d'une nouvelle convention pour l'année.

Le programme de travail confié à l'AUPA et inscrit dans la convention pour l'année 2018 concerne :

- **à l'échelle métropolitaine** : la participation à l'élaboration des documents stratégiques en matière de planification tel que le Schéma de Cohérence Territoriale ou thématiques comme le Plan de Déplacements Urbains, le Programme Local de l'Habitat, le schéma des zones d'activités économiques, le schéma d'urbanisme commercial, le Plan Climat Air Énergie, le Plan Alimentaire Territorial, etc ...
- **à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix** : la participation à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ainsi que le travail sur le PNRU et le suivi des contrats de ville
- **à l'échelle des autres EPCI membres** : participation à l'élaboration des SCOT
- **à l'échelle des communes membres** : accompagnement sur le développement urbain avec la réalisation d'études d'aménagement sur des secteurs spécifiques.

Concernant le PLUi du Territoire du Pays d'Aix, il convient de préciser les missions confiées à l'AUPA pour 2018 en fonction de l'avancée du projet.

Depuis 2016, l'AUPA a accompagné le Territoire du Pays d'Aix dans des travaux préparatoires à l'élaboration du PLUi ce qui a permis d'identifier les objectifs qui guideront son élaboration et qui ont été définis dans la délibération de prescription prise lors du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de PLUi, les travaux suivants ont été confiés à l'AUPA :

- l'élaboration du diagnostic territorial qui sera alimenté par des études complémentaires notamment sur les thèmes agriculture, environnement et risques
- l'accompagnement sur l'écriture du PADD
- la réalisation d'un pré-zonage et d'un pré-règlement à partir d'une analyse typomorphologique
- l'élaboration d'une partie des OAP

Ces premiers travaux montrent que certains points doivent être approfondis notamment :

- l'identification des enjeux du territoire en fonction des éléments du diagnostic
- le travail avec les communes pour identifier et prioriser les secteurs de projet afin d'alimenter le futur PLUi du territoire, par la réalisation d'études d'aide à la décision précises et localisées
- l'analyse des capacités de stationnement
- la définition d'une méthodologie stabilisée pour l'analyse des capacités de densification

Par ailleurs, la réalisation d'un diagnostic sur le volet agriculture a été confiée à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône principalement sur la partie agriculture productive. Mais dans le cadre des schémas sectoriels de niveau métropolitain notamment le Plan Alimentaire Territorial, d'autres aspects de l'agriculture ont été abordés. Il serait opportun d'aborder ces thématiques au niveau du territoire du Pays d'Aix qui compte plus de la moitié des espaces agricoles de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces nouvelles missions représentent une charge de travail supplémentaire, il convient de réajuster la subvention versée à l'AUPA sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2018 à hauteur de 70 000 € ce qui porte la subvention totale à 481 392 €..

L'article L132-16 du Code de l'Urbanisme dispose que *«les dépenses exposées par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour les études, l'élaboration, la modification et la révision de leurs documents d'urbanisme ainsi que pour la numérisation du cadastre sont inscrites en section d'investissement*

de leur budget ». Il est donc proposé que la subvention versée à l'AUPA pour les missions complémentaires concernant le PLUi soit payée en investissement sur l'imputation comptable 202.

Le présent avenant a donc pour objet de :

- compléter le programme de travail pour l'année 2018
- réajuster la subvention accordée en fonction des nouvelles missions confiées à l'AUPA
- verser le complément de subvention sur l'imputation comptable 202 de la section investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB025-2940/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'AUPA contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les missions complémentaires confiées à l'AUPA dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix décrites ci-dessus et la subvention complémentaire en découlant à hauteur de 70 000 € pour l'année 2018 et le paiement de ces dépenses complémentaires sur l'imputation comptable 202 de la section investissement.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'AUPA qui précise les missions confiées à l'agence et les modalités de financement pour 2018.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant n°3 à la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, sur les lignes budgétaires suivantes, nature 6574 – fonction 515.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 354

AVIS - Création de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et le décret d'application n°2017-456 du 29 mars 2017 institue en lieu et place des secteurs sauvegardés, des aires de mises en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, les sites patrimoniaux remarquables.

De même, ces textes modifient la composition des anciennes commissions locales du secteur sauvegardé. Il s'avère donc nécessaire de créer les nouvelles commissions locales des sites patrimoniaux remarquables.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le législateur ayant reconnu la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain divisé en territoires sur la base de l'article L.5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, il conviendrait de tenir compte de cette particularité pour organiser les nouvelles commissions locales des sites patrimoniaux remarquables de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'échelle des territoires de la Métropole.

Trois territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont concernés par des sites patrimoniaux remarquables : le Territoire de Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire Istres-Ouest Provence.

Il conviendrait donc de proposer la création des nouvelles commissions locales des sites patrimoniaux remarquables pour chacun des Territoires concernés, voire pour chacune des communes concernées si elles présentent des particularités, par des délibérations spécifiques du Conseil de la Métropole.

En ce qui concerne le Territoire du Pays d'Aix, seule la commune d'Aix-en-Provence dispose d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur pour son centre historique.

Il est donc proposé que cette spécificité soit prise en compte afin de créer une commission locale des sites patrimoniaux remarquables propre à la commune d'Aix-en-Provence qui concerne le périmètre de l'ancien secteur sauvegardé d'Aix-en-Provence et l'ancienne zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager d'Entremont Saint Donat.

En accord avec Madame le Maire d'Aix-en-Provence, Madame Maryse JOISSAINS MASINI, il est donc proposé de créer une commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence.

Outre les membres de droit de la commission qui sont le Président de la commission, le Maire d'Aix-

en-Provence, le Préfet, le Directeur Régional des Affaires Culturelles et l'Architecte des Bâtiments de France, le décret n°2017-456 du 29 mai 2017 prévoit la constitution de trois collèges : un collège d'élus, un collège d'associations du patrimoine, un collège d'experts.

Après avoir consulté Monsieur le Préfet qui a agréé la proposition de composition de cette nouvelle commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence, il est proposé d'adopter la composition suivante pour la création d'une commission locale de neuf membres titulaires et neuf membres suppléants :

Collège des élus

- Monsieur Alexandre GALLESE (membre du bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller de la Métropole, adjoint au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Stéphane PAOLI (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence)

- Madame Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Madame Odile BONTHOUX (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence)

- Monsieur Philippe DE SAINTDO (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller municipal d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Jacques BOUDON (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller municipal d'Aix-en-Provence)

Collège des associations

- Monsieur Pierre DUSSOL (président de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois) ; suppléant Monsieur Philippe COUTIAUX (membre de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois)

- Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL (déléguée régionale de l'Association Vieilles Maisons Françaises) ; suppléant Madame Odile De Pierrefeu (membre de l'Association Vieilles Maisons Françaises)

- Monsieur Emmanuel SECHIARI (délégué régional de l'Association Demeure Historique) ; suppléant Monsieur Jean HAUGER (délégué régional adjoint de l'Association Demeure Historique)

Collège des experts

- Madame Nuria NIN (archéologue) ; suppléant Monsieur Michel FRAISSET (directeur de l'office de tourisme d'Aix-en-Provence)

- Monsieur Régis ROUDIL (architecte) ; suppléant Monsieur Patrick COHEN (architecte du patrimoine)

- Monsieur Denis COUTAGNE (conservateur honoraire du patrimoine, commandeur des arts et des lettres, ancien directeur du musée Granet) ;

suppléant Madame Marie-Christine GLOTON (docteur en histoire de l'art)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat créée par arrêté préfectoral du 8 août 1998
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- L'avis favorable de Monsieur le Préfet.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le site patrimonial remarquable du centre historique d'Aix-en-Provence et la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat nécessitent la création d'une nouvelle commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Sont désignés les membres suivants de la commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence :

Collège des élus

- Monsieur Alexandre GALLESE (membre du bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller de la Métropole, adjoint au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Stéphane PAOLI (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence)
- Madame Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Madame Odile BONTHOUX (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence)
- Monsieur Philippe DE SAINTDO (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller municipal d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Jacques BOUDON (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller municipal d'Aix-en-Provence)

Collège des associations

- Monsieur Pierre DUSSOL (président de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois) ; suppléant Monsieur Philippe COUTIAUX (membre de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois)
- Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL (déléguée régionale de l'Association Vieilles Maisons Françaises) ; suppléant Madame Odile De Pierrefeu (membre de l'Association Vieilles Maisons Françaises)
- Monsieur Emmanuel SECHIARI (délégué régional de l'Association Demeure Historique) ; suppléant Monsieur Jean HAUGER (délégué régional adjoint de l'Association Demeure Historique)

Collège des experts

- Madame Nuria NIN (archéologue) ; suppléant Monsieur Michel FRAISSET (directeur de l'office du tourisme d'Aix-en-Provence)
- Monsieur Régis ROUDIL (architecte) ; suppléant Monsieur Patrick COHEN (architecte du patrimoine)
- Monsieur Denis COUTAGNE (conservateur honoraire du patrimoine, commandeur des arts et des lettres, ancien directeur du musée Granet) ; suppléant Madame Marie-Christine GLOTON (docteur en histoire de l'art)

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 355**AVIS - Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de la commune d'Aix-en-Provence - Modification n°1 - Engagement**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Préfet envisage très prochainement d'engager une modification du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence dans la perspective de définir les prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans un des quartiers emblématiques du centre historique d'Aix-en-Provence.

Les évolutions envisagées concernent l'instauration de plusieurs prescriptions graphiques au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence afin d'assurer une occupation qualitative et respectueuse du patrimoine aixois par cet équipement muséographique. Ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du document et relèvent d'une procédure de modification.

A cet effet, Monsieur le Préfet sollicite l'avis du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'engagement de cette procédure de modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence, conformément à l'article R.313-16 du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de ses territoires, il lui impartit effectivement de donner son avis sur la prescription d'une procédure d'évolution d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les articles L.313-1 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction issue de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et R.313-1 et suivants dans leur rédaction issue du décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- Le courrier de Monsieur le Préfet portant consultation de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la base de l'article R.313-16 du Code de l'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence nécessite une procédure de modification à l'initiative des services de l'État en vue de définir les prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans le centre historique d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article unique :

Il est donné un avis favorable à l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence par le Préfet de Région en vue de définir les prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans le centre historique d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 356

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence – Modification n°1 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolce Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme

et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme. Les orientations fondamentales définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ont montré toute leur pertinence dans leur application au territoire.

Une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a toutefois été engagée afin d'intégrer la possibilité d'envisager des extensions et des annexes pour les constructions d'habitation situées en zone agricole (A) et naturelle (N), mais aussi de parachever les critères qualitatifs d'insertion urbaine en zone urbaine et d'apporter des améliorations de rédaction du règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement et les documents graphiques du règlement, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

La procédure de modification s'inscrit dans les dispositions de l'article L.153-36 du code de l'urbanisme :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017, le conseil municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018.

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été transmis pour avis aux personnes publiques associées et consultées. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a émis un avis en date du 13 mars 2018 sur le projet de modification n°1 assorti de plusieurs recommandations portant majoritairement sur les possibilités d'extension des constructions d'habitation ou d'annexe en zone naturelle et agricole prévues par la modification n°1. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis en date du 27 avril 2018. La Commission Départementale de Préservation des

Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, saisie au titre des extensions des constructions d'habitation en zone naturelle et agricole, a émis son avis en date du 16 mars 2018.

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire.

Cette enquête s'est déroulée du 22 mai 2018 au 29 juin 2018, soit pendant 39 jours consécutifs, dans le cadre d'une enquête publique unique regroupant plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence. Les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été fixées par arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Neuf permanences de la commission d'enquête ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique.

Sur les 470 observations déposées dans le cadre de l'enquête publique unique, près de 235 remarques ont été émises sur ce projet de modification n°1. Parmi ces remarques, il est à relever qu'une cinquantaine d'observations concerne les extensions et annexes en zones A et N, dont 25, soit la moitié, est favorable aux possibilités d'extension ou d'annexe prévues par la modification n°1 en zone naturelle et agricole. Une centaine d'observations concerne les questions de formes urbaines, une cinquantaine d'observations concerne les emplacements réservés et 70 observations concernent l'écriture réglementaire des risques naturels.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête désignée à cet effet ont été reçus le 26 juillet 2018. La commission d'enquête a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Elle a également souligné que la fréquentation du public avait été importante.

Elle a étudié le projet de modification n°1 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport. Son analyse du projet de modification et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification accompagné de 10 recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification n°1, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par la commission d'enquête, ainsi que les avis émis par les personnes publiques consultées.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les cinq catégories suivantes :

- les extensions et annexes des constructions d'habitation en zone agricole et naturelle
- l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de formes urbaines, de déplacement et d'équipement
- le changement de zonage au sein des zones à vocation urbaine
- les emplacements réservés
- les dispositions réglementaires relatives aux risques naturels

Seules certaines d'observations ne sont pas reprises dans cette analyse :

- celles qui auraient modifié substantiellement le projet de modification et auraient donc nécessité une nouvelle enquête publique, ce qui est le cas par exemple d'un changement de zone au sein des zones à vocation urbaine,
- celles qui ne relèvent pas du champ d'application d'une procédure de modification au regard du code de l'urbanisme.

1. La possibilité d'envisager des extensions, une annexe et une piscine pour les constructions d'habitation situées en zone agricole (A) et naturelle (N) du Plan Local d'Urbanisme

Des évolutions législatives, notamment la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, dite LAAAF, ont reconsidéré la question de la gestion du bâti d'habitation existant dans les zones naturelles et agricoles.

Comme cela avait été évoqué au moment de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, la possibilité d'envisager des extensions des constructions d'habitation existantes en zone naturelle et agricole sous certaines conditions est intervenue par le biais de la loi LAAAF entre la date d'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme et l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme. Lors de l'enquête publique de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, nombre de personnes avait demandé l'application de cette nouvelle législation.

Cependant, cette évolution du Plan Local d'Urbanisme après enquête avait été jugée comme modifiant substantiellement le projet et aurait donc nécessité une nouvelle enquête publique retardant l'approbation finale du document. Il a donc été annoncé qu'une procédure de modification serait nécessaire après approbation du Plan Local d'Urbanisme pour pouvoir intégrer la loi LAAAF.

Depuis, la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Macron » est venue compléter la loi LAAAF en autorisant, en plus des extensions des bâtiments d'habitation en zones A et N, la construction d'annexes dès lors que cela ne

compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Ces problématiques peuvent désormais être intégrées dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence qui avait été élaboré sous l'égide de la loi dite ALUR qui appréhendait de façon plus contraignante ces aspects.

Dans ces espaces de « campagne habitée », l'idée est de conjuguer la qualité résidentielle des ménages qui y vivent et celle du cadre de vie qu'ils occupent qui est un bien commun pour tous.

Conformément au code de l'urbanisme, cette modification des zones A et N du Plan Local d'Urbanisme fixe la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions et annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole et forestier du site.

En cohérence avec l'orientation 3.1 du PADD du Plan Local d'Urbanisme visant à « *préserver la grande campagne aixoise, l'écrin paysager qui fonde l'attrait et l'identité du territoire* » mais aussi l'objectif 3.4 qui vise à « *maintenir le potentiel cultivable des sols et de développer l'agriculture périurbaine de qualité* », le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme prévoit la possibilité de réaliser une extension, une annexe et une piscine à condition que la construction existante à usage d'habitation fasse au moins 60 m² de surface de plancher.

Le diagnostic a effectivement permis de constater que l'espace habitable moyen en zone A et N est effectif à partir de 60 m² de surface de plancher. Ce seuil permet d'éviter la transformation de bâti léger ou isolé de type cabanon, voire la création de logements supplémentaires dans des espaces agricoles ou naturels qui n'ont pas vocation à recevoir une population nouvelle.

La taille maximale de l'extension est de 40 m² de surface de plancher. Etant destinée à l'habitation, elle doit demeurer accessoire au bâtiment d'habitation principal. Cette taille est adaptée aux besoins inhérents à l'évolution des ménages pour réaliser une pièce de plus sans créer de nouveaux logements. Cette extension unique ne nécessite pas la mise en place d'un « plafond » de surface de plancher totale à ne pas dépasser.

L'extension ne devra pas représenter plus de 20% de l'emprise au sol du bâtiment principal d'habitation existant afin d'empêcher la consommation d'espaces agricoles et naturels grâce à la compacité du bâti. L'emprise au sol est une règle qui va permettre de maîtriser la consommation d'espace en limitant l'étalement des constructions et l'imperméabilisation des sols.

La zone d'implantation de 20 mètres autour de l'habitation vise quant à elle à :

- garantir le maintien du potentiel agricole en faisant en sorte que la consommation d'espace se fasse sur des espaces déjà artificialisés et dès lors

optimisés et non pas sur des espaces agricoles ou naturels.

- conditionner le regroupement des annexes et piscines autour des habitations principales en évitant l'éparpillement des constructions à l'ensemble de l'unité foncière et en limitant l'impact paysager.

Le projet de modification n°1 permet la réalisation d'une seule piscine et d'une seule annexe de 30 m² maximum ne créant pas de surface de plancher et n'étant pas contiguë au bâtiment d'habitation principal. Dès lors si, à la date d'approbation du Plan Local d'Urbanisme, il existe déjà une piscine ou une annexe, il ne sera pas envisageable d'en avoir une deuxième sur une même unité foncière.

De plus, l'annexe et la piscine devront être réalisées dans une zone de rayon de 20 mètres autour du bâtiment principal d'habitation. Ce rayon de 20 mètres correspond à la distance moyenne observée actuellement dans ces zones. Il correspond à des espaces autour de l'habitation déjà artificialisés et garantit la préservation des espaces agricoles et naturels.

Enfin, concernant les conditions de hauteur, le choix est fait de ne pas favoriser des hauteurs trop importantes afin de ne pas compromettre la qualité paysagère des sites et d'encadrer l'évolution des habitations existantes en compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Ainsi, la hauteur des constructions à destination d'habitation est limitée à 7 mètres et celle de l'annexe à 4 mètres.

Il est précisé qu'aucune modification n'est apportée concernant les constructions à destination agricoles.

1.1 Les observations et avis portant sur la possibilité d'envisager des extensions et des annexes pour les constructions d'habitation situées en zone agricole (A) et en zone naturelle (N) du Plan Local d'Urbanisme

Une cinquantaine d'observations déposées à l'enquête publique porte sur cet objet de la modification n°1. Il est notable que la moitié y est favorable.

Le reste des observations y est également favorable, mais tend à demander d'élargir le champ d'application de ces possibilités d'extension ou d'annexe prévues par la modification n°1. Certaines observations notamment portent sur une demande d'abaissement ou de suppression du seuil minimal de 60 m² de surface de plancher à partir duquel les extensions et l'annexe et la piscine sont possibles. D'autres demandent d'augmenter les possibilités d'extension notamment en supprimant ou en augmentant les 20% d'emprise au sol, ou en rapportant les possibilités d'extension à la surface de plancher existante, à la taille des terrains ou encore à un plafond maximum de surface de plancher. D'autres souhaitent élargir le périmètre de la zone d'implantation de 20 à 30 ou 50 mètres, ou encore, réaliser plus d'une annexe.

Enfin, quelques observations s'interrogent sur les incidences paysagères et environnementales d'un assouplissement des règles de constructibilité dans les zones A et N.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale, dans son avis n°2018APACA11 sur le projet de modification n°1 en date du 13 mars 2018, émet six recommandations sur les possibilités de réaliser une extension, annexe et piscine pour les constructions d'habitation en zone agricole et en zone naturelle. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis en date du 27 avril 2018.

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, saisie au titre des extensions des constructions en zone naturelle et agricole, a émis un avis favorable en date du 16 mars 2018 assorti de trois réserves consistant à :

- « - délimiter des sous-secteurs homogènes afin de limiter les dispositifs de création d'extension et d'annexe aux sous-secteurs les plus habités des zones A et N

- limiter en zone A et N la surface de plancher totale (construction initiale + extension) à 250 m²,

- se conformer aux recommandations formulées par la MRAE dans son avis du 13 mars 2018 ».

1.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant les extensions et annexes en zones naturelles et agricoles

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

- « - Pour les modifications du règlement concernant la possibilité d'extensions, d'annexes et de piscines en zones A et N, le projet est en accord avec les prescriptions des lois dites LAAF du 13/10/2014 et Macron du 06/08/2015 ainsi qu'avec les objectifs du PADD visant à la qualité de vie dans ces zones où sont implantées de nombreux bâtiments à usage d'habitation et sans lien avérés avec le monde agricole ; elles pénalisent toutefois les occupants des habitations les plus petites par des conditions d'emprise au sol,

- Il en est de même pour les prescriptions tendant à limiter la consommation d'espace énoncées au projet, restrictions portant sur le nombre, l'implantation, la taille et la hauteur des extensions, annexes et piscines et l'impact limité de leur implantation sur l'environnement et la biodiversité,

- Quel que soit le chiffre retenu dans le calcul des surfaces impactées, le pourcentage de zone agricole, naturelle ou humide impacté n'est pas de nature à nuire « compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site » vu le faible pourcentage des sols agricoles ou naturels impactés, cet impact étant réparti sur tout le territoire communal et non d'un seul tenant,

- Après avoir étudié les recommandations de la MRAe et les réponses en partie satisfaisantes apportées par les rédacteurs du projet à cet avis et considérées ces dernières comme satisfaisantes. [...] Il est à noter que la CDPENAF a émis un avis favorable sous réserve « de se conformer aux prescriptions de la MRAe, notamment en ce qui concerne la limitation des nouveaux droits à construire dans les sous-secteurs les plus peuplés des zones A et N ; elle recommande de limiter la surface de plancher totale, extension comprise à 250 m². »

Les conclusions de la commission d'enquête sont assorties des recommandations suivantes :

« Dans le but de ne pas léser les occupants des habitations de plus petites tailles qui ont un plus grand besoin d'extension, modifier le règlement de façon à autoriser une extension d'une surface maximale de 40 m² dans le prolongement du bâti existant pour tout local à usage d'habitation d'une surface comprise entre 50 à 200 m², sans condition de limitation d'emprise au sol. Pour ces derniers, autoriser une extension uniquement par surélévation.

A noter que la surface minimum dans le cas des bâtiments de plus de 200 m² serait de 240 m², inférieure aux 250 m² préconisés par la CDPENAF ».

Porter la plus grande attention à l'exercice de ces nouveaux droits à construire dans les secteurs Ap. »

1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme donne la possibilité de réaliser une extension, une annexe ou une piscine à condition que la construction existante à usage d'habitation fasse au moins 60 m² de surface de plancher.

L'idée de supprimer ou d'abaisser ce seuil ne serait pas cohérent avec les objectifs du PADD 3.1 visant à « préserver la grande campagne aixoise, l'écrin paysager qui fonde l'attrait et l'identité du territoire » et 3.4. visant à « maintenir le potentiel cultivable des sols et développer une agriculture périurbaine de qualité ». Le principe en zone A et N est de ne pas augmenter la population en créant de nouveaux logements qui seraient sans rapport avec les seules activités agricoles ou forestières autorisées. La notion de « bâtiments d'habitation existants » est donc une condition nécessaire pour éviter la transformation de bâti léger ou isolé de type cabanon assimilable par ailleurs à un changement de destination non autorisé dans les zones A et N, voire la création de logements. L'idée de supprimer ou d'abaisser le seuil serait donc de nature à renforcer le mitage du paysage et le nombre d'habitants.

Ce seuil de 60 m² correspond à la superficie de plancher qui caractérise l'espace habitable moyen pour un logement. On pourra dès lors parler

« d'extension de bâtiment d'habitation » conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme qui précise que « les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions [...] ».

De même, ne pas conditionner la possibilité d'annexe ou de piscine à l'existence d'un bâtiment d'habitation de plus de 60 m² risquerait de renforcer le mitage et la consommation d'espaces naturel et agricole. L'autorisation d'une piscine ou d'une annexe à partir de l'existence d'un hangar ou d'un simple cabanon serait incohérente avec les objectifs de préservation du PADD, voire non conforme à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme qui précise que « les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet [...] d'annexes ».

Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de modifier la règle du seuil conditionnant la réalisation d'une extension, d'une annexe ou d'une piscine.

De plus, en cohérence avec l'orientation 1.1.3 du PADD visant à « limiter le développement de la construction diffuse dans la grande campagne aixoise au nom du principe d'économie d'espace et de coût », le projet de règlement limite l'évolution du bâtiment d'habitation principal à une seule extension de 40 m² maximum de surface de plancher supplémentaire. La taille maximale de cette extension est très significativement inférieure à celle des bâtiments d'habitation existants. Une extension de 40 m² représente en effet un supplément d'à peine 16% de la surface de plancher moyenne observée en zone A et N qui est de 250 m². En n'autorisant qu'une seule extension, il ne peut y avoir d'extensions successives qui nécessiteraient un « plafond » à ne pas dépasser. Le projet d'extension doit demeurer accessoire, quelle que soit la taille du bâtiment existant auquel il n'est volontairement pas fait référence.

Sur cette question, la proposition de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers d'instaurer un plafond de 250 m² de surface de plancher ne semble pas pertinente, les possibilités de construction étant déjà limitées à une seule extension d'une surface de plancher maximale de 40 m². Si un plafond de 250 m² de surface de plancher était instauré, les constructions d'habitation existantes de 60 m² de surface de plancher, par exemple, pourraient réaliser 90 m² de surface de plancher supplémentaires, ce qui ne relève plus de la catégorie d'une extension. Le forfait maximum de 40 m² de surface de plancher permet de garantir que la création de surface de plancher supplémentaire puisse être qualifiée d'extension.

Par ailleurs, le projet prévoit que l'extension ne devra pas représenter plus de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment principal d'habitation existant pour empêcher la consommation d'espace agricole et naturel grâce à la compacité du bâti. Par conséquent, en dessous de 200 m² d'emprise au sol

existant, le nombre maximum de m² mobilisables au sol sera inférieur à 40 m² ce qui devrait favoriser l'extension par surélévation pour les plus « petits » bâtiments à usage d'habitation où les besoins sont a priori les plus importants. Ce seuil est plus restrictif qu'en zone UR, par exemple, où il s'applique à la surface des terrains. L'emprise au sol est une règle qui va permettre de maîtriser la consommation d'espace en limitant l'étalement des constructions et l'imperméabilisation des sols en cohérence avec l'orientation 3.4 du PADD concernant le maintien du potentiel agricole et naturel ainsi que l'orientation 1.4.1 visant à la réduction de l'imperméabilisation des sols. En augmentant ce pourcentage d'emprise au sol à 30 ou 40% la règle n'est plus opérante que pour les bâtiments d'habitation allant de 130 à 100m². Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de modifier la taille maximale autorisée pour les extensions et la règle d'emprise au sol.

Le périmètre de la zone d'implantation répond au cas général et correspond à la distance moyenne observée dans les zones A et N entre annexe et/ou piscine vis-à-vis du bâtiment d'habitation. La règle des 20 mètres est donc réaliste. Elle correspond à des espaces déjà artificialisés autour de la maison. Cette règle vise à la compacité des unités d'habitation, évite le mitage et la réduction d'espaces naturels ou agricoles. Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de modifier le périmètre de la zone d'implantation.

Ainsi, en ce qui concerne les conditions encadrant la possibilité de réaliser une extension en zone A et N, la recommandation de la commission d'enquête visant à privilégier une extension de 40 m² uniquement pour les constructions existantes à usage d'habitation d'une surface comprise entre 50 à 200 m² et sans condition de limitation d'emprise au sol en imposant un plafond de 240 m² de surface de plancher, ne nous semble pas répondre ni au critère de la qualification d'une maison d'habitation en abaissant le seuil des constructions à 50 m², ni au critère de la réduction de la consommation d'espace en supprimant la condition de limitation d'emprise au sol. Quant à cette dernière hypothèse visant à supprimer la règle d'emprise au sol, elle n'est pas compatible avec l'article L.151-12 du code de l'urbanisme qui prévoit que « *le règlement précise [...] les conditions [...] d'emprise de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone* ».

De même, la recommandation de la commission d'enquête visant à imposer un plafond maximum de 240 m², extension comprise, ne semble pas pertinente dans la mesure où elle recommande de conserver le forfait d'une seule extension de 40 m² de surface maximale qui constitue déjà une limitation de l'extension en surface.

Enfin, la recommandation de la commission d'enquête de conditionner les bâtiments existants de plus de 200 m² à la réalisation d'une extension de 40 m² uniquement en surélévation n'apparaît pas non plus pertinente dans la mesure où, d'une part, la zone d'implantation de 20 mètres située autour du bâtiment constitue déjà un espace artificialisé et n'augmente pas la consommation d'espace naturel ou agricole, et d'autre part, la surélévation systématique n'est pas forcément la réponse la plus opportune en termes d'insertion paysagère.

En ce qui concerne les conditions encadrant la possibilité de réaliser une annexe, l'idée de pouvoir réaliser plus d'une annexe ne paraît pas compatible avec l'orientation 3.1 du PADD visant à « *préserver la grande campagne aixoise, l'écrin paysager qui fonde l'attrait et l'identité du territoire* ». La multiplication d'annexes de 30 m² ou de 50 m² en deux emplacements différents serait de nature à renforcer le mitage du paysage. L'hypothèse que cette annexe soit close par des murs n'est pas compatible avec le fait que l'annexe ne doit pas constituer de surface de plancher. Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de modifier la règle du nombre d'annexe, ni l'impossibilité d'y constituer de la surface de plancher.

Enfin, en ce qui concerne les observations qui remettent en cause de manière générale la modification n°1 en s'interrogeant notamment sur les incidences paysagères et environnementales d'un assouplissement des règles de constructibilité dans les zones A et N, il est précisé que la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet d'une évaluation environnementale complétant celle réalisée lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015.

Cette évaluation des incidences de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence sur l'environnement a confirmé que ce projet de modification n'entraîne pas d'incidences notables sur les espaces naturels ou agricoles, sur l'environnement et la santé ou sur un site Natura 2000. En termes de consommation d'espaces naturels et agricoles, la possibilité d'envisager une extension, une annexe et une piscine pour les constructions d'habitation situées en zone agricole et naturelle n'aurait qu'un impact potentiel d'1,2 hectare sans incidences notables pour l'environnement et la santé et ne remettant pas en cause l'objectif de modération de la consommation d'espace fixé par le projet communal. Par ailleurs, la mise en œuvre de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme n'entraînera aucune incidence significative susceptible de remettre en cause la fonctionnalité écologique globale des sites Natura 2000 et aucune incidence significative sur l'état de conservation des milieux naturels et des espèces faunistiques et floristiques ayant justifié de la désignation de ces sites au réseau européen Natura 2000.

L'ambition du Plan Local d'Urbanisme, à travers son PADD, est de tendre vers un équilibre entre le développement urbain maîtrisé, le respect du patrimoine historique, et la préservation des espaces naturels et agricoles et de leurs valeurs écologiques ainsi que des terres cultivées dont l'exploitation a été pérennisée.

Trois orientations fortes du projet communal ont guidé l'écriture des nouvelles règles concernant les extensions et annexes des bâtiments d'habitation existants en zone agricole et naturelle :

- ne pas compromettre l'activité agricole, ne pas compromettre la qualité paysagère du site,
- assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone,
- limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels.

Dans cette optique, les nouvelles règles proposées limitent suffisamment l'évolution du bâti existant autant de façon quantitative que qualitative.

Les recommandations émises par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale dans son avis n°2018APACA11 sur le projet de modification n°1 en date du 13 mars 2018 ont fait l'objet d'une réponse détaillée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 avril 2018.

Les trois recommandations principales de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale visent à :

- reprendre la méthode d'analyse des incidences du projet en termes de consommation d'espace ;
- restreindre de manière conséquente les droits à construire relatifs aux extensions, annexes et piscines afin de limiter leurs incidences sur la consommation d'espace ;
- fournir un état des lieux des systèmes d'assainissement non collectifs dans les zones A et N et évaluer les incidences de nouveaux besoins associés aux extensions d'habitation et aux piscines, en termes de pression sur la ressource en eau et de risques sanitaires.

Il apparaît que la réponse donnée à l'analyse de ces trois principaux points aboutit à :

- confirmer la fiabilité et la cohérence de la démarche d'évaluation environnementale du Plan Local d'Urbanisme et le bien fondé des résultats obtenus ;
- préciser que les conditions d'encadrement des possibilités d'extension ou de réalisation d'une annexe ou d'une piscine sont suffisantes pour éviter une potentielle consommation d'espaces naturels ou agricoles. Le projet de modification n°1 propose pas moins de 11 conditions réglementaires dans les zones A et N qui limitent l'évolution du bâti existant de façon quantitative et qualitative. L'ensemble de ces directives a donc pour effet de réduire au maximum un éventuel impact environnemental et paysager des possibilités d'évolution du bâti existant sur les espaces agricoles et naturels, et de

le limiter fortement aux espaces libres déjà artificialisés existants autour des habitations.

- rappeler que les modifications du règlement concernant les possibilités d'extension et de création d'annexe et/ou de piscine des bâtiments d'habitation au sein des zonages A et N du Plan Local d'Urbanisme ne permettent pas la création d'habitations supplémentaires et donc de nouveaux besoins ou risques sanitaires. De ce fait, à l'échelle de temps du Plan Local d'Urbanisme, la consommation en eau et les rejets d'eaux usées caractérisés dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé de 2015 ne devraient pas varier significativement. Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte le zonage d'assainissement de la commune. L'état des lieux des systèmes d'assainissement non collectifs ne relève pas des prérogatives d'un document d'urbanisme, mais de celui du Service Public d'Assainissement Non Collectif dans son rapport annuel.

Les recommandations de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale n'emportent donc pas de modification du projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, ni sur la méthode d'évaluation environnementale, ni sur les conditions encadrant les droits à construire relatifs aux extensions, annexes et piscines en zone agricole et naturelle qui sont déjà suffisamment contraignantes pour éviter des incidences paysagères et environnementales, notamment sur la consommation d'espace.

Le résumé non technique du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence sera simplement actualisé pour intégrer les possibilités d'extension de construction d'habitation, d'annexe et de piscine telles que prévues par la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête sur l'attention à porter à l'exercice des possibilités d'extension, d'annexe et piscine dans les secteurs Ap, il apparaît que toutes les précautions ont déjà été prises en termes d'exigence de regroupement du bâti et d'insertion paysagère dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur.

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme relatif aux extensions de construction d'habitation, annexe et piscine en zone A et N est donc maintenu tel qu'il a été présenté au dossier d'enquête publique.

2. Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine, de déplacement et d'équipement

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme consiste également à apporter des améliorations dans la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations.

2.1 Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine

En matière de forme urbaine, l'objectif de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme est de mieux faire comprendre et respecter les orientations générales du Plan Local d'Urbanisme en matière d'insertion urbaine des futures constructions dans les zones urbaines (UI, UM, UD, UR et UC). Ces exigences qualitatives sont retranscrites dans le règlement des zones du Plan Local d'Urbanisme sous formes de critères quantitatifs afin de faciliter leur mise en application à travers les futurs projets de construction, et ce, tout en améliorant leur qualité. En effet, les projets ne contribuent pas assez à la valorisation des espaces de nature en ville relégués dans les prospectifs. L'utilisation du terrain d'assiette se fait d'abord au bénéfice du bâtiment en limitant les emprises dédiées aux circulations et stationnements.

Pour conforter les espaces de respiration des projets et ainsi maintenir le caractère aéré de la couronne urbaine, il est proposé de :

- mieux faire respecter la proportionnalité du recul du bâtiment vis-à-vis des voies par rapport à la hauteur du bâtiment

Cet objectif a été traduit par l'insertion d'une notion de proportionnalité entre les espaces en interface avec l'espace public et la hauteur des bâtiments, de sorte que plus les bâtiments sont hauts, plus le retrait vis-à-vis de la voie publique est important.

- mieux intégrer le projet dans son contexte en termes d'emprise au sol

La modification a effectivement pour but d'améliorer les exigences en termes de forme urbaine liée à l'intégration et à la qualité architecturale et paysagère tout en maintenant le processus de densification des tissus urbains de la couronne aixoise. Dans cette optique, il a été proposé d'instaurer, en plus de la règle de recul, une disposition réglementant l'emprise au sol des projets d'habitation de plus de 500m² de surface de plancher. Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme soumis à enquête publique propose une emprise de 35% pour la zone UM, une emprise de 25% pour la zone UD et de 15% pour le secteur UDh.

- préserver au sein des espaces libres un espace « commun et paysager »

En cohérence avec les orientations 1.4 et 3.3 du PADD visant à « assurer la qualité durable du cadre de vie » et préconisant « le renforcement du rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère », il a été proposé d'intégrer dans les espaces libres la création d'un espace commun et paysager afin de maintenir le caractère aéré de la couronne urbaine. Ainsi, dans les zones UM et UD, au minimum 15% de la superficie des espaces libres devront constituer un espace commun et paysager.

- renforcer la préservation du couvert végétal existant et notamment les arbres de haute tige

Afin de mieux préserver le couvert végétal existant et notamment l'intégration des arbres de haute tige au projet, il est proposé de compléter l'article 5 de la zone UI ainsi que celui des zones UM et UD. Un espace de pleine terre devra être respecté pour assurer la pérennité et/ou le développement des arbres de haute tige.

- améliorer l'insertion des constructions, par leur aspect et leur volumétrie

Il s'agit de faire en sorte que les nouveaux projets s'insèrent mieux dans le contexte urbain, en référence à des séquences de façade ou des longueurs de bâtiment. En zone UI et UM, des séquences de façade doivent être recherchées le long des linéaires de gabarit pour les façades présentant un linéaire supérieur à 20 mètres, et il est également proposé qu'une longueur de bâtiment maximale de 35 mètres soit observée en zone UD, et de 25 mètres pour les secteurs UDh.

Par ailleurs, en cohérence avec l'orientation 1.1.2 du PADD qui vise à « permettre l'évolution mesurée des tissus peu denses dans le respect de la typologie des espaces urbains de la deuxième couronne urbaine et des villages », mais également par cohérence avec les dispositions nouvelles des zones UM et UD pour permettre aux habitations individuelles d'évoluer raisonnablement, il s'agit également de redonner des possibilités d'évolution aux constructions existantes dans les zones urbaines de rattrapage (UR) et de campagne (UC). Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme propose à ce sujet que :

- en zone UR, les règles d'urbanisme s'appliquent dorénavant sur la parcelle telle qu'elle résulte de la division et non sur l'unité foncière d'origine

- les conditions de construction d'une annexe et piscine (UR et UC) soient précisées

Pour ce qui est des clôtures, il a été mis en exergue dans le Plan Local d'Urbanisme le rôle joué par les espaces situés en interface des espaces publics en termes paysagers ; ils constituent des espaces de respiration, permettant la perception de la trame végétale des formes urbaines discontinues. Depuis la rue, la clôture constitue le premier plan structurant du paysage urbain. C'est pourquoi, le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme propose une meilleure adaptation au projet urbain des dispositions réglementaires portant sur les clôtures.

- mieux adapter certaines prescriptions graphiques au projet urbain

Il est apparu pertinent d'ajuster certaines prescriptions graphiques de hauteur afin de correspondre au mieux à la forme urbaine pressentie de certains sites. De même, quelques linéaires de gabarit sont adaptés afin d'assurer une meilleure insertion du renouvellement urbain dans le contexte spécifique de plusieurs îlots urbains.

- mieux adapter certains zonages au projet urbain

Il est également apparu pertinent d'effectuer quelques reclassements de zone urbaine vers un secteur de cette même zone urbaine, par exemple d'une zone UD vers un secteur UDh, afin de s'ajuster au mieux au contexte urbain.

2.1.1 Les observations portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine

Une centaine d'observations déposées lors de l'enquête publique porte sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de formes urbaines, et si la plupart de ces observations partage la volonté d'une meilleure intégration des projets en termes de forme urbaine proposée dans le cadre de cette modification du Plan Local d'Urbanisme, certaines remarques portent même plus loin cette préoccupation en souhaitant modifier la forme urbaine à l'échelle d'un village ou d'un quartier.

Plus particulièrement, une trentaine d'observations remet en cause la forme urbaine définie sur le village de Puyricard et une vingtaine d'observations remet en cause la forme urbaine sur un secteur très localisé du quartier Saint Jean de Luynes. Ces observations sont déposées en réaction à des projets de construction. Quelques observations concernent la forme urbaine du quartier Brunet, des Tamaris ou encore de la Gare.

Après étude de ces dépositions, il en ressort que la remise en question de la forme urbaine à l'échelle d'un village, d'un quartier ou encore d'un îlot urbain entier ne font pas partie des objectifs de la modification n°1 en matière de forme urbaine et représenterait de surcroît une modification substantielle du projet de modification présenté à l'enquête publique.

Par ailleurs, quelques observations portent sur des ajustements de linéaires de gabarit. D'autres observations portent sur le renforcement de la prise en compte des arbres et du sous-sol ou encore la définition des espaces libres, et notamment la conservation d'espaces en pleine terre. Certaines observations portent sur des éléments de patrimoine bâti.

2.1.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme en matière de forme urbaine

En ce qui concerne les objectifs en matière de forme urbaine de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« - *Les mesures envisagées contribuent à une meilleure compréhension et à une meilleure lisibilité du projet,*

- *Les mesures projetées en faveur d'une meilleure adaptation du projet urbain en matière de formes urbaines [...] sont également aptes à rendre les objectifs du PADD par une traduction réglementaire*

plus explicite et de mieux faire comprendre et donc respecter les orientations générales du [Plan Local d'Urbanisme] PLU des futures constructions et de traduire dans le règlement les mesures qualitatives souhaitées.

- *Le classement en zone 1AU2-UD de deux terrains dans le secteur de Sainte-Anne Bouenhoure ne paraît pas cohérente avec une politique d'aménagement d'ensemble ».*

La commission a assorti ses conclusions des recommandations suivantes :

« *Revoir le zonage des terrains de Sainte Anne-Bouenhoure et le classer en zone UD puisque leurs caractéristiques ne correspondent pas à celles de la zone 1AU2-UD »*

« *Uniformiser le classement des deux zones différentes de [Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager] ZPPAUP frappant une même parcelle et au sein de cette parcelle un même bâtiment d'habitation ».*

2.1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine

Les dispositions prévues par le projet de modification n°1 en matière de forme urbaine sont conservées telles qu'elles ont été présentées dans le dossier d'enquête publique. Il apparaît toutefois pertinent, au regard des résultats de l'enquête publique, d'apporter quelques dispositions complémentaires à ce projet d'amélioration de la forme urbaine.

Ainsi, dans l'objectif de mieux adapter certaines prescriptions graphiques au projet urbain prévu par la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, il apparaît que l'adaptation des linéaires de gabarit est souhaitable en zone UI, lorsqu'ils viennent en conflit avec d'autres prescriptions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme, notamment les éléments éco-paysagers et patrimoniaux. Il est donc proposé d'inscrire une exception à la règle d'alignement sur le linéaire de gabarit en zone UI pour permettre une meilleure adaptation des linéaires de gabarit aux seuls cas où leur application serait rendue incompatible avec la prise en compte des éléments éco-paysagers et patrimoniaux ou avec les prescriptions liées à la sécurité pour la gestion de l'espace public, et dans la limite maximale d'un recul de 2 mètres afin de conserver la forme urbaine continue de la zone UI.

En ce qui concerne les aménagements paysagers et les éléments de cheminement constitutifs des bastides, tels les murs de clôtures qui bordent les bastides, il semble important de pouvoir les restituer en permettant ainsi la mise en valeur des éléments patrimoniaux qui participent de la cohérence d'ensemble de l'élément patrimonial bastidaire. Il convient donc prévoir une disposition dans les prescriptions particulières relatives aux éléments de patrimoine bastidaire qui permette la

restauration de ces éléments, notamment les murs d'enceinte des domaines bastidaires.

Dans l'objectif de préserver au sein des espaces libres un espace « commun et paysager » et de renforcer la préservation du couvert végétal existant prévu par la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, il apparaît enfin pertinent de préciser le pourcentage d'espaces libres en pleine terre en complément des prescriptions pour le maintien des arbres de hautes tiges et d'emprise au sol. Pour cela, il est proposé que le projet de règlement soit être adapté pour permettre une meilleure intégration des projets dans leur environnement en précisant un quota de pleine terre à conserver parmi les espaces libres de toute occupation dans les zones privilégiées du renouvellement urbain UM et UD. Cette disposition permettrait de garantir la qualité paysagère des espaces libres et le développement des arbres à haute tige. Il est donc proposé d'imposer un quota minimum de 20 % d'espace de pleine terre en zone UM et UD, comme c'est déjà le cas en zone UI.

Enfin, afin de mieux adapter certains zonages au projet urbain, le reclassement en zone UD assortie d'une prescription de hauteur de 7 mètres de deux unités foncières bâties actuellement classées en secteur 1AU2-UD dans le quartier de Sainte Anne-Bouenhoure apparaît pertinent, dans la mesure où l'obligation de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble sur la totalité du secteur 1AU2-UD ne paraît pas adaptée à la configuration de ces deux bâtiments situés à l'extrême Est du secteur. Le reste du secteur conservera en revanche son classement en secteur 1AU2-UD, car il rentre parfaitement dans la logique d'aménagement d'ensemble sur la totalité de ce secteur. Cette modification de zonage après enquête publique va également dans le sens de la recommandation émise à ce sujet par la commission d'enquête. De plus, il convient d'ajuster le périmètre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°17 Sainte Anne-Bouenhoure en cohérence avec cette modification de zonage qui n'a plus lieu de se situer dans le périmètre de cette Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Le rapport de présentation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ainsi que le résumé non technique du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme seront actualisés pour intégrer ces dispositions d'adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête au sujet de l'uniformisation du « *classement des deux zones différentes de ZPPAUP frappant une même parcelle et au sein de cette parcelle un même bâtiment d'habitation* », il est précisé que la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont-Saint Donat est une servitude d'utilité publique dont l'évolution ne relève pas d'un document d'urbanisme tel que le Plan Local d'Urbanisme,

mais d'un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine.

2.2 Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme prévoit plusieurs adaptations de zonage, d'emplacements réservés ou encore du règlement du Plan Local d'Urbanisme afin de tenir compte du niveau d'équipement existant ou des besoins en matière d'équipement.

Elle a notamment pour but de faciliter la réalisation d'opérations liées aux services publics ou d'intérêt collectif. En ce sens, un nouvel article est inséré dans les dispositions générales du règlement afin d'introduire une possibilité de dérogation à certaines des prescriptions du règlement selon des motifs liés aux caractéristiques techniques ou fonctionnelles de l'opération sous certaines conditions, notamment de ne pas porter atteinte au site dans lequel elle s'insère.

De plus, l'implantation des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans les marges de recul prévu à l'article 10 des dispositions générales du règlement est étendue à l'ensemble des zones, sous certaines conditions.

La modification n°1 concerne également la possibilité de réaliser des constructions à destination de service public ou d'intérêt collectif dans le secteur d'attente d'un projet global d'aménagement au Jas de Bouffan en lien avec la future ligne de Bus à Haut Niveau de Service.

2.2.1 Les observations portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement

Près d'une cinquantaine d'observations a été déposée à l'enquête publique au sujet des adaptations relatives aux emplacements réservés. Certaines concernent des emplacements réservés visés dans le projet de modification n°1. D'autres, proposent la création, la suppression ou l'adaptation d'emplacements réservés non concernés par cette modification n°1.

En ce qui concerne l'emplacement réservé n°7 à destination d'un parc public dans le quartier de la Torse, qui fait l'objet d'une légère réduction dans le cadre de la modification n°1, des observations contradictoires ont été déposées : une vingtaine d'observations demandent le maintien de la totalité de cet emplacement réservé, tandis qu'une autre vingtaine d'observations -consignées par un unique dépositaire- demande la suppression totale de cet emplacement réservé afin de rendre constructible l'ensemble des terrains destinés à la création du parc public.

Quelques observations ont été déposées lors de l'enquête publique concernant les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, en soulignant le caractère positif

de ces modifications tout en plaidant pour un principe de dérogation plus complet, notamment dans les zones 1AU et 2AU.

Enfin, une observation porte sur l'inadéquation des dispositions réglementaires applicables au secteur d'attente de projet du Pont de l'Arc destiné à une réorganisation du site de la régie des transports en vue de la mise en place du Bus à Haut Niveau de Service.

2.2.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme en matière d'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« - Le projet concernant les équipements va dans le sens d'une meilleure implantation et d'un fonctionnement amélioré des équipements par leur adaptation aux réalités du terrain et à leur usage ».

La commission d'enquête a assorti ses conclusions des recommandations suivantes :

« Etablir un calendrier des travaux d'extension du réseau d'eau potable permettant le raccordement du secteur NS6 occupé par le CIAM.

« Conserver à l'emplacement réservé n°7 sa vocation à participer à l'extension du Parc de la Torse et à la protection des bastides sans possibilité d'implantation ou d'aménagement de quelque sorte que ce soit. »

« Procéder à une étude concernant les bâtiments servant à la fois d'habitation et de siège d'une activité libérale en cas de cessation par exemple ainsi que sur la possibilité d'implantation d'une telle activité dans des locaux à usage d'habitation existants. »

« Répondre favorablement aux demandes de la SEMEPA concernant l'implantation des CINASPIC et à la demande de modifier la zone de projet pour permettre la construction des bâtiments destinés à l'exploitation du BHNS. »

2.2.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement

En ce qui concerne l'emplacement réservé n°7 dans le quartier de la Torse, il est rappelé qu'il s'agit d'un projet de parc public dans un secteur aux enjeux écologiques et paysagers forts dus à la présence :

- de cours d'eau et de ses ripisylves
- de vastes espaces naturels à proximité (collines de Bibemus) en lien direct avec le site de la Sainte Victoire
- d'un parc public particulièrement bien situé car proche à la fois de la ville historique et des espaces naturels reliés à ceux de la Sainte Victoire

- de grands équipements publics sportifs en lien direct avec le parc public

L'un des objectifs de ce secteur est l'extension des promenades de la Torse et la mise en relation du parc de la Torse avec les espaces naturels de la colline de Bibemus afin d'assurer une coulée verte et une continuité écologique en ville. C'est pour cela que les espaces non urbanisés font l'objet d'emplacements réservés au bénéfice de la commune pour étendre le parc de la Torse jusqu'aux collines de Bibemus en prenant comme axe de développement les ruisseaux des Pinchinats et Baret.

L'emplacement réservé n°7 est inscrit sur les domaines de deux bastides, celle dite de la Cortésine et celle dite du Roc Fleuri, protégées toutes les deux au titre des éléments de patrimoine bâti, ainsi que sur les berges des ruisseaux des Pinchinats et Baret.

Son périmètre nécessite d'être affiné pour mieux prendre en compte les particularités complexes du site, à savoir :

- la topographie des berges du ruisseau des Pinchinats, qui nécessite un élargissement partiel du périmètre de l'emplacement réservé pour inclure la totalité des pentes dont les escaliers permettant la mise en relation du cours d'eau avec le reste du futur parc,

- les espaces proches des bastides, qui ne feront pas parties du futur parc, il convient que leurs abords proches soient conservés de façon à les mettre en valeur. En effet, le périmètre précédent de l'emplacement réservé était partiellement trop proche de ces deux bastides ainsi que de leurs annexes, et n'avait pas un périmètre régulier permettant une mise en valeur correcte de leurs abords proches,

- une partie de l'emplacement réservé située traverse de la Cortésine, constituée essentiellement de broussailles, qui se trouve être au-dessus de la ripisylve du ruisseau Baret et donc en dehors des continuités écologiques, qui est un des axe du développement de la coulée verte.

L'adaptation de l'emplacement réservé n°7 dans la modification n°1 concerne uniquement une réduction de 2990 m² sur sa partie Nord-Est, soit une réduction représentant seulement 8 % de la surface totale de l'emplacement réservé, et il est confirmé que l'ensemble du périmètre conservé de ce même emplacement réservé est destiné à la réalisation du parc public.

Le maintien de l'adaptation de l'emplacement réservé n°7 tel qu'il est prévu dans le cadre de la modification n°1 et donc forcément le maintien de l'affectation de cet emplacement réservé à la réalisation d'un parc public va ainsi également dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête.

En ce qui concerne l'objectif d'élargir les possibilités d'implantation de constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt

collectif dans le cadre de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, il est proposé de permettre leur implantation dans les zones 1AU et 2AU sous certaines conditions, notamment d'être compatible avec l'aménagement d'ensemble des zones à urbaniser. La possibilité de réaliser sous condition des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans les zones à urbaniser va ainsi également dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête.

Dans ce même cadre, la rédaction de l'article UR-2 mérite également que l'on précise que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif soient autorisées en zone UR sous certaines conditions. Cette précision permet de conserver à l'article UR-1 une interdiction générale de toute destination qui ne serait pas autorisée sous condition à l'article UR-2, la zone UR étant une zone de rattrapage en matière d'équipement qui ne peut supporter un développement trop important en termes d'activités. Enfin, il apparaît nécessaire de rendre compatible le régime du secteur d'attente de projet du Pont de l'Arc avec les projets d'intérêt général en lien avec l'amélioration des transports en commun. Il convient ainsi d'augmenter le plafond de surface de plancher réalisable pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à 1000 m² en lien avec les nouveaux besoins du centre de contrôle du réseau de Bus à Haut Niveau de Service. La possibilité de réaliser sous condition des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans le secteur d'attente de projet du Pont de l'Arc va ainsi également dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête.

Le résumé non technique du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme sera actualisé pour intégrer l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête d'« *établir un calendrier des travaux d'extension du réseau d'eau potable permettant le raccordement du secteur NS6 occupé par le CIAM* », il est à noter que cet équipement est actuellement alimenté par une usine d'eau potable sur site gérée et entretenue par la régie de l'eau. De plus, l'article N-4 du règlement applicable aux zones naturelles précise que toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable lorsqu'il existe. Par conséquent, lorsqu'une extension du réseau public d'eau potable sera envisagée au droit du Centre International des Arts en Mouvement, cette structure aura l'obligation de se raccorder au réseau public d'eau potable.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête de procéder à une étude concernant les bâtiments servant à la fois d'habitation et de siège d'une activité libérale, il ne semble pas nécessaire de procéder à une telle

étude dans la mesure où l'activité libérale reste une destination accessoire de la destination principale d'habitation, et que dans ce cas, la destination accessoire prend la destination principale, conformément à l'article R.151-29 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement est donc légèrement modifié après enquête publique par les dispositions présentées ci-dessus relatives aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

2.3 Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

Des adaptations du règlement en matière de déplacement sont réalisées par la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme. Ces adaptations ont pour effet de modifier, supprimer ou créer des emplacements réservés dans ce but.

2.3.1 Les observations portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

Plusieurs observations proposent la création, la suppression ou l'adaptation d'emplacements réservés ou de servitude de cheminement piéton qui ne concernent pas cette modification n°1.

D'autres observations concernent la problématique du stationnement privatif ou public. Il est notamment demandé de limiter le report sur le domaine public des stationnements inhérents aux nouvelles constructions.

2.3.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables.

2.3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement est conservé tel qu'il a été présenté au dossier d'enquête publique.

Il apparaît toutefois pertinent, au regard des observations déposées à l'enquête publique relatives à la problématique du stationnement, d'apporter une disposition complémentaire à l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement en matière de stationnement de surface dans certaines zones urbaines.

En effet, le constat de besoins en stationnement générés par les logements nouveaux, notamment

au regard des usages occasionnels, suppose le traitement d'une partie du stationnement en surface. Pour cela, il est souhaitable d'adapter le projet de règlement pour augmenter le pourcentage de places de stationnement en surface dans les zones UM et UD en imposant un quota de 20 % de places de stationnement en surface.

3. L'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme a également pour objectif la clarification de l'écriture du règlement afin d'améliorer la lecture de ce document et de clarifier certaines de ses dispositions.

La rédaction des dispositions applicables aux zones est effectivement améliorée notamment en ce qui concerne les dispositions relatives aux accès et à la voirie, aux règles d'implantation et de gabarit, aux clôtures et de composition des espaces libres. Plusieurs définitions du règlement portant notamment sur des notions de gabarit, de limites séparatives et d'espaces libres sont également améliorées.

Les dispositions particulières relatives au risque inondation sont clarifiées notamment en ce qui concerne la distribution entre les dispositions communes et les dispositions particulières applicables dans chacun des secteurs d'inondation, ou encore en ce qui concerne des précisions sur la vulnérabilité.

Les dispositions particulières relatives à l'aléa feu de forêt sur clarifiées dans leurs dispositions communes et les conditions de desserte des terrains exposés à l'aléa feu de forêt.

3.1 Les observations portant sur l'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations

Près de 70 observations portent sur la clarification des dispositions particulières relatives aux risques naturels dont la moitié concerne le risque inondation, et l'autre moitié l'aléa feu de forêt.

Une trentaine d'observations porte ainsi sur le risque inondation, principalement en ce qui concerne l'intégration dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence du « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016 sur l'étude d'aléa inondation de l'Arc, d'autres souhaitant une adaptation du niveau de risque sur leur parcelle.

Une trentaine d'observations concerne les modalités de reconstruction d'un bâtiment après sinistre visées à l'article 7 des dispositions générales du PLU. Certains demandent la suppression de l'interdiction de reconstruction, d'autres la précision des conditions autorisant la reconstruction au regard de l'aléa feu de forêt, et certains estiment que le délai de deux ans appliqué pour la reconstruction après sinistre, plus particulièrement en zone naturelle est insuffisant.

Quelques observations estiment qu'il est nécessaire d'intégrer au Plan Local d'Urbanisme la classification des indices « F1 » et « F2 » du risque incendie.

Quelques observations portent également sur la clarification du règlement des zones ou des définitions du règlement et plus précisément sur :

- les définitions des limites séparatives, des linéaires de gabarit et des espaces libres ;
- l'écriture de l'exemption de l'emprise au sol des bassins de piscine au regard des espaces libres qui ne paraît pas suffisamment explicite ;
- les dispositions sur le stationnement en zone UI qui ne mentionnent pas l'obligation d'intégrer 50%

3.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme sur la clarification du règlement

En ce qui concerne la clarification du règlement du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« - Les mesures envisagées contribuent à une meilleure compréhension et à une meilleure lisibilité du projet, [...] »

- Les dispositions des porter à connaissance des services de l'Etat concernant les risques feux de forêt sont intégrés au projet de [Plan Local d'Urbanisme] PLU pour mieux en tenir compte ; toutefois, l'interdiction de reconstruction après sinistre édictée à l'article 7 est trop restrictif ».

La commission a assorti ses conclusions des recommandations suivantes :

« Procéder à une nouvelle rédaction de l'article 7 des dispositions générales du règlement qui restreint le droit à reconstruire après sinistre pour le mettre en cohérence avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur et la jurisprudence des juridictions administratives ».

« Uniformiser la définition de l'emprise au sol figurant dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme en vigueur et celle figurant au titre IV du règlement de la modification n°5 ».

3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique concernant l'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations

En ce qui concerne la clarification du règlement en matière de risque inondation, il est rappelé que les modifications proposées dans la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme n'ont pas de rapport avec le « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016. Ce « porter à connaissance » de l'Etat qualifie des aléas inondation dont l'intégration au Plan Local d'Urbanisme relève des cartographies de synthèse des aléas et des cartographies des risques d'inondation dénommées les planches CRI dans la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme.

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme vise uniquement à clarifier les dispositions écrites particulières du règlement relatives au risque inondation sans apporter aucun changement graphique en termes de qualification des aléas et risques inondation. Les clarifications du règlement écrit consistent à supprimer les redites, compléter les rédactions pour mieux assurer leur compréhension et préciser la définition de la vulnérabilité.

Par conséquent, les observations déposées à l'enquête qui estiment nécessaire de modifier les dispositions particulières du règlement du Plan Local d'Urbanisme relatives au risque inondation au regard du « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016 ne sont pas pertinentes puisque ce seront les services de l'Etat qui élaboreront prochainement leur propre règlement dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Arc. L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement de l'Arc et de ses principaux affluents sur la commune d'Aix-en-Provence a effectivement été prescrite par arrêté préfectoral du 9 avril 2018.

En ce qui concerne la clarification des dispositions applicables dans les secteurs de risques naturels du Plan Local d'Urbanisme, il est pertinent de réglementer les démolitions et reconstructions uniquement dans les secteurs repérés en rouge et non dans les dispositions communes, puisque par nature ces contraintes ne sont applicables que pour les secteurs qui n'autorisent pas les constructions neuves et donc dans les seuls secteurs rouges.

Il est également précisé que la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ne porte pas sur la réécriture de l'article 7 des dispositions générales du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23 juillet 2015.

Il est simplement rappelé qu'aux termes de L.111-3 du code de l'urbanisme : « *La reconstruction d'un bâtiment détruit ou démolé depuis moins de dix ans est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié* ». De plus, la rédaction de l'article 7 des dispositions générales du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23 juillet 2015 a été validée par la juridiction administrative.

Par conséquent, la recommandation de la commission d'enquête visant à procéder à une nouvelle rédaction de l'article 7 des dispositions générales du règlement qui restreint le droit à reconstruire après sinistre pour le mettre en cohérence avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur et la jurisprudence des juridictions administratives, ne semble pas pertinente, d'une part, car la modification n°1 ne porte pas sur ce sujet, et d'autre part, car sa rédaction actuelle est cohérente avec l'article L.111-

3 du code de l'urbanisme et la jurisprudence actuelle en la matière.

Par ailleurs, en ce qui concerne les indices « F1 » et « F2 » du « porter à connaissance » de l'Etat sur le risque incendie, ils ont été intégrés dans les planches C « Aléa feu de forêt » du Plan Local d'Urbanisme lors de son approbation en 2015 et qualifiés en tant que secteurs de sensibilité au feu de forêt. Les modifications proposées par la commune dans la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme visent à clarifier les dispositions particulières du règlement relatives à l'aléa feu de forêt et non à apporter un changement graphique aux planches C « Aléa feu de forêt » du Plan Local d'Urbanisme.

En revanche, suite aux observations portant sur la clarification du règlement, il est effectivement pertinent de clarifier les prescriptions relatives au stationnement en zone UI, et plus précisément la règle du quota de 50% de places de stationnement exigé dans le volume de la construction : il sera ainsi précisé que cette règle s'applique dans les deux cas, en présence de linéaire de gabarit et en l'absence de linéaire de gabarit.

Une clarification du règlement est également nécessaire pour la définition des limites séparatives et du linéaire de gabarit au regard des limites séparatives, ce qui amène également à préciser l'écriture des règles de la zone UI.

Enfin, l'écriture sur les espaces libres mérite d'être précisée, notamment afin de clarifier le fait de ne pas comptabiliser les bassins de piscine dans les emprises bâties, ou encore d'améliorer la définition sur les espaces communs paysagers et les espaces libres.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête visant à « *uniformiser la définition de l'emprise au sol figurant dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme en vigueur et celle figurant au titre IV du règlement de la modification n°5* », il convient de préciser que la définition de l'emprise au sol, telle qu'elle est modifiée dans le cadre de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, sera rendue opposable lors de l'entrée en vigueur ultérieure de l'approbation de la modification n°5. La définition de l'emprise au sol figurant dans la modification n°5 sera donc identique à celle approuvée lors de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations est donc légèrement modifié après enquête publique par les dispositions présentées ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du conseil municipal n°2015-349 du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du conseil municipal d'Aix-en-Provence n°2017-596 du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La consultation des personnes associées et consultées sur le projet modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;
- L'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en date du 16 mars 2018 ;
- La décision n°CU-2017-93-13-30 en date du 19 octobre 2017 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale après examen au cas par cas soumettant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;
- L'avis n°2018APACA11 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en date du 13 mars 2018 ;
- La réponse adressée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 avril 2018 aux recommandations émises par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale dans son avis n°2018APACA11 sur le projet de modification n°1 en date du 13 mars 2018 ;
- La décision n°18000041/13 en date du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique portant sur plusieurs procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont la modification n°1 ;
- Le rapport et les conclusions en date du 26 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d'enquête assorti de 10 recommandations sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable de la commission d'enquête assorti de 10 recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations mineures du projet de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de modification n°1 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, à l'avis de la commission d'enquête et aux avis des Personnes Publiques Associées et Consultées susmentionnées.

- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

Article 3 :

Le dossier de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 12, rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 357

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence – Révision allégée n°1 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs. Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Une procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été engagée par délibération du Conseil Municipal d'Aix-en-Provence n°2016-503 du 10 novembre 2016 portant sur l'ajustement de façon ponctuelle de la trame végétale à la réalité des plantations, la réduction de quelques zones N et A en les adaptant à la réalité géographique et paysagère du territoire et la réduction d'une protection du patrimoine bâti.

Cette révision ne portant pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de

Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, elle s'inscrit dans le cadre de la procédure de révision « allégée » prévue par les dispositions de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme :

« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 ».

Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a fait l'objet d'une concertation préalable dont le bilan a été tiré par délibération du Conseil Municipal n°2017-358 du 20 juillet 2017 et le projet de révision allégée n°1 a été arrêté lors de cette même séance. Il a fait l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associées le 6 septembre 2017.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement et les documents graphiques du règlement, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a émis un avis n°17APACA54 en date du 27 octobre 2017 sur le projet de révision allégée n°1 assorti de plusieurs recommandations. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis en date du 27 avril 2018. La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, saisie au titre des réductions des espaces naturels et agricoles, a émis un avis favorable tacite.

Le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1er janvier 2018, date du transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Métropole, par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n° URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018.

La révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Cette enquête s'est déroulée dans le cadre d'une enquête publique unique regroupant plusieurs procédures d'évolution

du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence. Les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été fixées par arrêté du Vice-Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Neuf permanences de la commission d'enquête ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique.

130 remarques environ ont été émises sur ce projet de révision allégée n°1. Il est à relever que parmi ces observations, près de 70 observations concernent la trame végétale, une dizaine d'observations concerne le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon, et près de 80 observations concernent des demandes de reclassement de zone à vocation naturelle ou agricole en zone à vocation urbaine. Une vingtaine de remarques porte sur les éléments de patrimoine et quelques observations concernent Plan d'Aillane.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête désignée à cet effet ont été reçus le 26 juillet 2018. La commission d'enquête a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Elle a également souligné que la fréquentation du public avait été importante.

Elle a étudié le projet de révision allégée n°1 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport en les regroupant sous forme de thématiques.

Son analyse du projet de révision et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de révision allégée n°1 accompagné d'une réserve et de deux recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente révision allégée, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par la commission d'enquête, ainsi que les recommandations de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les trois catégories suivantes :

- la trame végétale
- le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon
- les demandes de reclassement de zones à vocation naturelle ou agricole en zone à vocation urbaine

1. La protection de la trame végétale

Dans la lignée de l'orientation 3.2 du PADD du Plan Local d'Urbanisme prévoyant de « *Renforcer le rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines et « Intégrer la trame végétale (masses boisées, ripisylves, haies et arbres d'alignement) comme élément structurant du projet urbain* », la révision allégée a pour objectif d'ajuster certaines prescriptions graphiques de protection des éléments naturels pour mieux assurer leur valorisation et leur pérennité.

Il s'agit d'ajuster la localisation graphique des protections de la trame végétale à la réalité des plantations, par le biais d'une modification ou d'une réduction d'espaces boisés classés ou de protections édictées en raison de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels lorsque les sujets ont été mal identifiés et d'instaurer ces mêmes protections sur les sujets à protéger réellement.

En effet, il s'avère que des incohérences ont effectivement été constatées et se sont révélées avec l'utilisation des documents graphiques du règlement : la délimitation de certaines protections n'a pas été tout-à-fait exacte au regard de la réalité du terrain dans certains cas, et une protection mieux délimitée sera plus efficace puisqu'elle protégera effectivement les sujets les plus intéressants. Ces rectifications ne concernent que quelques protections graphiques.

1.1 Les observations et avis portant sur des demandes d'adaptation de la trame végétale (modification, suppression, adaptation d'espaces boisés classés, masses boisées, haies)

Une demande récurrente a fait l'objet de plus d'une quarantaine de dépôts : il s'agit de remarques sur la diminution de l'espace boisé classé, prévue dans la présente révision allégée, situé dans le quartier de la Torse à proximité de l'emplacement réservé n°7 destiné à un projet de parc public.

Par ailleurs, parmi la trentaine de demandes d'adaptation ponctuelle de la trame verte, seules quelques dépositions s'avèrent pertinentes et correspondent aux objectifs de cette procédure qui tendent à ajuster certaines prescriptions graphiques de protection des éléments naturels pour mieux assurer leur valorisation.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale recommande de fournir une évaluation quantitative de l'état des lieux des superficies déclassées des espaces boisés classés et des masses boisées. Elle recommande également de justifier le déclassement des espaces boisés classés, l'intérêt du classement de nouveaux espaces boisés classés, et préciser les incidences de ces modifications, notamment en termes de biodiversité et de continuité écologique.

1.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives aux demandes d'adaptation de la trame végétale

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« -La protection de la trame verte est en cohérence avec le PADD ; il est rappelé que l'analyse paysagère effectuée dans le PLU sur le paysage, a montré l'importance du végétal dans les perceptions du territoire aixois qui joue un rôle d'accompagnement paysager au sein de chacune des unités paysagères. Cette révision s'attache à ajuster la localisation graphique des protections de la trame végétale à la réalité des plantations, au titre des [espaces boisés classés] EBC, voire de celles édictées par la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ; [...]

-La proposition de réductions [d'espaces boisés classés] d'EBC, suite à redéfinition sur les secteurs de : Torse-Cortésine, Golf Aix Marseille, Torse Roc Fleuri, Les Bornes (EBC), le quartier Saint-Mitre, La Souque, Route du Tholonet (haies), Cuques (masses boisées), qui par erreur n'étaient pour la plupart que des zones de broussailles, voire de friches classées à tort « EBC », remplacées à la faveur de cette révision, (en contre partie) par de réelles zones boisées non prises en compte dans l'EBC, semble-t-il par mesure d'équilibre. Dans d'autres cas, tels que sur le Pole d'Activité Aix-en-Provence (PAAP) de Pichaury, et Traverse des Dominicaines, l'emprise de la servitude étant supérieure à la réalité du domaine paysager ont nécessité une régularisation ;

La révision allégée a donc permis la prise en compte de ces réalités avec ajustement du paysager et du renforcement du rôle végétal en conformité avec les orientations du PADD.

-Les engagements de protection et de sauvegarde du site « La bastide Bel Air », bonne initiative quant à l'adaptation de servitude de culture, assortie de la prescription de hauteur maximum de 7 mètres. Elle répondra pleinement à l'objectif de protection et de sauvegarde du site » ;

Les conclusions favorables de la commission d'enquête sont assorties de la recommandation suivante : « Une meilleure et plus juste définition des espaces boisés classés afin d'éviter toutes interrogations de bon sens ».

1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne la réduction de l'espace boisé classé dans le quartier de la Torse prévue par la révision allégée n°1, il est confirmé que cette réduction est pertinente au regard de la végétation présente sur cet espace qui ne participe pas aux berges du ruisseau et de sa ripisylve, et n'est donc pas de nature à nécessiter une protection particulière. Il s'agit de taillis et de broussailles,

certaines denses, mais hors des continuités écologiques puisque positionnés largement au dessus des berges et talus du ruisseau.

La présente révision allégée n°1 envisageait également la suppression de deux éléments éco-paysagers de haie à Plan d'Aillane, dans le secteur classé en 1AU1-UEc, et il apparaît que dans ce même secteur, d'autres haies qui jouaient auparavant le rôle de haie bocagère dans un contexte agricole ne présentent plus cette fonction en se situant au cœur d'un secteur à urbaniser. Il est proposé de supprimer ces protections de haie tout en instaurant des prescriptions de haies à planter en interface avec les espaces agricoles situés en périphérie du secteur à urbaniser.

En effet, lors de la réunion d'examen conjoint du projet arrêté de révision allégée n°1, la chambre d'agriculture a préconisé l'instauration d'un espace planté d'une largeur minimale de 5 mètres qui joue le rôle de protection physique en cas d'utilisation de produits phytosanitaires sur les champs cultivés qui se situent à proximité d'espaces susceptibles d'accueillir des établissements recevant du public. L'implantation d'une haie sur cet espace tampon permettrait d'accompagner la protection recherchée. Pour le secteur de Plan d'Aillane, il est donc proposé de modifier les documents graphiques du règlement du Plan Local d'Urbanisme en supprimant les quatre éléments éco-paysagers de haie et en inscrivant une prescription de « plantation à créer », à l'Est du secteur 1AU1-UEc, sur toute l'interface avec les espaces agricoles.

Par ailleurs, parmi les observations déposées à l'enquête quelques corrections de trame végétale identifiées au Plan Local d'Urbanisme sont envisageables de façon ponctuelle, en cohérence avec les objectifs de la révision allégée n°1 qui tendent à ajuster certaines prescriptions graphiques de protection des éléments naturels pour mieux assurer leur valorisation. Il s'agit donc uniquement d'adapter la localisation graphique des protections de la trame végétale à la réalité des plantations lorsque les sujets ont été mal identifiés ou d'instaurer ces mêmes protections sur les sujets à protéger réellement.

Ainsi, une prescription d'espace boisé classé inscrite au document graphique du Plan Local d'Urbanisme sur une grande partie d'un terrain dans le quartier du Pignonnet recouvre en réalité en partie des espaces déjà artificialisés à la date de l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme. Cette incohérence en termes d'affectation réelle du sol amène à redéfinir la prescription d'espace boisé classé sur ce terrain en l'adaptant à la réalité des boisements existants sur le terrain. Cette correction va dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête souhaitant « *une meilleure et plus juste définition des espaces boisés classés afin d'éviter toutes interrogations de bon sens* ».

De même, dans le quartier Baret-La Torse, une masse boisée a été inscrite au titre des éléments

éco-paysagers à préserver. Or, il apparaît qu'une partie de la masse boisée recouvre des espaces artificialisés aux abords du bâti existant. Il s'agit donc de réduire cette prescription de masse boisée autour du bâti existant et sur l'emprise des voies afin de correspondre à la réalité des boisements à préserver.

Dans le quartier Bd Sextius/Bd République, une haie traversant deux propriétés a été identifiée au Plan Local d'Urbanisme au titre des éléments éco-paysagers à préserver. Il est cependant constaté que celle-ci ne correspond pas à la réalité des boisements existants et recouvre en partie du bâti. Il apparaît pertinent de supprimer la prescription de haie sur ces terrains bâtis.

Dans le quartier Saint-Jérôme, des boisements situés dans une copropriété ont été identifiés au Plan Local d'Urbanisme au titre des éléments éco-paysagers de haie à préserver. Or, il apparaît que la prescription de masse boisée est plus adéquate pour la protection de ces boisements que la prescription de haie qui est une prescription linéaire. Il est donc proposé de supprimer la prescription graphique de haie traversant la copropriété en son milieu et de la remplacer par une protection de masse boisée sur les boisements réellement existants situés en bordure Est de la copropriété, le long de l'Avenue de Craonne et préservant la végétation de cœur d'îlot.

Enfin, sur recommandation de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, le rapport de présentation de la révision allégée n°1 est actualisé par l'évaluation quantitative de l'état des lieux des superficies déclassées et classées de la trame végétale, ainsi que le résumé non technique.

2. La création de deux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées

La révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme prévoit d'encadrer le développement d'activités économiques situées en zone agricole ou naturelle, car il s'agit d'activités représentatives du dynamisme et de l'image de notre territoire (hôtelleries, golfs...). Le développement de ces activités est donc limité dans le respect des objectifs de préservation des espaces naturels et agricoles ainsi que du patrimoine bâti par la création de deux Secteurs de Taille et Capacité Limitées.

2.1 Les observations et avis en lien avec les Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées

Une dizaine d'observations fait référence à la création d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées dans le cadre de la présente révision allégée n°1 sur le Domaine de Tournon situé route des Pinchinats. La plupart de ces dépositions exprime le rejet de cette création. Deux observations visent à la création de nouveaux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées en zone agricole.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale, dans son avis en date du 27 octobre 2017 sur le projet de révision allégée n°1, recommande de justifier « les choix en matière d'ouverture à l'urbanisation dans les STECAL », en particulier le secteur « Domaine du Tournon » au regard des enjeux environnementaux présents.

2.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives aux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en les assortissant de la réserve suivante : « *La création du [Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées] STECAL Tournon ainsi que l'extension de 300 m² supplémentaire de surface de plancher au titre de probable « mise aux normes » ne constitue pas une raison crédible admissible* ».

En effet, pour la commission d'enquête « *à l'analyse du fait qu'autrefois ce lieu d'accueil à vocation « hostellerie », sur une zone naturelle accueillant quelques activités à l'image du patrimoine d'Aix-en-Provence, est actuellement à l'abandon et qu'il est proposé de permettre une extension future de l'activité d'hébergement hôtelier limitée à 300 m² supplémentaire de surface de plancher, un permis de construire ayant déjà été accordé en 2015 pour 2360 m², la commission d'enquête émet un avis avec réserve, pour la création du [Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées] STECAL Tournon avec l'extension de 300 m² supplémentaire de surface de plancher dans le cadre de cette révision allégée n° du PLU car il n'y a pas d'assurance qu'une activité hôtelière soit créée et se développe.*

-Le [Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées] STECAL Set Club, ce STECAL proposé entre bien dans la définition requise « Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées » est conforme à l'orientation 3 du PADD et la recommandation formelle de la [Mission Régionale d'Autorité environnementale] MRAe ».

2.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon A3, sa création permet la mise en valeur du site du Domaine de Tournon en accompagnant l'activité développée dans le respect des objectifs de préservation des espaces naturels et agricoles ainsi que du patrimoine bâti en cohérence avec les orientations du PADD et, notamment l'orientation 3 qui vise à la « *préservation du patrimoine naturel, agricole et urbain, un héritage prestigieux garant de l'identité aixoise* ».

Il ne semble donc pas pertinent d'aller dans le sens de la réserve de la commission d'enquête qui

souhaite que ne soit pas validée la création de ce Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées ni les possibilités de réalisation de 300 m² de surface de plancher dans ce même secteur A3.

Il est confirmé à cet effet que la mise en valeur de ce site emblématique de la campagne aixoise suppose une évolution maîtrisée dont l'encadrement le plus adapté relève du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées.

Il est également rappelé que, dans la réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 avril 2018 à la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, il a été précisé que, du point de vue environnemental, le projet de règlement ne vient autoriser que 300 m² d'extension supplémentaire de l'hôtel existant, sur un sol qui est d'ores et déjà artificialisé et donc dépourvu de fonctionnalités écologiques. De ce fait, au regard du caractère déjà artificialisé de ces 300 m², ce projet d'extension n'entraînera aucune incidence vis-à-vis de l'environnement et notamment des milieux naturels ou agricoles et de la fonctionnalité écologique globale du secteur.

De plus, le règlement prévoit des dispositions visant à intégrer les enjeux paysagers du secteur. En effet, le règlement protège ce domaine au titre d'élément bastidaire d'intérêt patrimonial (dispositions particulières) en encadrant strictement son évolution afin que celle-ci, notamment en termes d'urbanisme, ne vienne pas porter atteinte aux éléments constitutifs du domaine ayant justifié de son classement en tant qu'élément patrimonial. Le projet n'est donc pas de nature à engendrer des incidences négatives sur la biodiversité et le paysage.

En ce qui concerne le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées Ns3-1, il constitue également l'encadrement réglementaire le plus adapté pour maîtriser la réalisation d'un équipement en lien direct avec les activités de sport ou de loisirs de plein air du golf en préservant le caractère naturel du site.

Le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées limité en l'occurrence à 600 m² de superficie permet de localiser précisément l'implantation du projet sur un site déjà artificialisé dont les enjeux paysagers sont relativement faibles. La capacité d'accueil de cet équipement est limitée à 300 m² maximum de surface de plancher et à une hauteur maximale de 7 mètres (soit en R+1) dans le cadre de la création de ce Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées.

Ces conditions visent, d'une part, à assurer une bonne insertion du projet dans le site en imposant une hauteur maximale limitée, et d'autre part, à réduire la consommation d'espace, en limitant la surface de plancher à 300 m², le projet n'engendrant ainsi qu'une consommation potentielle de 150 m² sur deux niveaux.

Par ailleurs, la destination de la surface de plancher autorisée est précisée afin de bien encadrer l'usage d'une future construction dans le cadre des activités sportives de plein air du golf.

Le rapport de présentation de la révision allégée n°1 et le règlement de la zone N sont actualisés afin de préciser les conditions de création du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon (A3) et du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Golf (Ns3.1), ainsi que le résumé non technique du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme.

En ce qui concerne les observations exprimant le souhait de voir créer sur leurs terrains classés en zone A un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées en vue de bâtir de nouvelles constructions, il est rappelé que la création de Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées se doit d'être exceptionnelle et que leur multiplication ne serait pas compatible avec le PADD visant à « *préserver la grande campagne aixoise, l'écrin paysager qui fonde l'attrait et l'identité du territoire* ».

Le projet de révision allégée n°1 portant sur la création la création du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon (A3) et du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Golf (Ns3.1) est donc maintenu tel qu'il a été présenté au dossier d'enquête publique.

3. Les réductions de zones A et N

Parmi les objectifs de la révision allégée n°1, il a été constaté que le développement de certains quartiers ou hameaux nécessite à leur marge une adaptation de zonage. Il s'agit de donner plus de cohérence à leur développement notamment en matière d'équipement public. Il s'agit notamment de permettre la création d'une école primaire sur la Duranne basse sur un secteur qui avait déjà été identifié par un emplacement réservé.

3.1 Les observations et avis concernant le reclassement de zones à vocation naturelle ou agricole en zones à vocation urbaine

Près de 80 observations déposées à l'enquête concernent le reclassement de zone agricole ou naturelle en zone urbaine. Parmi ces observations, la plupart émet simplement un avis sur les propositions de modification de zonage prévues par la révision allégée n°1.

Il est à noter, qu'un sujet particulier ressort de l'analyse des observations : une quarantaine de dépôt d'observations concernent une parcelle de la traverse de la Cortésine pour laquelle, une vingtaine

de demandes de constructibilité ont été formulées et une vingtaine d'observations s'opposent au passage de zone N en zone U de ce terrain, reclassement qui n'est pas prévu dans le cadre de la révision allégée n°1.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale recommande d'explicitier comment l'ouverture des droits à construire permettront néanmoins de préserver les principales caractéristiques du « *paysage aixois à protéger* » identifié par le Plan Local d'Urbanisme.

3.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives au reclassement de zones à vocation naturelle ou agricole en zones à vocation urbaine

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« *-Le passage zone A en zone UD-La Duranne : l'inscription d'un emplacement réservé identifié n°141, pour équipement scolaire et périscolaire, à proximité du quartier la Duranne, correspond bien à une nécessité au regard de la croissance de la population, en prévision des besoins qui en découleront.*

-Le passage secteur Ap en zone UR-Puyricard : il est proposé que la zone UR soit étendue vers l'Est, au Nord sur le chemin de Maliverny, au sud-ouest sur la limite de la zone d'urbanisation future (1AUA-UD), au nord-est sur la limite des espaces visuels Bourgogne et Gavelles. Une servitude de plantation à réaliser serait inscrite à l'est de la zone UR matérialisant la frange de cette limite ».

La commission a assorti ses conclusions de la recommandation suivante : « *Bien observer la caractéristique de la définition du village provençal, par une application douce du règlement, vivement souhaité par les habitants de Puyricard* ».

3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Il est tout d'abord rappelé que parmi les observations déposées à l'enquête, la demande de constructibilité du site de la Torse ne concerne pas la révision allégée n°1. Cette requête représenterait une modification substantielle du projet de révision présenté lors de l'enquête publique et serait de nature à remettre en cause l'économie générale du projet.

Les observations restantes -la plupart étant déposées plusieurs fois de façon identique- concernent des demandes ponctuelles ressortant de particuliers désireux de voir leurs terrains, actuellement classés en zone agricole ou naturelle, reclassés en zone urbaine. Ces requêtes représenteraient une modification substantielle du projet de révision présenté lors de l'enquête

publique et seraient de nature à remettre en cause l'économie générale du projet.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête de bien observer les caractéristiques du village provençal, par une application douce du règlement, vivement souhaité par les habitants de Puyricard, elle relève essentiellement de l'application du règlement.

La recommandation de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale au sujet de « l'ouverture des droits à construire » pointe plus particulièrement le secteur de la Bastide Bel Air aux Platanes. Il est rappelé sur ce point, comme cela a été fait dans le cadre de la réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 avril 2018, que le secteur étant d'ores et déjà « mité », il s'agit simplement d'adapter les droits à construire afin d'optimiser ce secteur artificialisé et d'éviter l'ouverture à l'urbanisation sur des secteurs avoisinants et vierges de toute artificialisation. Les caractéristiques du « paysage aixois à protéger » identifié par le Plan Local d'Urbanisme correspondent sur ce secteur à « l'écrin paysager », situé aux abords de la Bastide Bel Air et non au tissu urbain pavillonnaire existant, qui n'a pas vocation à être préservé mais à être densifié. Le projet de révision préserve clairement l'ensemble bastidaire (bastide, bâtiments annexes, jardins, arbres d'alignement, boisements et cheminements qui sont autant d'éléments emblématiques de la campagne aixoise) en instaurant, de plus, une prescription graphique de hauteur maximale à 7 mètres. Celle-ci garantit une intégration paysagère des constructions à venir, en concordance avec la volumétrie générale du bâti environnant.

Le projet de révision préserve donc bien le « paysage aixois à protéger » et non les tissus pavillonnaires avoisinants dont la densification représente une plus-value environnementale évidente.

Le projet de révision allégée n°1 portant sur les deux reclassements de zone à vocation naturelle ou agricole en zone urbaine reste donc inchangé après l'enquête publique.

4. Les éléments de patrimoine bâti

Dans le cadre de la révision allégée n°1, il est apparu nécessaire de supprimer l'identification comme élément patrimonial du mur d'enceinte Est de facture moderne de l'ancienne usine des Allumettes actuellement occupée de la bibliothèque Méjanes qui fait l'objet d'un réaménagement dans l'objectif d'ouvrir plus largement le site sur la ville.

4.1 Les observations concernant les éléments de patrimoine bâti

Dans le cadre de l'enquête, trois observations font remarquer qu'une maison individuelle édifiée dans les années 1970, route du Seuil, a été identifiée à tort comme un élément patrimonial de type bastide sous l'identifiant EB-024, appellation "Château

Boule", comportant également "fontaine, hangar agricole, ferme".

4.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives aux éléments de patrimoine bâti

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que « *le retrait du mur de clôture de la cité du livre de la liste du patrimoine bâti est une bonne décision, sa reconstruction dans les années 1990, n'ayant plus de cohérence historique, s'est en effet avérée nécessaire. Ainsi, sera préservé l'intérêt patrimonial exclusif de l'usine des allumettes, élément ponctuel d'identifiant EP108* ».

4.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Il apparaît souhaitable, en sus de la modification prévue initialement par la révision allégée n°1 sur l'élément de patrimoine EP-108, de corriger l'erreur matérielle d'identification d'une maison individuelle des années 1970 route du Seuil au titre d'un élément patrimonial de type bastide appellation "Château Boule" par la suppression de cet élément patrimonial EB-024 au Plan Local d'Urbanisme.

5. La dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane

L'étude de dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane montre que l'Orient d'Aménagement et de Programmation n°11 de Plan d'Aillane et le règlement du secteur UEc permettent d'assurer la qualité de l'intégration architecturale et paysagère du projet à implanter en recul de 35 mètres le long de la route départementale n°9 au lieu du recul de 75 mètres prévu par la loi Barnier.

5.1 Les observations et avis concernant la dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane

Une déposition signale que, dans le cadre de l'opération d'aménagement envisagée à Plan d'Aillane, le parti d'aménagement de ce secteur a été précisé sous forme de schéma intentionnel.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale recommande de garantir sous forme de zonage spécifique la qualité de l'intégration paysagère de la Zone d'Aménagement Concerté de Plan d'Aillane, la maîtrise de la qualité des masses d'eau et l'absence d'impact sanitaire négatif des évolutions proposées sur les populations concernées.

5.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives à la dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables sans les assortir de réserve ou de recommandation. Elle a précisé dans ses conclusions que « *l'orientation 2.2.2 du PADD consistant au développement de Plan d'Aillane, compte tenu de*

l'enjeu économique et l'intérêt de tout premier plan du pôle d'échange, nécessite de compléter le rapport du [Plan Local d'Urbanisme] PLU permettant de déroger aux dispositions de la loi Barnier. »

5.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Il est pris note de la précision déposée à l'enquête sur le parti d'aménagement intentionnel du site de Plan d'Aillane à intégrer dans le rapport de présentation de la révision allégée n°1. Le rapport de présentation de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme sera donc actualisé sur le projet de dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane.

En ce qui concerne la recommandation de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, il est rappelé que les dispositions actuelles du Plan Local d'Urbanisme permettent d'assurer la qualité de l'intégration architecturale et paysagère du projet.

De plus, en ce qui concerne la maîtrise de la qualité des masses d'eau et l'absence d'impact sanitaire négatif des évolutions proposées sur les populations concernées, il est confirmé que l'article UE-4 du règlement du Plan Local d'Urbanisme impose une obligation de raccordement aux réseaux public d'assainissement et d'eau potable ainsi que le fait que les aménagements doivent garantir l'écoulement normal des eaux pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des

compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération du Conseil Municipal n°2015-349 du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La réunion d'examen conjoint du projet de révision allégée n°1 arrêté par les personnes publiques associées en date du 6 septembre 2017 ;
- L'avis n°2017APACA54 en date du 27 octobre 2017 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale sur le projet de révision allégée n°1 ;
- La réponse adressée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 avril 2018 aux recommandations émises par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale dans son avis n°2017APACA11 sur le projet de révision allégée n°1 en date du 27 octobre 2017 ;
- L'avis favorable tacite de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers ;
- La délibération du conseil municipal d'Aix-en-Provence n°2017-596 du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La décision n°18000041/13 en date du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique portant sur plusieurs procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont la révision allégée n°1 ;
- Le rapport et les conclusions en date du 26 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d'enquête assorti d'une réserve et de deux recommandations sur le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable de la commission d'enquête assorti d'une réserve et de deux recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations mineures du projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de révision allégée n°1 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, à l'avis de la commission d'enquête et aux avis des Personnes Publiques Associées et Consultées susmentionnées.
- Que le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

Article 3 :

Le dossier de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 12, rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 358

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence – Modification n°3 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme

et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs. Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été engagée afin d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone 2AU du quartier Saint-Hilaire.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont les planches A72 et A80 des documents graphiques du règlement. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

La procédure de modification s'inscrit dans les dispositions de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Conformément à l'article L.151-38 du Code de l'Urbanisme, l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU doit préalablement être motivée par une délibération :

« Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. »

Ainsi, par délibération n°2017-276 du 23 juin 2017, la commune d'Aix-en-Provence, a approuvé les motivations justifiant l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU du secteur de Saint-Hilaire.

Cette zone 2AU fait partie des espaces identifiés au Plan Local d'Urbanisme comme pouvant faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation dans le cadre des objectifs de réduction de la consommation d'espace naturel ou agricole fixés à 30 à 40 hectares par an par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

A travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme, la commune d'Aix-en-Provence s'est engagée prioritairement en faveur du renouvellement urbain. La ville d'Aix-en-Provence a fait le choix d'un scénario de développement apaisé

et équilibré. D'ici 2030, la ville pourra compter environ 155.000 habitants par la création moyenne de 900 logements et d'un millier d'emplois par an. L'analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis établie en 2015 lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme avait montré que d'ici 2030 à peu près 170 hectares de foncier seraient susceptibles d'être mobilisables au sein des espaces urbanisés et 18 ha au sein du pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

L'analyse des projets autorisés met en évidence qu'en termes quantitatif, le renouvellement urbain produit ses effets pour l'instant. En revanche, en termes qualitatif, le renouvellement urbain ne permet pas en l'état de répondre aux besoins de mixité des fonctions et des entreprises. En effet, dans un marché concurrentiel d'une offre élargie et renouvelée, l'immobilier se développe préférentiellement sur de l'offre de logements au sein des zones urbaines mixtes. Au regard des projets autorisés, l'offre à destination d'activités trouve plus naturellement sa place au sein des espaces dédiés aux activités qui se situent essentiellement au Sud d'Aix-en-Provence, le long de la RD9.

Près de deux ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, une quinzaine de projets seulement ont été autorisés en zone UE, créant près de 17000 m² de surface de plancher. Seules quelques dents creuses ont été remplies, le reste correspondant à des extensions ou surélévations de bâtiments d'activités existants. Enfin, les zones à urbaniser 1AU, qui par ailleurs ne peuvent être considérées comme des zones déjà urbanisées vu leur faible densité, n'ont pas été mobilisées depuis l'approbation du Plan Local d'Urbanisme. Elles requièrent en effet une urbanisation sous forme d'opération d'ensemble et leur superficie varie de 4 hectares à plus de 20 hectares.

L'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU de Saint-Hilaire concerne environ 6 hectares sur la partie Sud du secteur qui comprend au total une trentaine d'hectares. Elle entend permettre le regroupement sur le site unique de Saint-Hilaire de deux unités actuellement réparties sur deux sites au sein du pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

Pour ces raisons, il est souhaitable d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone 2AU de Saint Hilaire pour permettre la réalisation d'un projet économique d'envergure.

Le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été transmis pour avis aux personnes publiques associées et consultées. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a décidé, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale par décision n°CU-2017-93-13-32 en date du 19 octobre 2017.

Le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1er janvier 2018, date du transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Métropole, par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n° URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018.

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Cette enquête s'est déroulée dans le cadre d'une enquête publique unique regroupant plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence. Les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été fixées par arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Neuf permanences de la commission d'enquête ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique.

8 remarques ont été émises sur ce projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête désignée à cet effet ont été reçus le 26 juillet 2018. La commission d'enquête a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Elle a également souligné que la fréquentation du public avait été importante.

Elle a étudié le projet de modification n°3 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport.

Son analyse du projet de modification et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification n°3 accompagné de deux recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par la commission d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les trois catégories suivantes :

- les demandes d'élargissement de l'ouverture à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire ;
- les demandes d'éclaircissement des conditions d'ouverture partielle à l'urbanisation de ce quartier ;
- la remise en question du projet d'ouverture à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire.

1. L'ouverture à l'urbanisation partielle du quartier Saint-Hilaire

L'objet de la présente modification du Plan Local d'Urbanisme est d'ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone 2AU du site de Saint-Hilaire. Ce quartier se situe au Sud-Ouest de la commune d'Aix-en-Provence, en frange Sud du Pôle d'activités des Milles, dans le prolongement de l'opération des Grottes de Pichauray. Le secteur de Saint Hilaire se trouve ainsi à l'interface de deux secteurs à vocation économique : le Pôle d'Activités d'Aix-Les Milles et l'Europarc de Pichauray.

Le site, qui jouxte le Campus Pichauray, bénéficie ainsi d'une desserte, déjà constituée, par la voie aménagée le long de la limite Est du Campus, à la différence du nord de la zone 2AU où les chemins de Vera et Faisanderie ne présentent pas actuellement les capacités suffisantes.

Le quartier de Saint Hilaire est classé au Plan Local d'Urbanisme en vigueur en zone 2AU (zone à urbaniser différée) afin de permettre de répondre aux besoins de développement économique. Outre son implantation dans le prolongement de la zone UE, le secteur est délimité au Sud par une zone naturelle boisée qui correspond aux collines de Pichauray dont les boisements forment la limite d'urbanisation.

La délimitation de la nouvelle zone à urbaniser 1AU s'appuie sur une continuité avec le Parc Pichauray au Sud-Ouest permettant une extension cohérente de l'Europarc. Elle bénéficie directement des infrastructures routières et donc d'une accessibilité aisée qui la rattache aux constructions du Parc.

Le secteur de Saint-Hilaire fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire.

Pour ouvrir partiellement le secteur de Saint-Hilaire à l'urbanisation, parmi les secteurs de la zone à urbaniser 1AU du Plan Local d'Urbanisme, le secteur 1AU1-UE est apparu le plus adéquat, car :

- sa vocation correspond à une zone mixte à dominante d'activités économiques favorisant le développement du tissu économique existant et la diversification des activités par densification du tissu urbain.

- il permet de perpétuer une continuité urbaine depuis le Campus Pichauray, en maintenant des formes et une ambiance urbaines similaires à l'Europarc de Pichauray classé en zone UE (50% d'emprise au sol, 10% d'espaces verts, hauteur de 13 mètres à l'égout du toit, règles relatives à

l'aspect architectural, obligations de stationnement, règles de retrait...).

- il conditionne l'urbanisation du secteur à la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble permettant de créer un niveau de desserte suffisant et en cohérence avec sa capacité d'accueil

Il est donc proposé de reclasser une surface de 6 hectares en secteur 1AU1-UE. Les dispositions relatives aux masses boisées et aux éléments paysagers « alignements d'arbres » prévues au Plan Local d'Urbanisme sont maintenues, et l'Orientations d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire ne fait pas l'objet de modification.

1.1 Les observations portant sur l'élargissement de l'ouverture à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire

Un tiers des dépositions souhaite pouvoir bénéficier de l'ouverture à l'urbanisation, soit par un reclassement en zone 2AU d'une zone N située à proximité, soit par un élargissement de l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU de Saint-Hilaire.

1.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives à l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU du secteur de Saint-Hilaire

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête, n'a pas émis de recommandations ni de réserves à ce sujet, son avis étant favorable à l'ouverture à l'urbanisation uniquement de la partie faisant l'objet de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Dans son rapport, la commission d'enquête a commenté que *« l'ouverture à l'urbanisation ne peut être envisagée uniquement si les réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, sont proches et si, bien sûr ils sont en capacité de supporter un surcroît de branchements avec une arrivée supplémentaire de flux. C'est le cas pour la partie de la zone 2AU concernée »*.

1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme envisage d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone à urbaniser différée 2AU de Saint-Hilaire. Cette zone 2AU fait partie des espaces identifiés au Plan Local d'Urbanisme comme pouvant faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation dans le cadre des objectifs de réduction de la consommation d'espace naturel ou agricole fixés à 30 à 40 hectares par an par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

En revanche, il serait incompatible avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables d'aller au-delà de la consommation d'espace fixée par le Plan Local d'Urbanisme.

Par conséquent une demande supplémentaire d'ouverture à l'urbanisation d'une zone N, quand bien même elle se situerait à proximité de la zone 2AU de Saint-Hilaire, serait incompatible avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Par ailleurs, seule la partie de la zone 2AU de Saint-Hilaire qui présente des conditions de desserte et d'équipement suffisantes au regard du projet est ouverte à l'urbanisation. En effet, les réseaux publics de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées existent sur le chemin de la Faisanderie situé en contrebas et permettent un raccordement gravitaire. En termes de desserte, le site pourra bénéficier des voies de desserte du Campus Pichauray depuis la rue Pierre Simon Laplace.

En revanche, en ce qui concerne l'ouverture à l'urbanisation du reste de la zone 2AU de Saint-Hilaire, l'Orientations d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence indique *« que l'aménagement de ce secteur est conditionné au recalibrage du chemin Vera qui devra supporter un trafic supplémentaire et surtout permettre la circulation des bus »*.

Ce recalibrage n'étant pas réalisé ou programmé, toute demande visant à ce qu'une partie du reste de la zone 2AU de Saint-Hilaire soit incluse dans l'ouverture à l'urbanisation projetée par la modification n°3 est incompatible avec l'Orientations d'Aménagement et de Programmation n°18 et serait de nature à compromettre un aménagement global et cohérent du secteur de Saint-Hilaire.

Le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme n'est donc pas modifié quant au périmètre du secteur qui fait l'objet de l'ouverture à l'urbanisation.

2.1 Les observations portant sur les demandes d'éclaircissement des conditions d'ouverture partielle à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire

Les dépositions qui souhaitent des éclaircissements sur les conditions d'ouverture à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire portent sur :

- la demande d'une étude prospective de la circulation sur l'impact de la zone à urbaniser sur les entrées d'Aix-en-Provence au Sud, l'A51, Luynes, Les Milles et la Pioline, la RD9 et la RD8n
- la consommation d'espaces naturels ou agricoles
- la trame végétale
- la prise en compte du ruissellement en cas de fortes pluies

2.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives aux conditions de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier Saint-Hilaire

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a émis les conclusions favorables suivantes en estimant que :

« Si l'on considère que cette modification prend en compte :

- Le développement d'une zone située entre deux pôles d'activités non polluantes, permettant une continuité urbaine et paysagère, avec l'opportunité de créer de nombreux emplois,*
- Les conditions suffisantes d'équipement avec un accès aux voies de desserte qui longent le Campus Pichaury, des réseaux publics de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, existant en contrebas et permettant un raccordement gravitaire pour les eaux usées,*
- L'environnement avec le maintien de la trame végétale, espaces boisés classés et éléments écopaysagers de masses boisées, au Sud et au Nord du secteur ouvert à l'urbanisation, et la présence d'une « bande tampon », constituée d'une prairie méditerranéenne pouvant être aménagée avec des revêtements perméables,*
- Les risques d'incendie avec une attention plus particulière sur les accès viaires les interfaces entre les espaces boisés et bâtis,*
- La gestion du ruissellement pluvial, la zone n'étant pas soumise à l'aléa inondation. Il est noté dans le rapport de présentation que « toute surface aménagée fera l'objet de mesures de compensation de l'imperméabilisation.*

La commission d'enquête émet un avis favorable à la modification n°3 ».

Elle a assorti ses conclusions des deux recommandations suivantes :

- « la trame végétale soit bien préservée »,*
- « une réflexion plus globale de l'aménagement avec les problèmes de voirie ».*

2.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

L'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU de Saint-Hilaire concerne environ 6 hectares sur la partie Sud du secteur qui comprend au total une trentaine d'hectares. Elle entend permettre le regroupement sur le site unique de Saint-Hilaire de deux unités actuellement réparties sur deux sites au sein du pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

En termes de flux, le projet ne présente donc pas un apport significatif de véhicules, ni sur le pôle d'activités, ni sur les entrées d'Aix-en-Provence au Sud de façon plus générale. Par ailleurs, le maillage viaire du site de Saint-Hilaire bénéficie d'une desserte déjà constituée d'une voie d'accès de 7 mètres depuis le Nord-Ouest du terrain.

Par conséquent, une étude globale de l'impact de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU de Saint-Hilaire sur la circulation n'est pas nécessaire en l'espèce, contrairement à ce que préconise la commission d'enquête. Une réflexion plus globale de l'aménagement du reste de la zone 2AU sera réalisée préalablement à l'ouverture à

l'urbanisation du reste de cette zone 2AU, tel que cela est prévu par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire, notamment sur la problématique du niveau d'équipement des voiries, à savoir l'aménagement du chemin Vera.

En termes de consommation d'espaces naturels ou agricoles, il est rappelé que la zone 2AU de Saint-Hilaire a déjà été instaurée dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015. La modification n°3 ne porte donc pas sur l'institution d'une nouvelle zone 2AU. L'impact sur l'environnement de la zone 2AU de Saint-Hilaire a été intégré lors de l'évaluation environnementale du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015. Dans le cadre de la présente procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité environnementale a décidé, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre cette modification à évaluation environnementale.

L'analyse de l'occupation des sols montre que l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU n'impactera essentiellement que des espaces déjà artificialisés correspondant à du bâti diffus et n'aura aucun impact sur des espaces agricoles : sur les 6 hectares ouverts à l'urbanisation, seuls 2 hectares d'espaces naturels sont potentiellement consommables.

La consommation potentielle d'espace naturel est donc limitée dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone 2AU.

En ce qui concerne la préservation de la trame végétale, il est précisé que l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU de Saint-Hilaire concerne environ 6 hectares sur la partie Sud du secteur, dont plus de 50% sont couverts par des espaces boisés classés ou un élément écopaysager de masse boisée. La trame végétale est donc maintenue au Sud par les espaces boisés classés, doublée d'une bande tampon gérée écologiquement et jouant un rôle d'interface entre espaces boisés et bâti, pour la gestion du risque incendie. La masse boisée repérée au règlement graphique, au Nord du secteur ouvert à l'urbanisation, est, elle aussi, préservée et valorisée. Enfin, la notion de bande tampon à gérer écologiquement est explicitée dans le rapport de présentation de la modification n°3 puisqu'elle *« pourra être constituée d'une prairie méditerranéenne et/ou d'essences coupe-feu ou ignifuges locales (oliviers, chênes lièges, amandiers, vignes, agaves, cactus, etc.) ou encore aménagée avec des revêtements perméables (graviers, sable...) »*. Il est également précisé que cette bande tampon est composée d'une bande d'espaces boisés entretenue et d'une interface de gestion du risque incendie débroussaillée isolant les constructions des espaces boisés conformément aux dispositions particulières applicables dans les secteurs de sensibilité aux feux de forêt du Plan Local d'Urbanisme.

La trame végétale est donc préservée et valorisée autant en termes de gestion écologique que de prévention du risque incendie dans le règlement et l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire du Plan Local d'Urbanisme.

Il apparaît toutefois que, d'un point de vue paysager, les haies bordant la partie Nord du secteur ouvert à l'urbanisation méritent d'être préservées et confortées. Il est donc proposé d'identifier ces haies ainsi que la prolongation escomptée de ces haies par un élément éco-paysager de haie au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. La confortation de la préservation de la trame végétale dans le secteur ouvert à l'urbanisation va ainsi également dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête.

Enfin, il est confirmé que le secteur Sud de la zone 2AU de Saint-Hilaire n'est pas soumis à l'aléa inondation ruissellement urbain comme l'indique le rapport de présentation de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme. Seule la partie Nord de la zone 2AU de Saint-Hilaire, non concernée par l'ouverture à l'urbanisation, est soumise à l'aléa inondation cours d'eau. Nonobstant, toute surface aménagée fera l'objet de mesures de compensation de l'imperméabilisation conformément au zonage d'assainissement pluvial et aux dispositions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme applicables dans les secteurs issus du zonage d'assainissement pluvial. En l'occurrence, il s'agit du secteur 3 « Centre-ville, Jouine, Ouest et Pinchinats », dans lequel le dimensionnement des ouvrages doit pouvoir accueillir un minimum de 1200m³/hectare de surface aménagée hors espaces verts pour un débit de fuite de 10 litres/seconde/hectare de bassin versant.

Par conséquent, le règlement du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015 prend bien en compte l'aléa inondation en imposant des mesures de compensation de l'imperméabilisation.

Le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme est donc légèrement modifié après enquête publique en le complétant par la préservation et la confortation de la trame végétale bordant la partie Nord du secteur ouvert à l'urbanisation sous forme de protection d'éléments éco-paysagers au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

3.1 L'observation portant sur la remise en question du projet d'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier Saint-Hilaire

Une déposition estime que le projet d'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier Saint-Hilaire ne respecte pas le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, notamment l'objectif de mixité des fonctions.

3.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives au rejet de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier Saint-Hilaire

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête n'a pas émis de remarques particulières, son avis étant favorable à l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU du quartier Saint-Hilaire.

3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Le rapport de présentation de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme établit très clairement la cohérence de ce projet de modification au regard des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et notamment des orientations relatives au développement d'une urbanisation nouvelle complémentaire en lien avec les pôles urbains existants (orientation 1.3), offrant des capacités d'accueil en matière économique pour garder l'ambition de la réussite (orientation 2.2), tout en renforçant le rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines (orientation 3.2).

L'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU de Saint-Hilaire répond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, tant en termes de réduction de la consommation d'espace, de développement économique, que de la préservation de la trame végétale.

Le projet de modification n°3 portant sur l'ouverture partielle à l'urbanisation du secteur de Saint-Hilaire est donc confirmé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de

simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du conseil municipal n°2015-349 du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du conseil municipal n°2017-276 du 23 juin 2017 approuvant les motivations justifiant l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU du secteur de Saint Hilaire ;
- La décision n°CU-2017-93-13-32 en date du 19 octobre 2017 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, ne soumettant pas la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;
- La délibération du conseil municipal d'Aix-en-Provence n°2017-596 du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La consultation des personnes associées et consultées sur le projet modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;
- La décision n°18000041/13 en date du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique portant sur plusieurs procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont la modification n°3 ;

- Le rapport et les conclusions en date du 26 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d'enquête assorti de deux recommandations sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable de la commission d'enquête assorti de deux recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations mineures du projet de modification n°3 du Plan Local d'urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de modification n°3 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique et à l'avis de la commission d'enquête.
- Que le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

Article 3 :

Le dossier de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 12, rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 359

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence – Modification n°5 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six

intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs. Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Une procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été engagée afin d'adapter la forme urbaine dans les quartiers de la Duranne Haute et de la Duranne Basse, et d'intégrer les nouveaux aléas inondation dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement de la zone UZD et les planches A62 et A71 des documents graphiques du règlement, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

La procédure de modification s'inscrit dans les dispositions de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Le conseil municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1er janvier 2018, date du transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Métropole, par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018.

Le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été transmis pour avis aux personnes publiques associées et consultées. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a décidé, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale par décision n°CU-2017-93-13-34 en date du 19 octobre 2017.

La modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Cette enquête s'est déroulée dans le cadre d'une enquête publique unique regroupant plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence. Les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été fixées par arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Neuf permanences de la commission d'enquête ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique.

Un peu plus de 200 remarques ont été émises sur ce projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme pendant l'enquête publique.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête désignée à cet effet ont été reçus le 26 juillet 2018. La commission d'enquête a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Elle a également souligné que la fréquentation du public avait été importante.

Elle a étudié le projet de modification n°5 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport en les regroupant sous forme de thématiques.

Son analyse du projet de modification et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification n°5 accompagné de deux recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par la commission d'enquête.

Au cours de cette enquête, parmi les 200 observations portant sur cette modification n°5, déposées sur le registre soit directement par écrit, soit par mail ou par courrier, près de 160 observations portent sur la Duranne.

Parmi celles-ci, une quarantaine sont favorables au projet de modification n°5, soit dans son ensemble, soit sur des thèmes comme la création d'un esprit villageois à la Duranne Basse, la diversification des constructions, un réaménagement des espaces publics ou bien la mise en valeur des éléments patrimoniaux. Sur les quelques 120 observations restantes, 45 sont identiques et ont été déposées par les habitants du quartier sur les mêmes thématiques. Une quarantaine d'observations concerne le risque inondation.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les trois catégories suivantes :

- l'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Haute,
- l'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Basse,
- le risque inondation.

1. Le projet d'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Haute

Le quartier de la Duranne, situé au Sud-Ouest de la commune d'Aix-en-Provence à 7 kilomètres du centre-ville sur les franges du plateau de l'Arbois, fait partie de la Zone d'Aménagement Concerté du Parc de la Duranne.

Les grandes orientations relatives à la forme urbaine de ce quartier qui avaient été définies préalablement à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme paraissaient répondre à la fois à une volonté architecturale et urbanistique bien définie, mais ce sont avérées ne pas produire la forme urbaine escomptée, ni permettre une bonne insertion du projet dans son environnement.

Le projet de modification n°5 vise, en premier lieu, à réadapter les formes urbaines du projet à l'identité aixoise. L'ambition est de retrouver des formes urbaines et des espaces publics dans l'esprit des typologies urbaines aixoises. Le projet propose une diversité de formes et de hauteurs pour chaque îlot. La volonté est de rompre avec la monotonie architecturale en proposant un séquençage varié, autant dans la morphologie des bâtiments que dans les façades. Les cœurs d'îlots sont perméables, traversés par des venelles facilitant la circulation douce.

Il s'agit de sortir de l'urbanisme géométrique pour s'adapter au site. Le projet ainsi redéfini a pour ambition de réussir la couture avec l'environnement urbain et paysager qui l'entoure afin de lui garantir une intégration harmonieuse.

En effet, le projet se doit d'être respectueux du site et de la nature environnante et du paysage, et suppose ainsi une adaptation de l'implantation des constructions à la topographie.

Il est proposé de restructurer l'espace public par des constructions qui, si elles peuvent être denses, doivent nécessairement pouvoir être séquencées de façon à retrouver une diversité de façades, de hauteur, d'alignements qui recompose l'espace public urbain à l'échelle du quartier.

Les espaces publics se veulent plus intimes et à taille humaine, abritant une diversité d'ambiances tout en conservant la qualité des revêtements, matériaux, mobiliers urbains, espaces verts.

Parallèlement, le schéma de voirie se veut à la fois mieux adapté au site, à la topographie et aux formes urbaines aixoises, tout en maintenant un bouclage viaire assuré par des voies principales à double sens sur lesquelles s'organise le transport en commun.

Le réseau de voies secondaires desservira les habitations du quartier par des voies à sens unique donnant à ces axes une ambiance apaisée tout en améliorant la sécurité et en réduisant les nuisances sonores. Enfin de nombreux cheminements piétons irriguent les îlots traversants et de multiples aires de stationnement publiques ponctuent le quartier.

La constructibilité générale du quartier n'est pas modifiée de façon significative.

L'ensemble des équipements publics qui avaient été envisagés est maintenu (école, collège, espace polyvalent, espaces verts, jeux d'enfants, places...), sa répartition pouvant être néanmoins différente à l'intérieur du quartier.

En termes de traduction réglementaire, il apparaît nécessaire d'utiliser d'autres outils que le plan masse figurant dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur qui n'offre pas la souplesse nécessaire pour l'adaptation du projet au site.

Il s'agit de définir les grandes lignes de l'aménagement de la zone (voirie, équipements publics) et de conserver une certaine latitude dans l'implantation du bâti, qui devra s'effectuer dans le respect du nouveau règlement de la zone UZD.

1.1 Les observations portant sur la forme urbaine de la Duranne Haute

Des observations interrogent sur la densité et la forme urbaine, notamment en termes de hauteur et d'espaces libres végétalisés, de stationnement et de diversité des fonctions.

1.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives à la forme urbaine de la Duranne Haute

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« - Le passage d'une zone UPM à une zone UZD est de nature à favoriser une meilleure réalisation du projet visant à améliorer l'urbanisation du secteur en permettant des prescriptions architecturales et ornementales que ne permettait pas le règlement d'une zone UPM trop rigide, de façon à parvenir à ce qui a été appelé une « identité aixoise » éloignée des alignements actuels (articles UZD 6, 8 et 11) ;

- Le changement de zone ne change ni la surface de plancher maximale de 185000 m² ni les hauteurs même si celles-ci ne sont plus exprimées en niveau mais en mètres dans le nouveau règlement (article UZD 10) ;

- La problématique du stationnement est moins importante que ne le laissent croire les observations puisque trois parcs de stationnement sont ou seront aménagés, proposant environ 500 places, en plus des prescriptions de nombre d'emplacements privés imposés (article UZD 12) ;

- Les vues depuis les bâtiments existants ne seront pas impactées de manière significative puisque les hauteurs des futures constructions seront compensées par la topographie en pente du terrain.

De plus, l'axe de vue sur la Montagne Sainte-Victoire est conservé ;

- Un bâtiment à usage de commerces est actuellement en construction et qu'il accueillera également des services, qu'un espace de jeux pour enfant est déjà opérationnel, qu'un parc paysager est prévu à l'emplacement d'un espace jusque là réservé au stationnement, que l'aménagement des pentes, des plantations d'arbres sont également programmées, que de nombreux services (crèches, école, ...) existent déjà ;

- L'article UZD 5 impose des obligations d'aménagement et de végétalisation des espaces libres ;

- Le risque inondation a été pris en compte en actualisant les prescriptions du PLU en vigueur en tenant compte du porter à connaissance de 2016 ;

- Cette modification reste dans le prolongement du projet initial ayant amené à la création de ce quartier.

Les conclusions favorables de la commission d'enquête sont assorties de la recommandation suivante :

« Malgré les parcs de stationnement publics ou privés déjà créés ou prévus, revoir à la hausse le nombre d'emplacements en tenant compte que deux véhicules sont très souvent la propriété des occupants d'un logement et qu'il faut prévoir des places visiteurs. L'observation faisant une suggestion de définir le nombre de place selon la taille du logement ne paraît pas incohérente ».

1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Le projet de modification n°5 sur la Duranne Haute propose des règles de hauteur maximale des bâtiments cohérentes avec les règles jusqu'alors applicables. L'ancien règlement de la zone UPM2 faisait référence à un nombre de niveaux maximal (R+4) avec des émergences en R+5 pour 25% de la surface de plancher des îlots de la zone. Dans le nouveau règlement UZD, les constructions conservent les mêmes proportions mais les hauteurs sont exprimées en mètres, allant de 16 à 19 mètres, sauf prescriptions graphiques de hauteur spécifique allant de 13 à 16 mètres. Des émergences ponctuelles restent possibles pour 25% de la surface de chaque îlot favorisant ainsi un épannelage articulé à l'image des toits d'Aix-en-Provence.

Ensuite, le rapport de présentation et le règlement graphique (planches A62 et A71) font mention de prescriptions spécifiques de hauteur moindre (13 à 16 mètres), positionnées en partie haute de la zone UZD afin de préserver les vues sur le grand paysage. Ces prescriptions ne font que reprendre et respecter les hauteurs déjà présentes dans le plan masse et qui prenaient en compte les perceptions paysagères. La modification n°5 n'apporte donc pas de changement de ce point de vue là. Il est par

ailleurs précisé à l'article 11 du règlement de la zone UZD que les constructions doivent s'adapter à la topographie, à l'orientation du terrain, ainsi qu'aux lignes de force du paysage.

Enfin, le projet de modification puise son inspiration dans la composition urbaine et architecturale aixoise caractérisée par le centre ancien d'Aix-en-Provence. Dans cette logique, le règlement de la zone UZD impose des couvertures en tuiles canal de terre cuite pour être plus cohérent avec l'image des toits traditionnels d'Aix-en-Provence.

Concernant le pourcentage d'espaces libres, le règlement de la zone UZD du projet stipule que, lorsqu'ils existent, l'ensemble des espaces libres est aménagé et végétalisé, avec des plantations en pleine terre. La végétation doit être mise en œuvre sur une épaisseur de terre végétale de 0,80 mètre minimum, contre 0,50 mètre dans le règlement précédent. Dans les espaces urbanisés, les espaces publics viennent souvent compenser la densité des îlots urbains en proposant des parcs et des jardins publics. Le programme des équipements de la Zone d'Aménagement Concerté du Parc de la Duranne comporte une offre d'espaces verts à travers le traitement des bordures de voies (plantations,...), la création de parcs publics arborés identifiés sur la planche A du Plan Local d'Urbanisme nommés « *localisation des équipements publics* » et un secteur NS pour le parc, la création de nombreuses places publiques végétalisées, ainsi que l'accès aux vastes espaces naturels à proximité immédiate du secteur.

En matière de stationnement, le Plan Local d'Urbanisme souhaite « *favoriser une ville plus apaisée en privilégiant les alternatives à la voiture pour se déplacer* » (orientation 1.2.3 du PADD). La politique de stationnement doit donc rester cohérente avec les objectifs de limitation des déplacements automobiles. Le règlement fixe un quota minimum de stationnement automobile. Selon les opérations envisagées dans ce quartier, il conviendra de prévoir le stationnement proportionné aux besoins de ces opérations, et donc si nécessaire, un nombre de stationnement supérieur au quota minimum prévu par le règlement de la zone UZD.

Il n'apparaît pas non plus pertinent de définir le nombre de places de stationnement selon la taille du logement comme cela est suggéré par la commission d'enquête, car l'application de cette règle ne pourrait pas être vérifiée lors de l'instruction des autorisations de droit des sols. En effet, le code de l'urbanisme n'oblige pas systématiquement à déclarer, ni le nombre de logements, ni la taille des logements, parmi les pièces exigées dans le cadre d'un dossier de demande de droit des sols. Il convient donc de conserver une unité de mesure en

rapport à la surface de plancher pour pouvoir calculer et contrôler le quota de places de stationnement. Enfin, les équipements publics tels que les parking publics sont prévus dans le cadre des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté du Parc de la Duranne. Le règlement de la zone UZD est donc suffisamment adapté et souple en matière de stationnement à la Duranne Haute puisqu'il s'agit d'un quota minimum, et il n'apparaît pas nécessaire de le modifier après enquête publique.

En ce qui concerne la diversité des fonctions, le projet de modification n°5 répond à cet objectif en permettant dans le règlement de la zone UZD l'accueil de tout type de fonctions, sauf les activités industrielles, car elles peuvent présenter des nuisances incompatibles avec un tissu urbain dense et la présence de l'habitat). La zone UZD a donc pour vocation de favoriser la mixité des fonctions urbaines et notamment d'accueillir de nouveaux commerces. Aussi, dans le cadre de la livraison des nouveaux programmes immobiliers dans le secteur, il est bien prévu l'ouverture de petits commerces de proximité, afin de créer une centralité commerciale au cœur du quartier de la Duranne Haute et répondre ainsi à une demande des habitants. Environ 5.000 m² de commerces sont prévus dans le programme de la Zone d'Aménagement Concerté du Parc de la Duranne.

Le projet de modification n°5 portant adaptation de la forme urbaine à la Duranne est donc maintenu tel qu'il a été présenté dans le dossier d'enquête publique.

2. Le projet d'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Basse

Le projet de modification n°5 propose une évolution des règles sur le secteur de la Duranne Basse pour donner au quartier des allures de village provençal, toujours selon le même principe de densification insufflée par le Plan Local d'Urbanisme dès 2015. La zone UI, prévue dans le cadre de la modification n°5 est une zone urbaine mixte, dans laquelle il est prévu que se développe du pavillonnaire et du logement collectif en R+2, avec une hauteur maximale de 10 mètres.

Le parti pris d'aménagement consistant à créer une morphologie de type villageoise, à savoir une forme urbaine continue le long des voies structurantes, se décline à travers des linéaires de gabarit avec des hauteurs de 10 à 13 mètres maximum (R+2, R+3). Les linéaires de gabarit permettent d'organiser l'implantation et le gabarit du bâti. L'espace public est délimité par ces mêmes linéaires de gabarit. Par exemple, des hauteurs R+2 ou R+3 sont imposées pour marquer l'angle de la place et créer une continuité bâtie le long du parcours piéton de liaison entre les espaces publics.

Le projet permet, d'une part, de raccrocher l'opération au centre bourg et d'autre part, de lui conférer un esprit de « village provençal » : par un

ordonnancement imposé des constructions de hauteurs variées, par la création d'espaces publics adaptés et par la mise en valeur du patrimoine historique et végétal du lieu. Le projet engagé sera ouvert vers le quartier. La disposition des constructions, l'agencement des perspectives, les circulations, garantiront ce lien indispensable avec le reste de la Duranne.

Depuis la bastide, en direction du Sud, un jeu de restanques paysagères permet une remontée piétonne douce vers l'avenue Arago créant une troisième porte pour le village. Ce point d'accroche permet une connexion optimale avec les transports en commun qui pourraient très facilement s'arrêter en sécurité sur l'ancienne esplanade d'informations. Au-delà du front bâti, l'urbanisation est plus lâche et apaisée comme le serait le contour d'un village.

2.1 Les observations portant sur la forme urbaine à la Duranne Basse

Des observations interrogent sur la densité et la forme urbaine, notamment en termes de hauteur et de linéaires de gabarit, sur la desserte du secteur, sur la préservation du patrimoine bâti et de la trame végétale.

2.2 Les conclusions de la commission d'enquête et avis relatifs à la forme urbaine à la Duranne Basse

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables suivantes en estimant que :

« - Le passage de la zone UD en zone UI est en cohérence avec un développement raisonné de l'urbanisation pour insuffler un style villageois au quartier et qu'il n'empêchera pas le logement individuel même si de petits collectifs sont autorisés comportant des quotas de logements type T3 ou T4 et de logements sociaux.

- Le projet met en valeur des éléments patrimoniaux tels que la bastide et son parc tout en les mettant à la disposition de tous par des aménagements de service public et qu'il crée une liaison entre ce qui est amené à devenir le centre du village et une esplanade au sud qu'il est prévu de dédier aux transports en commun.

- La future voie de contournement sera de dimensions inchangées et devrait générer peu de trafic routier supplémentaire et donc amener peu de nuisances supplémentaires et que de plus cet axe est bordé en partie par la zone agricole non habitée.

- Le long de cet axe des servitudes de plantations seront imposées et viendront augmenter l'aspect végétal et que les éléments paysagers sont protégés et mis en valeur.

Les conclusions favorables de la commission d'enquête sont assorties de la recommandation suivante : « Revoir à la baisse les hauteurs maximales autorisées en zone UD de façon à ne

pas provoquer un effet de tunnel dans les ruelles où la construction est projetée ».

2.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Le principe de densification de la Duranne Basse n'est pas nouveau. Il a été établi lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme en 2015, puisque ce secteur avait été classé en zone UD dont le règlement stipule que la zone concerne des secteurs essentiellement composés d'un tissu urbain pavillonnaire où l'objectif est de maintenir la forme urbaine dans les proportions existantes afin de ne pas altérer les qualités paysagères de la zone, tout en permettant d'évoluer raisonnablement en concordance avec les capacités de desserte. Il s'agissait d'une zone urbaine mixte, où peuvent se développer du pavillonnaire et du logement collectif en R+2, avec une hauteur maximale de 10 mètres.

Le projet de modification n°5 propose une évolution des règles sur le secteur de la Duranne Basse pour donner au quartier des allures de village provençal, toujours selon le même principe de densification insufflée par le Plan Local d'Urbanisme dès 2015.

Comme dans la zone UD, en l'absence de linéaire de gabarit et de prescription de hauteur spécifique, la hauteur maximale des constructions ne peut excéder 10 mètres en zone UI.

Le parti pris d'aménagement consistant à créer une morphologie de type villageoise, à savoir une forme urbaine continue le long des voies structurantes, se décline à travers des linéaires de gabarit avec des hauteurs de 10 à 13 mètres maximum (R+2, R+3). Les linéaires de gabarit permettent d'organiser l'implantation et le gabarit du bâti. L'espace public est délimité par ces mêmes linéaires de gabarit. Par exemple, des hauteurs R+2 ou R+3 sont imposées pour marquer l'angle de la place et créer une continuité bâtie le long du parcours piéton de liaison entre les espaces publics.

Dans le projet, les hauteurs des constructions s'échelonnent du rez-de-chaussée à R+3. Les constructions les plus hautes ne sont pas à proximité immédiate des constructions existantes situées au Nord-Ouest, rue Isaac Newton. A proximité de ces dernières, l'urbanisation prévue est plus lâche et plus apaisée comme le serait le contour d'un village, avec des hauteurs maximales à 10 mètres pour assurer une bonne transition avec les habitations existantes de la zone UM.

Il n'apparaît donc pas pertinent de revoir à la baisse les hauteurs maximales des constructions en les uniformisant à la hauteur de 10 mètres, de façon similaire à celles autorisées en zone UD, comme le recommande la commission d'enquête. En effet, les gabarits prévus ne provoqueront pas un « effet de tunnel », car les hauteurs des constructions sont

proportionnées avec les largeurs des emplacements réservés de voirie qui dépasseront largement la taille d'une ruelle.

Le projet de modification n°5 ne remet pas en cause la diversité de l'offre d'habitation existante. D'une part, parce que l'ensemble du secteur de la Duranne basse est marqué par une offre résidentielle déjà variée avec de l'habitat individuel, de l'habitat individuel groupé et des collectifs. D'autre part, parce que moins d'une dizaine d'habitation serait susceptible d'être impactée par le projet de modification à l'échelle de l'ensemble de la zone de la Duranne Basse.

Concernant les linéaires de gabarit, un ajustement du tracé d'un linéaire sur le secteur de la Duranne Basse a été retenu sur la base des observations déposées à l'enquête publique afin d'améliorer l'accroche du front bâti villageois au niveau du rond-point (avenue Arago/rue Newton).

En ce qui concerne la desserte du secteur de la Duranne Basse, comme indiqué dans le rapport de présentation concernant le schéma viaire de ce secteur, le Conseil Départemental 13 souligne de façon pertinente le fait que l'extension de l'urbanisation de la Duranne Basse devra s'accompagner d'un réaménagement du point d'échange n°4 avec la RD9. Des études complémentaires vont donc être réalisées pour aménager et sécuriser au mieux cet échangeur.

Par ailleurs, les circulations inhérentes au développement de ce quartier n'impacteront pas de manière significative le cœur du secteur de la Duranne Basse. Les futurs habitants bénéficieront de la proximité immédiate entrée/sortie par la D9 sans devoir traverser tout le secteur de la Duranne Basse. La voie de contournement du village provençal entre la rue Lambert et la rue Newton permettra de raccorder les différents accès au village provençal et sera dédiée uniquement à la desserte locale.

Enfin, l'impact en matière de pollution sonore ou de l'air sera moindre car il n'y aura que peu de transit de véhicules à l'intérieur même du futur village provençal. Comme indiqué dans le rapport de présentation, le projet prévoit d'apaiser la circulation, avec la création :

- d'un cœur de quartier piétonnier et organisé en rues, ruelles, esplanades, places ou allées plantées gravitant autour de la Bastide et de son bassin ;
- de cheminements doux desservant l'ensemble du quartier et facilitant l'accès aux commerces et services de transport à proximité.

En ce qui concerne les éléments de patrimoine liés à la bastide de la Grande Duranne avec ses

annexes, situées dans le secteur de la Duranne Basse, le Plan Local d'Urbanisme l'identifie au titre d'un élément du patrimoine bâti. La bastide du 17^e siècle est accompagnée de six autres éléments patrimoniaux référencés : bergerie, chapelle, pigeonier, maison, bassin, allée. L'ensemble est accompagné d'un jardin d'agrément avec une allée plantée de platanes, un deuxième bassin, des murs en pierres et mur de soutènement, des escaliers et un portail. Ce riche patrimoine bâti et paysager doit à la fois être préservé et être le vecteur de l'identité du quartier.

Pour cela, le projet entend organiser la composition urbaine du quartier autour de la bastide de la Grande Duranne et de son bassin pour qu'ils deviennent l'épicentre historique du village. De plus, autour de la bastide, un emplacement réservé a également été institué dans le règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme (emplacement réservé n° 563) pour l'aménagement de la voirie et de l'espace public.

Le projet a donc bien pour objectif de préserver et de mettre en valeur ces éléments forts du patrimoine de la Duranne Basse. Dans un souci de valorisation, la bastide pourrait même être destinée à accueillir des services publics.

Concernant la trame végétale, la masse boisée autour de la bastide identifiée au Plan Local d'Urbanisme est bien conservée pour préserver les éléments existants et notamment les platanes aux abords des bassins. Dans un souci de valorisation des espaces verts, le projet ajoute dans le règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme des plantations supplémentaires à réaliser pour végétaliser davantage le secteur.

Le risque inondation a été pris en compte concernant le projet de modification n°5 de la Duranne basse. De plus, en cohérence avec les dernières connaissances de l'aléa et l'orientation 1.4.1 du PADD visant à « *Mieux prendre en compte les risques et les nuisances* », il a été réalisé une carte des aléas actualisés sur le territoire communal. Le Plan Local d'Urbanisme a souhaité intégrer cette actualisation de l'aléa et mettre à jour les cartes du risque inondation du Plan Local d'Urbanisme (planches CRI).

En conclusion, le projet d'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Basse fait donc l'objet uniquement d'une modification au regard des observations déposées à l'enquête publique concernant l'ajustement du tracé d'un linéaire de gabarit afin d'améliorer l'accroche du front bâti villageois au niveau du rond-point (avenue Arago / rue Newton).

3. Le projet d'actualisation du risque inondation

Il est rappelé que le « porter à connaissance » de l'Etat qualifie des aléas inondation dont l'intégration

au Plan Local d'Urbanisme relève des cartographies de synthèse des aléas et des cartographies qualifiant les risques d'inondation dénommées les planches CRI.

Ce « porter à connaissance » actualise la connaissance de l'aléa en prenant en compte :

- une topographie plus précise (relevé LIDAR),
 - une pluie de référence nouvelle (juin 2010 Var),
 - une nouvelle notion de crue exceptionnelle pour la prise en compte des aléas résiduels,
 - une grille d'analyse nouvelle des aléas (harmonisation des grilles Pluvial et Ruissellement)
- La méthodologie mise en œuvre pour l'actualisation des aléas figurant dans le Plan Local d'Urbanisme a été la suivante:

- reprise des aléas de la crue de référence de l'Arc issus du « porter à connaissance » ;
- recueil des données brutes (hauteurs et vitesses) de simulation des différents modèles de la commune ;
- établissement de la cartographie des aléas par croisement des hauteurs/vitesses selon la nouvelle grille d'aléa du PAC ;
- travail de raccordement au niveau de chacune des confluences avec l'Arc et la Touloubre ;
- lissage des aléas déterminés et reprise de la cartographie

Afin de produire les cartes de risques correspondantes à ces nouveaux aléas, la même méthodologie a été employée que celle effectuée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Les aléas ont été croisés avec les enjeux, mais au regard de la nouvelle grille d'aléa unifiée.

La mise à jour de la qualification du risque inondation a été réalisée en association constante avec les services de l'Etat.

En ce qui concerne le bassin versant de la Touloubre, la même méthodologie de mise à jour des aléas et des risques inondation a été utilisée que pour le bassin versant de l'Arc.

3.1 Les observations portant sur le risque inondation

Une quarantaine d'observations portent sur les dispositions particulières relatives aux risques naturels, principalement en ce qui concerne l'intégration dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence du « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016, d'autres souhaitant une adaptation du niveau de risque sur leur parcelle.

3.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives au risque inondation

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« le risque inondation a été pris en compte en actualisant les prescriptions du Plan Local

d'Urbanisme en vigueur en tenant compte du porter à connaissance de 2016 ».

3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Comme cela a été rappelé ci-dessus, la mise à jour de la qualification du risque inondation a été réalisée en association constante avec les services de l'Etat. La méthodologie a donc été entérinée par les services de l'Etat et ceux-ci n'ont pas estimés nécessaire de l'exprimer dans le cadre d'un avis sur cette procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme suite à leur consultation en date du 26 juillet 2017.

Ainsi, les observations déposées à l'enquête qui estiment nécessaire de modifier les dispositions particulières du règlement du Plan Local d'Urbanisme relatives au risque inondation au regard du « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016 ne sont pas pertinentes, puisque ce seront les services de l'Etat qui élaboreront prochainement leur propre règlement dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Arc. L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement de l'Arc et de ses principaux affluents sur la commune d'Aix-en-Provence a effectivement été prescrite par arrêté préfectoral du 9 avril 2018.

Le projet de modification n°5 portant sur l'actualisation du risque inondation est donc maintenu tel qu'il a été présenté dans le dossier d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du conseil municipal n°2015-349 du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du conseil municipal n°2017-276 du 23 juin 2017 approuvant les motivations justifiant l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU du secteur de Saint Hilaire ;
- La décision n°CU-2017-93-13-34 en date du 19 octobre 2017 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, ne soumettant pas la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;
- La délibération du conseil municipal d'Aix-en-Provence n°2017-596 du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La consultation des personnes associées et consultées sur le projet modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;
- L'avis du département des Bouches-du-Rhône en date du 13 décembre 2017 ;
- La décision n°18000041/13 en date du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice-Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique portant sur plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont la modification n°5 ;
- Le rapport et les conclusions en date du 26 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d'enquête assorti de deux recommandations sur le projet de

modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable de la commission d'enquête assorti de deux recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations du projet de modification n°5 du Plan Local d'urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de modification n°5 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, à l'avis de la commission d'enquête et aux avis des Personnes Publiques Associées et Consultées susmentionnées.
- Que le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

Article 3 :

Le dossier de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 12, rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle - LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 360

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles - Modification n°1 - Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la

Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles a été approuvé le 21 mars 2017.

Par courrier en date du 9 août 2018, la commune d'Eguilles a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme concerné afin de procéder notamment à des adaptations réglementaires et des modifications graphiques ponctuelles sur les secteurs suivants :

- Les Plantiers
- Le chemin des Colombiers
- La création d'un sous secteur sur les Lampies
- Les Fourques et la Cébo

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de la commune d'Eguilles.

- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 361

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque – Modification n°1 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque a été approuvé par Délibération n°1 en date 13 mars 2017. Ce Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet, par la suite, d'une mise à jour par arrêté du Maire n°2017-345 du 19 octobre 2017.

Par délibération n°9 en date du 12 décembre 2017, la Commune de Gréasque a lancé la procédure de modification n°1 de son PLU.

Par délibération n°10 en date du 12 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 011-3569/18/CM, pour poursuivre la modification n°1 du PLU de la Commune de Gréasque.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations, corrections et compléments suivants :

1. Mise en compatibilité du PLU de la Commune de Gréasque suite à la Déclaration d'Utilité Publique du 30 mai 2016 liée à la construction d'une ligne électrique souterraine de 63 000 volts entre Rousset et Saint-Savournin ;
2. Correction d'erreurs matérielles et prise en compte de demandes d'administrés ;
3. Adaptation du règlement et du zonage : compléments d'information et reformulations permettant une meilleure lisibilité des règles d'urbanisme, et, modification de zonage afin de répondre aux besoins de production de logements.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- le règlement écrit ;
- les documents graphiques du règlement ;
- la liste des emplacements réservés ;
- le plan des servitudes d'utilité publique.

Ces documents ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 30 mai 2018 et aucune réponse n'a été reçue par le Conseil de Territoire.

Par arrêté n° 18_CT2_024 du 25 mai 2018, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 2 mai 2018 ; l'enquête s'est déroulée du 19 juin 2018 au 19 juillet 2018 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Gréasque, localisé boulevard Marius Ollive – 13850 GREASQUE, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 15h30 à 17h30, hors jours fériés ;
- au siège du Territoire du Pays d'Aix, situé Hôtel de Boadès, 8 place Jeanne d'Arc, 13100 Aix-en-Provence, du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, hors jours fériés.

Ce dossier comportait les éléments suivants :

- **le rapport de présentation de la modification n°1 du PLU (pièce 1.1)**
- **le règlement écrit modifié (pièce 4)**
- **les plans de zonage Nord et Sud (pièces 4.1 et 4.2)**
- **le plan annexe « voies bruyante, DUP, mixité sociale » modifié (pièce 4.3)**
- **le plan annexe : Zone PLU et risque incendie modifié (pièce 4.4)**
- **les plans annexes : Zone PLU et synthèse aléa inondation (pièces 4.5 à 4.7)**
- **la liste des emplacements réservés modifiée (pièce 5)**
- **le plan des servitudes d'utilité publique modifiée (pièce 7.2)**

Un dossier complémentaire comprenant :

- la prise en compte des dispositions de l'article R123-8 du Code de l'Environnement
- la note de présentation du PLU
- la note concernant les textes régissant l'enquête publique
- l'avis des personnes publiques associées (aucun avis)
- les parutions presse qui ont eu lieu, 15 jours au moins avant le début de l'enquête, soit le 01/06/2018 et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête, soit le 22/06/2018,

- la délibération de prescription de la modification n°1
- l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique
- l'avis d'enquête publique, attestation d'affichage, etc.
- l'avis d'enquête avec l'erratum ainsi que la parution presse de la Provence de l'erratum en date du 09/07/2018, et de la Marseillaise en date du 07/07/2018.

N.B : les pièces en gras sont celles objet de la modification

Cinq permanences ont été tenues :

- mardi 19 juin de 14h00 à 17h00
- samedi 30 juin de 09h00 à 12h00
- mercredi 04 juillet de 14h00 à 17h00
- lundi 09 juillet de 09h00 à 12h00
- jeudi 19 juillet de 14h00 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Le dossier était également consultable sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : <http://www.agglo-paysdaix.fr> et sur le site internet de la commune de Gréasque : <http://www.ville-greasque.fr>.

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur les registres d'enquête à disposition en complément du dossier de modification ;
 - adresser par voie postale un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur en Mairie de Gréasque ; ou,
 - écrire un mail à l'adresse suivante : modifplu.greasque@ammpmetropole.fr.
- Au total, 20 personnes sont venues en mairie, 15 observations ont été déposées sur le registre, 3 mails ont été adressés au commissaire enquêteur via la boîte mail dédiée et enfin, 5 courriers ont été adressés au commissaire enquêteur.

OBSERVATIONS DU PUBLIC ET REPONSES

À l'issue de l'enquête publique, les observations émises par le public peuvent se regrouper dans les 4 catégories suivantes :

1. les observations hors champs de la modification, représentant 6 observations inscrites dans le registre et 1 mail.
2. les observations portées sur la création de l'Emplacement Réservé n° 43 chemin des plaines (point n°29 de la modification), représentant 5 observations inscrites au registre et 2 courriers
3. les observations portées sur la correction d'erreur matérielle dans l'EBC pour la prise en compte de la DUP valant mise en compatibilité du plan (point n°19 de la modification), représentant 1

observation dans le registre, 1 courrier et 2 mails

4. les remarques diverses formulées sur le calcul des hauteurs des bâtiments, les emplacements réservés et la reformulation de l'article 4.2.1 de la zone 2AU, représentant 3 observations inscrites dans le registre et 2 courriers.

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées en date du 27/07/2018. Il a émis un avis favorable au projet de modification n°1 du PLU de Gréasque, sous la réserve suivante : *« le maître d'ouvrage devra modifier l'article 2AU 4.2.1 « desserte par les réseaux » afin que la construction de logements nouveaux nécessite obligatoirement un raccordement au réseau public d'assainissement. »*

LE PROJET DE PLU PROPOSE APRES ENQUETE PUBLIQUE

Le projet de modification n°1 du PLU de Gréasque soumis au conseil métropolitain fait l'objet d'évolutions afin de prendre en compte les résultats de l'enquête publique.

Il est proposé de répondre de la façon suivante aux observations formulées sur le point n°29, portant sur la création d'un emplacement réservé n°43, au chemin des Plaines. Sous la préconisation du commissaire enquêteur, l'emplacement réservé sera réduit d'un mètre dans sa largeur. Il sera donc porté à 4m au lieu de 5m.

Il est proposé de répondre de la façon suivante à l'unique réserve, portant sur la rédaction de l'article 2AU 4.2.1 « desserte par les réseaux » émise par le commissaire enquêteur. Cette réserve sera levée en apportant les compléments nécessaires dans le corps du règlement. Dans le cadre des extensions des constructions existantes, entraînant la création de nouveaux logements, le raccordement du projet au réseau public d'assainissement sera rendu obligatoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque en vigueur ;
- La délibération n°9 de la commune de Gréasque en date du 12 décembre 2017 engageant la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°10 de la commune de Gréasque en date du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération le même jour ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 12 décembre 2017 ;
- L'arrêté n°18_CT28024 du Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 25 mai 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Gréasque ;
- La notification du projet de modification n°1 aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme ;
- L'avis du commissaire enquêteur favorable sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque ;
- La délibération n°1 du Conseil Municipal de Gréasque en date du 25/09/2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une réserve.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique justifient des adaptations du projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.
- Que des modifications sont envisagées concernant le projet de modification n°1 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique.
- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de Gréasque est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Gréasque, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Il est précisé que la délibération approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque :

- sera transmise à Monsieur le Préfet ;
- sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Gréasque ;
- fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir : affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Gréasque. De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier relatif à la modification conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 362

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Modification n°1 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2017-18-DELIB-2-1 en date du 21 mars 2017, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°2017-108-DELIB-2-1 en date du 11 décembre 2017, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a lancé la procédure de modification n°1 de son P.L.U. Elle a ensuite délibéré le 11 décembre 2017 (délibération n°2017-110-DELIB-2-1), pour que cette procédure soit poursuivie et achevée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération URB 011-3569/18/CM pour poursuivre la modification n°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin de :

- Augmenter de 105 ha des Espaces Boisés Classés,
- Intégrer le règlement du Porter à Connaissance feux de forêt actualisé
- Modifier la rédaction du règlement,

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- la notice de présentation
- le règlement
- les documents graphiques du règlement
- le risque feux de forêt.

Les documents ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 26 avril 2018 et deux ont répondu formellement.

Par arrêté n° 18_CT2_020 du 25 mai 2018, le Vice-Président de la Métropole Aix Marseille Provence a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 12 avril 2018 ; l'enquête s'est déroulée du 29 juin 2018 au 30 juillet 2018, soit pendant 32 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable :

- au siège de l'enquête publique, à savoir à la mairie de Saint-Marc-Jaumegarde, localisé place de la Mairie – 13100 Saint-Marc-Jaumegarde, du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00, hors jours fériés ;
- au siège du Territoire du Pays d'Aix, situé Hôtel de Boadès, 8 place Jeanne d'Arc, 13100 Aix-en-Provence, du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, hors jours fériés.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable en mairie et au siège du Territoire qui comportait les éléments suivants :

- DOSSIER PRINCIPAL :
 - pièce n°1 **notice de présentation**
 - pièce n°2 projet d'aménagement et de développement durable
 - pièce n°3 orientations d'aménagement et de programmation
 - pièce n°4.1 **règlement**
 - pièce n°5.a **zonage - planche globale**

- pièce n°5.b **zonage - zoom sur la partie urbanisée**
- pièce n°5.c zonage – planche des risques
- ANNEXES :
 - 6.1 Annexes sanitaires
 - 6.2 Servitude d'utilité publique
 - 6.3 Annexes à titre informatif
 - plan des périmètres reportés à titre informatif
 - 6.3.a Risque sismique et mouvement de terrains
 - 6.3.b Risque retrait gonflement des argiles
 - 6.3.c Régime forestier
 - 6.3.d Réglementation relative au débroussaillage
 - **6.3.e Risque feux de forêt**

N.B : les pièces en gras sont celles objet de la modification

Cinq permanences ont été tenues :

- vendredi 29 juin de 9h à 12h
- vendredi 6 juillet de 14h30 à 17h30
- jeudi 12 juillet de 9h à 12h
- vendredi 20 juillet de 14h30 à 17h30
- lundi 30 juillet de 14h30 à 17h30 (clôture de l'enquête)

Le dossier était également consultable sur le site internet du conseil de Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : <http://www.agglo-paysdaix.fr> et sur le site internet de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde: <http://www.saint-marc-jaumegarde.fr>

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur les registres d'enquête à disposition en complément du dossier de modification ;
- adresser par voie postale un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur en Mairie de Saint-Marc-Jaumegarde ; ou,
- écrire un mail à l'adresse suivante : enqpub.smj.modifplu@ampmetropole.fr

71 observations ont été déposées, dont 3 courriels et 4 courriers envoyés par voie postale. 7 visites sans observation ont été enregistrées par le commissaire enquêteur.

Au total 100 personnes ont « participé » à l'enquête publique.

OBSERVATIONS DU PUBLIC ET REPONSES

A l'issue de l'enquête publique, les observations / avis émis par le public peuvent se regrouper dans les 5 catégories suivantes :

Thème 1 : Hors objet de l'enquête Publique :

12 observations sont totalement hors objet, 8 le sont partiellement.

Thème 2 : Favorable à la modification, satisfaits /communication : 36 observations sont favorables au projet et satisfaits de la communication.

Thème 3 : Avis défavorable, insatisfaits sur la communication : 11 observations sont défavorables au projet et critiquent la communication.

Ces trois catégories de remarques ne relèvent pas de l'objet de la modification et n'ont donné lieu à aucun ajustement du projet de modification N°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Thème 4 : Proposition de modification du règlement ou de la cartographie des EBC :

Dans 7 observations s'expriment des demandes de rectification du règlement ou des demandes de modification des EBC (réduction, agrandissement, rajouts supplémentaires).

Les demandes formulées ne répondent pas aux critères identifiés pour la redéfinition des EBC. Elles n'ont donné lieu à aucun ajustement du projet de modification N°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, sauf en limite communale Ouest (limite avec Aix-en-Provence) afin d'assurer une continuité avec le boisement préservé sur la commune voisine.

Thème 5 : Demande de clarification sur la reconstruction après sinistre

Dans au moins 6 observations s'exprime la préoccupation d'une clarification des règles sur la reconstruction après démolition et sur l'impact du risque feu de forêt dans une éventuelle interdiction de reconstruire.

Afin de lever toute ambiguïté, l'article 4 des dispositions générales du règlement est complété afin de préciser que la reconstruction à l'identique ne pourra pas entraîner une augmentation de la surface de plancher et d'emprise au sol. Il est également précisé que dans les secteurs soumis à un risque feux de forêt, des mesures visant à réduire la vulnérabilité devront être prises, telles que par exemple, l'emploi de certains matériaux pour la construction (listés notamment à l'annexe B de la pièce n°6.3E sur le risque feux de forêt du PLU).

OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (PPA) ET REPONSES :

L'Agence Régionale de Santé (ARS) PACA a émis un avis favorable sur le projet de modification N°1 du PLU de Saint-Marc-Jaumegarde par courrier en date du 23 avril 2018.

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a émis son avis sur la modification N°1 du PLU de Saint-Marc-Jaumegarde par courrier en date du 6 juin 2018. Il formule une remarque concernant les Espaces Boisés Classés (EBC) situés le long du CD10, dans le secteur d'aménagement de la future piste cyclable : Le Conseil Départemental demande que la trame des EBC soit réduite dans ce secteur afin que les EBC soient implantés à 20 mètres minimum de l'axe de la RD 10.

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées en date du 29 août 2018. Il a émis un avis favorable assorti de deux réserves et une recommandation.

« 1/ Réserve que soit rétabli l'EBC existant au POS et supprimé par le PLU, en limite nord ouest de la commune et en bordure de la zone verte d'Aix-en-Provence, suivant son tracé initial,

2/ Réserve que soient intégrées dans la planche graphique du PLU une cartographie des Espaces Boisés Classés intégrant la demande du Conseil Départemental de Bouches-du-Rhône pour la réalisation de la piste cyclable, les modifications que la commune a accepté d'apporter et la modification objet de la réserve précédente.

3/ Recommandation de modifier le règlement qui permette en zone Nh pour les maisons de petite surface (limites à fixer) la réalisation d'une extension supérieure à 30 % (par exemple 50 %). »

La recommandation formulée propose de modifier le règlement de la zone Nh afin de permettre la réalisation d'une extension supérieure à 30% pour les maisons de petite surface.

Il n'est pas possible de prendre en compte cette recommandation dans le cadre de la présente procédure de modification. En effet, toute modification des extensions des habitations autorisées en zone A et N doit être soumise à avis de la CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) et relève d'une procédure différente d'évolution du document d'urbanisme.

LE PROJET DE PLU PROPOSE APRES ENQUETE PUBLIQUE

Le projet de modification n°1 du PLU de Saint-Marc-Jaumegarde soumis au conseil métropolitain fait l'objet d'évolutions afin de prendre en compte les résultats de l'enquête publique.

Il est proposé de répondre de la façon suivante aux observations formulées sur le thème de la reconstruction après sinistre. L'article 4 des

dispositions générales du règlement est complété afin de préciser que « la reconstruction à l'identique ne pourra pas entraîner une augmentation de la surface de plancher et d'emprise au sol ». Il est également précisé que « dans les secteurs soumis à un risque feux de forêt, des mesures visant à réduire la vulnérabilité devront être prises, telles que par exemple, l'emploi de certains matériaux pour la construction (listés notamment à l'annexe B de la pièce n°6.3E sur le risque feux de forêt du PLU) ».

Il est proposé de répondre de la façon suivante à la première réserve du commissaire enquêteur et à l'avis de Conseil Départemental. Les EBC nouvellement créés dans le cadre de la modification N°1 sont ajustés dans le secteur de projet de la future piste cyclable. Comme demandé par le Conseil Départemental et repris dans les conclusions du commissaire enquêteur, ils sont positionnés à 20 mètres de l'axe de voie départementale.

Enfin, il est proposé de répondre de la façon suivante à la deuxième réserve du commissaire enquêteur sur les EBC en partie Nord Ouest de la commune. Les EBC du POS dans le secteur Nord Ouest de la commune sont rétablis de manière sensiblement équivalente afin d'assurer une continuité avec le boisement préservé sur la commune voisine d'Aix-en-Provence. Des ajustements ponctuels sont toutefois réalisés afin que les EBC ne concernent que la zone N du PLU en vigueur et afin d'exclure le périmètre des Permis d'Aménager accordés et faisant l'objet d'un ajustement de zonage dans le cadre de la Révision Allégée N°1 en cours par ailleurs. En effet, les boisements situés au sein de ces Permis d'Aménager ne présentent pas d'enjeux paysagers et environnementaux et sont principalement constitués de pins d'Alep vulnérables au risque feux de forêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du conseil de la Métropole en

date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en vigueur ;
- La délibération n°2017-108-DELIB-2-1, la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde en date du 11 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-110-DELIB-2-1 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en date du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix -Marseille-Provence de la procédure engagée ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 11 décembre 2017 ;
- L'arrêté n° 18_CT2_020 du 25 mai 2018 du Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant l'organisation de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La notification du projet de modification n°1 aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme ;
- L'avis du commissaire enquêteur favorable sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de deux réserves et d'une recommandation.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique justifient des adaptations du projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.
- Que des modifications sont envisagées concernant le projet de modification n°1 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique.

- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Il est précisé que la délibération approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde :

- sera transmise à Monsieur le Préfet ;
- sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir : affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Saint-Marc-Jaumegarde. De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier relatif à la modification conformément à l'article L.153-22 du code de l'urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 363

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Révision allégée n°1 - Bilan de la concertation et arrêt du projet

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2017-18-DELIB-2-1 du 21 mars 2017, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°2017-109-DELIB-2-1 du 11 décembre 2017, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a prescrit une procédure de révision allégée n°1 ayant pour objet la rectification d'erreur matérielle de zonage. En effet, certaines erreurs ponctuelles de classement de parcelles majoritairement bâties et desservies par tous les réseaux, aujourd'hui classées en zone N ou Nh du PLU nécessitent un reclassement en zones urbaines.

Par délibération n°2017-110-DELIB-2-1 du 11 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de poursuivre la procédure entamée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 010-

3568/18/CM pour poursuivre la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Lors de la délibération de prescription de la révision allégée susmentionnée et conformément à l'article L103-2 du code de l'Urbanisme, la commune a défini les modalités de concertation suivantes :

- Mise à disposition en Mairie d'un registre destiné à recueillir toutes les observations du public
- Mise à disposition des documents en mairie au fur et à mesure de leur état d'avancement
- Parution d'au moins un article dans la presse ou dans le journal municipal ou sur internet

BILAN de la CONCERTATION

Entre décembre 2017 et octobre 2018, un dispositif d'information et d'échanges reposant sur les outils suivants a été mis en œuvre :

- Mise à disposition en Mairie d'un registre destiné à recueillir toutes les observations du public ;
- Mise à disposition des documents d'études en mairie, sur le site internet de la commune et du territoire du Pays d'Aix, du 18 juillet au 28 septembre 2018 ;
- Parution d'un article dans le journal municipal (le Petit Saint Marçais N°33) et distribution dans toutes les boîtes aux lettres de la commune par un agent municipal assermenté ;
- Information par courrier et communication par mailing sur la procédure de révision allégée N°1 du PLU.

1/ LES MOYENS D'INFORMATION

La commune de Saint Marc Jaumegarde et la Métropole Aix Marseille Provence ont mobilisé les moyens suivants afin de communiquer sur le projet de Révision allégée N°1 PLU.

LE BULLETIN MUNICIPAL

Le bulletin municipal, «Le Petit Saint Marçais » N°33, distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la commune par un agent assermenté, a été mobilisé afin d'informer la population sur la révision allégée en cours.

LA MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS D'ETUDES EN MAIRIE ET SUR LE SITE INTERNET

Une publication sur le site internet communal (<http://www.saint-marc-jaumegarde.fr/>) et sur le site internet du territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>) a permis aux habitants de prendre connaissance du dossier de révision allégée (notice de présentation du projet). Le document a également été mis à disposition en mairie.

L'INFORMATION PAR COURRIER ET PAR MAILING

Afin d'assurer une large information des habitants de la commune, un courrier de Monsieur le Maire a également été rédigé à l'attention des habitants et une information a également été réalisée par mailing.

2/ LES MOYENS D'EXPRESSION

La commune et la Métropole ont recueillis les remarques des habitants sur le projet de Révision Allégée N°1 du PLU de Saint Marc Jaumegarde via la mise à disposition d'un registre de la concertation en mairie tout au long de la procédure d'élaboration, et via la réception de courriers et de mail.

Au total 20 observations ont été formulées :

- 14 dans le registre mis à disposition en mairie de St Marc Jaumegarde,
- 1 Mail
- 5 Courriers

3/ SYNTHÈSE THÉMATIQUE DES REMARQUES FORMULEES ET ANALYSE AU REGARD DU PROJET DE REVISION ALLEGEE N°1 DU PLU

Les remarques ont porté sur les thèmes suivants :

Zonage (13 demandes) :

- 7 portent sur des demandes de reclassement de parcelles en zone constructible du PLU
- 1 porte sur une demande de reclassement en zone Nh autorisant l'extension mesurée des constructions
- 3 concernent le refus de reclassement en zone constructible de parcelles sur le secteur Prignon
- 2 concernent des remarques d'ordre général sur la procédure

Analyse au regard de la procédure de révision allégée N°1 du PLU de Saint Marc Jaumegarde :

Les changements de zonage réalisés concernent uniquement la rectification d'erreurs d'appréciation dans le PLU approuvé : il s'agit de reclasser en zone U des secteurs faisant déjà l'objet de Permis d'aménager déjà accordés dans le cadre du POS (secteurs Prignon) et de parcelles déjà desservies par l'assainissement collectif au stade de l'approbation du PLU en vigueur.

La révision allégée N°1 n'a pas vocation à prendre en compte des évolutions de contexte qui seraient survenues après approbation du PLU.

Concertation (3 remarques) :

- 2 portent sur le manque de communication alors que la troisième souligne que la concertation est satisfaisante.

Analyse au regard de la procédure de révision allégée N°1 du PLU de Saint Marc Jaumegarde :
La concertation mise en œuvre est conforme aux modalités définies dans la délibération de prescription de la révision allégée du 11 décembre 2017.

Etudes diverses et assainissement collectif (1 remarque) :

- Cette remarque pointe une maque de justification des modifications opérées, un manque d'évaluation des incidences sur l'environnement et une absence de mise à disposition du schéma d'assainissement.

Analyse au regard de la procédure de révision allégée N°1 du PLU de Saint Marc Jaumegarde :
Les changements de zonage réalisés sont motivés dans la notice de présentation au regard d'erreurs d'appréciation dans le PLU approuvé : il s'agit de reclasser en zone U des secteurs faisant déjà l'objet de Permis d'aménager déjà accordés dans le cadre du POS (secteurs Prignon) et de parcelles déjà desservies par l'assainissement collectif au stade de l'approbation du PLU en vigueur.

La révision allégée fait l'objet d'une évaluation environnementale jointe au dossier et sera soumise à avis de l'autorité environnementale.

Le schéma directeur d'assainissement n'est pas une pièce obligatoire du PLU (seul le zonage d'assainissement l'est).

Les autres remarques apparaissent hors champ de la révision allégée :

- questions sur la prise en compte des risques (1 concernant le feu de forêt et l'autre le risque d'inondation sur le secteur du Prignon)
- question sur la réglementation des annexes
- questions diverses sur le tout à l'égout

4/ BILAN DE LA CONCERTATION

Conformément à l'article L 103-2 du Code de l'urbanisme, la Municipalité et la Métropole ont organisé la concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision allégée N°1 PLU de Saint Marc Jaumegarde.

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence de la démarche d'élaboration du projet.

L'implication des habitants et des élus a permis de recueillir des avis et remarques qui ont été pris en compte dans le projet de révision allégée N°1 PLU.

Les avis exprimés démontrent l'intérêt des habitants pour la préservation de leur cadre de vie.

Ces avis ne remettent pas en cause le projet de révision allégée N°1 PLU.

La Métropole et commune de Saint Marc Jaumegarde se sont prononcées sur les choix et ont finalisé la révision allégée N°1 du PLU en tenant compte de l'ensemble des remarques.

Ainsi il convient donc de dresser un bilan favorable de la concertation.

Le Conseil de la Métropole est appelé à arrêter le projet de révision allégée n°1 du PLU, tel qu'il est présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2017-109-DELIB-2-1 de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde du 11 décembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-110-DELIB-2-1 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 11 décembre 2017 ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le bilan de la concertation.
- Le projet de Plan Local d'Urbanisme annexé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la concertation tel que présenté ci dessus.

Article 2 :

Est arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint -Marc -Jaumegarde tel qu'annexé à la présente délibération

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 364

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Modification n°2 - Ouverture à l'urbanisation

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération du Conseil Municipal n°17/17 en date du 23 mars 2017, la Ville de Cabriès a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Par délibération n°URB 012-4171/18/CM en date du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a pris acte de l'initiative du Président d'engager une procédure de modification n°2 du PLU de Cabriès.

Après une année de mise en œuvre, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès, pour permettre la réalisation de deux projets :

- une ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1p de Lagremeuse pour la réalisation notamment d'équipements tels que le centre de secours du service départemental d'incendie et de secours;
- une ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AUzs à la Colle d'Argème.

S'agissant de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUE de Lagremeuse :

Située au cœur de l'aire Aix-Marseille, la commune de Cabriès bénéficie d'une situation exceptionnelle, notamment en termes d'accessibilité et de cadre de vie, qui lui a permis de développer de nombreux équipements.

La commune compte diverses zones dédiées aux équipements, notamment le secteur d'équipements Raymond Martin (école et crèche, complexe sportif Raymond Martin regroupant 28 disciplines et accueillant des compétitions nationales et internationales dans un parc paysager) qui ne dispose plus de réserves foncières suffisantes pour conforter ces équipements et en accueillir de nouveaux.

Le PLU comprend une zone à urbaniser à vocation d'équipements 2AUE-f1p d'une surface d'environ 10,6 ha dont l'objectif est de permettre l'accueil d'équipements d'intérêt communal et/ou intercommunal bénéficiant d'un positionnement

stratégique au Nord du territoire en limite d'Aix-en-Provence et desservi par l'axe structurant qu'est la RD 9 ainsi que la RD 543. Ce secteur se situe en continuité du quartier d'habitat de la Duranne sur le territoire d'Aix-en-Provence.

La Société d'Économie Mixte d'Équipement du Pays d'Aix (SEMEPA) a acquis 6,5 ha de cette zone afin notamment de permettre l'installation de cet équipement et d'offrir une réponse aux besoins sur le territoire. Ce secteur est immédiatement desservi ou très proche de l'ensemble des réseaux techniques (eau potable, assainissement collectif, électricité...).

S'agissant de l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AUzs de La Colle d'Argème :

La commune de Cabriès se situe au cœur du maillage économique métropolitain qui s'est développé autour d'infrastructures d'envergure nationale. Le Sud du territoire communal accueille la zone d'activités commerciales et tertiaires de Plan de Campagne qui s'étend également sur le territoire des Pennes-Mirabeau. En dehors de cette zone, le long de l'A 51 et de la RD 6 notamment, se sont également implantées d'autres activités commerciales et artisanales, classées en zone UZ ou Uza.

S'inscrivant dans les orientations du SCoT visant au développement ces zones économiques, une zone à urbaniser 2AUzs (issue d'une ancienne zone NAE1 du POS) a été définie afin de permettre à terme, dans le prolongement de la ZAC de Grande Campagne : le projet de zone économique de Petite Campagne est dédié à des activités commerciales et tertiaires qui seront accompagnées de divers aménagements structurants (bassins de rétention paysagers, parkings paysagers...). Toutefois, compte tenu de la nécessité de poursuivre la réflexion sur l'aménagement et la programmation de ce projet, il a été classés en zone 2AUzs lors de l'approbation du PLU. Au Sud de l'A 51, la zone 2AUz de la Colle d'Argème accueille ponctuellement des bâtiments et des activités.

Ainsi entre ces deux secteurs, délimités par l'A 51 au Sud et la RD 6 au Nord, des terrains desservis par la RD 43 et la RD 6 ont été intégrés dans la zone 2AUzs sans pour autant être situés dans le périmètre d'étude du projet de Petite Campagne. Ce secteur comprend 6 parcelles (cadastrées BV1 à BV6) actuellement occupées par des activités (casse automobile, location de véhicules), une habitation, un terrain communal accueillant notamment des manifestations, et concerné par un emplacement réservé au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille afin d'y créer un bassin de rétention (emplacement réservé n°56). Il s'agit d'un secteur urbanisé qui a été intégré dans l'étude d'entrée de ville au titre de l'article L.111-8 du code de l'urbanisme, annexée au PLU approuvé le 23 mars 2017.

Ce secteur est desservi par l'ensemble des réseaux techniques (eau potable, assainissement collectif, électricité...) et fera l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation. L'ouverture à l'urbanisation concerne 3,6 ha y compris la voirie existante.

Cette modification ne remet pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme en vigueur. Elle n'a pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. Elle ne comporte pas de graves risques de nuisances.

Conformément à l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme, lorsque le projet de modification d'un Plan Local d'Urbanisme porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 012-4171/18/CM en date du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a engagé une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès en vigueur ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ouverture à l'urbanisation du terrain susmentionné en zone 2AUE-f1 de Lagremeuse doit permettre de satisfaire une demande d'installation d'équipements répondant aux besoins de la population communale et de rayonnement supra communal dans un site bien positionné.
- La position stratégique du terrain susmentionné en zone 2AUE-f1 de Lagremeuse pour y implanter un centre de secours intercommunal le service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône.
- Que la réouverture à l'urbanisation des terrains susmentionnés en zone 2AUzs situés entre l'A 51 et la RD 6, en partie urbanisée et ayant une accessibilité suffisante à partir de la RD 6 et du nouveau giratoire de la RD 43, est envisagée afin de conforter les activités existantes, de favoriser le renouvellement du site et l'amélioration de la perception de l'entrée de la commune.

Délibère

Article 1 :

Compte tenu de l'offre et de la demande de foncier constructible à vocation d'activités économiques (rareté de l'offre, importance de la demande) et des besoins en matière d'équipements sur la commune de Cabriès, l'utilité d'une ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUE-f1 et une partie de la zone 2AUzs est justifiée.

Article 2 :

Au regard des caractéristiques des terrains concernés par l'ouverture à l'urbanisation (desserte par les réseaux, occupation du sol, inondabilité...), la faisabilité opérationnelle de projets d'implantation d'activités économiques au sein du périmètre ouvert à l'urbanisation est actée.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 365

Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy-Sainte-Réparate - Modification simplifiée n°1 - Définition des modalités de mise à disposition

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy Sainte Réparate a été approuvé le 9 février 2017. Par arrêté n°2017-11-27/ADMIN/12 du 27 novembre 2017, le conseil municipal de la commune du Puy Sainte Réparate a mis en œuvre une procédure de

modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme.

Cette procédure de modification simplifiée a été engagée afin de permettre une instruction plus claire des autorisations du droit des sols (ADS) :

- en apportant des modifications au règlement qui permettent de lever des ambiguïtés, de supprimer des contradictions ou des erreurs matérielles constatées par les services;
- en corrigeant des erreurs matérielles sur le document graphique ;
- en supprimant une partie d'un emplacement réservé.

Cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée telle qu'elle est codifiée par l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme dans la mesure où les adaptations envisagées n'auront pas pour conséquence de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, ou de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Par délibération n°2017-12-11/DELIB/115 du 11 décembre 2017, la commune du Puy-Sainte-Réparate a autorisé la Métropole à poursuivre et achever la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU qu'elle avait préalablement engagée.

Par délibération n°URB 013-357/18/CM du 15 février 2018, la Métropole a acté la reprise de cette procédure.

Il est proposé au Conseil de Métropole, conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, de définir comme suit les conditions dans lesquelles le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à la disposition du public afin de lui permettre de formuler ses observations.

Modalités de la mise à disposition du public :

Le dossier du projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées pourraient être mis à disposition du public du 12 novembre 2018 au 14 décembre 2018 à l'Hôtel de Ville du Puy-Sainte-Réparate. Un registre permettant au public de consigner ses observations sera ouvert à la Mairie du Puy-Sainte-Réparate au service urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy-Sainte-Réparate en vigueur;
- L'arrêté n°2017-11-27/ADMIN/12, la commune du Puy-Sainte-Réparate du 27 novembre 2017 prenant acte de l'initiative du maire d'engager la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- La délibération n°2017-12-11/DELIB/115 de la commune du Puy-Sainte-Réparate du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération du 27 novembre 2017 ;
- La délibération n°URB 013-3571/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 27 novembre 2017;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Les présentes modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy-Sainte-Réparate

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 366

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Révision allégée n°2 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe

92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un Conseil de Territoire. Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, ces Conseils de Territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les six anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de

compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

La révision allégée n°2 du PLU de la commune de Ventabren

La commune de Ventabren a approuvé la révision de son Plan Local d'Urbanisme le 11 décembre 2017. Celui-ci localise sur un terrain communal, dans le secteur de Château Blanc, une zone AUp destinée à l'implantation d'un parc photovoltaïque. Ce projet en cours d'étude a fait l'objet d'un avis défavorable de la part de l'Office National des Forêts et du Service Départemental d'Incendie et Secours au motif que l'emplacement projeté était difficilement défendable par les moyens de secours. Il est proposé une nouvelle implantation du parc photovoltaïque plus au sud du terrain, le long de l'autoroute A8 afin de faciliter la défendabilité du site. Cette nouvelle implantation implique le déplacement de la zone AUp inscrite au PLU et une révision allégée du PLU est donc nécessaire. La procédure de révision allégée est, notamment, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que « le conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires. Par dérogation à l'article L153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... » Ainsi, il est nécessaire, au cours de la procédure de la révision allégée, d'organiser deux conférences intercommunales des maires du Territoire : la première permettant d'examiner les modalités à retenir pour la mise en œuvre de la collaboration avec la commune concernée, la deuxième étant la présentation au maire de la commune des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique. Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser ces réunions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 28 juin 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée n°2 du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme .
- Que le conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme .
- Que l'article L.134-13 du code de l'urbanisme prévoit que le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes et présente au maire de la commune les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique.

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer les conférences intercommunales des Maires dans le cadre de la procédure de révision allégée n°2 du

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 367

Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Révision allégée n°1 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "*solidarités géographiques préexistantes*" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un Conseil de Territoire. Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, ces Conseils de Territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les six anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « plan local d'urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de

compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

La révision allégée n°1 du PLU de la commune d'Aix en Provence

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Aix-en-Provence a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 23 juillet 2015.

Lors du transfert de la compétence urbanisme, au 1^{er} janvier 2018, une révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence était en cours suite à sa prescription par délibération n°DL2016-503 du conseil municipal du 10 novembre 2016, et la poursuite de cette procédure a été demandée à la Métropole par délibération n°DL2017-596 du conseil municipal du 13 décembre 2017. Le conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure par délibération n°URB010-3568/18/CM du 15 février 2018.

Cette révision allégée porte sur les objectifs suivants : l'ajustement de façon ponctuelle de prescriptions de protection des éléments de paysage, d'éléments de patrimoine, d'espaces boisés classés ou encore de zones A et N du Plan Local d'Urbanisme.

La procédure de révision allégée est encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme.

L'article L134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que *« le conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires »*.

Ce même article prévoit qu'« à l'issue de l'enquête publique, réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont présentés par le conseil de territoire aux maires des communes concernées. »

Ainsi, l'enquête publique portant sur la révision allégée n°1 ayant eu lieu du 22 mai 2018 au 29 juin 2018, il est nécessaire, avant l'approbation la révision allégée n°1, que le Conseil de Territoire présente les avis, rapport et conclusions de la commission d'enquête au maire d'Aix-en-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président du Territoire du pays d'Aix à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017-596 du Conseil Municipal d'Aix-en-Provence du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La décision n°18000041/13 du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique portant sur plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont la révision allégée n°1 ;
- Le rapport et les conclusions en date du 27 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d'enquête assorti d'une réserve et de deux recommandations sur le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme.
- Que le conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.
- Que l'article L.134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que : « à l'issue de l'enquête publique, réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont présentés par le conseil de territoire aux maires des communes concernées. »

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser la Conférence des Maires de présentation des avis joints au dossier, du rapport et des conclusions de la commission d'enquête au maire d'Aix-en-Provence dans le cadre de la révision allégée n°1 du Plan Local d'urbanisme d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 368

Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc Bel Air - Révision - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

La compétence en matière de PLU et documents tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de Règlement Local de Publicité (RLP), ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires, que depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix Marseille Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de

Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de PLU et de RLP.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

L'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement renvoie aux dispositions du Code de l'Urbanisme relatives à l'élaboration, à la révision et à la modification des PLU pour les procédures d'élaboration et de révision des RLP.

Le Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune de Bouc Bel Air

Il est rappelé que la commune de Bouc Bel Air est dotée d'un RLP qui a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 28 septembre 1998. Le RLP constitue une annexe du Plan Local d'Urbanisme de la commune, qui régit l'implantation des enseignes, pré-enseignes, et publicité extérieures sur le territoire communal.

Ce RLP, n'était plus adapté à la situation actuelle, eu égard à l'évolution qu'a connue la commune de Bouc Bel Air depuis son approbation, et devait être mis en conformité avec la nouvelle réglementation en vigueur. Telles sont les raisons pour lesquelles, sa révision a été prescrite par délibération du Conseil Municipal n°16.08.08, en date du 24 octobre 2016.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un PLU en cours au moment du transfert de la compétence, avec l'accord de la commune concernée. Ces dispositions valent également pour les procédures d'élaboration ou de révision des RLP.

Ainsi, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n° URB 012-3570-18/CM en date du 15 février 2018, a décidé de poursuivre cette procédure.

La procédure d'élaboration et de révision du RLP, est, au même titre que l'élaboration et la révision d'un PLU, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'« à l'issue de l'enquête publique, le plan local de l'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation du RLP, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de RLP qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre n°007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision des règlements locaux de publicité entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°17.09.09 du Conseil Municipal de la commune de Bouc Bel Air du 4 décembre 2017 donnant accord à la poursuite de la procédure de révision du RLP par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, relative à la poursuite des procédures d'élaboration – révision des Règlements de Publicité ;
- Le Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc Bel Air en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité .
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de Règlement Local de Publicité .
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit l'organisation d'une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de RLP qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc-Bel-Air.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 369

Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de métropole a arrêté le projet de PLUi de Marseille-Provence le 28 juin 2018¹

La procédure d'élaboration, lancée le 22 mai 2015 par la Communauté Urbaine de Marseille-Provence-Métropole, a vu la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix être associée aux travaux en tant que « Personne Publique Associée » (PPA) .

Par courrier en date du 26/07/2018, la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été sollicitée pour avis sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Marseille-Provence arrêté.

Dans le contexte de l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix, prescrite depuis le 18 mai 2018 par le conseil métropolitain et dont les travaux sont actuellement menés par les services du territoire, il apparaît intéressant d'informer les élus du conseil de territoire sur les grandes lignes de ce dossier, en particulier sur les points méritant une attention particulière en lien avec l'élaboration en cours du PLUi de son territoire.

1- LE CONTENU DU PLUi DE MARSEILLE-PROVENCE

Le PLUi de Marseille-Provence se compose des pièces réglementaires suivantes :

- d'un rapport de présentation comprenant notamment les diagnostics, l'explication des choix et l'évaluation environnementale du projet;
- d'un Projet d'aménagement et de Développement Durables (PADD) ;

- d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- d'un règlement écrit et graphique ;
- des annexes.

Il s'agit d'un dossier représentant un volume conséquent : plus de 4 000 pages (hors annexes), dont près de 200 pages pour le PADD, 1 500 pages pour le règlement écrit (incluant les dispositions relatives à la protection des éléments de patrimoine et leur inventaire) et plus de 150 planches graphiques du règlement (zonage).

Le projet politique d'urbanisme et d'aménagement du territoire de Marseille-Provence est exposé dans le PADD. Celui-ci se compose de deux parties :

- 1- un **cahier global** qui détermine les grands axes et les orientations stratégiques à l'horizon 2030 à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
- 2- des **cahiers communaux** qui, selon la trame des axes du cahier global, déclinent et précisent les orientations commune par commune, dans un principe de cohérence globale du document de PADD. Les cahiers communaux ont la même valeur juridique que le cahier global.

Les orientations générales du cahier global s'articulent autour de 4 axes principaux :

Le chapitre 1 définit l'ambition et le positionnement du Territoire Marseille-Provence.

Il s'agit d'un chapitre de transition avec les orientations du SCOT MPM, en rappelant ses objectifs globaux, en les actualisant et en les situant dans le contexte métropolitain.

Le chapitre 2 est consacré aux espaces naturels et agricoles, en relation avec **le littoral**. Les grands principes de leur structuration avaient déjà été définis par le SCOT MPM et les documents communaux. Le PADD précise la cohérence de cet « écrin vert et bleu » et définit des outils réglementaires homogènes pour le préserver.

Le chapitre 3 s'attache à définir une stratégie de structuration de l'espace urbanisé qui se fonde à la fois sur un ensemble de centralités et sur un réseau de déplacements qui les relie. Cette structure, confrontée au potentiel des différentes

parties du territoire, permet de proposer une répartition géographique du développement (logement et activités) qui se veut cohérente, efficace et durable.

Enfin, **le chapitre 4 est consacré à la mise en œuvre locale de la production urbaine**. Il calibre les besoins en zones d'urbanisation future, il définit les modalités du principe d'intensification et de renouvellement urbain posé par le SCOT de Marseille-Provence-Métropole et les conditions d'amélioration du cadre de vie.

Le règlement et les OAP permettent la mise en œuvre des orientations générales du PADD.

La partie réglementaire comprend des pièces écrites et graphiques. Le règlement écrit s'appuie sur des dispositions générales et décline les règles communes à chaque zone définie dans les documents graphiques et précise, le cas échéant, les spécificités des secteurs.

Chaque règlement de zone est établi sur une structure identique de 13 articles répartis en 4 sections :

- affectation des sols et destination des constructions
- implantation des constructions,
- qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère,
- équipements et réseaux.

Le règlement comprend les grandes familles de zones suivantes, avec des sous-zones le cas échéant :

- UA Centre ville/ UB Centre ou Noyaux villageois / UC Tissus discontinus de collectifs / UP Tissus pavillonnaires / UM Secteurs urbains à maîtriser : Zones d'Habitat,
- UE/UEt /UEs : Zones Economiques dédiées,
- UQ /UV : Zones d'équipements et espaces verts urbains récréatifs ou de loisirs,
- AU : Zones à urbaniser à vocation d'habitat, d'économie, mixte ...,
- A : Zones Agricoles,
- N : Zones Naturelles.

En outre, le règlement intègre des zonages spécifiques (sUA, sUBf, sUC ...) correspondant à

des opérations d'ensemble en cours de réalisation portés par les pouvoirs publics (Euromed, NPRU, ZAC...). Des règles spécifiques, adaptées au projet sont alors définies.

Les zones U couvrent 35,8% du territoire, les zones AU (850 ha) : 1,4% ; les zones A (2 847 ha) : 4,7% ; et les zones N : 58,1%.

Parmi les dispositions spécifiques, des protections des éléments patrimoniaux, paysagers et écologiques sont aussi reportées dans le règlement graphique et font l'objet d'un volume réglementaire particulier.

Pour affiner la traduction du PADD, la partie réglementaire est complétée par les OAP avec lesquelles le rapport de cohérence est particulièrement fin. Le Territoire Marseille Provence a fait le choix de préciser son projet à travers deux types d'OAP :

- les OAP multi-sites qui s'appliquent sur plusieurs parties du territoire avec 2 thématiques : Qualité d'Aménagement et Formes Urbaines (QAFU) pour une meilleure prise en compte de la qualité architecturale, urbaine et paysagère des constructions et aménagements, Cohérence Urbanisme et Transport (CUT) pour assurer une densité minimale des opérations dans les zones de bonne desserte.
- les OAP sectorielles qui précisent à l'échelle d'un secteur les attendus en termes d'aménagement : elles se déclinent sous la forme d'OAP d'intention (principes généraux et objectifs d'aménagement) ou d'OAP de composition (principes et objectifs précis). Près de 50 OAP sectorielles sont ainsi identifiées.

Globalement, il est notamment relevé que le passage des PLU communaux au PLUi :

1 - ne modifie pas les grands équilibres du territoire en termes de vocation réglementaire des espaces. En effet, la part artificialisable du territoire reste globalement fixe ;

2- permet la « reconquête » de terres agricoles et naturelles qui étaient artificialisables dans les « PLU en vigueur ». Près de 700 ha de zones naturelles et de 380 ha de zones agricoles sont ainsi concernées.

2- LES GRANDS OBJECTIFS DU PADD DU PLUI DE MARSEILLE-PROVENCE

Le projet territorial de Marseille-Provence exprimé dans le PLUi se traduit dans le PADD par quatre orientations générales :

- « Pour une ambition et un positionnement métropolitains »
- « Pour un écrin vert et bleu préservant le cadre de vie »
- « Pour une organisation structurée du développement »
- « Pour un urbanisme raisonné et durable »

Dans le détail, le traitement de ces quatre grands thèmes montre que le PLUi du territoire Marseille-Provence est pensé dans un cadre métropolitain en prenant en compte, dans la réflexion, les territoires voisins.

En ce qui concerne plus spécifiquement le Pays d'Aix, ces axes forts sont globalement cohérents avec ceux exprimés par le territoire du Pays d'Aix, en particulier dans le Schéma de Cohérence Territorial approuvé le 15 décembre 2015.

Leur développement fait référence à des orientations partagées et/ou complémentaires de celles du Pays d'Aix.

Il en va ainsi de la manière d'appréhender les questions liées à **l'attractivité du territoire, l'innovation économique et la grande accessibilité**. Sont notamment évoqués :

- la valorisation de la frange littorale de l'Etang de Berre,
- le renforcement du pôle économique d'excellence Henri Fabre,
- la poursuite du doublement de la ligne ferroviaire Marseille-Aix
- l'amélioration de la desserte de l'aéroport à partir de la gare VAMP

Le PADD aborde également le renforcement de la filière logistique, particulièrement aux abords des échangeurs autoroutiers de l'A7, RD9/RD20 à Marignane et Saint-Victoret où du foncier y est dédié.

Il conviendra de bien appréhender les éventuels impacts de ces projets pouvant concerner les communes limitrophes localisées sur le territoire du

Pays d'Aix (flux de déplacements, complémentarité des filières à développer, compatibilité avec l'utilisation des sols actuelle et future, notamment au regard du logement,)

Les orientations du PLUi de Marseille-Provence en faveur des **mobilités « quotidiennes »** apparaissent comme complémentaires de la mise en œuvre de celles du Pays d'Aix pour faciliter tous les déplacements et en particulier ceux des actifs entre nos deux territoires.

Le PADD mentionne :

- la création de la future halte de Plan de Campagne,
 - le BHNS Marignane - Vitrolles - Les Pennes-Mirabeau - Plan-de-Campagne,
 - ainsi que la création de pôles multimodaux aux entrées de Marseille (Arenc, Saint-Antoine...) et au Pas des Lanciers, adossé à la gare,
- Leur mise en œuvre contribuera à faciliter la mobilité des actifs entre les deux territoires.

L'ambition est également de créer des boulevards multimodaux sur certains axes routiers dont certains sont partagés avec le territoire du Pays d'Aix : D8n à Septèmes, D9 à Marignane et D368 à Gignac. Dans ce cadre, cette dernière voie, se poursuivant sur la commune des Pennes-Mirabeau (Quartier du Plan des Pennes), fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix, il serait intéressant d'analyser la pertinence d'éventuelles continuités de ces projets sur les communes limitrophes du Pays d'Aix, afin d'appréhender, si tel est le cas, ces aménagements à la bonne échelle.

S'agissant de la **préservation de la biodiversité et de la trame verte et bleue**, les orientations du PLUi de Marseille Provence rejoignent celles retenues par le Pays d'Aix, en particulier sur les espaces d'articulation entre les deux territoires. Cela concerne notamment la prise en compte et la préservation :

- des grands ensembles naturels comme le massif de la Nerthe/la Chaîne de l'Estaque, la chaîne de l'Etoile-Garlaban ou encore les rives de l'Etang de Berre,

- de certains corridors écologiques (entre la chaîne de La Nerthe-Estaque et la chaîne de l'Etoile ainsi qu'au sein même de la chaîne de l'Etoile).
- du réseau hydrographique avec certains cours d'eau dont le bassin-versant entretient un lien étroit avec le Pays d'Aix (notamment La Cadière et son affluent, le Raumartin).

Enfin, le caractère des zonages existants dans les POS/PLU communaux sont globalement maintenus sur les secteurs au contact du Pays d'Aix.

3- POINTS MERITANT UNE ATTENTION PARTICULIERE AFIN D'ASSURER LA COHERENCE ENTRE LE PLUi de MARSEILLE-PROVENCE ET L'ELABORATION DU PLUi DU PAYS D'AIX

La lecture du document interroge également sur d'autres sujets susceptibles d'impacter l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix.

De manière générale, concernant la maîtrise du développement urbain, les ambitions du PLUi de Marseille-Provence rejoignent celles exprimées par le Pays d'Aix dans le SCOT, à savoir privilégier le renouvellement urbain et limiter la consommation d'espace.

En matière de tissu économique, le PLUi de Marseille-Provence oriente notamment vers le renforcement de la mixité des fonctions en tissu urbain et un accueil en zone dédié priorisé en direction des activités productives et logistiques. Il prévoit ainsi près de 300 ha de zones d'urbanisation future à vocation économique. Concernant le tissu résidentiel, le PADD privilégie le développement dans les enveloppes urbaines existantes, en différenciant le développement urbain en fonction des atouts et contraintes du territoire. Il est ainsi fixé une enveloppe globale de 270 ha pour le tissu résidentiel et une densité minimale fixée à 35 logements/ha, sauf exceptions locales. Pour les zones d'urbanisation future à vocation résidentielle situées dans des centralités de niveau important, si la desserte en TC et la localisation par rapport aux services et équipements le permettent, la densité pourra dépasser les 50 logements/ha.

Il s'agit là d'un thème central sur lequel le PLUi du Pays d'Aix devra également fixer des règles adaptées.

En effet, ces questions de densité et formes urbaines sont le principal levier pour agir sur la maîtrise de la consommation foncière. Le PADD du PLUi de Marseille-Provence ne fixe pas d'objectif chiffré de réduction de cette consommation, mais le rapport de présentation fait état d'une réduction minimale de 21% par rapport à la période de référence (2006-2015). Il est rappelé que le SCOT du Pays d'Aix oriente vers une réduction de 40% de la consommation d'espace par rapport à ce qu'elle a été pendant les années 2000.

De manière spécifique il s'agira de mesurer les éventuels impacts de certains projets. Cela concerne par exemple, les objectifs de développement économique sur la commune de Saint-Victoret, avec des conséquences potentielles sur les communes limitrophes, en particulier les Pennes-Mirabeau.

En effet, le PLUi prévoit une stabilisation de la population de la commune de Saint-Victoret à l'horizon 2030 (compte tenu des contraintes d'urbanisation liées au Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport qui couvre 90% de la commune), tout en prévoyant des espaces à vocation économique devant contribuer à l'objectif d'accueillir, à l'horizon SCOT, 10 500 emplois au sein du bassin ouest² du territoire Marseille-Provence. Le Parc d'activités d'Empallières (ZAC d'intérêt métropolitain de 28 ha) et le projet de développement économique de La Loge (faisant l'objet de l'OAP « Les Barbières » sur un périmètre de 10 ha) sont notamment concernés. A ce titre, le PADD affiche clairement la nécessité de rechercher une cohérence territoriale en lien avec les projets de développement, notamment, des Pennes-Mirabeau.

Ce sujet mérite une attention particulière. En effet, même si la gare de Pas-des-Lanciers et la création du pôle multimodal vont renforcer l'accessibilité de la commune, le déséquilibre emploi/logements interroge sur les éventuelles conséquences sur les communes limitrophes de Vitrolles et des Pennes-Mirabeau, en lien avec le report probable d'éventuels besoins en logement associés, d'équipements, de déplacements...

4- POINTS MERITANT UNE ATTENTION PARTICULIERE AFIN D'ASSURER LA COHERENCE INTERNE DU PROJET METROPOLITAIN ET DU PLUI DE MARSEILLE-PROVENCE DANS LE CONTEXTE D'ELABORATION DU PLUI DU PAYS D'AIX

L'acte 1 du projet métropolitain, approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 28 juin 2018 ambitionne de tendre vers zéro consommation d'espaces agricoles et naturels à l'horizon 2040. Cet objectif est plus qu'ambitieux, au regard en particulier de celui porté par le projet provisoire de Schéma Régional d'Aménagement et Développement Durable et d'Egalité du Territoire (SRADDET)³. Ce dernier encourage à réduire de moitié le rythme de consommation d'espace observé au cours des dix dernières années précédant l'approbation du SCOT⁴

Sur ce sujet, force est de constater le décalage important entre les objectifs fixés par le projet métropolitain et ceux, plus réalistes, identifiés en fonction des capacités et des équilibres du territoire dans le PLUi de Marseille-Provence, mais aussi dans le SCOT du Pays d'Aix et même le SRADDET.

Il en va de même concernant les ambitions chiffrées fixées dans le PADD du PLUi de Marseille-Provence, en particulier concernant le développement démographique. Celles-ci s'inscrivent dans la poursuite et la traduction des ambitions du SCOT de Marseille-Provence-Métropole, avec une légère inflexion⁵

Il est ainsi fixé l'objectif d'accueillir à minima 55 000 habitants à l'horizon 2030⁶, en s'appuyant sur une dynamique de production de logements permettant d'atteindre 58 000 logements nouveaux d'ici 2030, majorée à 75 000 logements en fonction de l'état d'avancement des grands projets d'infrastructures sur Marseille notamment (extensions du métro vers Saint-Loup, prolongements Nord et Sud du tramway, Boulevard Urbain Sud, ...). En parallèle, le territoire Marseille-Provence affirme un objectif de développement économique qui se veut ambitieux : accueillir près de 65 000 nouveaux emplois.

Ces chiffres semblent montrer une nouvelle fois un décalage important avec les ambitions fixées par le projet métropolitain (+0,8% de croissance démographique), même s'il n'est pas défini dans ce dernier de répartition territoriale de l'effort à produire pour atteindre cet objectif.

En effet, à taux constant sur l'ensemble du territoire métropolitain, cela signifierait un effort doublé par rapport à ce que prévoit le PLUi de Marseille-Provence.

De même, le SCOT du Pays d'Aix prévoit un taux de croissance démographique moyen de +0,53% par an, représentant une croissance de + 2 000 habitants/an. Avec un taux de 0,8%, cela signifierait que le PLUi du Pays d'Aix devrait être en capacité d'afficher un objectif démographique de près de + 3 300 habitants /an.

Le Plui de MPM est le fruit d'un travail minutieux territorialisé, mené sur plusieurs années et concerté avec les élus et la population, les PPA et en particulier les services de l'État. C'est le premier PLUi de la Métropole AMP.

Même si la temporalité est quelque peu différente, le décalage entre les objectifs du Projet Métropolitain voté en juin 2018 et ceux du PLUi du territoire le plus peuplé de notre métropole, interroge sur le réalisme des chiffres annoncés dans le Projet Métropolitain, et sur la capacité de chaque territoire à mettre en œuvre spatialement l'objectif de développement démographique et de construction de logements ambitionné par le projet métropolitain. C'est bien cela qui a motivé l'avis réservé, dans la délibération du Conseil de territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018, sur l'objectif de croissance démographique de +0,8% fixé par le projet métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° URB 002-3841/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 18 mai 2018 approuvant l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le PLUi du Pays d'Aix est en cours d'élaboration.

Délibère

Article 1 :

Il est émis un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté du Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Il est confirmé l'avis réservé sur le projet métropolitain et notamment sur les orientations en matière de croissance démographique.

1 18 communes /1,05 millions d'habitants/60 000 ha. A noter que le projet de PLUi sera soumis à enquête publique à partir du 7 janvier 2019 jusqu'à la fin du mois de février. L'objectif est d'approuver le PLUi en début d'année 2020.

2 Auquel sont également rattachées les communes de Marignane, Gignac-la-Nerthe ou encore Châteauneuf-les-Martigues,

3 Avec lequel le SCOT métropolitain devra être compatible

4 Soit 2005-2015 pour le Pays d'Aix (dans l'attente de l'approbation du SCOT métropolitain).

5 Les objectifs du SCOT MPM sont lissés au regard de la période d'application du PLUi et de la part des objectifs du SCOT engagés avant 2014

6 Le PLUi MP ne décline pas cet objectif annuellement, ni en taux de croissance annuel, Le calcul sur la période 2016-2030 représenterait +3 700 habitants/an,

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de :

- Émettre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté du Territoire Marseille-Provence.
- Confirmer l'avis réservé sur le projet métropolitain et notamment sur les orientations en matière de croissance démographique.

Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement

2018 CT2 370

AVIS - Quartier Sainte Croix à Peynier - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune et Rognin Pace

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 23 novembre 2015, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Sainte Croix et approuvé le programme des équipements publics du PUP, ainsi que le montant des participations. Ces éléments ont été actualisés par délibération du 28 juin 2017.

A l'intérieur de ce périmètre, les propriétaires fonciers ont défini des projets de morcellement de leurs parcelles en plusieurs lots à bâtir destinés à accueillir des maisons individuelles.

Le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre : il s'agit de la réalisation de travaux de voirie et de réseau électrique. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont calculées en fonction de la taille des lots destinés à accueillir les maisons individuelles :

- 28 615€/lot pour le morcellement de la parcelle en lots de 700 m² en moyenne ;
- 37 517€/lot pour le morcellement de la parcelle en lots de 1 000 m² en moyenne, dont un lot supportant une maison existante.

Le montant de ces participations a été ramené à un montant global s'élevant à 125€/m² de surface de plancher.

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 6 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

Deux conventions ont déjà été signées par la commune dans le cadre du PUP Quartier Sainte Croix. La société Rognin Pace sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention dans le cadre du découpage des parcelles AE223 et AE263 permettant la création de deux lots à bâtir.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences En matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération, en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des

équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Sainte Croix, les travaux de la phase 2 relèvent uniquement des compétences de la commune et la convention ci-jointe est similaire aux deux précédentes conventions déjà signées et pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement. Cette participation, calculée sur la base de 125€/m² de surface de plancher, sera précisée dans l'arrêté de permis de construire sur chacun des lots. Cette participation sera versée directement à la Commune de Peynier, les travaux nécessaires relevant de la compétence de la Commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant la poursuite des opérations engagées par les communes dans le cadre de Projets Urbain Partenarial.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Sainte Croix a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Peynier, et la société Rognin Pace pour la mise en œuvre d'un programme sur les parcelles AE223 et AE263.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 6 ans.

Article 3 :

La Commune de Peynier percevra la totalité des participations du PUP.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 371

AVIS - Quartier Beaulieu à Peynier - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune et Monsieur Nedjar

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Beaulieu et a approuvé le programme des équipements publics et le montant des participations.

Ce périmètre, occupé de manière peu dense, permet un développement pavillonnaire d'une douzaine de nouvelles constructions au fur et à mesure de l'équipement de la zone. La taille minimum des parcelles est fixée à 2 000 m² par le document d'urbanisme en vigueur.

Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre. Le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité. Le montant forfaitaire de la participation s'élève à 22 000 € par lot sur la base d'une construction maximale de 250 m².

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement les constructions édifiées dans le périmètre du PUP durant 6 ans.

Deux conventions ont déjà été signées par la commune dans le cadre du PUP Beaulieu, le propriétaire foncier de la parcelle AT7 sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention afin de procéder à un découpage de son terrain et créer 2 lots à bâtir pour la construction de maisons individuelles.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six

anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération, en date du 22 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Beaulieu, les travaux ont été réalisés préalablement au 1^{er} janvier 2018 et la convention ci-jointe est similaire aux deux précédentes conventions signées pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune de Peynier.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur calculée sur la base du montant forfaitaire de 22 000€ par lot. Cette participation, d'un montant total de 44 000€, sera versée directement à la Commune de Peynier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant sur la poursuite des opérations engagées par les communes dans le cadre de PUP.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Beaulieu a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Peynier, et Monsieur Nedjar pour la mise en œuvre d'un programme sur la parcelle AT7.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 6 ans.

Article 3 :

La Commune de Peynier percevra la totalité des participations du PUP.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 372

AVIS - Quartier Les Ribas à Venelles - Approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) - Durée d'exonération de la taxe d'aménagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I, du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1^{er} janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

La Commune de Venelles a sollicité la Métropole pour l'accompagner dans l'opération de renouvellement urbain qu'elle engage dans une partie de sa zone d'activités proche du centre-ville.

Au Plan Local d'Urbanisme opposable, le secteur concerné est classé UEb à vocation mixte d'habitat et d'activités hors commerces. Les programmes d'habitat comporteront une part significative de logements locatifs sociaux. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation a par ailleurs été établie sur ce secteur.

Pour la mise en œuvre de ce programme, l'établissement public foncier EPF PACA, a engagé les acquisitions foncières qui permettront d'organiser les futurs îlots de construction sur la base de la convention habitat multi sites conclue entre la Métropole et l'EPF PACA et à laquelle la commune de Venelles a adhéré par délibération en date du 20 juin 2018.

De plus, ce secteur est concerné par le risque d'inondation et un emplacement réservé n°21 y est inscrit pour la réalisation d'un bassin de rétention.

La faisabilité des projets dans ce secteur nécessite d'engager une réflexion sur les équipements publics à mettre en place pour organiser la nouvelle urbanisation de manière cohérente en prenant en compte, les paramètres urbanistiques, techniques, environnementaux et économiques de l'aménagement. L'étude hydraulique en cours montre notamment que l'emprise prévue initialement pour le bassin de rétention, n'est pas totalement pertinente et doit être adaptée avec des conséquences sur l'organisation du projet urbain.

Afin de garantir une localisation optimale du bassin et des autres équipements publics en attente de la fin des études, la commune de Venelles va prendre en considération le futur projet d'aménagement du Quartier Les Ribas.

Cette délibération est inscrite à l'ordre du jour du Conseil Municipal de Septembre 2018. Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur. En conséquence, durant cette période, les demandes d'autorisations situées dans le périmètre d'études peuvent faire l'objet d'un sursis à statuer.

Il est proposé, en parallèle d'instaurer un périmètre de PUP. Le Projet Urbain Partenarial, objet des articles L.332-11-3 à 4 et R.332-25-1 à 3 du Code de l'Urbanisme, qui permet aux collectivités de réaliser les équipements publics nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagements et de constructions avec la participation financière des propriétaires fonciers, des aménageurs ou des constructeurs, paraît en effet, être l'outil le plus adapté dans le contexte de l'opération d'aménagement du Quartier Les Ribas.

Le périmètre retenu, d'une emprise de 53,681 m², comprend la partie sud de la zone Ueb, une petite partie de la zone Uea, ainsi que la partie nord de la

zone UE mitoyenne. Les parcelles comprises dans ce périmètre sont section BR numéros 18, 19, 20, 21, 118, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 158, 159, 160, 161, et BV numéros 36, 40, 49, 55, 130, 140, 152, 153, 214, 215, 217, 218, 220, 221, 222, 223, 224 et 225. Ce périmètre est pertinent à la fois sur le plan urbanistique avec un fort enjeu de cohérence aux abords du projet culturel à proximité immédiate du périmètre, en cours d'élaboration et sur le plan technique, au regard notamment des préoccupations hydrauliques et du risque inondation.

En plus des aspects hydrauliques, les études sont en cours pour déterminer précisément la totalité des équipements publics à réaliser, leur coût et leur financement. Dès que ces éléments seront établis, le programme des équipements publics de l'opération d'aménagement pourra être approuvé ainsi que les participations de PUP qui pourront être affectées aux équipements.

En effet, dans ce périmètre, les propriétaires des terrains, le ou les aménageurs et le ou les constructeurs devront conclure une convention de PUP prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP seront exonérées de la taxe d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du projet urbain partenarial sera de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la signature de la convention PUP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser l'opération de logements dite « PUP Le Ribas » en vue de respecter les orientations du PLU de la commune de Venelles.
- La nécessité de préserver l'avenir au regard du résultat des études hydrauliques concernant la localisation du bassin de rétention.
- La nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics dont le programme reste à définir qui permettront l'accueil des projets de construction dans le périmètre précité, qui vont bénéficier aux futurs habitants et usagers des programmes immobiliers à venir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la délimitation du périmètre du Projet Urbain Partenarial Quartier Le Ribas, sur la Commune de Venelles.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP seront exclues du champ d'application de la Taxe d'Aménagement durant 10 ans dès que le programme des équipements publics à mettre en place dans ce périmètre, ainsi que leur financement, seront arrêtés.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 373

Opération d'aménagement du Vallat à Meyrargues - Approbation de la Charte ECO QUARTIER

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération située sur l'ancien stade de la commune de Meyrargues est une opération de renouvellement urbain portant sur un tènement foncier communal de 2 hectares situé en plein cœur du village. Ce secteur est identifié dans le PLU comme un site prioritaire de développement de l'habitat ainsi que dans le contrat de mixité sociale de la commune signé en octobre 2016 avec l'Etat.

Cette opération a été déclarée d'intérêt communautaire en 2015 par le Conseil communautaire de la CPA et la procédure de ZAC engagée en 2017 par le Conseil de Métropole. Le programme de l'opération comprend environ 90 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, 30 % d'accession à coûts maîtrisés et 30 % en secteur libre, ainsi que l'aménagement d'une place publique.

Les études pré opérationnelles réalisées à ce jour, ont mis en évidence les objectifs suivants avec la volonté de s'orienter vers une démarche ECOQUARTIER :

- Renforcer la centralité du village en proposant un habitat diversifié et une mixité sociale,
- Respecter les formes urbaines du village en terme de volumétrie et de hauteur,
- Ouvrir le futur quartier à son environnement proche en créant une urbanisation ouverte sur le Vallat et aménager des connexions avec la RD 96 et le village,
- Créer un système viaire apaisé en sens unique et privilégier les modes de déplacement doux, notamment à l'arrière du cours des Alpes,
- Aménager des espaces publics de qualité autour d'une place donnant sur la Grand Vallat, avec un équipement de type maison de santé et quelques commerces en rez de chaussée,

Depuis 2012, la démarche ECOQUARTIER valorise les projets qui favorisent l'émergence de nouvelles façons de concevoir, de gérer et de vivre au cœur de nos territoires. Renouvelée en 2016 par le Ministère, une nouvelle campagne de labellisation est aujourd'hui engagée afin d'encourager le mouvement de transition écologique dans les pratiques de l'aménagement urbain. L'inscription dans ce processus nécessite au préalable la signature d'une Charte de 20 engagements, ce qui constitue la première étape vers la labellisation.

Les quatre étapes clés de la démarche étant :

- Etape 1 : L'ECOQUARTIER en projet avec la signature de la Charte qui engage les acteurs à respecter plusieurs objectifs dans différentes thématiques tout au long de la mise en œuvre du projet (gouvernance, cadre de vie, lutte contre l'étalement urbain, mixité sociale, sobriété énergétique, gestion des ressources, développement des modes doux...)
- Etape 2 : Admission à la démarche nationale ECOQUARTIER. Cette étape permet de vérifier en phase chantier la conformité du projet aux engagements pris. Le projet peut obtenir le référencement « Engagés dans la labellisation ».
- Etape 3 : L'obtention du label est soumise à la décision d'une commission qui délivre les labels au regard des résultats atteints par l'opération. Le label ECOQUARTIER est confirmé.
- Etape 4 : une démarche d'auto-évaluation vient clôturer le process de labellisation.

L'inscription dans cette démarche permettra de valoriser l'ensemble des engagements pris par les collectivités pour la mise en œuvre de ce projet et également de lui conférer une reconnaissance sur ce thème. C'est pourquoi, il est proposé aujourd'hui de porter la candidature de la future ZAC du Vallat pour l'obtention du label ECOQUARTIER et d'autoriser le Président ou son représentant à signer la Charte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5216-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A254 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'îlot du stade à Meyrargues ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°036-2794/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 décidant le lancement de la ZAC et définissant les modalités de la concertation ;
- Le projet de Charte ECOQUARTIER ci-joint ;
L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance d'engager les territoires vers une transition écologique dans les pratiques d'aménagement urbain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion à la démarche de labellisation ECOQUARTIER pour le projet d'habitat du Vallat à Meyrargues.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la Charte ECOQUARTIER et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Zones d'activités

2018 CT2 374

Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2 - Réservation des lots C et D

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha environ de surfaces cessibles. Cette opération dont l'objectif est d'apporter une réponse au besoin en fonciers d'activités pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales est réalisée en régie et la Métropole en assure directement la commercialisation.

Ainsi, plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées et notamment l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT, transporteur routier qui souhaite implanter sur la zone l'ensemble de ses activités et son siège social.

La société souhaite acquérir dans un premier temps le lot B d'une surface de 12 153m² qui fait déjà l'objet d'une délibération de cession au Bureau de la Métropole afin d'y installer son activité de transporteur routier et dans un second temps, les lots C et D attenants au lot B pour y implanter la partie logistique de son activité. L'ensemble de ces lots constituera une seule unité foncière.

Les conditions de cession devant être encore précisées, il est proposé dans ce cadre de réserver le lot C d'une surface de 3 204m² et le lot D d'une surface de 2 055m² à l'entreprise BISCARAT.

La délibération de cession, qui permettra de préciser toutes les conditions de réalisation de la vente, sera présentée lors d'un prochain Bureau de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L311-4 et R331-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La décision du comité d'agrément du 19 septembre 2017 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT entre dans les objectifs de la ZAC et qu'il a obtenu l'agrément du comité de pilotage.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réservation des lots C et D d'une surface respective de 3 204m² et 2 055m² de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour le projet immobilier de l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 375**Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agrément d'acquéreur**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière, d'une superficie totale de 23 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2010. Cette dernière a en charge l'aménagement et la viabilisation de la zone d'activités ainsi que sa commercialisation. Cette opération, qui va permettre de créer 12,5 ha de foncier d'activités cessible, est divisée en deux parties : un premier secteur en continuité de la zone existante dont la vocation est d'accueillir des activités commerciales, et un second secteur aménagé pour accueillir de petites activités industrielles et notamment celles situées à proximité du centre ville, sur le secteur Cassin, qui pourraient se délocaliser sur la ZAC.

Conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, location seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC, examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le projet de création d'un magasin Bio, porté par la société Génération B, a été agréé par le Conseil de Territoire du 15 mai dernier sur le lot 19, d'une surface de 1 639 m², au prix de 135€/m².

Aujourd'hui la société Génération B souhaite diversifier son activité en proposant, en plus de la surface de vente, une partie restauration rapide.

Elle confirme toutefois son implantation sur le lot 19 qui lui est suffisant pour le développement de son projet.

Le Comité de Pilotage du 12 juillet 2018 a donné un avis favorable à l'évolution du projet de Génération B, et à l'implantation d'une activité de restauration rapide complémentaire au magasin Bio sur le lot 19.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 de la CPA déclarant d'intérêt communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;
- La délibération n°2009_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;
- La délibération n°20013_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation

de la ZAC et le programme des équipements publics ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 22 octobre 2010 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 12 juillet 2018 a donné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Burlière.

Délibère

Article 1 :

Est agréée l'activité de restauration rapide de Génération B, en complément du magasin Bio, sur le lot 19 de la ZAC de la Burlière.

Article 2 :

Madame le Président ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 376

Zone d'Aménagement Concerté de la Bertoire 2 à Lambesc - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agréments d'acquéreurs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la ZAC de la Bertoire 2 située sur la commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite la Métropole pour donner un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le comité de pilotage du 30 mai 2018 a examiné les demandes des entreprises suivantes :

- Laboratoire BOU ASSI, prothésiste dentaire qui souhaite acquérir le lot 18 d'une surface avant bornage de 984m² au prix de 70€HT/m² soit 68 880€HT afin de construire son atelier.
- DANS LE RETRO, spécialisé dans la rénovation de motos anciennes et de collection qui souhaite s'implanter sur le lot 18bis d'une surface avant bornage de 1 254m² au prix de 55€HT/m² soit 68 970€HT afin d'y implanter son atelier.
- BELASH EXTENSION, spécialisé dans la vente en ligne de produits esthétiques qui souhaite s'implanter sur le lot 19 d'une surface de 1 201m² au prix de 70€HT/m² soit 84 070€HT afin de construire des bureaux et un entrepôt.

Le prix de cession de ces lots sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A320 du Conseil communautaire de la CPA déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA créant la ZAC ;
- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA décidant la concession d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 21 avril 2011 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 30 mai 2018 a donné un avis favorable à ces projets

conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Bertoire 2.

Délibère

Article 1 :
sont agréées :

- La société Laboratoire BOU-ASSI, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 18 sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 70€HT/m² ;
- La société DANS LE RETRO, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 18bis sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 55€HT/m² ;
- La société BELASH EXTENSION ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 19 sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 70€HT/m².

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 377

Réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne - Bassin de Baume-Baragne - Bilan de clôture et quitus donné au mandataire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la remise aux normes du réseau d'assainissement pluvial du site qui se décompose en plusieurs phases, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation au titre de la loi sur l'Eau du 11 avril 2011 :

- PHASE 0 (Cabriès) : Mise en place d'un dégrilleur et d'un séparateur d'hydrocarbures
- PHASE 1 (Cabriès) : Recalibrage du ruisseau de Baume-Baragne, redimensionnement du bassin de rétention de Baume-Baragne et création d'un bassin de stockage des pollutions accidentelles
- PHASE 2 (Les Pennes-Mirabeau) : Création depuis Castorama d'un nouveau collecteur à l'ouest du collecteur principal actuel et son raccordement au dégrilleur et au séparateur d'hydrocarbures
- PHASE 3a (Cabriès) : Aménagement d'un bassin de rétention de 12.000 m³ entre la sortie de l'autoroute et le giratoire « Leclerc »
- PHASE 3b (Cabriès) : Pose d'un collecteur de contournement du parking d'Avant-Cap de diamètre 1.000 mm le long de la Route de la Grande Campagne (VC15)
- PHASE 4 (Les Pennes-Mirabeau) : Création d'une nouvelle antenne de diamètre 1.000 mm au collecteur « ouest »
- PHASE 4 Zone Est (Les Pennes-Mirabeau) : Création d'un bassin de rétention de 20.000 m³ le long de la voie ferrée
- PHASE 5 (Cabriès) : Création d'un bassin de rétention de 4.500 m³ au droit de la station service et renforcement en diamètre 1.000 mm du collecteur situé sous la contre-allée Nord entre Décathlon et Babou.

Les études et le suivi des travaux des phases n°0 et 1 ont été confiés à la Société d'Economie Mixte d'Equipement du Pays d'Aix (SEMEPA) par délibération n°2004_B176 du Bureau communautaire de la CPA du 1^{er} octobre 2004.

Le programme de travaux portait sur :

- le recalibrage du bassin de Baume-Baragne, en vue d'augmenter sa capacité de rétention de 20.000 m³ à 60.000 m³
- la création d'un bassin de traitement des pollutions accidentelles,
- l'élargissement du chenal d'amenée des eaux pluviales,
- la mise en place d'un dégrilleur et d'un séparateur d'hydrocarbures,
- des aménagements paysagers.

L'enveloppe globale affectée à cette opération s'élevait à 4.800.000 € TTC. La rémunération du mandataire était fixée à 192.000 € TTC.

Ce marché a fait l'objet de quatre avenants :

- l'avenant n°1 a intégré des prestations supplémentaires pour assurer l'entretien du dégrilleur et du séparateur d'hydrocarbures et a augmenté le délai d'exécution du marché,
- l'avenant n°2 a prolongé de 3 ans la durée du marché passant ainsi à 6 ans,
- l'avenant n°3 a prolongé de 3 ans la durée du marché passant ainsi à 9 ans,
- l'avenant n°4 a abrogé l'obligation de présenter une garantie à première demande couvrant le montant du marché.

Aujourd'hui, les travaux sont achevés et les délais de garantie de parfait achèvement des ouvrages réalisés sont expirés.

Le 15 février 2018, la SEMEPA a fait parvenir le décompte provisoire de l'opération faisant apparaître un solde créditeur au bénéfice de la Métropole de 9 210,25 € TTC. Cette recette a été encaissée le 19 avril 2018 sur titre de recettes n°121 – bordereau 31.

Le décompte général définitif de cette opération est établi comme suit :

Montant de l'enveloppe financière prévue à la convention :	4 800 000,00 € TTC
Montant de la rémunération versée à la SEMEPA :	192 000,01 € TTC
Recettes :	
Acomptes :	3 181 572,17 € TTC
Produits financiers de la SEMEPA :	226 100,19 € TTC
Rémunération de la SEMEPA :	192 000,01 € TTC
Total des recettes :	3 599 672,37 € TTC
Dépenses définitives :	
Etudes :	35 509,24 € TTC
Travaux :	3 190 314,09 € TTC
Honoraires (géomètre, maîtrise d'oeuvre, CSPS) :	143 313,05 € TTC
Frais divers (publicité, reprographie) :	29 325,73 € TTC
Titre de recettes en faveur de la Métropole :	9 210,25 € TTC
Rémunération de la SEMEPA :	192 000,01 € TTC
Total des dépenses définitives :	3 599 672,37 € TTC
Solde disponible de la SEMEPA :	0,00 € TTC
Solde de l'opération :	0,00 € TTC

Par ailleurs, la SEMEPA, conformément aux dispositions de l'article 11 du cahier des clauses particulières du marché n° 3C 04 M30 conclu avec la Communauté du Pays d'Aix, a sollicité le quitus pour l'exécution complète de sa mission.

Il est donc proposé aujourd'hui de délivrer quitus à la SEMEPA pour cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A172 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 approuvant la création d'une autorisation de programme de 1 500 000 € ;
- La délibération n°2011_B247 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juin 2011 validant le programme de travaux de l'opération et autorisant la signature du mandat de maîtrise d'ouvrage avec la SEMEPA ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, notamment en matière de réhabilitation des zones d'activités ;
- L'avis de la Commission de Territoire du Développement Economique, Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est adopté le bilan de clôture du marché n° 3C 04 M30 confié à la SEMEPA pour la réalisation de la première tranche des travaux de réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne, sur la base du bilan financier présenté.

Article 2 :

Le quitus est donné à la SEMEPA pour l'exécution du marché visé dans l'exposé qui précède.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 378

AVIS - Zone d'activités de Plan de Campagne - Modification du programme des travaux du chemin des Rigons et approbation de la convention de financement des travaux d'aménagement du pont-rail entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF RESEAU

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la mise à double sens du chemin des Rigons passant sous les ponts de l'autoroute A51 et de la voie ferrée, au Sud-Est de la zone (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). L'objectif de cet aménagement est triple :

- améliorer l'accessibilité des usagers et de la zone,

- améliorer la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone ainsi que l'évacuation de la zone (plan ORSEC de l'Etat),
- rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges.

Rappel du programme initial de l'opération du chemin des Rigons :

Le 17 décembre 2015, le Conseil communautaire de la CPA approuvait par délibération n°2015_A334 le programme prévisionnel du projet, ainsi que les modalités de financement.

L'objectif de cette opération est de créer un nouveau passage inférieur sous l'autoroute et la voie ferrée, au nord des ouvrages actuels, pour accueillir une nouvelle voie de circulation ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours et ce dans les deux sens. En effet, à ce jour seul le sens entrant sur la zone est possible, il n'existe pas de voirie pour pouvoir sortir de la zone sur ce secteur.

Ainsi, le programme de l'opération comprend :

- la création d'un pont sous l'autoroute A51 (ouverture de 10,15m et gabarit de 3,50m),
- la création d'un pont-rail sous la voie ferrée (ouverture de 10,15m et gabarit de 3,50m),
- l'aménagement d'une voirie nouvelle sous ces nouveaux ouvrages d'art, entre la RD543 et l'avenue du Barreau Nord-Sud, avec deux voies de circulation pour véhicules légers et une voie centrale réservée aux transports en commun et aux services de secours,
- la reprise de la voie existante pour la dédier exclusivement aux modes doux,
- la modification du bassin de rétention de l'A51,
- la reprise des réseaux, y compris l'implantation du collecteur pluvial prescrit par arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (phase 4).

(voir plan en annexe)

Le coût de l'opération (études et travaux) était estimé à 6 700 000 € HT.

Modification du programme de l'opération du chemin des Rigons :

A l'issue de l'étude de projet, SNCF RESEAU, qui est en charge des études du pont-rail, sollicite la Métropole pour modifier le coût prévisionnel de réalisation.

En effet, aujourd'hui l'estimation des travaux du pont ferroviaire présenté s'élève à 3,136M€ HT (valeur novembre 2016), au lieu des 1,2M€ HT présentés en étude de faisabilité.

Ce surcoût est justifié par :

- un pont allongé pour venir se raccorder à celui de l'autoroute,
- un pont rapproché de l'ouvrage ferroviaire existant et impliquant des modalités de réalisation plus complexes,
- la nécessité de reprendre les voies ferrées sur une distance plus importante,
- la nécessité d'augmenter les terrassements de la plate-forme de préfabrication,
- le chemin des Rigons devant rester ouvert aux circulations pendant toute la phase de réalisation de l'ouvrage. Cette donnée n'avait pas été prise en compte initialement et il en résulte la nécessité de sécuriser le chemin des Rigons par un blindage.
- le renforcement du suivi des travaux par les équipes d'exploitation de la SNCF.

Ainsi, le coût de l'opération du chemin des Rigons (comprenant le pont-rail, le pont autoroutier, la voirie, le bassin et les réseaux), compris Etudes et Travaux, est aujourd'hui porté à **8 995 000 € HT** (valeur novembre 2016).

Préalablement au lancement des travaux, il est nécessaire de passer une convention avec SNCF RESEAU pour leur permettre de réaliser l'ouvrage.

Convention de financement des travaux du pont-rail :

Cette convention a pour objet de définir :

- les caractéristiques de l'ouvrage à construire au droit des infrastructures ferroviaires,
- les conditions de réalisation des travaux ferroviaires et des travaux autoroutiers à proximité immédiate des voies ferrées,
- le délai et le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux,
- l'assiette de financement, y compris le versement libératoire couvrant la maintenance ultérieure du pont-rail,
- le plan de financement, ainsi que les modalités d'appels de fonds.

Délais:

Le planning prévisionnel de la création du pont-rail s'établit comme suit :

- Septembre 2019 – décembre 2019 : Installations de chantier

- Janvier 2020 – mars 2020 (semaines 2 à 12) : Préfabrication du portique et travaux sur ouvrages
- Semaines 13 et 14 : Finalisation
- Semaine 15 : Poussée du portique (avec coupure ferroviaire)
- Semaines 16 à 22 : Finitions

• Montant de la convention :

SNCF RÉSEAU présente la convention de financement qui intègre le montant du programme des travaux du pont-rail (y compris études) qui s'élève à 3 493 841 €HT (3,136M€ de travaux et 367 k€ d'études).

SNCF RÉSEAU prévoit également dans sa convention de réalisation sa rémunération en tant que maître d'ouvrage, celle-ci est chiffrée à 125 766 €HT.

Par ailleurs, SNCF RÉSEAU présente sa convention en « euros courants », c'est-à-dire que l'évolution des prix et donc l'actualisation prévisionnelle du coût des travaux est directement intégrée dans la convention. L'évolution des conditions économiques est prévue avec un taux de 2 % par an jusqu'en 2020, puis de 4 % au-delà. Ainsi, le coût prévisionnel actualisé à la fin des travaux s'élèverait à 3 910 000€HT.

Enfin, la SNCF ajoute un versement libératoire de 12 % des dépenses réelles pour assurer l'entretien ultérieur des ouvrages. Le versement pour cette opération s'élève à 469 200€HT courants.

• Appels de fonds:

L'échéancier prévisionnel des appels de fonds (exonérés de la TVA) de SNCF RESEAU auprès de la Métropole est le suivant (en € courants HT) :

2018	2019	2020	2021	TOTAL
500 000	673 000	2 541 500	195 500	3 910 000
			+ versement libératoire prévisionnel de 469 200	4 379 200

Le projet de convention est joint en annexe.

Financement de l'opération du chemin des Rigons :

Dans le cadre du PUP des Rigons, la Métropole a mis en place, par délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, deux nouvelles autorisations de programme permettant de flécher les dépenses (AP n°2018-1) et les recettes (AP n°2018-3) de l'opération.

La convention de réalisation du pont-rail sera financée sur l'AP n°2018-1 dans le cadre du PUP

qui dispose, pour l'année 2018, d'un montant disponible de 500.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2005_A141 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2005 adoptant le schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne ;
- La délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'augmentation de l'AP n°2015/4 relative au chemin des Rigons pour un montant de 9 M € ;
- La délibération n°2015_A334 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme prévisionnel du projet de mise à double sens du chemin des Rigons ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la création de deux autorisations de programme pour le PUP des Rigons : l'AP n°2018-1 de 13,7 M € pour les dépenses et l'AP n°2018-3 de 9,2 M € pour les recettes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est validée la poursuite de l'opération avec la réalisation des travaux du pont-rail des Rigons, pour un montant de 3 910 000 €HT courants auxquels il faut ajouter 469 200 €HT de versement libératoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF RESEAU pour la réalisation des travaux du pont-rail des Rigons pour la création d'un pont cadre au PK

428+893 de la ligne Grenoble / Marseille sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Article 3 :

Est approuvée la modification du programme de l'opération du chemin des Rigons au Sud-Est de la zone d'activités de Plan de Campagne pour un montant de 8 995 000 € HT.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole fractionné, et dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, au service 3C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 379

AVIS - Projet d'extension de la zone d'activités économiques du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence – Lancement de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté – Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Val de Durance est un territoire à enjeux en raison de sa situation « charnière » entre l'aire métropolitaine d'Aix-Marseille et les Alpes. Son économie s'appuie notamment sur la présence du CEA Cadarache et des retombées liées à son développement, l'installation du projet ITER et de la Cité des Energies, enfin par les actions menées par le pôle de compétitivité Capenergies. Parallèlement, des besoins intrinsèques existent en Pays d'Aix et dans le Val de Durance. Il s'agit principalement de TPE PME déjà implantées qui cherchent à s'agrandir dans le périmètre de leur lieu d'implantation, à proximité des lieux de vie de leurs salariés. Globalement l'offre en terrain à bâtir et en immobilier d'entreprises est rare sur le Pays d'Aix et particulièrement dans le Val de Durance notamment en ateliers productifs. C'est dans ce cadre que l'extension de la zone d'activités économiques du Val de Durance présente une opportunité pour répondre aux besoins des entreprises.

Située à proximité du convoi ITER au Nord de la commune, la ZAC actuelle de 12,6 hectares est entièrement commercialisée et ne permet plus d'accueillir des entreprises alors même que des demandes sont enregistrées. L'extension de la zone d'activités sur environ 8,6 ha a été étudiée afin de déterminer la faisabilité technique de l'opération, compte tenu des différentes contraintes, et sa pertinence économique. Ce projet a d'ailleurs été initié et co piloté avec la Mission ITER de la Préfecture.

L'étude a tout d'abord permis d'affiner le positionnement économique de l'opération. En proposant une typologie de lot adaptée, l'opération permettra d'assurer d'une part le développement de l'économie locale et son développement endogène et d'autre part de valoriser sa proximité avec les sites du CEA et d'ITER en offrant à moyen terme des solutions pour accueillir des entreprises liées au développement de la filière énergie sur le territoire du Val de Durance. Le schéma d'aménagement proposé en fonction de ces éléments permet la viabilisation d'environ 7 hectares cessibles. Les études préalables réalisées sur le périmètre d'étude ont ainsi validé la faisabilité technique du projet et les principes de la programmation économique de la zone permettant d'aboutir à un schéma d'aménagement préférentiel et à la déclaration d'intérêt communautaire par le Pays d'Aix en décembre 2015.

Le secteur d'extension situé en continuité immédiate au sud de la zone existante a été inscrit au Plan Local d'Urbanisme de la commune en concertation avec la chambre d'agriculture comme future zone d'urbanisation destinée au développement économique. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation en détermine les grands principes de fonctionnement et d'aménagement. Cette zone

est également identifiée dans le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aix comme espace d'activités de proximité à développer afin de conserver le dynamisme économique du Pays d'Aix, de développer l'emploi local et de diminuer les déplacements.

Aujourd'hui, face à la nécessité de poursuivre le développement économique du territoire métropolitain conformément aux documents d'orientation et d'urbanisme et afin de donner suite aux demandes d'implantation des entreprises, il convient en accord avec la commune de mener une opération publique pour l'aménagement de cette zone. A cet effet, une équipe pluridisciplinaire a d'ores et déjà été retenue pour réaliser notamment le dossier de création de ZAC.

Pour mener à bien la mise en œuvre du projet et de ses objectifs, Il est donc proposé d'engager une procédure de ZAC et de définir les modalités de la concertation.

I – Les objectifs de la ZAC

Cette opération d'aménagement poursuit un certain nombre d'objectifs en matière de développement économique et urbain :

- Ce projet d'aménagement s'inscrit dans les objectifs du SCOT du Pays d'Aix.
- La vocation de la future zone est d'accueillir des entreprises artisanales locales et industrielles génératrices d'emplois et d'apporter une réponse locale aux demandeurs d'emplois de la commune.
- De proposer du foncier d'activités afin de favoriser l'ancrage de la filière énergie sur le territoire compte tenu de la proximité immédiate du CEA et du projet ITER.
- La création de ce nouvel espace économique s'inscrit dans une démarche d'aménagement globale du secteur. En effet, l'opération de ZAC associée à une réflexion plus générale de requalification et de densification de la zone existante permettra de créer un ensemble urbanisé cohérent et plus efficient.

La présente délibération acte le lancement de la procédure de ZAC dont le périmètre sera précisément défini dans le cadre du dossier de création.

II – Les modalités de la concertation

L'article L300-2 du Code de l'Urbanisme prévoit la mise en œuvre d'une concertation préalablement à l'arrêt du projet, c'est à dire avant la création de la ZAC. Il convient donc de définir les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation qui doivent être fixés par l'organe délibérant de la collectivité.

La concertation doit permettre tout au long de l'élaboration du projet d'associer les habitants et toutes les personnes concernées par le projet. Pour ce faire, les modalités suivantes sont proposées :

- Mise en place d'une exposition permanente à la Mairie de Peyrolles-en-Provence et au siège du Territoire du Pays d'Aix, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation.
- Publication d'articles dans les magazines de la commune pour informer la population de l'état d'avancement du projet, ainsi que des différentes manifestations liées au projet.
- Publication d'articles sur le site internet de la Métropole et de la commune.
- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation comprenant un plan de situation et une notice explicative, ainsi que la présente délibération. Ce dossier sera consultable en Mairie de Peyrolles-en-Provence et au siège du Territoire du Pays d'Aix.
- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors de deux réunions publiques.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et affichage.

Le bilan de la concertation sera présenté au Conseil de la Métropole. L'adoption du dossier de création qui en découlera sera l'acte créateur de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L300-2 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le besoin en foncier d'activités du Territoire et les objectifs du projet qui s'inscrivent dans les orientations du SCOT du Pays d'Aix et du PLU de la commune de Peyrolles-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les objectifs du projet d'extension de la zone d'activités économiques du Val de Durance tels que définis dans l'exposé, ainsi que le principe de lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de la concertation telles que décrites ci-dessus.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à procéder à toutes les formalités à venir dans le cadre de la procédure de ZAC ainsi que dans le cadre de la concertation.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 380

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2 – Cession du lot B

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha environ de surfaces cessibles. Cette opération dont l'objectif est d'apporter une réponse au besoin en fonciers d'activités pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales est réalisée en régie et la Métropole en assure directement la commercialisation.

Ainsi, plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités et notamment l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT, transporteur routier qui souhaite implanter son siège social et ses locaux.

Cette société a été agréée par le comité de pilotage du 19 septembre 2017, une offre de cession de terrain à 55€HT/m² lui a été transmise par courrier et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 a décidé de lui réserver un lot de 1,5ha.

Aujourd'hui, l'entreprise BISCARAT a pu préciser son projet qui vise dans un premier temps à acquérir un lot pour implanter son activité de transport puis dans un second temps, de se positionner sur des lots limitrophes pour y développer la partie logistique.

Ainsi, conformément à la grille de commercialisation de la zone, il est proposé de céder à la société BISCARAT le lot B d'une surface totale de 12 153m² au prix de 55€HT/m² conformément à l'avis de France Domaine.

Le cahier des charges de cession de terrain qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°2018_CT2_155 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 approuvant la réservation du lot pour le projet immobilier de l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT ;
- La décision du comité d'agrément en date du 19 septembre 2017 ;
- L'avis de France Domaine n° 2018-084V1418 en date du 4 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société BISCARAT entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 19 septembre 2017.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à céder le lot B situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 668 415€HT, soit 802 098€TTC, à l'entreprise

BISCARAT ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tout acte relatif à la cession du lot B situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 à la Roque d'Anthéron.

Article 3 :

La recette de la cession sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 381

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Pallières 2 aux Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence «définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme», en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la

Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain référencée « URB 023-2781/17/CM » du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en accord avec la commune des Pennes Mirabeau, la ZAC Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Cette opération d'aménagement a été initiée par la commune des Pennes Mirabeau afin d'anticiper une demande croissante de logements. Il a alors été décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une ZAC mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. D'une superficie totale d'environ 33 ha, la ZAC Pallières II a ainsi été créée en 2015 par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires le 1^{er} juin 2015. Cette concession a été modifiée par un avenant n°1 du 23 novembre 2016.

Par délibération du Conseil de Métropole n° MET 18/7679/CM du 28 juin, le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage a été décidé. Il convient donc d'adapter le traité de concession en vigueur afin que la Métropole en devienne le concédant. Aussi, afin de garantir l'association et le co-pilotage de l'opération d'aménagement par la Commune et la Métropole, il a été convenu entre les parties qu'un avenant au traité de concession d'une part, substituera la Métropole à la Commune en tant que concédant de l'opération et d'autre part intégrera la Métropole dans les organes de suivi de la ZAC (Comité technique et comité de pilotage) aux côtés de la commune des Pennes Mirabeau et de la SPLA.

Le traité de concession est donc modifié en conséquence et constitue l'avenant n°2 au contrat initial. Les dispositions de l'avenant n°1 ont été intégrées au contrat modifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° MET 18/7679/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation des conditions du transfert patrimonial et financier de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain de la ZAC Pallières 2 aux Pennes Mirabeau ;
- L'avenant n°2 au traité de concession ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la ZAC Pallières II est une opération d'aménagement d'intérêt métropolitain transférée à la Métropole Aix-Marseille Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 au traité de concession de la ZAC Pallières 2.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 382

AVIS - Approbation d'une convention d'avance de trésorerie remboursable avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Cette opération d'aménagement a été initiée par la commune des Pennes Mirabeau afin d'anticiper une demande croissante de logements. Il a alors été décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une ZAC mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. D'une superficie totale d'environ 33 ha, la ZAC Pallières II a ainsi été créée en 2015 par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires le 1^{er} juin 2015. Cette concession a été modifiée par un avenant n°1 en date du 23 novembre 2016.

Par délibération du Conseil de Métropole n° MET 18/7679/CM du 28 juin, le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage a été décidé. Suite à cette décision, le traité de concession est modifié par un avenant n°2 actant le fait que la Métropole Aix-Marseille-Provence

devienne le concédant de cette opération d'aménagement.

Le Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2017) qui présente un bilan prévisionnel actualisé faisant apparaître les moyens financiers à mobiliser pour lancer les études techniques préalables aux travaux d'aménagement.

En s'appuyant sur les dispositions de l'article 27.6 du contrat de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite auprès de la Métropole une avance de trésorerie d'un montant de 300 000 € remboursable avant le 21 décembre 2021, année des premières recettes de cession.

En effet, selon les termes de l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « le concédant peut consentir des avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération ; [...] ces avances font l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant du concédant et précisant leur montant, leur durée, l'échéancier de leur remboursement ainsi que leur rémunération éventuelle. »

La convention d'avance de trésorerie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires est jointe en annexe à ce rapport. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 fixant les délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération du conseil de Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation des conditions du transfert patrimonial et

financier de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain ZAC Pallières 2 aux Pennes Mirabeau ;

- La délibération du Bureau de Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement de la ZAC Pallières II ;
- Le traité de concession et notamment son article n°27.6 ;
- La convention d'avance de trésorerie ci-jointe.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la ZAC Pallières II est une opération d'aménagement d'intérêt métropolitain transférée à la Métropole Aix-Marseille Provence et qu'un besoin de trésorerie temporaire nécessite une avance remboursable du concédant conformément au traité de concession.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'octroi d'une avance de trésorerie à la SPLA Pays d'Aix Territoires d'un montant de 300 000 € remboursable avant le 31 décembre 2021 dans le cadre de la concession d'aménagement relative à la réalisation de la ZAC Pallières II.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'avance de trésorerie ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au BPMF 2018 Aménagement du CT2 nature 27.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 383

AVIS - Approbation de la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire " de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation ; elles sont établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 il était proposé de conclure avec la commune d'Aix-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Le 29 décembre 2017, la métropole notifiait à la commune d'Aix-en-Provence, l'ensemble des conventions de gestion à l'exception de celle relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »

En effet, la commune d'Aix-en-Provence n'avait pas délibéré sur cette convention. L'identification des périmètres de zone d'activités sur la commune n'était pas validée.

Aujourd'hui ces derniers sont clairement définis, il est donc possible de conventionner avec la ville.

Quoiqu'il en soit, et afin de ne pas mettre en péril la sécurité des usagers et d'assurer l'entretien et la conservation des équipements, la commune a assuré depuis le début de l'année 2018 la gestion des zones d'activités.

La convention est proposée en annexe.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune sont exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Le montant de la compensation n'est à ce jour pas arrêté dès lors que les montants des transferts de charges relatif à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur le territoire de la commune feront l'objet d'une évaluation ultérieure par la CLECT. Le remboursement à la Commune interviendra selon les modalités prévues à la convention après que la CLECT se soit prononcée sur le montant des charges transférées.

Les conventions seront conclues pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2018 et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 123-3142/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1^{er} janvier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 384

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Bouc-Bel-Air, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention,

conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG125-3144/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Bouc-Bel-Air des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG125-3144/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Bouc-Bel-Air.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1046 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Bouc-Bel-Air.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 385

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Cabriès, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG126-3145/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Cabriès des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a

modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG126-3145/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Cabriès.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1051 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 386

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune d'Eguilles, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG129-3148/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune d'Eguilles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Aires et parcs de stationnement
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et

« Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG129-3148/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre

2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Eguilles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1062 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Eguilles.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1065 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Eguilles.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 387

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Fuveau, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la

création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG130-3149/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Fuveau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire

inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG130-3149/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Fuveau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1068 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fuveau tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 388

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Gréasque, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG132-3151/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Gréasque des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et

entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG132-3151/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Gréasque.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1078 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gréasque.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 389

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de La Roque d'Anthéron, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG145-3164/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de La Roque d'Anthéron des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très

hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG145-3164/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1147 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Roque d'Anthéron.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 390

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Lambesc, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG134-3153/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Lambesc des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence GEMAPI
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG134-3153/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Lambesc.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1090 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lambesc.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 391

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune du Puy-Sainte-Réparate, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article

L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG143-3162/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune du Puy-Sainte-Réparate des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création,

aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG143-3162/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune du Puy-Sainte-Réparate.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1137 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune du Puy-Sainte-Réparate tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 392

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Meyreuil, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG136-3155/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Meyreuil des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel

d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG136-3155/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Meyreuil.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1100 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyreuil.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 393

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Mimet, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG137-3156/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Mimet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG137-3156/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Mimet.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1104 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mimet.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 394

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Pertuis, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article

L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG138-3158/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de **Pertuis** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris voyageurs
- compétence Aires et parcs de stationnement
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Politique de la ville
- compétence Tourisme
- compétence Eau pluviale
- compétence GEMAPI
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages

accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger pour une durée d'un an les conventions de gestion des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG138-3158/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1114 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1115 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer les avenants et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 395

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Peynier, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six

anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG140-3159/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Peynier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale,

touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ». Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG140-3159/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peynier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1123 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 396

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Peyrolles-en-Provence, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des

compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG141-3160/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Peyrolles-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la

compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG141-3160/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1129 de gestion de la compétence

« Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 397

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Rousset, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de

Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG146-3165/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Rousset des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle,

commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit

concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Par ailleurs une erreur de saisie du montant de la convention initiale doit être corrigée, en effet le montant évalué par la CLECT était de 71 467€ et non 72 467€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG146-3165/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Rousset.

Où il est rapporté ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1151 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rousset.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 398

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Saint-Cannat, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code,

les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG148-3167/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Saint-Cannat des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier

2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG148-3167/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1160 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Cannat.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 399

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Saint-Paul-lez-Durance, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance. Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG151-3170/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Saint-Paul-Lez-Durance des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Eau et assainissement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP)

d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG151-3170/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1174 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 400

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Trets, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG154-3173/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Trets des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme

- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou

aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG154-3173/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Trets.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1187 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Trets.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 401

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Vitrolles, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG158-3177/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Vitrolles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence GEMAPI
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs

transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG158-3177/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Vitrolles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1207 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 402

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Gardanne, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en

mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Gardanne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence eau et assainissement des eaux usées
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Politique de la ville
- compétence Aire et parcs de stationnement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des

pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG131-3150/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1072 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1074 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 403

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou

aéroportuaire" de la commune des Pennes-Mirabeau, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG138-3157/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à

la commune des Pennes Mirabeau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Tourisme
- compétence Aire et parcs de stationnement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion

des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG138-3157/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune des Pennes-Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1107 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune des Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1110 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »

entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune des Pennes- Mirabeau.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 404

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Meyrargues, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI

fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG135-3154/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Meyrargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Aire et parcs de stationnement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG135-3154/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Meyrargues.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1093 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1097 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 405

AVIS - Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Venelles, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six

anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG156-3175/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Venelles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Tourisme
- compétence Aire et parcs de stationnement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont

étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ». Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 156-3175/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Venelles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1194 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1197 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 406

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune du Tholonet transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 153-3172/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Le Tholonet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la

compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 153-3172/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Le Tholonet.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1181 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Tholonet tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 407

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Ventabren transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses

communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 157-3176/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de **Ventabren** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages

accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 157-3176/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Ventabren.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1200 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ventabren tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 408

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Rognes transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1^{er} janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire

de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 144-3163/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de **Rognes** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de

vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 144-3163/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Rognes.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1141 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognes tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Madame la "Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2018 CT2 409

Approbation d'une convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En matière d'aides économiques, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite Loi Notre, a profondément modifié la répartition des compétences entre les

différents échelons territoriaux et la mise en œuvre du SRDEII repose notamment sur l'intervention complémentaire de la Région et des EPCI.

Ainsi, en matière d'aides aux entreprises, la Région est désormais seule compétente avec l'Etat pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises en vertu de l'article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En matière d'aides à l'immobilier d'entreprise, la situation est inversée. En effet, la Région n'est plus compétente de plein droit et doit conventionner avec la Métropole si elle souhaite participer au financement des dispositifs mis en place (L.1511-3 du CGCT).

Au vu de la législation et dans l'objectif de faciliter les financements conjoints, une convention cadre qui rappelle les objectifs communs poursuivis et détermine l'articulation des interventions respectives entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et les EPCI de son territoire a été approuvée par la Commission Permanente du Conseil Régional le 29 juin 2018.

Afin de participer au financement des aides aux entreprises de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui mène une politique de développement économique ambitieuse telle que définie à travers son Agenda du Développement économique élaboré en cohérence avec le SRDEII, souhaite s'inscrire dans le cadre de cette convention partenariale.

La Métropole visera dans tous ces rapports relatifs à une aide économique la convention-cadre ainsi que cette délibération, et transmettra à la Région avant le 30 mars de l'année n, les informations relatives aux aides et régimes d'aides qu'elle a éventuellement mis en œuvre pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année n-1, en utilisant les supports proposés par la Région en lien avec les orientations des circulaires produites chaque année à cet effet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 09-011 du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Économique Métropolitain ;
- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite Loi Notre, a profondément modifié la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux et la mise en œuvre du SRDEII repose notamment sur l'intervention complémentaire de la Région et des EPCI, dont la Métropole.
- Que la Métropole entend mener ses interventions en matière économique en complémentarité avec la Région ;
- Qu'afin de faciliter les conventionnements relatifs à un tel partenariat, la Région a voté en date du 29 juin 2018 une convention-cadre définissant les modalités d'intervention ;
- Que la Métropole devra viser dans tous ces rapports relatifs à une aide économique la convention-cadre ainsi que cette délibération, et devra transmettre à la Région avant le 30 mars de l'année n, les informations relatives aux aides et régimes d'aides qu'elle a éventuellement mis en œuvre pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année n-1, en utilisant les supports proposés par la Région en lien avec les orientations des circulaires produites chaque année à cet effet.
- Que la Région devra viser dans tous ces rapports relatifs à une aide à l'immobilier d'entreprises la convention-cadre ainsi que cette délibération, et devra transmettre à la Métropole avant le 30 mars de l'année n, les informations relatives à toutes ses aides à l'immobilier, versées en abondement du soutien métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention, jointe en annexe, fixant les conditions d'une intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisée à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 410

AVIS - Soutien aux projets de R&D collaboratifs retenus par le Fonds Unique Interministériel - Attribution d'une subvention à la société First Light basée en Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique de la subvention

Le Fonds Unique Interministériel (FUI) est un dispositif d'aide d'État dédié au financement de projets de Recherche et Développement collaboratifs, ayant pour objet de soutenir l'effort d'innovation et la coopération entre les différents acteurs (PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation).

Labellisés par les Pôles de Compétitivité, les projets retenus à chacun des appels à projets visent la création de produits ou de services innovants qui puissent être commercialisés à moyen terme. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés. Dans de nombreux cas, les projets collaboratifs sont l'opportunité pour les PME et TPE de devenir des acteurs reconnus auprès des grands groupes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré sur le principe d'attribution d'aides aux entreprises de son territoire qui participent à ces projets collaboratifs. À ce jour sont concernés notamment les territoires d'Aix et de Marseille. Les montants sont déterminés au vu de l'assiette du projet, de son

intérêt stratégique pour l'entreprise et le territoire et des aides apportées par les autres partenaires institutionnels.

Le cofinancement de ces projets par l'EPCI s'inscrit désormais dans une convention-cadre avec la Région, chef de file pour ce type d'interventions économiques.

Les projets présentés pour financement au FUI font l'objet d'une expertise technique et financière par les services spécialisés des ministères concernés, en tenant compte des priorités de politique industrielle fixées au niveau national. Les avis techniques donnés par les différents experts sont accessibles aux collectivités, à travers un réseau extranet ouvert aux partenaires institutionnels.

Le projet proposé relève du 25^e appel à projets qui a abouti, à l'échelle nationale, sur 145 projets présentés, au financement de 43 nouveaux projets, pour un financement par l'État de 27 M€. Des cofinancements équivalents devraient être apportés par les collectivités territoriales et le FEDER.

**2. Un projet de R&D sur le Territoire du Pays d'Aix
Le projet C-BLUE labellisé par le Pôle OPTITEC
et colabellisé par les pôles SAFE et
EUROBIOMED :**

Le projet C-BLUE vise à créer une génération de caméra s'appuyant sur un composant EMCCD de grandes performances, partant du constat que l'imagerie biomédicale et l'imagerie pour la surveillance civile présentent actuellement des problématiques similaires pour l'acquisition d'images en environnement faible flux ou lorsque le champ couvre simultanément des parties très éclairées et plus sombres. En effet, les caméras disponibles actuellement ne permettent pas d'adresser en même temps une très grande dynamique, un grand nombre de pixels et une sensibilité extrême.

L'objectif de C-BLUE est de proposer un démonstrateur de système d'imagerie visible (caméra accompagnée du traitement d'image capable de valoriser les données récoltées) fonctionnant en environnement très faible flux, grande dynamique, grand champ et capable de changer la donne dans les domaines de la bio-imagerie et de la surveillance, le tout pour un coût maintenu en dessous des 20k€.

Le défi technologique réside dans l'intégration du composant, poussé au-delà d'une utilisation standard et très concentré en taille incluant des traitements de proximité importants. Ce projet de caméra est susceptible de rencontrer un grand succès dans les applications de surveillance des sites et d'observation embarquée.

Le porteur de ce projet est la société FIRST LIGHT IMAGING, basée dans les locaux de l'hôtel technologique de Meyreuil, et composée de 18 personnes. FIRST LIGHT IMAGING conçoit des caméras scientifiques pour le spectre visible et infrarouge. La société, créée en 2011, est issue de 3 Instituts de recherches du centre national de la recherche scientifique (CNRS) : le Laboratoire d'astrophysique de Marseille (LAM), l'Institut de planétologie et d'astrophysique de Grenoble (IPAG) et l'observatoire de Haute Provence (OHP). En janvier 2016, elle crée sa filiale américaine First Light Imaging Corp basée à San Francisco, Californie.

Dans le cadre du projet, la société sera chargée de la conception et de la production des caméras scientifiques (conception, R&D en électronique et refroidissement, intégration, calibrage, optimisation logiciel embarqué, démonstration, exploitation) et embauchera pour cela 3 ingénieurs sur le territoire et de 7 à 10 personnes dans un deuxième temps (Phases de production et de commercialisation). Le projet vient par ailleurs compléter la matrice de développement de la société dans le visible et lui permettra d'adresser des marchés de plus forts volumes en dehors de l'astronomie. L'augmentation de chiffre d'affaires attendu est de 3M€ à l'issue du projet

Il est proposé d'accorder à la société FIRST LIGHT IMAGING une subvention de 100.000€, soit environ 9% d'une assiette financière totale de 1.280.819€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2007_A444 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2007 relative à la mise en place d'un dispositif de cofinancement de projets R&D labellisés par les Pôles de compétitivité et retenus dans le cadre du Fonds Unique Interministériel ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° HN021-046/16 du Conseil Métropolitain du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier,
- La délibération du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant la convention cadre avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur autorisant les collectivités à abonder le Fonds Unique Interministériel ;
- La décision de l'État en date du 31 mai 2018 concernant la sélection de 43 projets de R&D collaboratifs au titre du 25^e appel à projets du Fonds Unique Interministériel.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant total de 100.000 € à une entreprise du Territoire du Pays d'Aix, au titre de sa participation à un projet de R&D collaboratif retenu par le Fonds Unique Interministériel :

- FUI AAP 25 – Projet C-BLUE – Pôle OPTITEC – Société FIRST LIGHT IMAGING – 100.000€

Article 2 :

Est approuvée la convention bilatérale à signer avec l'entreprise susvisée telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention bilatérale ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/2877.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 411

AVIS - Soutien aux entreprises innovantes - Mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Agenda du Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, priorise le développement des filières d'excellence et le soutien à l'innovation, porteurs de création de valeur et d'emplois pour le territoire. Tout en se félicitant des nombreuses réussites d'entreprises innovantes à l'échelle métropolitaine, il semble nécessaire, dans un contexte de concurrence avec d'autres métropoles françaises voire internationales, d'accélérer davantage la dynamique de l'entrepreneuriat innovant et de renforcer les outils de soutien à l'innovation.

Le plan d'actions de l'Agenda du Développement Economique vise ainsi à faciliter la vie des entreprises et à développer « la métropole entrepreneuriale et innovante ». Dans ce cadre, et afin de proposer une offre d'accompagnement à chaque étape de la vie de l'entreprise, la Métropole propose de mettre au point progressivement un système d'aides et de dispositifs homogènes sur l'ensemble de son territoire.

Déjà riche d'un écosystème de l'Innovation différenciant, au-delà des différents outils existants dédiés à l'accueil des entreprises innovantes (pépinières, technopôles...) et au financement de l'innovation (investissements de R&D, plates-formes technologiques...), la Métropole a toutefois vocation à compléter la chaîne de l'innovation en amont par un dispositif adapté.

1) Une première expérience concluante sur le territoire Pays d'Aix

Pour la mise en place du dispositif **Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)**, il est proposé de s'inspirer de l'expérience réussie du Dispositif d'Amorçage de Provence (DAP).

Issu d'une politique de reconversion du bassin minier mise en place par l'Etat via le Fonds d'Industrialisation des Bassins Miniers (FIBM), ce dispositif avait pour objectif de soutenir la création d'entreprises innovantes à fort potentiel sur le territoire.

En 2012, l'ex-Communauté du Pays d'Aix a décidé d'abonder ce fonds, le dispositif ayant alors été étendu à l'ensemble du territoire intercommunal.

La mise en œuvre du dispositif avait ainsi été confiée dès le départ à un opérateur privé, en l'occurrence l'association PAD qui avait été retenue par l'Etat. Il consistait en des prêts personnels à taux 0 par l'association (opérateur) d'un montant plafonné à 40 000 € et destinés aux porteurs de projet innovant.

Il convient de noter que depuis 2003, 220 dossiers ont été présentés en comité, 103 ont été sélectionnés, donnant naissance à 83 entreprises et 551 emplois par l'octroi de 3.202.195 € de prêts. Ces résultats probants laissent augurer des perspectives prometteuses pour le territoire métropolitain pris dans son ensemble.

2) Le déploiement du dispositif à l'échelle métropolitaine avec la mise en œuvre d'Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)

La Métropole Aix-Marseille-Provence propose de déployer sur l'ensemble de son périmètre le dispositif afin qu'il puisse bénéficier à l'ensemble des porteurs de projets de son territoire. La hausse des dotations financières permettrait a minima de doubler le nombre d'entreprises créées soit environ une quinzaine par an.

Ce déploiement consistera à abonder un fonds, via une subvention annuelle par Conseil de Territoire, à l'association Pays d'Aix Développement. Cette association qui au regard de son objet social et de son expertise assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

Cependant, par rapport au dispositif autrefois mis en œuvre par la Communauté du Pays d'Aix, il est nécessaire de reconsidérer les modalités de fonctionnement du dispositif. Ces ajustements ainsi que l'ensemble du dispositif sont présentés en annexe 1 du présent rapport :

- 1- La dénomination du fonds sera désormais **Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)**.
L'objet reste inchangé : le dispositif d'amorçage interviendra sous forme de prêt à taux 0 d'un montant maximum de 40 000 € versé par Pays d'Aix Développement en amont de la création

d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

- 2- Le comité de sélection sera désormais animé par un représentant de la DGADEA de la Métropole, assisté de l'opérateur. Il rassemblera des experts scientifiques et financiers ainsi que les acteurs économiques et représentants des territoires concernés (réseau des pépinières d'entreprises, partenaires financiers, Pôles de compétitivité, représentants de la Métropole, la Direccte...). Ce comité serait chargé de sélectionner les dossiers éligibles sur la base d'un avis technique.
 - 3- Le comité d'engagement, composé des principaux financeurs du fonds (Métropole et Etat essentiellement), sera désormais co-présidé par un élu métropolitain et un représentant de l'Etat.
 - 4- Le fonds AMPA sera alimenté via des subventions versées par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il est proposé à chaque territoire, via son budget des états spéciaux, d'abonder le fonds en fonction de son « poids économique ». Ce poids est calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la CET versée par les entreprises. Ainsi, le CT1 représente 47% du « poids économique » global de la Métropole, le CT2 29%, le CT3 6%, le CT4 6%, le CT5 8% et le CT6 4%.
- Pour le budget 2019, il est par conséquent proposé les participations suivantes :
- | | |
|-------|-----------|
| CT1 : | 162.000 € |
| CT2 : | 100.000 € |
| CT3 : | 20.800 € |
| CT4 : | 20.800 € |
| CT5 : | 27.600 € |
| CT6 : | 13.800 € |

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 345.000 €.

Le fonds sera par ailleurs alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs.

En outre, la Métropole cherche à davantage diversifier les sources de financement du fonds et pour ce faire, ambitionne ainsi de se tourner vers :

- les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés par les services de l'Etat
- les participations bancaires (le Groupe Caisse des Dépôts a été sollicité)

Afin de prendre en compte l'ensemble des ajustements évoqués ci-dessus, une convention cadre sera signée entre la Métropole, l'Etat et l'opérateur (annexe 2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A193 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant le versement d'une subvention pour le Dispositif d'Amorçage Provençal et l'approbation d'une convention cadre ;
- La délibération n°2015_B753 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la nouvelle convention cadre pour le Dispositif d'Amorçage de Provence ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'ambition de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation.
- La pertinence de compléter la chaîne de l'Innovation en amont, par la mise en place d'un fonds d'amorçage qui puisse contribuer à attirer des projets innovants à forte potentialité de développement et à favoriser ainsi l'émergence et l'ancrage territorial d'entreprises nouvelles.
- L'expérience probante menée par le Pays d'Aix dans le cadre du Dispositif d'amorçage Provence.
- L'intérêt de déployer le dispositif sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est autorisé l'abondement de ce fonds par le versement d'une subvention annuelle à l'opérateur chargé du dispositif par les Conseils de Territoire composant la Métropole.

Article 3 :

Est approuvé le règlement du dispositif et la convention cadre joint en annexe .

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention tripartite et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 412

AVIS - Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Approbation des tarifs 2019 relatifs aux montants des loyers et provisions sur charges, aux participations aux frais de gestion du Forum et aux redevances d'occupation du domaine public

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés.

Le Technopôle ayant intégré la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} Janvier 2017 avec un rattachement au Territoire du Pays d'Aix, il convient de reconduire la grille tarifaire.

Cela concerne :

-1/ Le montant des nouveaux loyers :

Ne sont pas concernés les baux en cours qui disposent d'une clause d'indexation contractuelle, ainsi que les bâtiments occupés par Aix-Marseille Université (A.M.U) qui bénéficie, depuis l'origine, de conventions d'occupations à titre gratuit sur le loyer conformément aux délibérations du comité syndical du syndicat mixte de l'Arbois : n° 2002-449 (Villemin) du 21 mai 2002 - n° 2002-467 (chalet amagnétique) et n° 2002-470 (Laennec) du 27 juin 2002 - n° 2002-522 (Pasteur) - n° 2005-702 (Trocadero) du 20 juin 2005 - n° 2006-776 (Aster) du 23 juin 2006.

Cette exonération ne concerne pas les charges générales du site auxquelles l'A.M.U participe.

-2/ Les provisions sur charges :

Des provisions au m² occupé sont appelées avec le loyer, puis liquidées au regard des dépenses réelles de l'année précédente.

Un tableau récapitulatif des dépenses est réalisé en fin d'exercice, et un prix réel au m² est établi.

En fonction des dépenses de l'année N-1 il convient d'ajuster l'ensemble de ces charges.

-3/ Les participations aux frais de gestion de l'espace de conférence dit « LE FORUM » :

Outil de promotion du Technopôle, le Forum est un espace dédié à l'animation permettant aux structures technopolitaines et extérieures de réaliser leurs manifestations (colloques ou séminaires...)

-4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :

Ces redevances sont de plusieurs ordres :

-Mise à disposition de terrains nus :

Généralement de façon provisoire, certaines entreprises peuvent avoir besoin de la mise à disposition d'un terrain nu notamment aux fins de stockage ou d'expérimentation.

-Droits de place pour les camions de type « Food Truck » :

Afin de diversifier l'offre de restauration au sein du Technopôle, deux Food Truck viennent quotidiennement à l'heure du déjeuner.

-Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour

l'installation de distributeurs automatiques de produits alimentaires.

-Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour y installer des containers, récupérateurs de piles usagées, toners d'imprimante ou tout autre service permettant le recyclage de produits usagés, ou d'aide aux structures technopolitaines.

-Mise à disposition d'espaces dans le cadre de tournage de film :

Au regard des caractéristiques propres du site et de la place disponible nécessaire pour le stationnement des véhicules et matériels, le Technopôle peut accueillir ce type d'activité.

-Mise à disposition d'espaces dédiés à des activités de développement personnel et de bien-être :

Ce service donne lieu à la mise à disposition de salle entre 12h et 14h et concerne des associations ou personnes exerçant en nom propre pour y dispenser des cours (Yoga, sophrologie, ...)

Les reconductions tarifaires proposées sont les suivantes :

1/ Les loyers :

Chaque bâtiment se voit attribuer un prix de location en fonction de ses caractéristiques. Pour être maintenue, l'attractivité du Technopôle doit tenir compte du prix de bureau médian en Pays d'Aix qui est de 130€ m²/an.

L'offre du Technopôle est comprise entre 110 € m²/ à 160 € m²/an.

Il est proposé de maintenir l'ensemble du parc locatif aux prix déjà délibérés pour l'année 2018.

La tarification locative d'un nouveau bâtiment est à prendre en compte : Le Rifkin.

Ce bâtiment, actuellement en cours de construction par un promoteur privé, sera partiellement loué par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour y accueillir un hôtel d'entreprises et l'extension de la pépinière #Cleantech.

2/ Les provisions sur charges locatives :

Les provisions sur charges sont ajustées chaque année en fonction de la réalité des dépenses effectuées au cours de l'année précédente.

Elles se divisent en trois sous-sections.

-1/ Les charges liées au fonctionnement de la ZAC dans son ensemble :

La modernisation de la gestion de la sécurité actuellement en cours a permis d'installer sur l'ensemble de la ZAC un réseau de caméras.

Elle a permis aussi de sécuriser l'ensemble des bâtiments et des portes d'accès.

L'ensemble de ces mesures génère d'importantes économies ; elles permettent de ne plus renouveler

le marché de sécurité par lequel une présence humaine était prévue 24h/24.

Outre la sécurité, sont principalement concernées les charges suivantes : l'entretien des espaces verts, l'entretien de la voirie et les consommations des fluides (éclairage public, consommation d'eau, fonctionnement des brumisateurs de sécurité incendie).

-2/ Les charges propres au fonctionnement de chaque bâtiment :

Sont principalement concernés le ménage des parties communes, les différents abonnements (eau, EDF, ascenseur) et l'entretien courant.

La répartition de ces charges se fait au prorata de la surface louée et reste spécifique à chaque bâtiment. Il est proposé le maintien du montant des charges existantes au tarif déjà délibéré pour l'année 2018.

-3/ Les charges liées à la politique du tri sélectif :

La répartition de ces charges est calculée sur le nombre de salariés travaillant dans les locaux loués. Il est proposé le maintien du montant des charges existantes au tarif déjà délibéré pour l'année 2018.

3/ Les participations aux frais de gestion de l'Espace de conférence dit « LE FORUM » :

Il est proposé de les maintenir à l'identique en tenant compte du fait que les structures extérieures paient un tarif plus important que les structures technopolitaines.

4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :

Il est proposé de maintenir l'ensemble des redevances à l'identique.

L'ensemble des tarifs 2019 est détaillé dans l'annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°2016_CT2_107 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de fixer les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les tarifs relatifs aux montants des loyers, charges, participations aux frais de gestion du Forum et redevance d'occupation du domaine public du Technopôle de l'Arbois à compter du 1^{er} janvier 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 413

AVIS - Développement de l'offre immobilière d'entreprise du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Pépinière CLEANTECH et Hôtel d'Entreprises

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Gérée en régie directe par la Métropole Aix-Marseille Provence, depuis le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, le Technopôle de l'Arbois accueille 12 laboratoires de recherche, 3 Pôles de compétitivité, l'enseignement supérieur (BAC+4 à BAC + 8) d'Aix

Marseille Université dans le domaine des Sciences de l'environnement et près de 110 entreprises innovantes travaillant dans l'économie verte : pollution de l'eau, de l'air, des sols, gestion des risques, énergies et efficacité énergétique, mobilité, biodiversité, chimie verte, économie circulaire...

Ces entreprises innovantes sont implantées au sein des 7 Hôtels d'entreprises et de la pépinière #Cleantech du Technopôle de l'Arbois.

Crée depuis le 1er janvier 2017 par la Métropole Aix-Marseille Provence, la Pépinière d'entreprises #Cleantech affiche déjà un taux de remplissage de 100%. La situation est quasiment identique au sein des Hôtels d'entreprises du Technopôle, commercialisés à hauteur de plus de 90 %.

Ce succès cache en réalité une réelle difficulté, puisque la Direction du Technopôle de l'Arbois peine à répondre à la forte demande d'implantation formulée par de nouvelles start-up, mais également à permettre la croissance des start-ups déjà hébergées sur son territoire.

Aussi, au regard des attentes de nouveaux porteurs de projet d'entreprises d'intégrer le Technopôle de l'Arbois, mais également de certaines entreprises déjà implantées de bénéficier de surfaces plus importantes, la Direction du Technopôle de l'Arbois souhaitait saisir l'opportunité de la réalisation d'un nouveau bâtiment sur le Technopôle pour accroître ses surfaces locatives.

Bénéficiaire d'un bail à construction lancé par le Syndicat Mixte de l'Arbois en 2014, le Groupe ARTEA livrera d'ici le mois de mai 2019 un bâtiment d'une surface de 3 489m² répartis sur 5 niveaux. Ce nouveau bâtiment du nom de RIFKIN et qui propose d'importantes prestations environnementales (économie d'eau, d'énergie...) est une réelle opportunité pour permettre au Technopôle de poursuivre sa croissance.

Ainsi, le présent rapport propose que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse occuper et prendre à bail le 1er et le 2ème étage du bâtiment RIFKIN afin d'étendre le potentiels d'accueil du Technopôle de l'Arbois (pépinière et hôtel d'entreprises). Le Rez de chaussée, le 3ème et le 4ème étage étant à ce jour proposés à la société SOCOTEC (3ème et 4ème, soit 1449,32 m²) et à la société QISTA (Rez de chaussée, soit 390,36m²).

L'extension de la pépinière #Cleantech sur 724,66m² au 1^{er} étage du bâtiment, permettrait l'accueil de 10 à 15 nouvelles start-up. Là où le 2ème étage, voué à être un Hôtel d'entreprises supplémentaire de 724,66 m² également,

permettrait d'accueillir entre 3 et 5 entreprises plus matures.

Il convient de noter qu'au regard de la nature « fragile » de ces jeunes entreprises innovantes, le Groupe ARTEA ne bénéficiant pas de garanties financières suffisantes, n'est pas en mesure de contractualiser avec cette typologie d'entreprises. Le rôle de la puissance publique est ici de supporter ce "risque innovation" et permettre aux jeunes entrepreneurs du territoire de trouver les lieux adaptés à la réussite de leur projet.

La Métropole Aix-Marseille-Provence louerait ainsi auprès de la Société AIX ARBOIS filiale du Groupe ARTEA les 2 premiers étages pour une surface de 1449,32m² pour un montant annuel 188 411,60€ H.T. et H.C., sur la base d'un loyer annuel de 130,00€ H.T. et H.C. par m². A ce loyer s'ajoute 7 500,00€ H.T. et H.C., par an, pour 15 emplacements de parkings intérieurs, sur la base d'un loyer annuel de 500,00€ H.T. et H.C. par an.

Il convient par ailleurs de noter que lors de la première année de location, afin de permettre à la Direction du Technopôle de l'Arbois de commercialiser ces espaces, un loyer négocié sera appliqué. Ce dernier sera de 130 438,84€ H.T. et H.C., par an auxquels s'ajoute les 7 500,00€ HT de parking ; soit 137 938,84€ H.T. et H.C.

Cette location fera l'objet d'un bail commercial en état futur d'achèvement d'une durée de 15 ans soumise au vote du Bureau de la Métropole.

En face de ce coût, la Direction du Technopôle de l'Arbois sous louera ses espaces aux start-up sélectionnées pour intégrer le Technopôle ou celles déjà présentes et souhaitant se développer. Elle appliquera les tarifs locatifs suivants :

- Pour la pépinière : les loyers et charges applicable seront celles fixées par les délibérations relatives à l'établissement de ces tarifs. Pour rappel, les loyers et charges commencent à 85€ H.T. et H.C. par m² et par an pour la première année, à 140€ HT et HC pour la 5ème année. Le montant des charges étant de 35€TTC par m² et par an.

- Pour l'Hôtel d'entreprises, le tarif sera de 140€ HT et HC ; ce tarif étant le prix moyen en pays d'Aix de l'immobilier d'entreprises et le tarif appliqué en sortie de pépinière #Cleantech. Le montant des charges sera celui facturé par le bailleur à la Métropole Aix-Marseille Provence. Ce montant estimé par le bailleur est à 20€/m²/an.

Le delta entre le coût de cette location pour la Métropole Aix-Marseille Provence et l'entrée de recettes locatives sur ce bâtiment a été évalué à 40 000€ par an. Ce différentiel sera pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce coût sera forcément indexé au taux d'occupation et de

commercialisation des espaces et sera pris en charge par le budget Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet d'extension de la pépinière #Cleantech et de l'Hôtel d'Entreprises sur le Technopôle de l'Arbois au sein du bâtiment RIFKIN par la prise à bail de 2 étages d'une superficie de 724,66m² chacun ; soit 1449,32m².

Article 2 :

Est approuvée la sous location aux Startup souhaitant s'implanter sur le Technopôle ou se développer au sein du bâtiment RIFKIN :

- pour la pépinière CLEANTECH située au 1^{er} étage du bâtiment Rifkin : aux loyers et charges en vigueur et précédemment délibérés ;
- pour l'Hôtel d'entreprises situé au 2^{ème} étage du bâtiment Rifkin : pour un loyer de 140€ HT. Le montant des charges sera celui facturé par Ale bailleur à la Métropole Aix-Marseille Provence. Ce montant estimé par celui-ci est de 20€/m²/an.

Article 3 :

Est approuvée la prise en charge du différentiel par la Métropole Aix-Marseille-Provence entre les loyers perçus dans le cadre de l'activité des pépinières et de l'Hôtel d'entreprises et le coût de location des 2 étages.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
----------	----

Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 414

AVIS - Approbation du contrat de bail commercial en état futur d'achèvement et rémunération des honoraires de commercialisation en faveur du développement de l'offre immobilière d'entreprises du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée au sein du bâtiment RIFKIN

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Arbois bénéficiera au mois de mai prochain d'un nouveau bâtiment d'entreprises : le RIFKIN. Conçu par la société ARTEA, ce bâtiment de 3 489m² permettra de développer l'offre d'immobilier d'entreprises du Technopôle de l'Arbois arrivée à saturation.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite réaliser au sein de ce bâtiment un nouvel Hôtel d'entreprises de 724,66m² et assurer l'extension de la pépinière #Cleantech sur une surface identique.

Ceci permettra de renforcer l'offre locative du Technopôle de l'Arbois et d'accueillir 15 à 20 nouvelles Start-up sur ce territoire.

La Métropole Aix-Marseille Provence louerait ainsi auprès de la Société AIX ARBOIS filiale du Groupe ARTEA les 2 premiers étages pour une surface de 1449,32m² pour un montant annuel 188 411,60€ H.T. et H.C., sur la base d'un loyer annuel de 130,00€ H.T. et H.C. par m². A ce loyer s'ajoute 7 500,00€ H.T. et H.C., par an, pour 15 emplacements

de parkings intérieurs, sur la base d'un loyer annuel de 500,00€ H.T. et H.C. par an.

Il convient par ailleurs de noter que lors de la première année de location, afin de permettre à la Direction du Technopôle de l'Arbois de commercialiser ces espaces, un loyer négocié sera appliqué. Ce dernier sera de 130 438,84€ H.T. et H.C., par an auxquels s'ajoute les 7 500,00€ HT de parking ; soit 137 938,84€ H.T. et H.C.

Cette location fera l'objet d'un bail commercial en état de futur achèvement consenti pour une durée de 15 années entières et consécutives courant à compter de la date de prise d'effet.

En outre, ce bail a été négocié par un intermédiaire à savoir la société CBRE AGENCY, agissant en qualité de conseil en immobilier d'entreprise. Les honoraires de négociation sont à la charge du preneur correspondant à 10 % hors taxe du loyer annuel et hors charges, soit 19 591,16 euros HT payables à la signature du bail.

Aussi, le présent rapport passé en Bureau de la Métropole vise à approuver le contrat de bail commercial en état futur d'achèvement et la rémunération des honoraires de l'intermédiaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République .
- L'avis de la Commission Economique du 4 octobre 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bail commercial en l'état futur d'achèvement pour une durée de 15 ans entre la Société AIX ARBOIS filiale du Groupe ARTEA et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la rémunération de l'intermédiaire du bâtiment RIFKIN, la société CBRE AGENCY dont les honoraires représentent 10% hors taxes du loyer annuel et hors charges, soit 19 591,16€ HT, payables à la signature du bail.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer le bail et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour partie au budget 2019 sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, chapitre 011 fonction 61 natures 6132, 614 et 62268 et pour partie sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 27 fonction 01 nature 275.

Les recettes seront constatées pour partie sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, chapitre 75 fonction 61 nature 752 et chapitre 70 fonction 61 nature 70878 et pour partie sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 16 fonction 01 nature 165.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 415

AVIS - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération "Viabilisation du

secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois" à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Contexte de l'opération

Le Technopôle de l'Arbois a notamment en charge la gestion et l'aménagement de la ZAC du Petit Arbois qui a été créée en 1994 sur un périmètre de 75 ha, au sein d'un environnement naturel de grande qualité, sur le site d'un ancien sanatorium. Le site du Petit Arbois constitue un campus technologique qui accueille des laboratoires de recherche, des centres d'enseignement supérieur, des jeunes entreprises innovantes, des outils d'aide à la création d'entreprises (pépinière et pôles de compétitivité) qui œuvrent dans la performance environnementale et le développement durable.

La création, le développement et l'attraction de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois restent un des objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette fonction suppose une constante amélioration et adaptation de l'offre immobilière et foncière pour pérenniser les entreprises et les emplois sur le territoire.

L'opération consistera donc à viabiliser le secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois actuellement partiellement aménagé et peu organisé, afin de pouvoir développer une nouvelle offre de locaux dédiés à l'innovation et à l'accueil d'entreprises. Ce secteur occupe un vaste ensemble de 5,5 hectares, il doit être en capacité d'accueillir dans les prochaines années un potentiel de constructibilité d'environ 13 000 m² de surface de plancher, avec une mixité tant dans les formes urbaines que dans la programmation (laboratoires, bureaux, halles technologiques, plate-forme d'expérimentation, etc...).

Pour cela, de nouveaux équipements d'infrastructures (éclairage, réseaux divers, voiries, stationnement, gestion des eaux pluviales, mobilier urbain...) sont nécessaires à la viabilisation de ce secteur, avec une attention particulière sur la trame végétale.

Les objectifs poursuivis sur cette opération sont les suivants :

- Développer une offre de locaux dédiés à l'innovation et à l'accueil d'entreprises, avec une mixité tant dans les formes urbaines que dans la programmation (laboratoires, bureaux, halles technologiques, etc...).
- Offrir un cadre de travail qualitatif en préservant le cadre paysager existant, en créant des espaces publics fédérateurs

dans le respect de l'environnement privilégié du site.

- Relier le secteur Sud à l'existant, au moyen d'un maillage viaire privilégiant les déplacements piétons entre les bâtiments. Une attention particulière sera apportée aux accroches avec les autres secteurs aménagés de la zone d'activités au Nord et à l'Ouest.
- S'inscrire dans une démarche de développement durable, en assurant un traitement respectueux des espaces publics, de l'environnement et des paysages, tout en travaillant sur la sobriété énergétique et les espaces tampons de régulation thermique.

Cette opération cadre avec l'Agenda du développement économique métropolitain, dont un des dix objectifs prioritaires porte sur le développement de l'offre foncière et immobilière pour les entreprises.

À cet effet, l'opération d'investissement relative à la viabilisation du secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence s'élevant à 1 200 000 euros TTC, sera inscrite au budget 2019 et suivants de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Dans le cadre de cette opération, un financement sera alloué par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du CRET 2018-2020 à hauteur de 275 000 euros Hors Taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Équilibre Territorial.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Aix-en-Provence - Viabilisation secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois » pour un montant de 1 200 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits budgétaires relatifs à cette opération devraient être inscrits au BP 2019 et suivants, sous réserves de disponibilités.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 € TTC
CP 2019 : 420 000 € TTC
CP 2020 : 780 000 € TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 416

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Viabilisation du secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois" à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le Domaine du Petit Arbois à Aix-en-Provence constitue le cœur du Technopôle de l'Arbois. Cet écosystème singulier vise à accueillir des laboratoires de recherche, centres d'enseignement supérieur, jeunes entreprises innovantes, outils de création d'entreprises innovantes (pépinière et pôles de compétitivité) qui œuvrent dans la performance environnementale et le développement durable.

L'opération consistera à viabiliser le secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois actuellement partiellement aménagé et peu organisé, afin de pouvoir développer une nouvelle offre de locaux dédiés à l'innovation et à l'accueil d'entreprises. Ce secteur occupe un vaste ensemble de 5,5 hectares, il doit être en capacité d'accueillir dans les prochaines années une grande partie du potentiel de constructibilité résiduel de la ZAC : soit environ 13 000 m² de surface de plancher, avec une mixité tant dans les formes urbaines que dans la programmation (laboratoires, bureaux, halles technologiques, etc...).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 000 000 euros Hors Taxes, soit 1,2 M€ TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Région Provence Alpes Côte d'Azur CRET 2018-2020	27,5 %	275 000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	72,5 %	725 000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du n° URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Équilibre Territorial ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 autorisant l'opération « Viabilisation secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Viabilisation du secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence », et de solliciter les subventions nécessaires.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires devraient être inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous réserve de disponibilité.

La recette correspondante sera inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 417

AVIS - Demande de subvention d'investissement relative au déploiement du réseau de protection incendie de la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Descriptif de l'opération concernée :

Le Technopôle de l'Arbois a en charge la gestion et l'aménagement de la ZAC du Petit Arbois qui s'étend sur un périmètre de 75 ha, au sein d'un environnement naturel de grande qualité, sur le site d'un ancien sanatorium. Le site du Petit Arbois constitue un campus technologique qui accueille des laboratoires de recherche, des centres d'enseignement supérieur, des jeunes entreprises innovantes, des outils d'aide à la création d'entreprises (pépinière et pôles de compétitivité) qui œuvrent dans la performance environnementale et le développement durable.

Situé en limite d'urbanisation, à l'interface directe avec les espaces naturels et forestiers du Massif de l'Arbois, le Domaine du Petit Arbois est particulièrement menacé par les feux de forêt. Les importants feux de ces dernières années ont épargné le site, le dernier épisode majeur datant de 1997. Ce dernier a pu être détourné de sa course et ainsi ne pas endommager les installations du Petit Arbois notamment grâce au réseau de brumisation

installé dans les espaces forestiers sur un linéaire d'environ 1 600m.

La Direction du Technopôle a engagé en 2017 une étude avec le département « essais et recherche » de l'Entente pour la Forêt Méditerranéenne, afin d'étudier les pistes de renforcement et d'amélioration de ce dispositif de brumisation, qui présente actuellement des limites liées à son ancienneté et aux nouvelles technologies existantes.

Le projet vise donc à installer, à proximité immédiate des bâtiments et installations du Petit Arbois, des mâts équipés de systèmes d'aspersion d'une portée d'environ 30 mètres, permettant de créer un rideau d'eau homogène afin de protéger les équipements du site. Les équipements seront pilotés par un automate programmé en fonction des différents scénarios de feux prédéfinis.

L'opération sera réalisée dans le cadre de l'autorisation de programme « pérennisation du patrimoine ».

Le Département des Bouches-du-Rhône, dans sa politique de soutien financier au territoire, peut ainsi être sollicité pour l'obtention d'une subvention visant « l'aide à l'amélioration des forêts communales et à la défense contre les incendies ».

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 220 000 euros Hors Taxes, soit 264 000 € TTC. Le taux de la subvention est compris entre 20 % et 60 % du coût hors taxes du projet, en fonction de l'intérêt du projet, de son volume financier, mais aussi de la population de la commune ou du groupement bénéficiaire, de son potentiel fiscal et de son effort fiscal.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône		
Métropole Aix-Marseille-Provence		220 000 €HT *

* Le montant supporté par la Métropole sera diminué du montant de la subvention accordée par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône lorsque celui ci sera arrêté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « déploiement du réseau de protection incendie de la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence », et de solliciter les subventions nécessaires.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix aux budgets 2018 et suivants - Opération DI9045TT – Nature : 23158 – Fonction : 61.

La recette correspondante sera inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement au Chapitre 13 – Nature : 1323.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 418

Attribution d'une subvention de fonctionnement au CEA pour l'organisation du 5ème congrès international, nommé WONDER (Whorkshop On Nuclear Data Evaluation for Reactor applications)

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Commissariat à l'Energie Nucléaire et aux Energies Alternatives (CEA) de Cadarache sollicite une participation au financement d'une conférence internationale sur les problématiques des données nucléaires qui se déroulera sur le Territoire du Pays d'Aix.

Le département d'études des réacteurs (DER) du Pôle Energie Nucléaire organisera la 5ème édition de cette conférence internationale à Aix-en-Provence du 8 octobre au 12 octobre 2018.

Ce séminaire fera le point sur les avancées majeures, à la fois sur le plan expérimental (nouvelles mesures, nouvelles installations), sur le plan théorique (nouveaux modèles, nouveaux outils théoriques) et enfin sur les moyens disponibles pour valider les données nucléaires. Cette connaissance des données nucléaires contribuera à la constitution de bibliothèques internationales.

Les principales thématiques abordées porteront sur :

- Besoins en données nucléaires pour les applications de physique des réacteurs
- Nouvelles mesures de données nucléaires
- Evaluation des données nucléaires : théories, modèles, codes
- Incertitudes et matrices de covariances : méthodologie et nouveaux résultats
- Traitement et validation des données nucléaires

- Données spécifiques de décroissances radioactives
- Données spécifiques sur les réactions de fission nucléaires

L'objectif scientifique du séminaire est d'apporter des solutions et/ou des avancées nouvelles sur ces thématiques avec la volonté de faire progresser la connaissance des données nucléaires.

Une trentaine de laboratoires de recherche français et étrangers présenteront leurs activités autour de ces données nucléaires. L'atelier proposé à Aix-en-Provence a pour but de faire interagir ces experts afin de dégager les voies d'amélioration les plus prometteuses à explorer dans le futur. Pour les équipes françaises c'est une opportunité pour mettre en avant leur dynamisme dans la discipline et bénéficier, de plus, des avancées d'autres équipes de spécialistes.

De plus, la volonté des organisateurs de tenir cette conférence à Aix-en-Provence, devra permettre aux participants de découvrir le Territoire du Pays d'Aix.

Pour son organisation, le CEA de Cadarache sollicite une subvention de 3 000 € (trois mille euros) auprès du Territoire du Pays d'Aix sur la base d'un budget prévisionnel estimé à 31 700 € (trente et un mille sept cents euros).

N° GU	Manifestation date	Porté par	Domaine d'activité	Subvention n-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectif oui/non
Hors GU	Du 8 au 12 octobre 2018 Hôtel Roy René Aix-en-Provence	CEA Cadarache	ITER	10 000 € pour plusieurs actions	31 700 €	3 000 €	3 000 €	non

Cette demande a reçu un avis favorable de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture pour 3 000 € (trois mille euros), soit 9,47% du budget prévisionnel de la conférence.

Le reste des dépenses devrait être couvert par l'inscription des participants et un financement du CEA selon le budget prévisionnel suivant :

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ACTION/ MANIFESTATION			
CHARGES	Montants en euros ⁽¹⁾	PRODUITS	Montants en euros ⁽¹⁾
Charges spécifiques à l'action		Ressources propres	8 450 €
Achats	1 690 €	Ventes	
Prestations de services	5 000 €	Autres produits	
Transport	1 000 €		
Matières et fournitures		Taxe apprentissage	
Services extérieurs		Droits d'inscription colloque, congrès ou autre manifestation	20 250 €
Locations de salle		subvention université, CNRS, BQR...	
de matériels			
Nombre de repas/personnes/prix:			
Nombre pauses café/personnes/prix:	2 250 €	Subventions demandées	
Cocktail d'initiation, nombre de personnes/prix, date et lieu:		État, préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Total restauration:	20 760 €	CNRS	
Nombre de nuitées /personnes/prix et lieu:	23 010 €	Université(s)	
Total hébergement:		Région(s)	
Entretien		Département(s)	
Assurances		Commune(s)	
Autres services extérieurs		METROPOLE AIX-MARSEILLE	3 000 €
Honoraires		PROVENCE	
Vacations			
Publication des actes de conférence dans EPJ-N	1 000 €	Autres	
Publicité		CNASEA (emploi aidés, emplois jeunes...)	
Déplacements, missions		Fonds européens	
Préciser les destinations et leur nombre, coût par avion, train, bus		Dons, sponsors	
Total déplacements, missions:			
Autres frais généraux			
Actes du colloque, mise en ligne Internet...			
COÛT TOTAL DU PROJET	31 700 €		31 700 €

(1) Ne pas indiquer les centimes d'euros

La part de financement apportée par MAMP ne pourra excéder 50% des dépenses du budget prévisionnel. A titre exceptionnel, cette part de financement pourra être supérieure sur présentation d'un argumentaire détaillé sur décision de la Métropole.

En application de l'article L 1611-4 de la Loi n° 96-142 du 21 février 1996 du Code des Collectivités Territoriales et conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'autorité administrative pourra effectuer des contrôles concernant les dispositions financières (demande de production de devis, factures...).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16 du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au CEA d'un montant de 3 000 € (trois mille euros).

Article 2 :

Ce montant de 3 000 € est prévisionnel et sera versé en une seule fois sur présentation du bilan de la manifestation et du budget réellement dépensé, signé et certifié par le service des Finances du CEA.

A la lecture du bilan budgétaire, ce montant peut varier :

- Si le montant des dépenses afférentes à l'action est supérieur au montant prévisionnel, cette dernière participation ne sera pas réévaluée.
- A contrario, s'il est inférieur au montant prévisionnel, cette dernière participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires de 3 000 € (trois mille euros) sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix - ligne de crédit 1643 – chapitre 65 – fonction 61 – nature 657382 - « Organismes publics divers ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Emploi et formation

2018 CT2 419

AVIS - Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06€ pour un coût total éligible de 28 834 840,12 € dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Mobilisée sur l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », cette subvention globale doit permettre de poursuivre trois objectifs spécifiques :

- Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion (cibles attendues pour la période 2018-2020 : 11 115 inactifs et 1 160 chômeurs),
- Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion,
- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion.

Les crédits opérationnels visent à soutenir des projets en faveur de l'emploi et de l'inclusion, selon trois orientations :

- augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale, (Objectif Spécifique 1).

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours

d'insertion. Sont concernées, les actions visant à identifier les freins périphériques des personnes en parcours d'insertion par des diagnostics partagés, permettant de proposer différentes étapes constitutives du parcours (opérations visant à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi).

- mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion, (Objectif Spécifique 2).

Ces actions visent à une mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à davantage de choix professionnels et d'opportunités d'emploi (nouvelles pratiques de collaboration avec les employeurs, soutien aux nouvelles formes d'organisation du travail, définition d'approches et méthodes pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion). Les actions visant au développement de la responsabilité sociale des entreprises pourront également être financées, visant à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi.

- développer des projets de coordination et d'animation en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (Objectif Spécifique 3).

Ces actions visent à améliorer et optimiser les stratégies territoriales d'insertion afin notamment de rendre plus lisible l'offre d'insertion. L'objectif est également de penser collectivement la gouvernance et le contenu de l'offre d'insertion sur le territoire. Il s'agit de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.

La sélection des opérations pouvant faire l'objet d'un financement FSE passe par des appels à projet lancés pour chaque objectif spécifique. Trois appels à projet ont donc été publiés le 30 janvier 2018.

A la suite d'une instruction menée par les services compétents de la Métropole, 21 opérations concourant au développement de l'emploi et favorisant les parcours vers l'insertion professionnelle durable ont été sélectionnées.

Pour chacune de ces opérations, l'instruction a permis d'arrêter le coût total éligible des activités retenues ainsi que le montant de la subvention FSE correspondante, calculée sur la base du coût total éligible.

Ces montants figureront dans la convention d'attribution de la subvention FSE qui sera signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les structures porteuses des opérations sélectionnées. Suite à la signature de la convention, il sera proposé de verser une avance aux structures porteuses calculée sur la base de la subvention FSE attribuée.

Les opérations sélectionnées et les montants attribués sont les suivants :

Nom de l'opération	Organisme bénéficiaire	Coût total éligible de l'opération	Subvention FSE attribuée	Avance proposée
Objectif spécifique 1				
Accompagnement à l'emploi du PLIE MP Centre 2018-2020	Emergence(s) Compétences Projets	6 440 275,00 €	3 220 137,00 €	644 027,40 €
Mise en œuvre des parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi dans le cadre du dispositif PLIE du Pays d'Aix	CT2 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays d'Aix	2 926 232,25 €	1 463 116,12 €	292 623,22 €

Mise en œuvre d'un accompagnement renforcé et individualisé dans le cadre du PLIE du Pays de Martigues	CT6 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays de Martigues	1 368 318,81 €	684 159,81 €	136 831,96 €
Accompagnement à l'emploi du PLIE MP Ouest	PLIE MPM OUEST	1 199 882,55€	596 882,55€	119 376,51 €
Accompagnement à l'emploi du PLIE MP EST	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	1 208 064,71€	504 294,71€	100 858,94 €
PLIE Istres Ouest Provence - Construction parcours de retour à l'emploi	Réussir Provence	3 427 196,87 €	1 712 659,19 €	342 531,84 €
JOB ACADEMY	FACE SUD PROVENCE	60 742,72 €	30 371,36 €	9 111,41 €

Objectif spécifique 2				
Mobilisation renforcée des employeurs facilitant l'accès à l'emploi des personnes en difficulté et mise en œuvre des clauses sociales d'insertion	CT2 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays d'Aix	1 327 604,50 €	663 802,25 €	132 760,45 €
Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion; mise en œuvre des clauses sociales au sein du conseil de territoire 3	CT 3 Métropole Aix Marseille Provence Territoire du Pays Salonais	100 294,80 €	50 147,40 €	10 029,48 €
Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion, le Lab'emploi et la mise en œuvre des clauses sociales au sein du conseil de territoire 4	CT4 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays d'Aubagne et de l'Étoile	286 350,00 €	143 175,00 €	28 635,00 €
Relations entreprises et ingénierie	PLIE MPM OUEST	450 900,63 €	200 700,63 €	40 140,13 €
Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion	CT8 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays de Martigues	296 114,31 €	148 055,31 €	29 611,06 €

PLIE Istres Ouest Provence - Médiation emploi	Réussir Provence	1 069 952,19 €	534 976,10 €	106 995,22 €
Animation et mobilisation des entreprises - animation des clauses sociales	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	319 155,29 €	136 371,29 €	27 274,26 €
Ingénierie et développement du PLIE MP Centre 2018-2020	Emergence(s) Compétences Projets	2 320 231,01 €	1 160 116,00 €	232 023,20 €
Prospection et relations Entreprises du PLIE MP Centre 2018-2020	Emergence(s) Compétences Projets	1 197 032,00 €	598 516,00 €	119 703,20 €
Développement et mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics et privés	MAISON DE L'EMPLOI Ouest Provence	356 735,60 €	178 335,60 €	35 667,12 €

Objectif spécifique 3				
Animation du PLIE MP Centre 2018-2020	Emergence(s) Compétences Projets	1 684 986,00 €	842 493,00 €	168 498,60 €
Développement des projets de coordination de l'offre d'insertion dans le champ de l'ESS	CT2 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	267 807,40 €	133 903,71 €	26 780,74 €
Animation du PLIE et de la stratégie territoriale	PLIE MPM OUEST	356 767,64 €	178 767,64 €	35 753,53 €
Animation territoriale du PLIE MP EST	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	470 546,00 €	234 950,00 €	46 990,00 €
Total		27 135 190,28 €	13 415 930,67 €	2 686 223,27 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 ;
- Le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens ;
- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021-14/12/17 BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Les appels à projets FSE Objectif Spécifique 1, Objectif Spécifique 2 et Objectif Spécifique 3.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'inscription de l'inclusion active comme une des priorités fondamentales de l'Union Européenne au titre de la stratégie UE 2020.
- L'éligibilité au FSE des projets présentés et instruits suite aux appels à projet, publiés le 30 janvier 2018, ainsi que leur adéquation avec les priorités métropolitaines en matière d'emploi, d'insertion et de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les opérations sélectionnées dans le cadre des appels à projets pour la période 2018-2020 au titre de la gestion de subvention globale pour un coût total éligible de 27 135 190,28 euros dont 13 415 930,67 euros de part FSE.

Article 2 :

Sont approuvées les avances de subventions FSE à verser aux porteurs des opérations conventionnées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisée à signer les conventions et avenants attributifs de

subventions FSE ainsi que tout document afférent pour les opérations sélectionnées.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 420

Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, quatre opérateurs sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Sur une enveloppe inscrite au budget prévisionnel 2018 de 1.150.000 €, il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 145.000 €.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 2 axes d'intervention suivants :

- I. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique

II. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV* N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV* SOLLICITEE	SUBV* PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
-	METIERS ET PAYSAGES SAS	Démarrage d'une entreprise d'insertion innovante sur les « métiers verts »	-	59.161 € HT	30.000 €	30.000 €	OUI
0177	IE 13	Chantier d'insertion « Embellissement des espaces collectifs de proximité »	40.000 €	804.296 €	40.000 €	40.000 €	OUI
0414	MAISON DES METIERS DU PATRIMOINE	Chantier d'insertion « Restauration et entretien des espaces naturels et du patrimoine sur le PNRL »	45.000 €	648.500 €	75.000 €	60.000 €	OUI
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
0886	WIMOOV	Développement d'actions d'accompagnement à la mobilité des demandeurs d'emploi sur le Pays d'Aix	-	62.898,73 €	15.000 €	15.000 €	NON
TOTAL					160.000 €	145.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire « Développement Économique, Emploi et Agriculture » du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de ces demandes de subvention pour le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 145.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir :

- METIERS ET PAYSAGES SAS
- IE 13
- MAISON DES METIERS DU PATRIMOINE
- WIMOOV

Article 2 :

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs 2018 à conclure entre et la Métropole Aix-Marseille-Provence et les opérateurs :

- METIERS ET PAYSAGES SAS
- IE 13
- MAISON DES METIERS DU PATRIMOINE
- WIMOOV

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 145.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi » chapitre 65.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 421**Attribution d'une subvention dans le cadre de la Programmation 2018 du PLIE du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit notamment dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur une programmation commune bâtie avec les services de l'État, de la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Chaque année, Pole Emploi conduit des actions à travers des semaines thématiques et consacre une semaine particulière à la thématique du Handicap. Un comité de pilotage a été créé afin de définir les actions qu'il convenait de mener pour favoriser le retour à l'emploi des personnes « handicapées », plus particulièrement. Ce comité de pilotage est constitué de l'ensemble des partenaires du Service Public de l'Emploi mais également de l'ensemble des associations qui œuvrent dans ce domaine. Le PLIE a souhaité s'associer à cette semaine en mettant à disposition des demandeurs d'emplois des ateliers théâtre.

En effet, les demandeurs d'emplois et « handicapés » rencontrent souvent une problématique très marquée de désocialisation et donc d'exclusion. Cette action permet à chacun de trouver sa place dans la construction d'une mini pièce en choisissant son degré d'implication.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque

convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification d'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Proposition de subvention dans le cadre de la programmation 2018

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV* N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV* SOLLICITÉE	SUBV* PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2018_00 946	LE COLLECTIF DES SENS	CONJUGUONS NOS TALENTS	NC	12.140 €	5.140 €	5.140 €	NON
TOTAL					5.140 €	5.140 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 002-30/6/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de Métropole portant sur les modalités de décision d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire « Développement économique, Emploi et Agriculture » du 24 septembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en

complémentarité avec les actions conduites par les partenaires ;

- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE ;
- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée dans les domaines de l'insertion et de la remobilisation.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 140 € à l'association « LE COLLECTIF DES SENS ».

Article 2 :

La dépense de 5.140 € est affectée en autorisations d'engagement sur le service 9 « Fond Social Européen » chapitre 65 du budget 06 de la Métropole 2018.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2018 CT2 422

AVIS - Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles et de Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29/10/15 par le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 3 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles et de Saint-Cannat.

- Aix-en-Provence

⇒ Parcelle(s) : NM 86-88-91; Surface : 5 hectares 35 ares 53 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 590 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 326 000,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Eguilles

⇒ Parcelle(s) : AK 30 – BY 39 – BY 55 ; Surface : 1 hectare 35 ares 10 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 67 550,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 29 417,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

⇒ Parcelle(s) : BR 60 ; Surface : 68 ares 03 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 21 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 16 554,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles et de Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles et de Saint-Cannat, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 423

Attribution de subventions aux associations à caractère agricole

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de 14.000 € aux deux associations suivantes :

JEUNES AGRICULTEURS DES BOUCHES-DU-RHÔNE 4.000 €

GOUTEZ AU 13 (fonctionnement) 6.000 €

GOUTEZ AU 13 (journée de sensibilisation) 4.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire « Développement économique, Emploi et Agriculture » du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux deux associations sus-mentionnées, un montant total de subventions de 14.000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3D/6312/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Enseignement supérieur et recherche

2018 CT2 424

Approbation d'une convention avec Aix-Marseille Université pour l'organisation de l'édition 2019 de la "Fête de la science" au Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Fête de la science est une manifestation lancée en 1990 par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le but de favoriser la découverte par les jeunes scolaires des travaux menés au sein des laboratoires de recherche, dans le but de susciter des vocations vers les filières scientifiques et techniques.

La France organisera ainsi, en s'appuyant sur ses académies et Universités, la 28^{ème} édition de la Fête de la science du 6 au 14 octobre 2018.

Pour la 13^{ème} année consécutive, le Technopôle Arbois et ses partenaires, laboratoires de recherche et entreprises, accueilleront cet événement la journée du 11 octobre 2018.

Ainsi, près de 600 élèves sont attendus sur le Technopôle de l'Arbois. Ces élèves, en provenance des écoles primaires et secondaires de toute l'Académie Aix-Marseille, pourront visiter une quinzaine de laboratoires et start-ups qui expliqueront leur métier et exposeront leurs technologies.

Ceci fait du Technopôle de l'Arbois le 1^{er} village des Sciences de l'environnement de France.

Pour éveiller l'intérêt des jeunes scolaires vers les sciences de l'environnement, les équipes du Technopôle de l'Arbois proposeront à la visite une trentaine d'ateliers pédagogiques et organiseront en parallèle 5 conférences thématiques.

En outre, pour les élèves du secondaire, des rencontres avec les chercheurs/ingénieurs du Technopôle seront organisées pour répondre, de façon personnalisée, à toutes leurs questions.

Pour ce faire, au-delà des équipes du Technopôle de l'Arbois, plus d'une quarantaine de bénévoles issus des laboratoires et entreprises présents sur le Technopôle ou partenaires seront mobilisés.

Notons ici qu'à travers cette opération pédagogique pour les scolaires, la Fête de la Science permet également au Technopôle d'ouvrir ses portes et de mieux faire connaître ses richesses et atouts économiques et scientifiques.

Aussi, pour mener à bien cette opération, le Technopôle participe à l'organisation et à la logistique de l'événement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire « Développement économique, Emploi et Agriculture » du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la manifestation « Fête de la science »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université qui encadre l'organisation de la Fête de la science sur le Technopôle de l'Arbois, le 11 octobre 2018.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et tout document afférant à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Commerce et artisanat

2018_CT2_425

Attribution d'une subvention à une association de commerçants et artisans

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par le Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel au Territoire du Pays d'Aix.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 5.000 € à l'association « Coeur d'Eguilles », dont la vocation est l'animation commerciale du centre-village et qui se propose de créer la première édition du « Salon du Consommez local, Consommez artisanal ».

Ce salon aura lieu le dimanche 7 octobre 2018 dans la salle Georges Duby, en partenariat avec la CMAR.

La demande a été examinée au regard des critères adoptés par le Conseil Communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 (délibération n°2011_A195).

La subvention présentée tient compte de l'impact de son action sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

• Subvention au titre d'une action :

N° GU	Manifestation + Date	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs ou/non
914	Salon « Consommez local, Consommez artisanal » 07 /10/2018	Coeur d'Eguilles	Animations commerciales du centre-village	Pas de demande	7 300 €	5 000 €	5 000 €	Non
	TOTAL			0 €	7 300 €	5 000 €	5 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1511 1-2, L.1511 1-3 et L.1511 1-4;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant les critères d'attribution de

subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;

- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire « Développement économique, Emploi et Agriculture » du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté en 2018 par cette association favorise l'activité commerciale et artisanale de proximité et qu'elle est initiatrice de projets de dynamisation du centre-village,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 000 € à l'association « Cœur d'Eguilles ».

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3F/632/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire

2018 CT2 426

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron pour l'accompagnement à la classification et la promotion des Olympiades

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2)

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du conseil métropolitain du 28 avril 2016 (HN088-291 /16/CM)

et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre 2017 sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oenotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel. L'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron est l'un des Offices pilier sur lequel s'est appuyé le développement de ce schéma.

Afin de répondre aux enjeux des prochains projets touristiques et notamment des Olympiades internationales IVV 2019, l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron propose d'apporter son expertise à l'organisation de cette manifestation internationale.

Afin de mener à bien cette mission l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour une aide financière de 2 500 €.

N° GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONVENTION
2018*937	Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron	Coordination et accueil des équipes techniques Olympiades 2019	0	6 370 €	2 500 €	2 500 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN021-049/16 du Conseil Métropolitain du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°2017_CT2_275 du 6 juillet 2017 portant attribution d'une subvention à l'OT de la Roque d'Anthéron dans le cadre de sa politique d'amélioration de la qualité et de l'attractivité touristique ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 2 500 € à l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron pour coordonner les différents acteurs des Olympiades.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3T/633/657382 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 427

Attribution d'une subvention de 5 000 € au Comité Départemental 13 de la Fédération Française des Sports Populaires (CDSP)

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Comité Départemental 13 de la Fédération des Sports Populaires anime et coordonne, sur notre territoire, le réseau des marches populaires (5, 10 et 20 km). Cet organisme s'inscrit dans le schéma de développement touristique pour ce qui concerne la filière « Activités de Pleine Nature ». C'est aussi un acteur incontournable dans la démarche de sensibilisation du « Sport Santé » menée par l'État et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie au titre de la campagne « Sport sur ordonnance ». Incontournable aussi car cette pratique s'adresse à tous : familles, groupes, individuels, seniors, et quelques-unes de ces marches aux personnes à mobilité réduite. Ces marches sont destinées à tout le monde sans distinction. Une ou deux fois par an ces itinéraires font l'objet d'un événementiel destiné à animer la commune dans laquelle il a lieu (voir calendrier 2018 ci-dessous).

Pour l'année 2018, cette association a inscrit 4 actions dans son programme d'activités et son budget prévisionnel, détaillés dans les paragraphes suivants.

Pour mener à bien ce programme, l'association sollicite le soutien financier du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 5 000 € (dossier-père n° 2018-00929).

Ce programme global de mise en place de la destination internationale IVV (Internationaler Volkssport Verband) - Pays d'Aix « Randonnées et Tourisme » impacte non seulement la population locale mais également les touristes-marcheurs IVV qui viennent des quatre coins du monde.

Le Comité Départemental 13 est en charge de la maintenance, du développement, de la programmation et de l'animation des marches suivant le calendrier ci-dessous, pour 2018 :

CALENDRIER 2018 DES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LES COMMUNES SUR LES CHEMINS DES MARCHES POPULAIRES		
Dates	Communes	Marches
29 avril	Saint-Cannat	Des Epouvantails
6 mai	Les Pennes-Mirabeau	Du marché aux Plantes
10 juin	Gréasque	De la Mine
13 juillet	Jouques	Des Senteurs
2 septembre	Aix-en-Provence	Sur les pas de Cézanne
16 septembre	Mallemort	Du patrimoine
17 septembre	Fuveau	De la Montagne Bleue
14 octobre	La Roque d'Anthéron	De la Soupe
21 octobre	Pertuis	Des Vendanges
5 novembre	Rognes	De la Courge
2 décembre	Simiane-Collongue	Du Marché de Noël
17 décembre	Lambesc	De Noël

Les quatre actions entreprises pour l'année 2018, se déclinent de la façon suivante :

1. DÉVELOPPEMENT ET ANIMATION DES MARCHES POPULAIRES – GU 2018-00930 – SUB : 1 000 €

Cette implication impose des déplacements réguliers pour :

- créer de nouvelles marches populaires : Gardanne et Trets (demandes en cours d'affiliation)
- assurer l'entretien des 13 parcours existants ainsi le balisage des parcours à mettre en place, et déterminer une procédure suivie et régulière
- démarcher les prestataires susceptibles de participer aux postes de contrôle

Le Pays d'Aix est le pilote technique national sur lequel repose le développement de la fédération à toutes les Régions de France.

2. SALON DE LA RANDONNÉE A LYON (MARS) – GU 2018-00931 – SUB : 1 000 €

Même si un certain nombre de marcheurs reste fidèle, un effort doit être fait pour faire rayonner la démarche auprès des résidents du territoire. En effet cette pratique de « sport pour tous » d'origine allemande a été introduite et s'est développée initialement dans l'est de la France. Les marches développées dans le midi l'ont été grâce à l'initiative du directeur de l'Office de Tourisme de la Roque

d'Anthéron. La présence du Comité Départemental 13 qui réserve un stand au Salon de la Randonnée à Lyon (sur 3 jours) tous les ans (15 000 visiteurs) permet de promouvoir cette pratique dans le midi de la France.

3. SALON DES SPORTS A AIX-EN-PROVENCE (SEPTEMBRE) – GU 2018-00932 – SUB : 500 €

Présent depuis 5 ans au Salon des Sports pendant 3 jours en septembre sur la commune d'Aix-en-Provence, le Comité Départemental 13 connaît un nombre croissant de participants. Une marche accompagnée par un guide est organisée 2 fois/jour au cours de cet événement

4. MAINTENANCE TECHNIQUE ET ANIMATION DU RESEAU DES MARCHES POPULAIRES – GU 2018-00933 – SUB : 2 500 €

La maintenance technique et l'animation de ce réseau se fait tout au long de l'année de façon récurrente sur chaque boucle. Pour 2019 cette maintenance permettra de valoriser, dans des conditions optimales, les Olympiades 2019 qui se dérouleront sur les communes de notre territoire tout en mettant en synergie ses forces vives : offices de tourisme et syndicats d'initiative, hébergeurs, producteurs, mais aussi organes de sécurité, ... etc.

C'est pour mener à bien toutes ces actions que le Comité Départemental 13 sollicite l'aide financière globale à la Métropole-Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 5 000 €.

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN021-049/16 du CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La manne économique que constituent les actions menées par cette association mais également son implication dans le « sport santé ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle de fonctionnement de 5 000 € pour l'année 2018 au profit du Comité Départemental des Sports Populaires 13 (CDSP 13) pour l'organisation des actions détaillées ci-dessus.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3T/633/6574 du budget 2018 de la Métropole qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

N° GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONVENTION
2018*930	Comité Départemental 13 de la FFSP	Develop. Et Anim. Marches Populaires	0	2 300 €	1 000 €	1 000 €	Non
2018*931		Salon International de la randonnée à Lyon	0	2 000 €	1 000 €	1 000 €	
2018*932		Salon des Sports Aix-en-Provence	0	1 050€	500 €	500 €	
2018*933		Maintenance technique et animation du réseau des MP	0	4 990 €	2 500 €	2 500 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 428

Attribution d'une subvention à l'association La Carbouniero de Prouvènço pour l'animation et le développement touristique du Musée de la Mine à Gréasque

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association la Carbouniero de Prouvènço regroupe plusieurs communes du bassin minier au sein du territoire du Pays d'Aix.

Son action est essentiellement basée sur la promotion et l'animation de ce bassin afin de valoriser, développer et préserver un patrimoine historique et industriel riche.

C'est au cœur d'un territoire ensoleillé, au pied d'un Grand Site de France®, la montagne Sainte Victoire, et à l'est du massif de la Sainte Baume que se situe ce bassin minier provençal. Sa situation géographique est donc particulièrement propice au tourisme.

Ce territoire possède aussi un patrimoine immatériel non exploité représenté par des interviews d'anciens mineurs, une documentation importante et surtout des mineurs volontaires prêts à rencontrer les visiteurs et à leur raconter l'histoire de la mine.

Enfin, l'association gère le Musée de la Mine qui est au centre d'un GR de Pays® développé en partenariat avec tous les acteurs de ce bassin (les Territoires du Pays d'Aix et d'Aubagne, la Fédération Française de Randonnée Pédestre, Provence Tourisme etc ...) et qui doit être inauguré en fin d'année, lors de la célébration de la Sainte Barbe.

L'association est particulièrement impliquée dans le développement de ce grand projet et aide à promouvoir les particularités minières de l'identité provençale mais également à mobiliser les différents acteurs du bassin.

Afin de poursuivre et d'amplifier son action en matière de promotion et d'animation du bassin minier, l'association sollicite une aide de 10 000 € pour le fonctionnement global de l'association et de son Musée de la Mine.

Cette subvention représente 5,8 % du budget global de l'association.

N° GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONVENTION
2018°966	La Carbouniero de Prouvènço	Fonctionnement général	0	172 500 €	10 000 €	10 000 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16 du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le travail de l'association aux actions de promotion du bassin minier.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle de fonctionnement de 10 000 € pour l'année 2018 à l'association Carbouniero de Prouvènço pour le

développement touristique du bassin minier, de la mémoire minière et des particularités minières de l'identité provençale.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3T/633/6574 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 429

Approbation d'une convention de partenariat et de participation financière au Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route n° 8 « la Méditerranée à vélo » pour 2019-2021

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 29 octobre 2015, le Bureau communautaire de la CPA validait une convention de partenariat 2016-2018 avec le Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route N°8 permettant au comité d'itinéraire d'assurer la continuité de l'itinéraire, de jalonner l'eurovélo 8 de manière continue de la frontière espagnole à la frontière italienne, de structurer l'offre touristique, qualifier les services et favoriser l'intermodalité et de

mettre en œuvre la stratégie de communication et de promotion de l'eurovélo 8.

Le 12 octobre 2016, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix validait l'engagement financier porté à 10 000 € dès 2017, dans le cadre de l'avenant n°1 à la convention de partenariat financière au comité d'itinéraire de l'eurovélo route n°8.

Un avenant N°2 à la convention de partenariat initiale a été voté en Conseil de Territoire le 12 octobre 2017 afin de :

- Permettre à trois nouveaux partenaires de rejoindre le comité d'itinéraire en devenant partie de la convention,
- Actualiser le plan d'actions de la convention et son budget,
- Modifier les modalités de versement de la participation financière annuelle des co-financeurs.

Aujourd'hui, il s'agit de voter une nouvelle convention triennale 2019-2021.

Pour rappel :

Les Eurovélo routes sont de grands itinéraires en projet, parcourant l'Europe sur 70 000 km. Ces véloroutes sont en grande partie aménagées sur des voies dédiées aux cyclistes (voies vertes, pistes cyclables). Ces itinéraires sont un véritable enjeu pour le développement du tourisme et de l'éco-mobilité, qu'ils peuvent fortement stimuler dans les territoires traversés.

L'itinéraire eurovélo 8 :

L'eurovélo 8 traverse l'ex-Région Languedoc-Roussillon et la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans sa globalité elle s'étend sur une distance de 5 388 km et reliera à terme Cadix, en Espagne, à Chypre, à travers onze pays du bassin méditerranéen (Chypre, Grèce, Albanie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovaquie, Italie, Monaco, France, Espagne), de quoi attirer les clientèles touristiques de plus en plus amatrices d'itinérance à vélo. En France, l'itinéraire s'étend sur 700 km.

Gouvernance :

En février 2015, sous l'impulsion de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, un comité d'itinéraire interrégional constitué de l'État, des Régions maîtres d'ouvrage, des collectivités locales et des acteurs du tourisme est constitué.

L'adhésion au comité d'itinéraire :

Adhérer à un comité d'itinéraire fonde un engagement des collectivités concernées à ce que l'itinéraire soit réalisé dans les meilleurs délais en assurant une cohérence des aménagements cyclables, la signalisation, la qualité des services

touristiques ou encore l'image et les supports de communication.

Le comité d'itinéraire permet également de mutualiser les efforts afin d'obtenir des subventions (CPER 2015-2020, financements européens) pour la réalisation d'études, d'aménagements, d'équipements, et des actions communes (charte graphique, plate-forme internet, événementiels, éductours, enquête de fréquentation...).

Enfin, le comité d'itinéraire offre un cadre propice au transfert d'expérience et à l'échange de bonnes pratiques sur des thématiques diverses liées à un itinéraire et qui concernent l'ensemble des partenaires : intermodalité, déplacements quotidiens, services touristiques. Il permet le lancement d'actions de communication en cohérence avec l'identité, les valeurs et les cibles de l'itinéraire.

La participation à un Comité d'Itinéraire requiert un investissement à la fois humain et financier. Ses membres doivent par conséquent intégrer la nécessaire mise à disposition des ressources humaines pour le pilotage et la participation à des comités techniques et comités de pilotage.

Bilan des trois années 2016-2018 (en annexe 1), cadre de la première convention :

Bilan financier : En 2016, 12 partenaires ont rejoint le Comité de Pilotage. L'appel à contribution a été partiel et la CPA à l'époque a financé 183,40 € sur les 5 000 € prévus. En 2017, il y avait 18 partenaires pour un budget de 123 376 €. L'appel à contribution s'était alors élevé à 5 100,95 € sur les 10 000 prévus. En 2018, toute l'enveloppe prévue pour les 21 partenaires (175 000 €) devrait être consommée.

Le budget consommé sur les trois années devrait avoisiner les 350 000 €.

Bilan des actions :

- Itinéraire et jalonnement : le jalonnement était de 0 % en 2016, il sera de 80 % fin 2018. Certains tronçons seront cependant des itinéraires provisoires et ne seront pas décrits comme accessibles à tous les publics. C'est le cas des 30 km prévus en jalonnement entre Jouques et la gare de Meyrargues, jalonnement provisoires en attendant les aménagements définitifs entre Saint-Paul-les-Durance et Vinon sur Verdon.
- La communication : De gros efforts ont aussi été fournis en matière de communication : la création d'un logo, un site Internet grand public, un carnet de route, une inauguration et des flyers pour l'été 2018, une gestion des réseaux sociaux, des animations « plus belle la

voie » organisées chaque année sur un tronçon

Le plan d'actions de la nouvelle convention concerne cinq volets dont les actions seront détaillées chaque année et revues par le comité de pilotage :

1. Communication / Promotion : augmenter la notoriété de la Méditerranée à Vélo
2. Évaluation : Observer la fréquentation, les retombées et la satisfaction
3. Services : Renforcer l'offre de services autour de l'itinéraire
4. Intermodalité : Améliorer les accès intermodaux à la véloroute (AMO)
5. Infrastructure : Assurer la continuité de l'itinéraire, en particulier son jalonnement, et le pérenniser. Objectif 100 % de l'itinéraire en 2025.

Le budget global sur les trois prochaines années est évalué à 570 000 €, réparti sur les 22 partenaires financiers.

Les deux tiers seront attribués au financement de la communication et de la promotion de l'itinéraire (396 300 €) et une coordination générale (assistance à maîtrise d'ouvrage) est établie à 15 000 € et inclut la mobilisation/réunions, la veille et l'enrichissement du partenariat.

Les actions seront débattues et validées en Comité de Pilotage chaque fin d'années en fonction des priorités pour l'année suivante et suivant les enveloppes définies.

Le comité d'itinéraire rassemble l'ensemble des partenaires du projet Eurovélo 8 en France. Il comprend les signataires de la convention et les représentants de toute collectivité, association, entreprise ayant un intérêt pour le projet.

Le paiement de la participation financière, à hauteur de 10 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix, sera mandaté après réception d'un titre de recette établi par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au premier semestre de chaque année. En fin d'année un état récapitulatif des dépenses réalisées sera envoyé à chaque partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_B539 du 29 octobre 2015 du Bureau communautaire de la CPA approuvant la convention de partenariat et la participation financière au Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route n°8 ;
- Les délibérations n°2016_CT2_213 du 12 octobre 2016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et n°2017_CT2_453 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvant deux avenants à la convention ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'opportunité d'avoir sur le Territoire du Pays d'Aix un itinéraire cyclable européen augmentant l'attractivité de la destination.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention de partenariat et de financement du comité de la Méditerranée à Vélo.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6281.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 430

Attribution d'une subvention à l'association Vélo Loisir Provence pour l'accompagnement au développement touristique du Pays d'Aix à Vélo

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le développement de l'activité vélo en France progresse chaque année sur un rythme à deux chiffres. Le cyclotourisme, quant à lui, est un levier économique très porteur. Respectueux de la Nature, ce touriste dépense en moyenne 30 % de plus qu'un touriste lambda.

Une étude de la Direction Générale des Entreprises en 2016 a montré que le tourisme à vélo est une filière économique en plein essor. Son développement correspond à une évolution profonde des pratiques touristiques vers plus de bien-être, d'attention portée à l'environnement, aux choix de consommation et au partage. La France est en deuxième position des destinations mondiales du tourisme à vélo, après l'Allemagne. Les étrangers représenteraient à eux seuls 25 % des touristes ayant recours à ce mode de découverte.

Le tourisme à vélo, qui représentait 9 millions de séjours au cours desquels les Français ont pratiqué le vélo ou le VTT en 2016 et en France et un chiffre d'affaires global estimé à 2 milliards d'euros, est l'une des filières les plus dynamiques du marché touristique français.

Face aux aléas climatiques et aux difficultés de déplacement, la pratique du vélo est devenue incontournable. L'État, les Régions et les Collectivités territoriales l'ont bien compris et travaillent à mailler le territoire d'espaces dédiés au vélo : parcs à vélo, bandes ou pistes cyclables, voies vertes. La Région de la Loire a été la première à créer un « cheminement » touristique à vélo long de 800 kilomètres. L'itinéraire jalonne les richesses patrimoniales, gastronomiques et viticoles tout en proposant un accueil adapté aux touristes à vélo.

L'association Vélo Loisir Provence (VLP) créée en 1996 est une association de type loi 1901 dont le but est de développer, d'accompagner, de promouvoir et d'animer le tourisme à vélo sous toutes ses pratiques en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour cela elle rassemble les prestataires liés au tourisme : hébergeurs (hôtels, gîtes, chambres d'hôtes, camping,...) loueurs de cycles, accompagnateurs, gestionnaires de sites de visite (loisirs, produits de terroirs, culture,...), offices de tourisme, restaurateurs, transporteurs, tour opérateurs et Collectivités territoriales.

VLP est une référence en matière d'expertise en animation de réseaux : l'association a réalisé la mise en tourisme à vélo des deux Parcs Naturels Régionaux voisins : le Lubéron et le Verdon mais aussi sur la Communauté de Communes Pays de Forcalquier – Montagne de Lure. L'association travaille également en étroite collaboration avec le Conseil Régional PACA puisque c'est elle qui l'accompagne sur l'itinéraire et la promotion de la Méditerranée à vélo, projet européen qui traverse onze pays de l'arc méditerranéen reliant Chypre à Cadix sur une longueur de 5 388 km (dont 700 km en France du Perthus à Menton).

L'association participe également à la révision du Schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes, à l'harmonisation du référentiel « Accueil Vélo » avec le référentiel national France Vélo Tourisme et participe aux travaux du Comité Itinéraire de la ViaRhôna aux côtés du Conseil Départemental 13 sur Arles. Elle a également réalisé l'itinéraire « Le Pays d'Aigues à Vélo » traversant 11 communes sur 91 kilomètres. Une application mobile destinée à géolocaliser les prestataires touristiques adhérents et les équipements publics à proximité des itinéraires a également été conçue par cette association.

De son côté, le Territoire du Pays d'Aix, dont la filière « activités de pleine nature » s'inscrit dans son Schéma de Développement Touristique voté en 2012 intensifie la réalisation d'itinéraires pédestres et cyclotouristiques ; la manne économique que représente cette forme de tourisme est effectivement très importante.

Le projet de développement du tourisme à vélo sur le territoire du Pays d'Aix s'inscrit dans le cadre de politiques publiques de planification et de développement des itinéraires cyclables menées à l'échelle régionale et départementale via le schéma régional des véloroutes et voies vertes et le schéma directeur vélo départemental.

L'accompagnement proposé par l'association s'inscrit ainsi totalement dans le cadre de la stratégie de développement touristique régionale avec le déploiement de la marque Accueil Vélo piloté par la Région Sud Provence-Alpes-côte d'Azur, le lancement de la Méditerranée à Vélo qui traverse Jouques, Peyrolles et Meyrargues et est en cohérence avec l'accueil des Olympiades IVV Internationales 2019.

Pour garantir le meilleur accueil de ces touristes il est nécessaire de présenter une offre structurée et qualifiée : des démarches de mise en réseau de prestataires sont à envisager afin d'assurer l'harmonisation de la qualité de l'offre et des services.

Les actions développées :

- Vélo Loisir Provence propose ainsi de réunir l'ensemble des prestataires privés situés à proximité des parcours cyclables définis comme « le Pays d'Aix à Vélo » en 2017.

L'association organisera des journées de sensibilisation à la démarche « Accueil vélo » en partenariat avec Provence Tourisme et des éductours techniques sur les itinéraires définis.

- Elle s'occupera également de mobiliser les acteurs professionnels autour de la labellisation et propose d'en préparer une quinzaine à devenir des « ambassadeurs » de la marque.
- Parallèlement, VLP identifiera des pistes de réflexion pour prioriser et mettre en cohérence la réalisation des itinéraires du Pays d'Aix à vélo.
- Enfin, VLP participera à la réflexion concernant les activités « vélo » proposées lors des Olympiades 2019.

Afin d'accompagner ce développement touristique, l'association Vélo Loisirs Provence sollicite une aide de 10 000 € pour l'action d'animation et de développement touristique du Pays d'Aix à Vélo.

Le montant de cette subvention représente 50 % du montant de l'action et 2,8 % du budget prévisionnel global de l'association.

N° GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONVENTION
2018*962	Vélo Loisir Provence	Animation et développement touristique du Pays d'Aix à vélo	0	20 000 €	10 000 €	10 000 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16 du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 24 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du territoire Pays d'Aix de développer la filière cyclotouristique dont les retombées économiques sont particulièrement importantes.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle de fonctionnement de 10 000 € pour l'année 2018 à l'association Vélo Loisirs Provence pour l'animation et le développement touristique du Pays d'Aix à vélo.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la ligne 3T/633/6574 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Environnement

2018 CT2 431

Rapport sur la situation 2018 en matière de Développement Durable de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 » soumet les collectivités territoriales et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, de plus de 50 000 habitants, à la présentation, préalablement au débat sur le projet de budget, d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de Développement Durable.

Ce document s'inscrit dans un contexte général de transparence et d'information à destination des citoyens, dans le sens d'une plus grande intégration du Développement Durable à tous les niveaux.

La présentation du rapport à l'assemblée délibérante est ainsi l'occasion de remettre au centre du débat démocratique les choix de l'action publique au regard du Développement Durable, de faire évoluer la maquette budgétaire en adéquation avec les enjeux locaux et les orientations stratégiques retenues.

Afin de répondre à cet objectif, le Rapport Développement Durable (RDD) se doit, d'une part, de proposer un tableau le plus exhaustif possible des stratégies et actions portées par la Métropole et ayant un impact au cœur du triptyque : social, économie et environnement.

Il se doit, d'autre part, de proposer des éléments tangibles d'évaluation, qui non seulement doivent apporter une information quant à la durabilité des politiques portées par la collectivité, mais également, doivent pouvoir être capitalisés, afin de témoigner de la progression de l'engagement sur la durée.

En 2017, le choix a été fait de mettre en exergue dans le Rapport Développement Durable, les politiques initiées par la Métropole, ayant une portée environnementale.

En 2018, il est proposé de mettre en lumière les actions générées par ces politiques, afin de leur donner à la fois une plus grande visibilité, mais également d'apporter de réels éléments d'évaluation.

A cet effet, et pour répondre au mieux aux caractéristiques particulières de la Métropole, il a été proposé d'adosser ce Rapport aux cinq axes de la Stratégie Environnementale Métropolitaine, afin d'apporter une vision cohérente et plus signifiante. Sont également pris en compte les 17 objectifs Développement Durable (ODD) mondiaux déterminés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Les cinq axes définis par la stratégie environnementale sont :

- **Axe 1 : Renforcer la culture environnementale et favoriser le changement des comportements.**
- **Axe 2 : Remettre l'Humain au cœur de l'environnement.**
- **Axe 3 : Préserver et enrichir le Capital Nature.**
- **Axe 4 : Faire de l'environnement un sujet d'attractivité.**
- **Axe 5 : Ouvrir la Métropole à la Méditerranée et au Monde.**

Cette interactivité entre le Rapport Développement Durable et la Stratégie Environnementale, entre pleinement dans la volonté de la Métropole d'apporter du sens et de la visibilité mais également de la mutualisation y compris dans les outils d'aide à la décision.

Par ailleurs, le RDD prend également en compte, dans la limite des compétences métropolitaines, les 17 objectifs mondiaux du Développement Durable (ODD) développés dans le cadre de l'Agenda 2030 établi par les Etats membres de l'ONU et qui s'inscrivent dans une démarche de progrès et d'équité entre les peuples, les sexes et les générations.

Ces ODD, qui sont soutenus et encouragés par le Ministère de la transition écologique et solidaire sont :

- **L'éradication de la pauvreté et de ses indignités ;**
- **La disparition de la Faim et l'accès pour tous à une alimentation de qualité ;**
- **L'accès à une bonne santé et au bien-être pour tous ;**
- **Le développement d'une éducation de qualité ;**
- **L'égalité entre les sexes ;**
- **L'accès généralisé à une eau propre et potable et un assainissement efficace ;**
- **Le développement d'une énergie propre et abordable ;**
- **Un travail décent pour tous et une croissance économique durable ;**
- **Le développement maîtrisé de l'Industrie, des innovations et des infrastructures ;**
- **La réduction des Inégalités ;**
- **La généralisation de villes et de communautés responsables et durables ;**
- **La recherche d'une consommation et d'une production responsables ;**
- **La lutte contre le changement climatique ;**
- **La préservation de la biodiversité aquatique ;**
- **La préservation de la biodiversité terrestre ;**
- **Le développement de la Paix, de la Justice grâce à des institutions efficaces ;**

- **Le développement de partenariats pour la réalisation des objectifs.**

La prise en compte des ODD dans les éléments d'évaluation des politiques métropolitaines est un gage de respect territorialisé des engagements mondiaux en matière de Développement Durable.

Afin de pouvoir recueillir les informations nécessaires à ce travail d'évaluation, il a été proposé de mettre en place un outil dédié, afin d'une part, de faciliter la collecte auprès des services, et d'autre part, de rendre plus efficace l'analyse des données.

Le Rapport Développement Durable 2018 est encore en phase d'expérimentation. Pour 2019, il sera parfaitement opérationnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2011-687 du 17 juillet 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Rapport Développement Durable présente un intérêt pour les élus et les citoyens de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article unique :

Il est pris acte de la présentation du Rapport Développement Durable sur la situation interne et territoriale en matière de Développement Durable établi sur la base des données disponibles pour

l'année 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 432

Rapport relatif à l'adoption de la stratégie environnementale de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ont doté la Métropole Aix-Marseille-Provence de la compétence Environnement.

Cette compétence comprend, la lutte contre le changement climatique, l'intégration des problématiques air et bruit, la transition énergétique, la préservation des espaces naturels, la gestion de l'eau, l'assainissement et les déchets ménagers.

Chaque politique sectorielle métropolitaine développe de nombreuses activités qui impactent de diverses manières les milieux récepteurs. Dans le même temps, ces politiques sont également porteuses de mesures destinées à favoriser la réduction de ces impacts, voire à mettre en œuvre des mesures d'amélioration, de restauration, de résilience. De fait, directement ou indirectement, l'environnement s'intègre naturellement dans l'ensemble des compétences dont est dotée la Métropole.

Compte tenu de cette multiplicité d'actions dispersées, il était nécessaire de produire une vision globale et cohérente de la prise en compte, de la défense et de la valorisation de l'environnement, au travers des politiques portées par la collectivité.

Il était également important d'afficher une véritable ambition pour la seule grande métropole française dotée d'un front de mer exceptionnel et d'espaces naturels remarquables. Les atouts naturels de la Métropole, sa population et ses très nombreuses activités économiques et sociales, nécessitent une réponse environnementale ambitieuse.

Une politique clairement définie, permet de traduire de manière visible l'ensemble de ces engagements.

Loin de constituer une couche supplémentaire, cette politique s'inscrit dans une démarche de progrès. Elle ne se substitue à aucune autre et vient s'intégrer à chacune d'entre elle, de manière transversale et complémentaire. Elle a pour objectif de rendre plus visible et plus valorisante, l'ambition

et l'implication environnementales de la Métropole, par une mise en perspective des démarches de la collectivité. Elle permet de donner du sens à l'action publique en replaçant toutes ses actions dans un schéma global, plus lisible et mieux évaluable.

Afin de répondre à ces objectifs, la stratégie environnementale métropolitaine s'articule autour de cinq axes, qui se déclinent en défis.

Axe 1 : Renforcer la culture environnementale et favoriser le changement des comportements

Seule une modification des comportements par le plus grand nombre d'acteurs est en capacité de produire des effets tangibles en matière de réduction des consommations d'énergie, d'émissions de Gaz à Effet de Serre, de préservation de la biodiversité et du changement climatique. C'est pourquoi il convient de développer la connaissance de ce système complexe qu'est l'environnement, de le rendre accessible à tous, afin de permettre à chacun de mieux intégrer la nécessité de changer de comportement et de s'orienter vers de bonnes pratiques.

Dans le même temps, il importe de mettre en place les démarches, dispositifs et outils destinés à favoriser la mise en œuvre de ces bonnes pratiques, et pour cela, d'organiser une veille active des sources d'innovation, afin de communiquer toujours au mieux, vers le public auquel on souhaite s'adresser. Enfin, l'exemplarité étant souvent la plus efficace des pédagogies, il importe pour la Métropole de mettre en œuvre ces bonnes pratiques dans son propre fonctionnement.

Défi N°1.1 : Développer l'acculturation du public en matière d'Environnement et de Développement Durable.

Défi N°1.2 : Favoriser l'évolution des comportements pour massifier la mise en œuvre des bonnes pratiques.

Défi N°1.3 : Collecter, enrichir et développer les connaissances en matière d'environnement et expérimenter de nouveaux outils de sensibilisation.

Défi interne : Garantir la mise en œuvre des bonnes pratiques par une démarche d'exemplarité de la Métropole.

Axe 2 : Remettre l'Humain au cœur de l'environnement

Le développement de l'économie lié à la consommation de masse a souvent eu la priorité sur le bien-vivre des populations et la préservation de la nature. Ceci a eu et a encore des effets délétères, dont on mesure mieux aujourd'hui les conséquences et notamment le coût sanitaire et social.

À cet effet, il est indispensable de redonner à l'humain une place plus centrale, de lui permettre de vivre dans un environnement plus favorable. Cela concerne à la fois, la lutte contre les nuisances (le bruit, la pollution de l'air, des sols et des eaux) pour

limiter les problèmes en termes de « santé-environnement », l'amélioration de la qualité de l'urbain et des logements (lutte contre le mal logement et la précarité énergétique et intégration de la nature en ville), et enfin, la promotion d'une alimentation plus saine (Plan Alimentaire).

Défi N°2.1 : Développer la connaissance dans le domaine de la « santé environnement » et associer le public comme acteur déterminant.

Défi N°2.2 : Lutter contre les nuisances.

Défi N°2.3 : Favoriser le bien-vivre en ville et lutter contre la vulnérabilité du territoire.

Axe 3 : Préserver et enrichir le Capital Nature

La préservation de la biodiversité est une préoccupation acceptée par tous. Cependant, la protection de la nature ne se résume pas à une vision réductrice de l'agrément du cadre de vie. Aujourd'hui, on maîtrise mieux les services rendus par la nature aux hommes : au-delà de la photosynthèse et la pollinisation, on note l'impact des zones humides pour endiguer les inondations, l'évapotranspiration des végétaux contre les îlots de chaleur...

La nature apporte elle-même des mesures correctives, dont il importe de tenir compte dans les projets d'aménagement urbain ou économique (nature en ville).

L'intégration de la nature se traduira au travers de mesure d'évaluation d'impact environnemental, de protection (Réduire Restaurer Compenser), d'intégration de mesures innovantes.

Défi N°3.1 : Évaluer le rôle économique de la nature et de ses apports.

Défi N°3.2 : Préserver et valoriser la biodiversité et les espaces naturels.

Défi N°3.3 : Prioriser la préservation de la nature dans les projets d'aménagement terrestre et maritime, d'économie et d'agriculture.

Défi N°3.4 : Préserver et améliorer la qualité écologique des paysages.

Axe 4 : Faire de l'environnement un sujet d'attractivité

Le territoire de la Métropole est un laboratoire à ciel ouvert en matière de technologie et de pratiques environnementales. Depuis les éco-quartiers, jusqu'aux bâtiments à énergie positive, des énergies renouvelables performantes aux zones d'activité en économie circulaire, des plate-formes d'écologie industrielle, aux start-up spécialisées et aux Fab Lab, l'innovation en matière d'environnement commence à constituer un véritable attrait, tant sur le plan du développement économique que sur celui du cadre de vie.

Il s'agit en quelque sorte, d'attirer les entrepreneurs et les porteurs de projets innovants à caractère environnemental, tout en proposant un cadre de vie

qui associe dans le même temps, bien vivre, et respect de l'environnement.

C'est une tendance qu'il convient d'accompagner et de promouvoir, en travaillant à la fois sur le développement de l'innovation, la dimension sociale et le marketing territorial qui peut y être associé.

Défi N°4.1 : Mettre en lumière les ressources naturelles génératrices d'énergie renouvelables : soleil, vent, littoral et cours d'eau.

Défi N°4.2 : Valoriser l'économie intégratrice de l'environnement et l'économie circulaire.

Défi N°4.3 : Valoriser les espaces de vie et le cadre de vie éco-aménagés et éco-rénovés

Défi N°4.4 : Faire émerger des initiatives locales ou associatives et collaboratives en lien avec le cadre de vie.

Axe 5 : Ouvrir la Métropole à la Méditerranée et au Monde.

De par sa situation géographique stratégique au cœur de l'axe méditerranéen, la Métropole est vouée structurellement à s'ouvrir aux autres pays de la Mer Intérieure.

Partageant le même contexte environnemental, soumise aux mêmes contraintes que ses voisins, la Métropole a le devoir de collecter et de partager avec les autres pays, les expériences, la recherche, les innovations, dans un objectif de progrès commun. Ceci peut donner lieu à des expériences transfrontalières, dont les effets pourront être profitables à la communauté méditerranéenne.

Dans le même temps, sa position en pointe dans certains domaines de recherche environnementale appliqués à l'économie, aux services, ou à l'agriculture, peut lui permettre de développer ces atouts auprès des autres pays de l'Europe ou du Maghreb.

Défi N°5.1 : Développer les échanges en matière de connaissance.

Défi N°5.2 : Développer des partenariats d'études autour de l'environnement.

Défi N°5.3 : Réaliser et coordonner des actions transfrontalières en lien avec le développement économique ou l'amélioration de la qualité de vie entre pays ou régions.

Afin de promouvoir sa mise en œuvre et son intégration au cœur de l'ensemble des politiques portées par la Métropole, la stratégie Environnementale s'adossera à un outil d'évaluation : le Rapport Développement Durable. Celui-ci aura pour but d'apporter à la fois une analyse globale de la situation de la Métropole, mais également une analyse sectorielle pour les différentes politiques métropolitaines, en matière d'environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est adoptée la Stratégie Environnementale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 433

Création de la commission consultative paritaire par le Syndicat d'Electrification Vauclusien (SEV) - Désignation d'un représentant

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a prévu la création d'une commission consultative paritaire entre les syndicats exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité (AODE), mentionnée au deuxième alinéa du IV de l'article L. 2224-31, et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du syndicat.

Le Syndicat d'électrification vauclusien (SEV) détient cette compétence d'AODE sur une partie du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en l'occurrence le périmètre de la commune de Pertuis. Le comité syndical a donc voté, le 31 mai 2018, la constitution de cette commission ainsi que son règlement intérieur. La délibération et le règlement intérieur sont annexés au présent rapport.

Conformément à l'article L 2224-37-1 du CGCT, cette commission, présidée par le Président du SEV, se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de son président ou de la moitié au moins de ses membres. Elle coordonne l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, met en cohérence

leurs politiques d'investissement et facilite l'échange de données.

Elle permet également de prendre en compte les initiatives des différentes collectivités en ce qui concerne la production d'électricité à partir de sources renouvelables, les actions de maîtrise de la demande d'énergie, celles en faveur du développement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou pour l'élaboration de Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET).

Cette commission comprend un nombre égal de délégués du syndicat et de représentants des EPCI ; chacun de ces établissements disposant d'au moins un représentant.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole de prendre acte de la création de cette commission consultative paritaire du SEV et d'y désigner un représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 31 mai 2018 du Comité syndical du SEV, relative à la constitution de la commission consultative paritaire, conformément à l'article L 2224-37-1 du CGCT.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la création d'une commission consultative paritaire, entre le syndicat exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité (AODE) et les établissements publics de coopération intercommunale totalement ou

partiellement inclus dans le périmètre du syndicat, est prévue la loi

- Que le syndicat d'électrification vaclusien (SEV) est compétent pour créer cette commission
- Qu'une partie du périmètre métropolitain est inclus dans le périmètre de compétence du SEV pour la compétence d'AODE

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la création de la commission consultative paritaire du Syndicat d'Electrification Vauclusien (SEV).

Article 2 :

Est désigné(e) pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la commission consultative paritaire du Syndicat d'Electrification Vauclusien (SEV) :

- Madame/Monsieur

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt

2018 CT2 434

Approbation d'une convention d'objectifs entre le Réseau des Grands Sites de France et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'organisation d'un séminaire portant sur "L'Esprit des Lieux entre en Métropole. En quoi un Grand Site de France est-il "à part" ?"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Labellisé Grand Site de France en 2004 puis en 2010, le Grand Site Sainte-Victoire travaille aujourd'hui au deuxième renouvellement de cette distinction. Entre autres exigences, le *Ministre* d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire pose l'incontournable condition d'un projet de territoire.

L'accompagnement de projets autour d'un développement harmonieux et naturel, dans une métropole de près de 2 millions d'habitants est l'une des ambitions du projet de territoire du Grand Site Sainte-Victoire.

Concors – Sainte-Victoire est aussi le seul espace naturel intégralement administré par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la différence des parcs nationaux et régionaux présents sur son territoire.

Pour pouvoir poser un socle commun de langage avec les parties prenantes (élus, professionnels de l'agriculture, de l'élevage, de la forêt, de l'apiculture ou du tourisme, propriétaires, résidents, usagers ...), il est important de qualifier et développer les éléments de ce sentiment d'appartenance à ce territoire, distingué par deux fois pour sa gestion. Il s'agit d'amener les acteurs locaux à partager et porter ces valeurs partagées car ils seront les meilleurs garants et les meilleurs ambassadeurs du Grand Site Sainte-Victoire Grand Site de France.

Ce sont eux qui porteront l'image de qualité et l'« Esprit des Lieux ». Ce sont eux qui incarneront cette distinction d'excellence décernée par l'État pour un espace de nature préservée, le plus vaste du département des Bouches du Rhône, ils seront les passeurs de cette identité Provence à la charnière des univers de Pagnol et de Giono et donneront vie au précepte « l'audace par nature ».

Ce séminaire, qui nécessite un financement de 6.000 euros maximum, concernera jusqu'à une centaine de personnes réparties dans des groupes de 25 participants. Le travail en commun, qui sera interactif, permettra une meilleure appréhension voire une appropriation de valeurs qui sont constitutives d'un Grand Site de France et sont essentielles dans sa labellisation par l'État. Il se déroulera par sessions d'une demi-journée et le nombre des inscrits déterminera le montant final engagé et qui n'excédera pas le montant cité plus haut.

Il convient de préciser que seul le Réseau des Grands Sites de France est à même de dispenser ce type de formation autour d'un séminaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération ENV 005-1856/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'adhésion de la Métropole au Réseau des Grands Sites de France pour le Grand Site Sainte-Victoire et paiement de la cotisation 2017 ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix Marseille Provence sera la seule en France à administrer un Grand Site de France selon un projet de territoire animé autour des valeurs de ces sites d'exception.
- Qu'en cette période de renouvellement par l'État du label Grand Site de France pour le Grand Site Sainte-Victoire, il est indispensable de sensibiliser les acteurs locaux à un socle commun de références sur les fondamentaux d'un Grand Site de France et les caractères propres au territoire Concors Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec le Réseau des Grands Sites de France pour l'organisation d'un séminaire « L'Esprit des Lieux entre en Métropole. En quoi un Grand Site de France est-il « à-part » ? ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

La dépense correspondante, d'un montant maximum de 6.000 euros, est inscrite au Budget primitif 2018 de l'État Spécial de Territoire du Pays

d'Aix, section fonctionnement, nature 611, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 435

AVIS - Attribution d'une subvention à la Ligue pour la Protection des Oiseaux PACA

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Avec près de 60 % de son territoire couvert par des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la mise en œuvre d'actions de valorisation de ce patrimoine naturel et paysager. Elle porte dans son projet l'engagement de développer une politique de préservation de la biodiversité et des espaces naturels en s'engageant à trouver « un juste équilibre entre protection, gestion, valorisation et animation ».

L'association locale de la Ligue pour la Protection des Oiseaux en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (LPO PACA) est une association à but non lucratif qui a pour but d'agir pour les oiseaux, la faune sauvage, la nature et l'homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation.

Dans ce contexte et conformément à sa mission d'expertise et d'appui aux politiques publiques, la LPO PACA propose une action d'amélioration des

connaissances naturalistes. Cette action comprend deux volets :

« Volet Métropolitain » avec la réalisation d'un état des lieux des connaissances naturalistes à l'échelle de l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers l'analyse des informations disponibles dans sa base de données « FAUNE-PACA ». Cette démarche débouchera sur l'identification des niveaux d'enjeux des connaissances et sur la mise en œuvre des premières campagnes de prospections collaboratives.

« Volet Pays d'Aix » avec une démarche d'amélioration des connaissances naturalistes du plateau de l'Arbois, secteurs parcourus par l'incendie.

Il s'agit :

- d'améliorer la connaissance naturaliste sur des groupes d'espèces ou espèces ciblées (espèces patrimoniales, espèces bio-indicatrices.....)
- d'animer la réalisation de suivis naturalistes participatifs permettant la mobilisation des observateurs locaux et des populations
- de mettre en œuvre des suivis naturalistes dans le cadre d'évaluation de mesures de gestion

Le budget prévisionnel global de l'action pour 2018 est de 68 750 euros (50 000 euros sur le volet « métropolitain » et 18 750 € sur le volet « Pays d'Aix »). La Métropole Aix-Marseille-Provence propose le financement de cette opération à hauteur de 45 000 euros.

Il sera réparti comme suit :

- 15 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix sur le volet « Pays d'Aix »
- 30 000 € pour la Métropole Aix-Marseille-Provence (Budget Métropolitain Central / DGA Agriculture, forêts et paysages).

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'une connaissance la plus précise possible de sa richesse écologique;
- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de sensibiliser les habitants de son territoire aux enjeux de préservation de son patrimoine naturel en favorisant leur participation à différentes actions (inventaire, communication, sorties naturalistes, etc.).

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 45 000 euros à la Ligue de Protection des Oiseaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 2018, répartie comme suit :

- Territoire du Pays d'Aix : 15 000 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 30 000 euros

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2018 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits de la manière suivante :

- à hauteur de 15 000 euros sur l'Etat Spécial du Pays d'Aix, fonction 76 ; nature 6574

- à hauteur de 30 000 euros sur le BPMC de la Métropole pour le budget de la DGA Agriculture, forêts et paysages chapitre 065, service 6DFI, sous-politique G810

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 436

Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Espaces Naturels au titre du Grand Site Sainte-Victoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Réseau Régional des Espaces Naturels (RREN) fédère les plus grands gestionnaires d'espaces naturels protégés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et représente près de 700 experts.

Il est copiloté par la Direction Régionale de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et son animation est assurée depuis sa création en 1985 par l'Agence Régionale pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement (ARPE).

Le Réseau est remarquable par sa diversité et par la force qu'il représente du fait de cette diversité. Il rassemble 29 membres en charge des plus grands espaces naturels protégés de la région, territoires non seulement d'expérimentation, mais

d'exemplarité qui doivent pouvoir diffuser leurs savoirs faire au-delà de leurs propres frontières.

Depuis 1985, le RREN a évolué et s'est construit une image originale au-travers de différentes étapes :

1. une phase de rencontres entre les différents acteurs,
2. une phase de mutualisation et d'échanges des savoirs et savoir-faire,
3. une phase de transmission vers l'extérieur,
4. une phase de réflexion sur les valeurs qui l'animent.

Dans le contexte actuel (convention sur la biodiversité biologique, stratégie nationale pour la biodiversité, stratégie globale pour la biodiversité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, schéma régional de cohérence écologique), le réseau a un rôle important à jouer pour l'avenir, pour contribuer au mouvement régional d'ensemble pour la préservation de la biodiversité, à commencer par un rôle d'essaimage de ses valeurs, à la fois en direction des autres espaces, et en direction des élus et de tous les citoyens.

Le Réseau a également un rôle important à jouer en tant que vecteur de sensibilisation, d'éducation ou de formation aux questions environnementales/liées à la biodiversité.

Il développe, outre les actions d'information, d'échanges et de mutualisation, 2 projets d'action majeurs :

- L'opération « chemins de la biodiversité », projet d'envergure régionale de sensibilisation à la biodiversité via une offre de découverte participative au sein des espaces membres du réseau.
- Le rapprochement des gestionnaires d'espaces naturels protégés avec les entreprises en vue de faciliter et renforcer les partenariats techniques et financiers via, par exemple, l'organisation d'une rencontre annuelle des gestionnaires d'espaces naturels et des entreprises et la mise en place et l'animation d'un club des entreprises du RREN.

Sainte-Victoire, Grand Site de France, est membre du réseau depuis de nombreuses années et une étroite collaboration existe depuis lors entre les deux parties.

Aujourd'hui, il est proposé de renouveler l'adhésion au RREN de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du Grand Site Sainte-Victoire pour l'année 2018.

Son adhésion se traduit sous forme d'une convention annuelle de partenariat, en annexe.

Le montant de la contribution financière annuelle est fixé par le comité de suivi du réseau et validé en Assemblée Plénière. Elle est basée sur le budget de fonctionnement de l'année (n-2).

Règles de calcul pour déterminer le montant de la contribution financière annuelle au réseau :

Catégorie structures gestionnaires d'espaces naturels protégés

Tranche n°1 : budget de fonctionnement (n-2) < 500 K€ □ Contribution financière : 500,00 €

Tranche n°2 : budget de fonctionnement (n-2) 500 K€ < 3.000 K€ □ Contribution financière : 1.000,00 €

Tranche n°3 : Budget de fonctionnement (n-2) > 3.000 K€ □□ Contribution financière : 2.000,00 €.

Sur cette base, la contribution financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, gestionnaire de la Direction Grand Site Sainte-Victoire, s'élèvera pour l'année 2018 à 2.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 006-1857/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant sur l'adhésion de la Métropole au Réseau Régional des Espaces Naturels pour la Direction Grand Site Sainte-Victoire et paiement de la cotisation 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Espaces Naturels et le règlement de

la cotisation d'un montant de 2000 € pour l'année 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat avec l'Agence Régionale pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix fonction 76 nature 6281.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 437

Grand Site Sainte-Victoire - Attribution d'une subvention au Groupe Chiroptère de Provence - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre du Grand Site Sainte-Victoire, a été sollicitée par le Groupe Chiroptères de Provence (GCP) pour l'octroi d'une subvention destinée à un projet d'étude de cas intitulé « Agro-écologie et viticulture : étude de

cas. Comment favoriser les chauves-souris, auxiliaires de la vigne, sur un domaine viticole ? ».

Le projet « Agro-écologie et viticulture » ambitionne de s'inscrire dans une démarche d'agro-écologie et postule que les chauves-souris, en tant que plus important prédateur d'insectes crépusculaires et nocturnes, peuvent contribuer à améliorer la qualité de la production agricole tout en minimisant les intrants, notamment les insecticides.

D'autres études très récentes menées en France en 2017 sur les chauves-souris et la vigne (bordelais, Dordogne et Lot-et-Garonne) montrent la consommation avérée de ravageurs et une présence fonction des pratiques agricoles ainsi qu'une diversité et une activité importante et inattendue des chauves-souris dans les vignobles.

L'objectif est de mettre en pratique les connaissances acquises et de tester des préconisations pour favoriser les auxiliaires et spécialement les chauves-souris.

La perspective sera de mettre en place un protocole de suivi des aménagements réalisés pour en évaluer leur efficacité.

L'intérêt pour le Grand Site Sainte-Victoire serait d'améliorer ses connaissances sur la fréquentation du territoire par les chiroptères, dont les espèces présentent des enjeux écologiques importants dans la gestion des milieux.

Le coût total de l'étude s'élève à 39.063 €.

Le Groupe Chiroptères de Provence sollicite, pour l'année 2018, l'octroi d'une subvention de 31.250 euros soit 80 % du coût total de l'étude.

N°GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectif
2018_00947	Agro-écologie et viticulture Comment favoriser les chauves-souris, auxiliaires de la vigne, sur un domaine viticole ?	Groupe Chiroptères de Provence	Protection de l'Environnement et des chiroptères	0 euro	39.063 euros	31.250 euros	31.250 euros	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de réaliser une telle étude sur la plaine agricole de Puyloubier.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 31.250 € au Groupe Chiroptères de Provence pour la réalisation de l'étude « Agro-écologie et viticulture : étude de cas. Comment favoriser les chauves-souris, auxiliaires de la vigne, sur un domaine viticole ? »

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la

convention ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, fonction 76 nature 65748 de la Direction Grand Site Sainte-Victoire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 438

Grand Site Sainte-Victoire - Attribution d'une subvention à Aix – Marseille Université pour l'Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Écologie

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Écologie, laboratoire de recherche d'Aix-Marseille Université, mène depuis des années un programme de recherche sur les zones humides méditerranéennes.

La Direction du Grand Site Sainte-Victoire a lancé une réflexion sur les modalités de gestion écologique de quatre mares situées sur la commune de Saint-Antonin sur Bayon dans le cadre de la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 « Montagne Sainte-Victoire ».

Ainsi, dans ce cadre-là, depuis 2014, une subvention a été attribuée à l'IMBE d'abord par le Syndicat Mixte des massifs Concors et Sainte-Victoire, puis par la Direction du Grand Site Sainte-Victoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à partir du 1^{er} janvier 2017.

Cette collaboration a notamment permis, à la Direction du Grand Site, de réaliser un diagnostic de chaque mare, de rédiger un plan de gestion et de mettre en place un suivi écologique annuel permettant d'apprécier les évolutions de ces milieux méditerranéens temporaires présentant un fort intérêt écologique (étoile d'eau, rainette méridionale, macro-invertébrés etc).

Il s'agit donc, en 2018, de renouveler cette collaboration avec l'IMBE afin de poursuivre la réalisation du programme de recherche et permettre à la Direction du Grand Site de poursuivre le suivi écologique des mares temporaires du piémont sud de la montagne permettant d'évaluer le bénéfice des mesures de gestions préconisées pour la conservation de la faune et de la flore patrimoniale et de ces milieux à forts intérêts.

Pour ce faire, l'IMBE, dans le cadre de ces recherches, propose un coût de suivi de 10.000 euros en 2018 et une participation de la Métropole de 6.000 euros.

N°GU	Manifestation Action	Collectivité	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectif Oui/non
2018_00941	Programme de recherche sur les zones humides méditerranéennes du piémont sud de Sainte-Victoire	Aix-Marseille Université	Recherche	0 euro	10.000 euros	6.000 euros	6.000 euros	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ENV004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre la collaboration de recherche entre la Direction du Grand Site Sainte-Victoire et l'Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Écologie dans le cadre de l'étude pour une bonne gestion des mares temporaires situées sur la commune de Saint-Antonin sur Bayon.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6.000 euros à l'IMBE pour la réalisation du suivi collaboratif 2018

des mares temporaires méditerranéennes de Saint-Antonin sur Bayon.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, fonction 76 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 439

Valorisation écologique de domaines agricoles – Approbation d'une convention de partenariat pour la création et/ou la restauration de haies favorables à la Biodiversité

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le piémont agricole de Sainte-Victoire est constitué de nombreuses parcelles agricoles composées elles-mêmes d'espaces naturels accueillant ou pouvant accueillir une riche biodiversité : fossés, talus, bord de champs, arbres isolés, pierriers, haies, jachères, etc.

Depuis 2014, afin de valoriser et préserver les espaces naturels de ce piémont agricole, le Grand Site Sainte-Victoire, travaille en partenariat avec la cave coopérative des vignerons du Mont Sainte-Victoire de Puyloubier.

En effet, la cave coopérative de Puyloubier, engagée dans une démarche volontaire de labellisation « vignerons en développement durable », a considérablement réduit les traitements phytosanitaires et participe activement, grâce à une dizaine de viticulteurs volontaires, à des programmes de suivi et d'étude de la biodiversité agricole (Observatoire Agricole de la Biodiversité, BiodiViti, EcoPhyto, Ferme Déphy, etc) menés par la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône notamment.

Afin de rendre plus perceptible cette biodiversité inféodée aux espaces agricoles, la Direction Grand Site Sainte-Victoire mène un programme d'expertises écologiques sur des parcelles agricoles. Le but de ces expertises est de donner aux viticulteurs des préconisations pour la gestion des espaces naturels, présents sur leurs parcelles agricoles, leur permettant d'y favoriser la biodiversité : enherbement des bords de champs et des aires de retournement, conservation/restauration de haie, création de pierriers, conservation des arbres isolés, installation de nichoirs, etc.

L'engagement volontaire de la cave coopérative et de ses coopérateurs montre une réelle prise de conscience des bénéfices réciproques de la biodiversité sur les cultures mais aussi de la menace qui pèse depuis quelques années sur cette biodiversité : baisse considérable des oiseaux inféodés aux espaces agricoles, diminution des insectes et des plantes messicoles, disparition des haies, véritables corridors écologiques, source alimentaire pour certaines espèces d'oiseaux ou d'insectes (fruits, baies) et zone de refuge ou d'habitat pour d'autres.

Ainsi, la présente convention s'inscrit dans un programme de restauration et/ou de création de haies naturelles. À ce titre, 400 mètres linéaires de haies seront recréés par la plantation d'arbres et arbustes sélectionnés pour leur provenance locale issus de souches sauvages : prunellier, arbousier, amandier, poirier, cognassier, etc. La Direction Grand Site Sainte-Victoire met à disposition des

viticulteurs les arbres et arbustes. Les viticulteurs se chargent des plantations, de l'entretien et du suivi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ENV004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de valoriser et conserver la Biodiversité sur le piémont agricole de la montagne Sainte-Victoire au travers d'un partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix au titre du Grand Site Sainte-Victoire

et les viticulteurs volontaires de la cave coopérative des vignerons du Mont Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée pour la création et/ou la restauration de haies favorables à la Biodiversité.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la présente convention ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 440

Attribution d'une subvention au CERPAM pour l'aide à la mise en œuvre de projets pastoraux dans les massifs forestiers du Pays d'Aix pour l'année 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le CERPAM (Centre d'Études et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée) sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention annuelle de 8.000 € afin d'assurer une animation pastorale sur le territoire.

Depuis plusieurs années, le CERPAM travaille en collaboration étroite avec le service forêt du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre d'opérations sylvopastorales. Depuis 2011, cinq mesures agro-environnementales à objectif de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) ont été contractualisées sur les massifs forestiers dont la gestion et l'animation sont effectuées par le service forêt du Territoire du Pays d'Aix, dans le but d'entretenir des aménagements DFCI, de favoriser et pérenniser l'ouverture des milieux forestiers, et de participer à la diminution de leur combustibilité par le pâturage.

L'entretien des travaux forestiers par le pastoralisme permet de diminuer les coûts d'entretien des zones de travaux en réduisant la fréquence du broyage mécanique, de diversifier les modes d'entretien avec une gestion plus écologique et permet également à l'éleveur de pouvoir disposer de secteurs supplémentaires pour faire pâturer son troupeau. Le pâturage génère donc emploi et revenus à plusieurs personnes sur le Pays d'Aix tout en alimentant les filières viande et fromage au niveau local et national.

Dans le cadre d'une Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC) DFCI, le contrat mis en œuvre répond à un cahier des charges strict dans le cadre d'un plan de gestion pastoral. L'éleveur est tenu à une obligation de résultat : un « état de végétation objectif » à atteindre est défini suivant l'importance DFCI de chaque zone. En contre-partie, l'éleveur bénéficie d'une aide financière annuelle (Département, Région, FEADER) pour une durée de 5 ans.

Le CERPAM propose de prendre en charge :

- L'élaboration des priorités d'actions avec les services de la Métropole,
- L'analyse et l'appui à l'émergence de projets pastoraux,
- L'établissement de relations contractuelles entre éleveurs et propriétaires,
- L'aide à la recherche de financements d'investissement pour ces projets,
- La mise en place de l'utilisation des sites,
- La formalisation des relations éleveurs – collectivités,
- La présentation d'un bilan annuel (rapport annuel) d'exécution récapitulant les différentes interventions réalisées durant l'année 2018 sur le territoire du Pays d'Aix.

Modalités de paiement :

- Un acompte de 80 % sera versé au moment de la notification de la subvention.

- Le solde de 20 % sera versé sur présentation du bilan annuel financier et du rapport des opérations (certifié par le Président et le Trésorier du CERPAM). Ce bilan annuel peut-être provisoire. Le versement du solde doit être demandé durant l'année N, et ceci avant les opérations de clôture de l'exercice budgétaire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit, avant d'accorder le versement du solde, de demander une copie des factures afférentes dans la limite des dépenses réelles retracées dans le bilan de l'opération.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association communiqué lors de la demande de subvention, selon les procédures comptables en vigueur.

Renseignements administratifs :

N° U G	Manifestation	Association	Domaine d'activité	Subvention	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Convention d'objectifs
	Action			n-1			Oui/non
2018_00473	Partenariat pastoralisme	CERPAM	PIDAF	8.000 €	10.600 €	8.000 €	non

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre du Territoire du Pays d'Aix, entend poursuivre sa collaboration avec le CERPAM afin de développer le pastoralisme dans les espaces boisés, source de protection des espaces forestiers par diminution de la biomasse combustible mais aussi, et surtout, source d'économie et d'emplois dans les territoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 septembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments exprimés ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au CERPAM pour l'année 2018 d'un montant de 8.000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Collecte et traitement des déchets

2018 CT2 441

Réforme de véhicules d'exploitation du Centre de Transfert d'ordures ménagères de la Parade à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la modernisation du quai de transfert de la Parade à Aix-en-Provence, prévue en novembre 2018, les deux compacteurs de quai vont être remplacés par quatre trémies destinées à recevoir des remorques à fond mouvant alternatif pour le transfert des déchets.

De ce fait, les remorques à compaction seront devenues obsolètes et inutilisables.

Les remorques reformées seront proposées à la vente par le Commissariat aux Ventes des Domaines de Marseille. Un expert mandaté par les Domaines fixera le prix de vente et répartira les véhicules en trois catégories :

1. Remorques pouvant rester en circulation.
2. Remorques non ré-immatriculables vendues pour pièces détachées (vente aux récupérateurs de pièces détachées).
3. Remorques à faire détruire par un ferrailleur agréé (non vendues par les Domaines).

La Direction Nationale d'Interventions Domaniales sera rémunérée par la perception d'une taxe forfaitaire de 11% payée par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

À l'issue de la vente aux enchères, les remorques invendues ainsi que les remorques classées à détruire seront proposées, après consultation, au ferrailleur agréé le plus offrant pour dépollution et destruction.

Compte-tenu de la modernisation du quai de transfert de la Parade et de la vétusté des remorques, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des remorques à compaction devenues inutilisables après la modernisation du quai de transfert de la Parade.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des remorques listées dans le tableau ci-annexé de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces remorques au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

La recette sera constatée au Budget Annexe SPED de la Métropole – Territoire du Pays d'Aix - Nature 775 et Fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 442

Approbation des tarifs aux apporteurs particuliers de déchets sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois pour l'année 2019

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes ; les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge par le Service Public mais également des déchets apportés par des clients extérieurs dont l'élimination est prise en charge par les entreprises productrices. Il convient de fixer, pour l'année 2019, les tarifs d'élimination ainsi que le quota annuel des déchets apportés par ces clients extérieurs, accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

Le volume d'activité annuel de l'ISDnD de l'Arbois est fixé à 150.000 tonnes, toutes natures de déchets confondue, ainsi le volume maximal de déchets octroyé aux apporteurs extérieurs correspondant à la différence entre ce quota et les prévisions de déchets des ménages à éliminer.

Le bilan prévisionnel réalisé pour 2018 montre que, compte-tenu de la politique appliquée, plus ou moins 135.000 tonnes de DIB devraient être éliminés sur l'ISDnD de l'Arbois.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de fixer le quota 2019 octroyé aux clients extérieurs à 15.000 tonnes.

Il est à noter que :

- Ce quota est fixé à un niveau raisonnable correspondant à 10 % de la capacité totale, permettant ainsi de garantir la priorité de l'utilisation de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux pour les besoins propres du Territoire en terme

d'élimination des Ordures Ménagères Résiduelles ;

- Les recettes supplémentaires liées à l'augmentation du quota permettront de compenser une partie des surcoûts de tri des encombrants ; en effet, afin de répondre aux exigences réglementaires en matière de valorisation des déchets et de limitation des quantités de déchets enfouis, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé dans une démarche de tri des encombrants. Ainsi près de 8.000 tonnes d'encombrants, qui jusque-là étaient éliminés sur l'ISDnD de l'Arbois, seront envoyés en filière de valorisation et non plus en stockage.

Il est important que l'offre faite aux clients extérieurs soit cohérente avec le niveau des prix pratiqués dans le département. En effet la politique tarifaire doit être suffisamment compétitive pour permettre l'atteinte des objectifs.

Compte-tenu de la croissance importante des tonnages de déchets éliminés dans le département des Bouches-du-Rhône due notamment à l'import massif de déchets en provenance des départements limitrophes (liées à la fermeture de site etc), il est vraisemblable que les tarifs de stockage de déchets augmentent sensiblement.

Il est donc proposé d'augmenter les tarifs d'élimination appliqués aux DIB, aux ordures ménagères ou aux encombrants des clients extérieurs de 15€ par tonne, ce qui représente une hausse de tarif de plus de 20 %.

De plus, conformément à l'arrêté 117-2017-PC du 26 juin 2017, le Territoire du Pays d'Aix est autorisé à réceptionner des mâchefers d'incinération. Ces derniers sont des sous-produits du processus d'incinération de déchets non dangereux qui, selon leur nature, doivent être éliminés en ISDnD. Après consultation des représentants des sites autorisés à accepter ces déchets afin de ne pas être trop attractifs, il est proposé d'aligner les tarifs pratiqués sur ceux de la concurrence locale et donc de baisser le tarif appliqué aux mâchefers.

NB : la quantité annuelle maximale de mâchefers acceptable sur le site correspondra à la différence entre la capacité autorisée du site (180.000 t/an) et le volume moyen d'activité du site (150.000 t/an). En conséquence, selon les hypothèses de fonctionnement définies, elle ne pourra pas excéder 30.000 t/an.

La mise en œuvre de ces considérations aboutit aux propositions de tarification suivantes :

	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an
Catégories de déchets	€ HT/tonne	€ HT/tonne	€ HT/tonne	€ HT/tonne	%	%
DIB	67	65	82	80	22,39%	23,08%
OM	67	65	82	80	22,39%	23,08%
Encombrants	67	65	82	80	22,39%	23,08%
Gravats Valorisables	22,5	22,5	37,5	37,5	66,67%	66,67%
Gravats Non Valorisables	17,5	17,5	17,5	17,5	0,00%	0,00%
Mâchefers non Valorisables	22	22	40	40	81,82%	81,82%

* Les tarifs s'entendent hors toutes taxes (TVA + TGAP). La TGAP et la TVA en vigueur en 2019 s'appliqueront aux déchets traités.

Les mesures prises devraient permettre au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier en 2019 de recettes nettes (TVA et TGAP déduites) voisines de 1.300.000 € par an.

Il convient de noter que cette politique tarifaire ne modifie pas le montant de la prestation d'enfouissement prévue dans le marché 2017-002U en date du 27 juin 2017 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DELTA DÉCHETS pour l'exploitation du site de l'Arbois. La totalité des recettes est intégralement acquise au Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 ;
- L'arrêté 117-2017-PC du 26 juin 2017 relatif à l'autorisation de réceptionner pendant 2 ans les mâchefers de l'incinérateur de Fos du Mer pour les utiliser en matériaux de couverture sur l'ISDnD de l'Arbois.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les tarifs aux apporteurs particuliers de l'ISDnD de l'Arbois pour l'année 2019.

Délibère

Article 1 :

Il sera accepté un quota de 15.000 tonnes par an de déchets pour les clients extérieurs sur l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

Article 2 :

Est approuvée la grille tarifaire présentée ci-après, qui sera appliquée aux clients extérieurs à l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

Catégories de déchets	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an
	€ HT/tonne	€ HT/tonne	€ HT/tonne	€ HT/tonne	%	%
DIB	67	65	82	80	22,39%	23,08%
CM	67	65	82	80	22,39%	23,08%
Encombrants	67	65	82	80	22,39%	23,08%
Gravats Valorisables	22,5	22,5	37,5	37,5	66,67%	66,67%
Gravats Non Valorisables	17,5	17,5	17,5	17,5	0,00%	0,00%
Mâchefers non Valorisables	22	22	40	40	81,82%	81,82%

Article 3 :

Ces tarifs seront applicables au 1^{er} janvier 2019 et seront au préalable notifiés à l'entreprise exploitante de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 443

AVIS - Rapport annuel 2017 sur le Prix et la Qualité du Service Public de prévention et de

gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1 - Rappel du contexte

Depuis le 1^{er} janvier 2016, par décret 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex Communauté Urbaine de Marseille et les cinq ex Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de Salon-Étang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres-Ouest Provence, de Martigues, ont été regroupées et intégrées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compétence en matière de déchets :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et gestion des déchets.

Par délibération n° HN 088-219/16/CM, le Conseil de Métropole du 28 avril 2016 a délégué aux Conseils de Territoire l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. Le schéma de prévention et de gestion des déchets de la Métropole reste une compétence de la Métropole.

Dans ce cadre, chaque Conseil de Territoire a élaboré un rapport d'activité pour 2017.

Le présent document reprend en synthèse le contenu des rapports des six Territoires joints en annexe afin de retranscrire l'activité déchets à l'échelle de la Métropole.

Évolution sur le contenu réglementaire du rapport annuel :

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets.

Le décret N°2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les nouveaux indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire en termes de performance technique et économique du service public.

Cela se traduit par un ensemble d'indicateurs techniques et par l'expression des coûts dans une matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les

indicateurs de référence sont basés sur des populations INSEE en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L2224-5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel d'activité 2017 métropolitain est présenté en Conseil de Métropole.

2 - Contenu du rapport annuel 2017

Le rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Métropole en matière de déchets ménagers notamment :

- la présentation des Territoires constituant la Métropole, leur population, les actions en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions en terme de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole.

3 - Les chiffres et indicateurs d'activité de 2017

3.1 : Indicateurs de moyens : territoire desservi, moyens humains, matériels et installations

La Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes et compte plus de 1,8 millions d'habitants soit 93 % de la population des Bouches du Rhône.

Pour assurer les services de proximité à la population, ce sont environ 2 400 agents en régie et environ 1 000 véhicules et matériels techniques qui sont déployés sur tout le Territoire.

Le parc de contenants de pré-collecte comprend environ 481 000 bacs, 8 600 dispositifs aériens pour collecter les recyclables et les ordures ménagères, 1 820 dispositifs majoritairement enterrés et quelques bacs gros volumes implantés.

Sur l'ensemble de la Métropole 58 déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire des habitants.

19 centres de transfert répartis sur tout le territoire métropolitain permettent d'optimiser les coûts de transport des déchets et ainsi d'agir en faveur de l'environnement.

Les centres de tri utilisés pour trier les recyclables issus des différentes collectes sélectives des six Territoires sont au nombre de 4 installations situées sur le périmètre de la Métropole et aux alentours.

Les centres de traitement utilisés pour les déchets résiduels (enfouissement et/ou incinération), sont au nombre de 7, situés sur le périmètre métropolitain et aux alentours.

3.2 : Indicateurs de tonnages pris en charge

Au total, sur le territoire de la Métropole, ce sont plus de 1 175 150 tonnes de déchets ménagers et assimilés qui sont pris en charge par les différents services des Territoires, soit 627 kg/habitant/an.

Le tableau suivant présente le bilan des déchets ménagers et assimilés gérés sur le Territoire métropolitain.

Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 35 % partent en valorisation matière et organique,
- 30 % partent en valorisation énergétique,
- 35 % partent en enfouissement.

	Bilan des déchets ménagers et assimilés (DMA)				
	Tonnages collectés	Tonnage valorisé matière	Tonnage valorisé organique	Tonnage valorisé énergie	Tonnage enfoui
Tonnages d'ordures ménagères	694 824	8090	51 065	341 552	294 117
Tonnages de la collecte sélective	69 630	63 587	0	416	5 627
Tonnages de la collecte séparative	4 065	3 481	584	0	0
Tonnages des déchèteries	349 468	190 073	70 010	4 697	84 687
Tonnages des encombrants collectés et apports divers sur sites de traitement	57 162	18 598	6 922	1 229	30 413
Aix-Marseille-Provence Métropole	1 175 150	283 830	128 580	347 895	414 845

3.3 : Répartition des tonnages pris en charge

La répartition des tonnages pris en charge par la Métropole est la suivante :

- 59 % sont constitués d'ordures ménagères soit 371 kg/hab/an,
- 6 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 39 kg/hab/an,

- 30 % sont issus des collectes en déchèteries soit 186 kg/hab/an,
- 5 % sont constitués des collectes des encombrants au porte à porte et d'autres apports divers et/ou issus des services techniques acheminés directement ou indirectement (hors tonnages des professionnels) vers les différentes installations et unités de gestion des déchets, soit 30 kg/hab/an.

3.4 : Indicateurs financiers

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, en particulier le décret de décembre 2015, a instauré obligation de transparence des coûts en demandant de préciser de nouveaux indicateurs financiers dans le rapport annuel. Le décret impose l'expression des coûts par flux dans une matrice de référence similaire à celle de l'ADEME.

La matrice, fondée sur une méthode de comptabilité analytique, permet de restituer les coûts sous forme de ratio en euro par tonne et en euro par habitant pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

Depuis 2016, les six Territoires utilisent cette méthode afin de constituer la matrice métropolitaine. Ainsi, un premier travail d'harmonisation sur la présentation des coûts a pu être mené.

Le coût complet global de la compétence sur le territoire de la Métropole est de 181 € TTC/habitant/an ou de 272 € TTC/tonne.

Le coût aidé est un coût qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par l'impôt (TEOM), la redevance spéciale, l'emprunt et le budget général.

Sur l'ensemble de la Métropole, le coût aidé de la compétence 168 € TTC/habitant/an ou de 253 € TTC/tonne.

4 - Les actions fortes en 2017

A l'échelle de la Métropole, les faits marquants concernent essentiellement l'approbation du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets par délibération DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017. Ce schéma définit la politique générale de la Métropole relative à la gestion des déchets selon les quatre axes suivants : en termes de prévention des Déchets, en termes de valorisation matière et organique, en termes de traitement des Déchets et en termes de principes généraux.

Pour pouvoir atteindre ces objectifs et permettre la coordination de la politique générale, il est nécessaire que la mise en œuvre se fasse par les Territoires. C'est donc dans ce cadre que les principales actions ont été menées durant l'année 2017.

Plus précisément,

> Sur le Territoire de Marseille Provence : l'année a été marquée par le renouvellement des marchés de collecte de plusieurs arrondissements de Marseille et la préparation des marchés de plateformes de réception et tri pour la valorisation de végétaux, gravats, encombrants et pneus ainsi que la préparation des marchés de collecte sélective des colonnes d'apport volontaire. La Direction a poursuivi les actions d'implantation de conteneurs enterrés, de promotion du tri sélectif et de déploiement du compostage individuel et collectif et de la valorisation énergétique du Biogaz de La Crau permettant la production d'électricité.

> Sur le Territoire du Pays d'Aix : l'année a été marquée par la poursuite des actions menées en termes d'amélioration de la performance du tri avec la finalisation du basculement en mode biflux de la commune d'Aix en Provence, en termes de réhabilitations des dispositifs enterrés pour les déchets ménagers résiduels et recyclables, de réduction des bio-déchets, d'aide pour les structures de réemploi et de ressourceries avec la mise en place de caissons dédiés au réemploi, de sensibilisation auprès des étudiants et de communication institutionnelle aux bons gestes de tri. Concernant les travaux, finalisation des travaux de requalification de la déchèterie de La Parade et de rehausse du bassin du site de l'Arbois et la gestion de la totalité des lixiviats sur le site de l'Arbois.

> Sur le Territoire du Pays Salonais : Concernant la collecte sélective, poursuite du déploiement du porte à porte sur Rognac et Salon-de-Provence. Concernant les déchèteries, poursuite du déploiement de la collecte des DEA et travaux d'amélioration de la déchèterie de Rognac avec la mise en place de garde-corps à basculement permettant le bennage des gravats. Concernant les actions de communication, sensibilisation et promotion du tri et du compostage lors de la tenue de stands au Salon des agricultures et aux forums des associations de Charleval, Berre l'Etang et Salon-de-Provence.

> Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Poursuite des actions de réemploi en partenariat avec Evolio dans un projet de Ressourcerie « Le Dirigeable » permettant ainsi de valoriser les tonnages d'encombrants. Poursuite de la densification du parc de conteneurs enterrés

ayant fait l'objet d'aide de Citéo dans le cadre du projet PAC. Afin d'assurer, d'une part la collecte des ordures ménagères dans les conditions optimales de sécurité et d'autre part d'améliorer la propreté des points de ramassage, des travaux de génie civil ont été engagés en partenariat avec les communes sur plusieurs points de collecte du territoire.

> Sur le Territoire d'Istres Ouest Provence : les principales actions menées concernent la mise en place de colonnes dédiées aux cartons auprès de foyers contribuant ainsi à la performance de la valorisation des recyclables, le retrait progressif des bacs de tri collectifs remplacés par des bornes de tri sur Fos sur Mer. Mise en place de la collecte des cartons, par le biais d'un marché d'insertion, sur les villes d'Istres, Fos-sur-Mer et Port-St-Louis-du-Rhône. Elle est effectuée quatre fois par semaine (les mardis, mercredis, vendredis et samedis). La collecte des cartons est effectuée par un prestataire privé sur les communes de Miramas, Grans et Cornillon.

> Sur le Territoire du Pays de Martigues : les principales actions menées concernent la poursuite des actions en termes de prévention avec la distribution de composteurs, la mise en place de colonnes enterrées pour les ordures ménagères et les recyclables (les plans d'implantation sont consultables sur le site internet du Territoire) pour les centres villes de Martigues et de Port de Bouc. Obtention de la certification ISO 14 001 pour les déchèteries de La Couronne et de Croix Sainte.

A l'échelle de la Métropole, de nombreuses mesures sont prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets. Ces actions présentes sur tous les Territoires, regroupent des actions de lutte contre le réchauffement climatique, de préservation de la biodiversité, de plan d'actions réduisant les accidents du travail et améliorant les conditions de travail des agents, des démarches ISO pour certaines installations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;
- La délibération n° HN 088-219/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences pour la gestion des déchets ménagers et assimilés du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 9 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole et mis à la disposition du public
- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-annexés, pour l'exercice 2017.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 444

Approbation d'un contrat avec l'éco-organisme Eco-Mobilier au titre de la Responsabilité Elargie du Producteur pour les Déchets d'Eléments d'Ameublement

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) doit être assurée par les metteurs sur le marché et les distributeurs d'éléments d'ameublement. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément. Ce dispositif a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets et, en amont de cette gestion, favoriser l'éco-conception des éléments d'ameublement.

A l'échelle de la Métropole, tous les Territoires ont déjà conclu des contrats avec l'éco-organisme Eco-mobilier agréé en 2013 pour la période 2013/2017. Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016, les contrats existants ont été regroupés en contrat unique en maintenant l'ensemble des engagements existants.

L'échéance du contrat unique est arrivée à terme au 31 décembre 2017. Toutefois, Eco-mobilier poursuit ses engagements opérationnels d'enlèvement jusqu'au 30 septembre 2018.

L'état a agréé de nouveau le 26 décembre 2017 l'éco-organisme Eco-mobilier. A compter du 1^{er} janvier 2018 entre en application le cahier des charges de ce nouvel agrément relatif à la filière des DEA.

Les enjeux du nouvel agrément s'inscrivent dans la continuité de la Loi de Transition Energétique (LTE) d'août 2015.

Ces contrats apporteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des DEA collectés séparément, et le versement de soutiens :

- pour les tonnages de DEA collectés séparément,
- pour les tonnages de DEA collectés en mélange (uniquement si la collecte séparée est impossible),

- pour une partie des tonnages d'encombrants collectés en porte à porte,
- à la communication.

Ces engagements couvrent la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté du 26 décembre 2017 portant agrément d'Eco-mobilier ;
- L'adhésion à Eco-mobilier approuvé par délibération AGER 022-429/13/CC.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de bénéficier de la prise en charge opérationnelle et des soutiens financiers apportés par l'éco-organisme agréé, le contrat de gestion des DEA doit être signé,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat, ci-annexé, de collecte du mobilier conclu avec l'Eco-organisme agréé Eco-mobilier jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer ce contrat par voie dématérialisée ou électroniquement et toutes les

pièces relatives à ce dossier et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur les budgets aux comptes correspondants.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 445

Approbation de la feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activités Economiques

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

I. RAPPEL DU CONTEXTE INSTITUTIONNEL

Par délibérations n°2017_CT2_473 et n°DEA 018-2836/17/CM les Conseils de Territoire et de Métropole d'octobre 2017, ont approuvé :

- D'une part, la délibération concernant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets. Ce schéma s'inscrit en plein respect de la hiérarchie de gestion des déchets proposée dans la Directive Européenne de 2008 et dans le Code de l'Environnement soit 1) La prévention, 2) Le réemploi et la réutilisation, 3) le recyclage et le compostage, 4) les autres valorisations, 5) l'élimination. Il préconise en axe principal d'intervention « l'établissement d'un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des Territoires avec mise en place de la Redevance Spéciale. Cela aura pour effet de réduire les tonnages pris en charge par la collectivité en particulier en recentrant les flux des professionnels vers les déchèteries professionnelles qui pourront apporter un service plus adapté à leurs besoins. »
Ce schéma métropolitain et les axes de progrès qui y sont indiqués sont également entièrement repris dans le cadre du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets en cours de finalisation (PRPGD).
- D'autre part, la délibération qui concerne « le lancement d'un programme d'actions pour l'évolution des pratiques en matière de gestion des déchets professionnels », qui a proposé, dans un premier temps, de faire un état des lieux réglementaire, financier, institutionnel et local de l'action du Service Public (SP) vis à vis des déchets professionnels (état des lieux qui a mis en avant la nécessité d'un règlement

structurant pour la gestion des déchets professionnels) puis de mener, dans un second temps, une étude permettant d'établir un programme d'actions pour l'évolution des pratiques.

Dans le prolongement des deux délibérations précédentes, le présent rapport présente la feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activités Économiques (DAE) sur le Territoire du Pays d'Aix. Cette feuille de route reprend et synthétise les principaux éléments de contexte, de valeurs, de principes de mise en œuvre, de calendrier, de résultats attendus et fixe les objectifs du Territoire pour l'évolution nécessaire de la gestion des déchets professionnels.

II. LA FEUILLE DE ROUTE POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN RÈGLEMENT DE COLLECTE AUX PROFESSIONNELS

A. Les constats

L'étude menée a confirmé que les déchets professionnels représentent une forte proportion des déchets collectés par le Service Public – SP, (ils peuvent être estimés entre 20 % et 30 % soit jusqu'à 90 000 tonnes sur 305 000 tonnes collectées).

Pour mémoire, le Territoire n'a aucune responsabilité vis à vis de la gestion des déchets professionnels (dénommés également Déchets d'Activités Économiques). Par contre, il a l'obligation de définir son niveau de service, pouvant être proposé, aux producteurs de ces déchets. Les Déchets d'Activités Économiques pris en charge par le Service Public dans des conditions réglementées sont alors dénommés Déchets Ménagers Assimilables (DMA).

• Les contextes réglementaire et institutionnel sont contraignants (Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte – LTECV, Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets - PRPGD et Schéma de gestion des déchets Métropolitain). Ils se déclinent à toutes les échelles (nationale, régionale et locale) autour d'actions et d'objectifs ambitieux comme notamment :

- Une baisse de **10 %** des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) en 2020 par rapport à 2010 (ce qui représente environ 40 000 tonnes en moins pour le Territoire du Pays d'Aix),
- Une baisse des tonnages mis en décharge de **50 %** en 2025 par rapport à 2010 (soit environ 80 000 tonnes en moins pour le Territoire),
- Une augmentation significative du taux de valorisation des déchets non dangereux et non inertes à

55 % en 2020 (alors qu'il est évalué à environ 35 % aujourd'hui),

- Une obligation de tri et de valorisation des 5 flux (cartons / papier, verre, bois, plastiques, métal) dès 1100 litres de production de déchets pour toutes les entreprises (privées et administrations).

L'objectif des réglementations applicables est d'inciter les collectivités à mettre en œuvre et faire appliquer les principes du nouveau concept d'Économie Circulaire qui considère que les déchets (des ménages et des entreprises) sont des ressources. Le cas échéant, et si aucune action n'est mise en œuvre, le poids de la fiscalité (et notamment l'augmentation de la TGAP – Taxe applicable à l'enfouissement et à l'incinération des déchets) et la multiplication des contrôles sur la conformité des déchets menés par la Police de l'Environnement (DREAL) sur le site d'enfouissement des déchets de l'Arbois risquent de fortement pénaliser le Territoire.

- Le contexte local est également un facteur déclenchant pour l'établissement d'un règlement de gestion des déchets applicable aux professionnels.
 - En effet, il existe une grande disparité de fonctionnement dans le service rendu aux entreprises, depuis le transfert de la collecte en 2003, ce qui pousse à restructurer et rationaliser le service pour tous. Il est à noter également une faible prise de conscience de la part des entreprises des obligations de valorisation des déchets (comparativement aux ménages).
 - Par ailleurs le développement urbanistique et le nombre important de logements supplémentaires à venir impose au Territoire de réfléchir et d'anticiper le redéploiement de moyens nécessaires à la collecte de ces nouveaux ménages.

Ces contraintes et éléments de contexte rendent aujourd'hui indispensable l'évolution des pratiques du Pays d'Aix en matière de service rendu aux professionnels dans la prise en compte de leurs Déchets d'Activités Économiques.

Cette évolution doit se traduire par la mise en place de règles vis à vis des déchets professionnels, tant sur les activités « DÉCHÈTERIES » que « COLLECTE » ; ces règles s'appuient sur les principes généraux décrits ci-dessous :

B. Les principes généraux de la mise en œuvre du règlement aux professionnels :

- La collectivité doit **se recentrer sur le service aux ménages**, qui constitue son « cœur de métier ».
- Il est important de **limiter les quantités de déchets prises en charge par le Service Public et leur mise en décharge** ; ceci afin de s'aligner sur les objectifs de la loi, mais également pour limiter les impacts financiers (et surtout fiscaux) à venir.
- Pour les mêmes raisons, il faut **accroître nos performances de tri et de valorisation**.
- Il est indispensable, sous réserve de fortes pénalisations, d'**améliorer la qualité et la conformité des déchets pris en charge** et enfouis sur l'installation de stockage des déchets de l'Arbois.
- Il s'agit d'un changement important pour les entités économiques, il est nécessaire d'**accompagner les entreprises dans la transition, de les informer et de participer à la diffusion des bonnes pratiques en matière de gestion des déchets**.
- Afin de permettre de maintenir le service aux professionnels, l'action du Territoire doit être menée de façon synchronisée avec les opérateurs privés au fur et à mesure de leur développement de services aux professionnels. Ce qui revient à **impliquer les prestataires privés dans la prise de relais pour l'exécution du service**.
- Enfin, à **terme**, il sera nécessaire de **mettre en place une Redevance Spéciale** afin d'être conforme à la loi et d'uniformiser les pratiques déjà existantes sur le territoire de la Métropole (Territoires de Marseille Provence et du Pays d'Aubagne). Cela aura de plus l'avantage de constituer un outil supplémentaire pour aider les entreprises à mieux valoriser leurs déchets.

Il est proposé l'adoption des règles suivantes en fonction du type d'activité (déchèteries et collectes).

III. PLAN D'ACTIONS ET RÈGLES APPLICABLES AU SERVICE EN DÉCHÈTERIE

A. Les constats

Les constats suivants ont été faits sur l'activité de collecte des déchets professionnels en DÉCHÈTERIE:

- Les tonnages des déchets professionnels sont importants sur les déchèteries, estimés jusqu'à 40 000 tonnes sur 146 000 tonnes au total, composés essentiellement pour les professionnels de déchets de gravats, végétaux, « tout venant », bois, cartons, ferrailles,
- De nombreuses déchèteries du Territoire sont saturées bien que le nombre de sites soit important (20 au total),
- Il existe des reports de tonnages des autres Territoires vers les déchèteries du Pays d'Aix restées ouvertes gratuitement aux professionnels (notamment du Territoire Marseille Provence dont les déchèteries publiques sont déjà fermées aux professionnels), aggravant la saturation,
- Le retour d'expérience est positif en terme de baisse de tonnages et d'amélioration du niveau de service rendu aux particuliers en ce qui concerne la fermeture de la déchèterie de Vitrolles aux professionnels depuis le 1^{er} mars 2018.

B. Les règles à mettre en application

A partir de ces constats, la ligne de conduite suivante est proposée :

- **Dès 2018, favoriser le développement de déchèteries professionnelles de proximité gérées par des opérateurs privés et s'engager à fermer progressivement aux professionnels les déchèteries publiques du Pays d'Aix qui se trouvent dans un rayon de 15 minutes de trajet en voiture de tout nouveau site privé qui ouvre.**

Il s'agit donc d'une action progressive, synchronisée avec le secteur privé et le développement de sites réservés aux professionnels.

Le plan d'actions devrait s'étaler sur la période 2018-2021 en fonction de la montée en puissance des installations portées par le secteur privé.

Sur le Territoire et afin de constituer un maillage opérationnel de proximité, il serait nécessaire d'avoir :

- Au moins 3 sites réservés aux professionnels pour la partie Sud
- au moins un site réservé aux professionnels pour le secteur Centre
- 2 à 3 sites pour le secteur Nord

C. L'accompagnement

- Accompagnement des opérateurs privés :
dans ce contexte, les pistes de travail poursuivies pour stimuler et soutenir les initiatives des opérateurs privés sont :
 - la mise à disposition de foncier par la collectivité au secteur privé dans le cadre d'une procédure de Bail Emphytéotique Administratif (BEA sur Bouc-Bel-Air),
 - l'aide à la mise en œuvre de solutions avec les négociants en matériaux pour développer des points de valorisation des déchets professionnels, couplés aux points de vente des matériaux du BTP (obligations réglementaires),
 - la sollicitation des gestionnaires d'installations classées pour développer de nouvelles plateformes de valorisation associées à leurs sites ICPE (site existant et déjà autorisé pour les activités carrières et/ou traitement / valorisation des déchets).
- Accompagnement des professionnels utilisateurs :
 - La communication et l'information aux professionnels utilisateurs du Territoire des solutions de proximité et des nouvelles plateformes de valorisation qui seront créées (flyer, cartographie des sites,...)
- Accompagnement des communes :
 - Des solutions alternatives pour améliorer la valorisation des déchets des Services Techniques seront recherchées avec la commune.

IV. PLAN D' ACTIONS ET RÈGLES APPLICABLES AU SERVICE DE COLLECTE

A. Les constats

Les constats suivants ont été faits sur l'activité de COLLECTES en Porte à Porte (PAP) des déchets professionnels :

- Le Service Public collecte en PAP environ 7 000 entités professionnelles (entreprises et administrations) pour un tonnage estimé jusqu'à 48 000 tonnes sur 138 000 tonnes collectées au total en PAP pour les déchets résiduels.
- La collecte des professionnels concerne majoritairement les déchets résiduels.
- Il n'y a aucune incitation au tri qui est faite auprès des entreprises. Tous les déchets résiduels sont ramassés sans distinction

de nature et de volume ce qui ne pousse pas les entreprises à agir en faveur du tri et de la valorisation des déchets.

B. Les règles à mettre en application

1. Définition des zonages de collecte :

Afin de clarifier les règles et de faciliter la lisibilité du niveau de service rendu, trois grands types de zones urbaines peuvent être définis et correspondent chacune à des caractéristiques spécifiques en terme :

- de proportion et d'imbrication entre l'habitat des particuliers et les locaux des professionnels,
- de capacité à différencier et individualiser les producteurs de déchets,
- de contraintes de circulation et d'encombrement des voies par la circulation des véhicules de collecte

Ainsi, le Territoire peut être divisé en 3 types de zones d'habitat :

- **La Zone d'Activités Économiques (ZAE) :**

C'est une zone qui recense peu de ménages avec une disparité de services entre professionnels (depuis le transfert de la compétence en 2003) et une typologie de déchets qui présente une forte proportion de déchets recyclables (cartons, films plastiques,...).

Les périmètres des ZAE ont été définis au niveau métropolitain pour chaque commune concernée sur un Système d'Information Géographique (SIG). La définition littérale de la Zone d'Activités Économiques (ZAE) est la suivante :

- Un usage économique avéré,
- Une cohérence géographique et l'existence d'équipements publics,
- Un certain « rayonnement » économique,
- La présence de plusieurs sociétés.

Les périmètres définis des ZAE servent aujourd'hui de document de travail pour la compétence « Prévention et Gestion des Déchets ». Ils seront amendés à la marge pour définir les **Zones d'Activités Économiques (ZAE)** qui répondent aux réalités techniques de terrain en terme de Service de Collecte et qui seront insérés dans le futur règlement de collecte.

- **La Zone Urbaine Dense (ZUD) :**

Elle a été définie au sens de la compétence « Prévention et Gestion des Déchets » par :

- Une forte imbrication des ménages et des entreprises (essentiellement des commerces),

- Une individualisation quasi impossible des dotations (c'est à dire des bacs),
- Une circulation difficile nécessitant généralement des véhicules de collecte spécifiques,
- Un intérêt majeur à ne pas multiplier, dans cette zone, les intervenants afin de ne pas encombrer davantage l'espace public et la circulation.

Elle correspond concrètement aux hypercentres ville, zone où il y a une forte mixité entre commerces et habitats avec une dotation en sacs ou en points collectifs...La cartographie de ces périmètres est en cours d'élaboration par le service en tenant compte des critères définis ci-dessus. Elle sera insérée dans le règlement de collecte tout comme les ZAE.

- **La Zone Intermédiaire (ZINTER) :**

Elle correspond par déduction à toutes les portions du Territoire qui ne sont ni ZUD, ni ZAE. Il s'agit de la frange périurbaine où il y a la plupart du temps une mixité d'entreprises et d'habitats.

A noter : Certaines parties du territoire de la Zone Intermédiaire (ZINTER) peuvent être considérées comme des « Zones Commerciales », composée exclusivement de professionnels. Les conditions de service rendu sur ces « Zones Commerciales » feront l'objet d'une étude particulière et pourront déroger aux règles générales appliquées sur les Zones Intermédiaires (ZINTER).

2. Évolution du service et calendrier :

En fonction de la zone de collecte définie ci-dessus, les évolutions de service suivantes sont proposées :

ZONE	NIVEAU DE SERVICE	DÉLAI DE MISE EN ŒUVRE	IMPACTS ATTENDUS
ZAE	Retrait du Service Public (SP) de Collecte	Juillet 2019	13 000 tonnes 3 000 entités
<i>Service actuel inadapté aux besoins des entreprises, collecte très partielle des ZAE et y compris à l'intérieur de certaines ZAE. Très peu ou pas de ménages.</i>			
ZUD	Service identique à aujourd'hui		
<i>Pas d'identification possible des producteurs, problème spécifique de circulation, démultiplication des véhicules d'intervention impossible, dispositifs de valorisation non existants, intervention obligatoire du Service Public</i>			
ZINTER	Limitation du volume pris en charge par le SP	2021	8 000 tonnes 250 entités
<i>Obligations réglementaires de limiter le volume des déchets professionnels pris en charge par le Service Public et d'inciter les professionnels au tri ; Force est de constater que certains producteurs sont trop importants...</i>			

Ainsi les règles à appliquer sont les suivantes :

- **Retrait du service de collecte du Service Public en ZAE à partir de juillet 2019** (ZAE : Zone d'Activités Économiques)
- **Limitation des volumes en ZINTER à partir de 2021.** (Z INTER : Zone Intermédiaire). Le volume est limité à 30 fois le volume d'un foyer, soit 6 000 litres / semaine pour les déchets résiduels (ou 3 bacs de 4 roues, collectés 3 fois par semaine)
- **Maintien de la collecte comme aujourd'hui en ZUD**

C. L'accompagnement :

La collectivité proposera des solutions favorisant le tri des Déchets d'Activités Économiques à tous les producteurs pris en charge par le Service Public. Par ailleurs, des mesures d'accompagnement au changement de comportement seront ciblées en fonction du type de producteurs professionnels et du zonage urbain. Ces actions seront déclinées au cas par cas et pourront se traduire par :

- La création et la distribution de supports d'information détaillant :
 - les obligations réglementaires de chaque producteur de déchets
 - l'explication détaillée des évolutions de service proposé
 - une sensibilisation aux notions d'Économie Circulaire (EC) et d'Écologie Industrielle et Territoriale (EIT)
- Des actions d'information et d'animation favorisant l'Économie Circulaire et développant les principes de mutualisation de l'Écologie Territoriale (EIT).
- L'aide à la rédaction de cahiers des charges de prestations de collecte et de valorisation des déchets.
- Pour certains producteurs, le diagnostic des gisements de déchets et l'établissement d'un plan d'actions permettant de travailler sur la réduction des quantités.
- La tenue de réunions publiques d'information ou selon les cas, la mise en place d'une communication individualisée.

V. TARIFICATION ET REDEVANCE SPÉCIALE

À terme, (échéance 2021/2022), la mise en place d'une tarification (Redevance Spéciale) pour les déchets professionnels au niveau des DÉCHÉTERIES et des activités COLLECTES sera appliquée à tous les producteurs professionnels encore pris en charge par le Service Public.

Cette tarification, incitative au tri, sera assise sur le volume de déchets produit quand les producteurs sont identifiables ou sur un forfait dans le cas contraire.

Les montants, modalités de calcul, de facturation, l'articulation avec la TEOM et l'établissement de franchises restent à étudier et à définir pour une mise en œuvre à partir de 2021/2022 en coordination avec les autres territoires métropolitains.

VI. BILAN ET SYNTHÈSE DES PRINCIPALES ÉTAPES ET DES RÉSULTATS ATTENDUS

Année	Service Déchèterie	Service Collecte	Mesures d'impact D : dues à l'activité « Déchèterie » C : dues à l'activité « Collecte PAP »
2018	Fermeture site de Vitrolles	Définition des règles	D : - 3 000 tonnes
2019	Fermeture progressive des déchèteries publiques aux professionnels en fonction de la montée en puissance des sites « privés »	Retrait des ZAE (Zone d'Activités Économiques)	D : - 17 000 tonnes C : - 13 000 tonnes
2021		Limitation en ZINTER (Zone Intermédiaire)	D : - 20 000 tonnes C : - 8 000 tonnes
2021/2022		Mise en place de la Redevance Spéciale pour les déchets professionnels pris en charge par le Service Public (Services COLLECTES et DÉCHÉTERIES)	1 à 3 millions d'Euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_A351 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le règlement de collecte des déchets ménagers ;
- La délibération n° 2017_CT2_473 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 sur le lancement d'un programme d'actions pour l'évolution des pratiques en matière de gestion des déchets professionnels ;
- La délibération n°DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à l'approbation des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 septembre 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la feuille de route relative à la gestion des déchets

d'activités économiques (DAE) par le Service Public d'Élimination des Déchets sur le Territoire du Pays d'Aix, tel que présentée ci-avant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la feuille de route sur les Déchets d'Activités Économiques (DAE) et les modalités de gestion des déchets professionnels par le Service Public d'Élimination des Déchets sur le Territoire du Pays d'Aix, tel que présenté ci-avant.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à la mise en œuvre de cette feuille de route.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Risques majeurs

2018 CT2 446

Attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2018 à la Commission Locale d'Information de Cadarache - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information (CLI) ont été mises en place, à l'initiative des Conseils Généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l'existence de ces CLI en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil Départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent, entre autres, des représentants des Conseils départementaux, des Conseils Municipaux et ou des Assemblées délibérantes des groupements de communes.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la commune de Saint-Paul-Lez-Durance), d'ITER (sis sur la commune de Saint-Paul-Lez-Durance) et Gammaster (sis sur la commune de Marseille).

L'association qui gère la CLI, comme elle le fait depuis 2009, sollicite au titre de l'année 2018 une subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La demande de subvention est enregistrée sous le numéro 2018-921.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L.125-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22 ;
- Le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'Information.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000,00 € (Dix mille euros) à la CLI Cadarache, répartie comme suit :

- 8.000 € pour le compte du Territoire du Pays d'Aix,
- 2.000 € pour le compte du Territoire de Marseille Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure avec la CLI Cadarache.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention jointe et toutes autres pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Cette dépense de 10.000 € est imputable sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 830 selon la ventilation suivante :

- 8.000 € seront imputés sur les disponibilités budgétaires nécessaires que présente l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix qu'il créditera sur le compte de l'association.

- 2.000 € seront imputés sur les disponibilités budgétaires nécessaires que présente l'État Spécial de Territoire de Marseille Provence qu'il créditera sur le compte de l'association.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 447

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pompiers sans Frontières pour l'année 2018 - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pompiers Sans Frontières (PSF) est une association de solidarité internationale créée en 1991, agréée Sécurité Civile et dont le siège social est situé à Aix-en-Provence.

Spécialisée dans l'aide au développement, notamment en matière de prévention et de gestion des risques majeurs, PSF s'est forgée, depuis sa création, au cours de missions dans différents pays, théâtres de catastrophes (Indonésie, Haïti...), une expérience reconnue au plus haut niveau.

En cas d'événements exceptionnels, crise humanitaire de grande ampleur, conflit armé, elle est capable d'apporter une aide significative aux victimes.

Dans ce but, et dans une démarche d'intérêt général, elle a d'ailleurs acquis une unité mobile comportant un groupe électrogène, une unité de potabilisation de l'eau, du matériel d'éclairage, du matériel pour l'accueil des victimes (tentes, lits), du matériel de sauvetage déblaiement, du matériel de premier secours et du matériel de transmission.

Ce matériel est stocké dans un local mis à disposition par la Ville d'Aix-en-Provence. Si ce matériel a vocation à être mobilisé dans le cadre des missions de solidarité internationale, l'association propose à la Métropole de le mettre à sa disposition au profit des communes du territoire du Pays d'Aix dans l'éventualité d'un événement exceptionnel.

Bien entendu, cette unité pourra être déployée sur demande des autres communes de la Métropole, si nécessaire, en accord avec le Président du Territoire du Pays d'Aix.

Afin de l'aider à financer l'entretien et financer cette unité mobile, Pompiers Sans Frontières sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 5.000 € (cinq mille euros) au titre de l'année 2018. Cette subvention, qui sera versée en une seule fois, s'accompagne de la signature d'une convention entre Pompiers Sans Frontière et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence précisant les modalités de partenariat et le cadre de son implication dans l'appui aux communes, pour la prévention des risques sur le territoire et notamment en cas de crise majeure.

La demande de subvention présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2018-031	Assistance des populations sinistrées	PSF - Pompiers sans Frontières	Risques majeurs	5.000 €	14 500 €	5.000 €	5.000 €	OUI

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de 5.000€ (cinq mille euros) à l'Association « Pompiers sans Frontières ».

Article 2 :

Est approuvée la Convention avec l'Association « Pompiers sans Frontières ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention afférente à l'octroi de la subvention susvisée ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le chapitre 65, nature 6574, fonction 020 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Eau et assainissement

2018 CT2 448

Présentation des rapports annuels 2017 des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau potable du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les titulaires des contrats de délégation des services publics d'eau et d'assainissement sur les communes du Territoire du Pays d'Aix ont remis leurs rapports pour l'exercice 2017.

Le tableau ci-après détaille les titulaires par commune :

Commune	Compétence Eau	Compétence Assainissement
Beaurecueil	SEM	SEM
Bouc-Bel-Air	SEM	SEM (réseau)
Cabriès	SEM	SEM
Châteauneuf-le-Rouge	SEM	Régie

Coudoux	SEM	SEM (réseau)
Eguilles	SAUR	CEO
Fuveau	SEM	SEM (réseau)
Jouques	SEERC	SEERC
La Roque d'Anthéron	SEM	SEM
Lambesc	SEM	SEM
Le Puy-Sainte-Réparate	SEM	SEM
Le Tholonet	CEO	CEO
Les Pennes Mirabeau	SEM	SEM
Meyrargues	SEM	SEM
Meyreuil	SAUR	SAUR
Peynier	SEM	SEM
Peyrolles en Provence	SEM	SEM
Puylobier	SEM	SEM
Rognes	SEERC	SEERC
Rousset	SEM	SEM (réseau STEP)
Saint-Antonin-Sur-Bayon	SEM	
Saint-Cannat	SEERC	SEERC
Trets	SEM	SEM
Vauvenargues	SEM	SEM
Ventabren	SEM	SEM (réseau)
Vitrolles	SEM	SAUR

Quatre stations d'épuration sur le territoire du Pays d'Aix font par ailleurs l'objet d'un contrat de délégation de service public spécifique :

- STEP de Bouc-Bel-Air : exploitée par la SEM (2017-2029),
- STEP de Coudoux : exploitée par la SEM (2012-2020),
- STEP de Fuveau : exploitée par la SEM (2006-2019),
- STEP industrielle Rousset : exploitée par le GER (groupement OTV SUD AFRIQUE/ SEM (2012-2024).

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent pour chaque commune les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités.
- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2017 ont été remis par les sociétés CEO, SEM, SAUR, SEERC et GER.
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole.
- Qu'il convient de prendre acte des rapports annuels remis par les délégataires des services d'eau potable et d'assainissement collectif du Territoire du Pays d'Aix, conformément à l'article L 1411-3 du CGCT.

Délibère

Article unique :

Il est pris acte des Rapports Annuels des Délégataires des Services Publics de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2017.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 449

AVIS - Approbation du rapport annuel 2017 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'assainissement et de l'eau potable

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs ; L'article 73 de ladite loi, et le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel du Président sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport annuel sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement suivants :

Un rapport de synthèse Métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour la Métropole Aix-Marseille-Provence avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services et sont construits le cas échéant en prenant compte l'analyse des rapports d'activité des délégataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur les prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le service public de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ce dit service ;
- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Conseil de Métropole et mis à disposition du public.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-jointes, pour l'exercice 2017.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 450

Approbation de conventions cadres relatives aux occupations du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites "déchets" du territoire métropolitain

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

La valorisation du domaine public consiste à mettre à disposition le domaine public afin de développer la valeur dudit domaine. La gestion optimisée de

l'espace public s'entend par la meilleure prise en compte des ressources existantes.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence aborde l'aménagement du numérique de son territoire dans un double objectif : d'une part, celui de l'attractivité de son territoire et d'autre part, sous l'angle d'une gestion optimisée de l'espace public, à savoir, l'harmonisation des pratiques et des procédures au sein de la Métropole.

Pour ce faire, les six Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont concertés sur un modèle de convention cadre relative à l'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques sur les ouvrages d'eau et d'assainissement.

Il convient donc d'approuver :

- une convention cadre relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement ;
- une convention cadre relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les sites « déchets ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention cadre relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau et d'assainissement sur le périmètre du territoire métropolitain ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention cadre relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain .

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre, ci-annexée, relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau et d'assainissement.

Article 2 :

Est approuvée la convention cadre, ci-annexée, relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les sites « déchets ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisée à signer ces conventions et tout autre document qui en découleront.

Article 4 :

Les recettes correspondantes seront constatées aux Budgets Annexe Eau, Assainissement et Déchets des six Conseil de Territoire.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 451

Approbation de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » du territoire métropolitain

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

L'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) pose le principe selon lequel toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Ainsi, les emplacements occupés par des opérateurs font l'objet d'une redevance au titre de l'occupation du domaine.

En outre, le montant de la redevance peut également être fixé de manière unilatérale par la collectivité propriétaire, chargée de la gestion du domaine. Il relève en principe dans ce cas de la compétence de l'organe délibérant de la collectivité propriétaire du domaine de fixer le montant de cette redevance.

A cet effet, les six Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont concertés sur le montant de la redevance d'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » afin d'assurer une harmonisation du montant de la

redevance d'occupation du domaine public sur le périmètre du territoire Métropolitain.

Les enjeux sont :

- l'harmonisation des tarifs sur le périmètre du territoire métropolitain,
- le bon fonctionnement de la téléphonie mobile,
- l'attractivité du territoire,
- la prise en compte des besoins des concitoyens.

Ces redevances seront revalorisées au 1^{er} janvier de chaque année par une augmentation annuelle de 1.5%.

Dans la mesure, où il n'y a pas lieu de distinguer les opérateurs entre eux, il est proposé d'harmoniser les conditions financières :

1/ OPERATEURS ECONOMIQUES :

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface jusqu'à 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ou 1 pylône;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens

Les frais de dossier pour toute autorisation d'occupation sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » s'élèvent à 500€ TTC.

2/ SPIC :

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface jusqu'à 20 m² permettant d'installer :

- 1 à 3 mâts(s) ou 1 pylône;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

Les frais de dossier pour toute autorisation d'occupation sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » s'élèvent à 250 € TTC.

3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine public sous réserve de respecter le principe d'égalité, les collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition de leur domaine public.

A cet effet, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le nouveau montant des redevances d'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de fixer l'assiette et les tarifs des redevances pour l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par les équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'assiette et les tarifs des redevances pour l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par les équipements radioélectriques situés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain, comme suit :

1/ OPERATEURS ECONOMIQUES :

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface jusqu'à 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mâts(s) ou 1 pylône;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;

- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens

Les frais de dossier pour toute autorisation d'occupation sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » s'élèvent à 500€ TTC.

2/ SPIC :

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface jusqu'à 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ou 1 pylône;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

Les frais de dossier pour toute autorisation d'occupation sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets », s'élèvent à 250€ TTC.

3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine public sous réserve de respecter le principe d'égalité, les collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition de leur domaine public.

A cet effet, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Article 2 :

Les recettes correspondantes sont constatées sur les budgets indiquées ci-dessous :

Conseil du Territoire Marseille Provence :

Eau :

Sous Politique F 170 – Nature 7588

Assainissement :

Sous Politique F 110– Nature 7588

Déchets : Sous Politique G 110 - Nature 70388

Fonction :7213

Service : 3DTDA

Conseil du Territoire Pays d'Aix :

Eau :

Chapitre 75 – Nature 7588....

Assainissement :

Chapitre 75 – Nature 7588....

Déchets : Sous Politique G 110 - Nature 70388

Fonction :7213

Service : 3DTDA

Conseil du Territoire Pays Salonais :

Eau :

Chapitre 75 – Nature 752

Assainissement :

Chapitre 75 – Nature 752

Déchets : Nature 752 Fonction : 7213

Conseil du Territoire Pays d'Istres :

Eau :

Chapitre 75 – Nature 7588

Assainissement :

Chapitre 75 – Nature 7588

Déchets : Chapitre 70 - Nature 70388

Conseil du Territoire Pays d'Aubagne :

Eau :

Chapitre 75 – Nature 7588 sous politique F170

Assainissement :
Chapitre 75 – Nature 7588 Sous politique F110

Déchets :
Sous Politique G110 - Nature 70388 Fonction :
7213
Service :Déchets

Conseil du Territoire Pays de Martiques :

Budget annexe de l'Eau :

Sous Politique F 170 – Nature 758
Budget Annexe de l'Assainissement :
Sous Politique F 110– Nature 758

Article 3:

Ces redevances seront revalorisées au 1^{er} janvier de chaque année par une augmentation annuelle de 1.5%.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 452

Demande de subvention d'investissement dans le cadre de travaux concessifs pour l'usine de filtration d'eau potable sur la commune de Jouques

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La ville de Jouques est alimentée en eau potable par le forage de Traconnade. Ce forage, seul site de production en eau potable de la commune, connaît des problèmes récurrents de qualité de sa ressource lors d'épisodes de fortes pluies.

Ces dégradations de la ressource engendrent des pics de turbidité (trouble de l'eau). La turbidité n'est pas traitée par les installations actuelles et la qualité de l'eau distribuée peut atteindre environ 20 NTU, lors d'événements. (Norme de distribution d'eau potable = 1NTU).

Le projet consiste à mettre en place une unité de filtration sur sable au niveau du forage de

Traconnade afin de traiter les matières minérales en suspension et ainsi produire de l'eau conforme aux Normes de potabilité.

Dans le cadre du contrat d'affermage entre SUEZ Eau France et la Métropole, le délégataire est en charge de la construction de cette usine de traitement d'une capacité de 70m3/h, comprenant un bâtiment de 7m x 6m pour abriter le filtre et ses équipements associés.

Cette opération sera réalisée dans le cadre de travaux concessifs, prévus dans le contrat de délégation de service public. Le contrat prend en compte la subvention obtenue permettant de diminuer le prix de l'eau, le concessionnaire ayant un montant inférieur à amortir.

Les travaux devraient débuter dès le premier semestre 2019 et s'achever en décembre 2019.

Le budget concerné est le budget Annexe Eau en Délégation du Pays d'Aix et Aubagne.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

S'agissant de travaux concessifs, le concessionnaire peut être financé directement. Une convention de transfert d'aide pourra être établie entre l'organisme financeur et la collectivité pour acter le versement direct de l'aide au fermier.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 353.676€HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau « Service public de l'eau potable, économies d'eau, gestion quantitative de la ressource »	70 %	247 573 euros
SEERC	30 %	106 103 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Délégation de Service Public avec la SEERC du 31 août 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau pour l'opération dans le cadre de travaux concessifs « Usine de filtration d'Eau Potable » sur la commune de Jouques.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Une convention de transfert d'aide sera établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau pour acter le versement direct au fermier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 453

Approbation d'un avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relative aux opérations de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres blanches, de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et de construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation

de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement,

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Bouc-Bel-Air, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclu avec la commune de Bouc-Bel-Air et, plus précisément, le Plan de financement de l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches.

En effet, un repérage complémentaire a révélé la présence d'amiante classe 3 dans les enduits extérieurs ce qui nécessitait de modifier le marché initial de travaux passé par la Commune en tant que maître d'ouvrage délégué, par un avenant n°2, afin d'y ajouter des travaux de désamiantage de ces enduits.

Cet avenant n°2 au marché a pour effet d'augmenter le coût des travaux d'un montant de 242.116€ TTC, cela implique donc de proposer un avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

La subvention du Département n'ayant pas été intégralement prise en compte dans le plan de financement initial prévu par la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, le montant de

subvention disponible sera affecté à ces dépenses de travaux à hauteur de 111.230€ et viendra en déduction de cette augmentation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches, pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et pour la construction d'un bassin d'orage.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Bouc-Bel-Air tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant et tous les documents y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, pour la section investissement, imputation comptable 21311 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 454

Approbation d'une convention de Transfert de Maîtrise d'Ouvrage au profit de SNCF Réseau pour la réalisation des déviations de réseaux d'eaux usées sur la commune de Gardanne

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses

communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter la SNCF Réseau, à exécuter, à titre transitoire, la maîtrise d'ouvrage pour la déviation de réseaux d'eaux usées, chemin du Moulin du Fort, à Gardanne, afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'ouvrage, la SNCF assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées à l'article 2 et sur le plan intitulé « Projet MGA2-Secteur Bossy » et s'acquitte, d'une prise en charge intégrale, des dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci.

C'est dans ce cadre qu'il convient d'approuver une convention de maîtrise d'ouvrage avec la SNCF Réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage avec la SNCF Réseau pour la déviation de réseau d'assainissement des eaux usées, chemin du Moulin du Fort, à Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage avec la SNCF Réseau pour la déviation de réseau d'assainissement des eaux usées, chemin du Moulin du Fort, à Gardanne tel qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Les opérations sont entièrement à la charge de SNCF Réseau.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la présente convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 455

Approbation d'un avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0336 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ventabren relative à l'opération d'extension des réseaux et d'assainissement dans le secteur RD10

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la

Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) avec la commune de Ventabren, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de TTMO conclue avec la commune de Ventabren et, plus précisément, le plan de financement de l'opération d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement dans le secteur RD10.

En effet, il a été constaté, d'une part que les travaux de réfection de voirie étaient plus importants que prévus, et d'autre part, que le nombre de raccordements au réseau était plus important que prévu, ce qui nécessitait de passer un marché complémentaire de travaux et de maîtrise d'œuvre.

Ce marché complémentaire a pour effet d'augmenter le coût des travaux d'un montant de

427.844 € TTC et le coût de maîtrise d'œuvre de 5.772€ TTC, soit une augmentation totale d'un montant de 433.616€ TTC.

Toutefois, le montant réel du marché de travaux s'avérant moins élevé qu'initialement prévu, soit seulement 2.971.161€TTC au lieu de 3.348.684€ TTC, une moins value de 377.524€ TTC doit être prise en compte, et le montant de l'opération est augmenté globalement de seulement 56.093€TTC.

La conclusion de l'avenant n° 1 à la convention de TTMO augmente le financement pris en charge par la Métropole au titre de cette opération puisque le solde du montant d'opération d'un montant de 56.093€TTC, est financé par la commune de Ventabren et lui sera ultérieurement remboursé par la Métropole dans sa totalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Ventabren pour l'opération d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement dans le secteur RD10.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Ventabren n°18/0336 tel qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, pour la section investissement, imputation comptable 21311 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 456

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la réhabilitation des réseaux d'eau,

d'assainissement et de pluvial de l'avenue de Marseille entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de

permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Vitrolles, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

L'avenant n°1, présenté dans ce rapport, a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Vitrolles pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial de l'avenue de Marseille.

En effet, à l'achèvement des travaux, il s'avère que le montant d'opération est légèrement plus élevé que prévu.

Cet avenant n°1 a pour effet d'augmenter le coût des travaux de 84.000€TTC (+4,8%) par rapport au montant initial de 1.755.496€. Le montant définitif de l'opération est donc de 1.839.496€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Vitrolles pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial de l'avenue de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Vitrolles pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial de l'avenue de Marseille tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant n°1 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, pour la section investissement, imputation comptable 21311 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 457

Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délignée n°18/0173 relative à l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Cannat

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement

pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement,

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

L'avenant n°1, présenté dans ce rapport, a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable.

En effet, après réception des offres de marchés de travaux concernant l'opération présentée à l'annexe 3 (amélioration de la suppression, construction d'un local), il s'avère que le montant est plus élevé que prévu.

Cet avenant a pour effet d'augmenter le coût de l'opération présentée à l'annexe 3 (travaux et incidemment maîtrise d'œuvre) de 88.200€TTC par rapport au montant initial de 142.800€TTC (soit +62%). Le montant total définitif de l'opération présentée en annexe 3 se porte donc à 231.000€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de

réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'avenant n°1 et tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, pour la section investissement, imputation comptable 21311 – dépenses.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Sports

2018 CT2 458

Délégation de Service Public Aréna du Pays d'Aix - Examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2017

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le rapport annuel du délégataire fait l'objet d'une présentation en Commission Consultative des Services Publics locaux du 9 octobre 2018.

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué au candidat Lagardère Sport, la Délégation de Service Public (DSP) relative à l'exploitation aux frais et risques de ce dernier de l'Aréna du Pays d'Aix. D'une durée de 7 ans, ce contrat a pour objet l'exploitation d'un équipement multi-fonctionnel. Il est prévu contractuellement que le délégataire accueille le club du PAUC Handball comme résident au sein de l'Aréna. L'exécution du contrat est confiée à la société dédiée LAGARDERE ARNEA 13 (LA13), issue du groupe Lagardère Sports. Le contrat a été signé et mis en œuvre à compter du 5 juillet 2017. Les critères de choix du délégataire portaient sur trois points :

- la qualité et la cohérence du projet d'exploitation,
- la qualité et la cohérence de l'exploitation technique de l'ouvrage,
- la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et du montant des contributions publiques sollicitées.

Pour la réalisation de ce contrat, il est prévu que la Métropole compense à hauteur de 4.050.000€ la contrainte de service public imposée au délégataire, à savoir principalement l'accueil du club de handball comme résident, la participation à la mission de conception / réalisation et de suivi des périodes de garantie. Cette somme est valorisée sur la durée du contrat à hauteur de 750.000€ en 2017, de 525.000€ en année pleine (2018 à 2023) et de 150.000€ en 2024, pour les 6 derniers mois d'exécution du contrat.

En outre, afin que l'équipement de l'Aréna réponde au projet d'exploitation développé par le futur lauréat, il a été décidé de ne pas l'équiper en mobilier à priori, mais de subventionner le projet d'équipement du délégataire. Ainsi, une subvention de 1.798.502,84 € pour la réalisation de cet investissement a été versée au délégataire en 2017. Pour sa part, le délégataire versera une redevance fixe d'occupation domaniale à la Métropole pour un montant de 3.510.000€ sur la durée du contrat, soit 135.000€ pour les années 2017 et 2024 et 540.000€ en année pleine (2018 à 2023).

Une redevance variable est également prévue au contrat. Elle est égale à :

- 10 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 100 000€ et 500 000€ ;
- 15 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 500 000€ et 750 000€ ;
- 20 % du résultat du résultat annuel avant impôt au-delà de 750 000€ ;

2. L'activité 2017 de la DSP (rapport en annexe)

Il est à préciser que l'activité du délégataire porte uniquement sur 6 mois en 2017 (juillet à décembre). En effet le contrat de DSP est notifié en date du 5 juillet 2017. L'exploitation de l'Aréna par LA 13 n'a effectivement débuté qu'à compter de la réception du bâtiment par la Métropole, à savoir le 22

septembre 2017, cette date marquant également la remise des clefs au délégataire.

Conformément aux engagements de LA13 en phase de négociation du contrat, l'Aréna a accueilli un premier événement le 11 octobre 2017 (match de handball PAUC / Chambéry), soit 3 semaines après la remise de l'ouvrage.

2.1. Le compte rendu technique

Suivi patrimonial :

- LA13 a procédé à 90 % de son programme d'investissement. Le reliquat sera réalisé en 2018.

- Des travaux d'aménagements des bureaux et d'une loge ont été opérés afin d'améliorer l'attractivité de la salle pour les artistes.

Suivi d'exploitation :

Les obligations mises à la charge du délégataire dans le contrat de DSP, à savoir, la fourniture de l'état des effectifs, les obligations en matière de sécurité, la transmission des contrats souscrits, sont respectées pour la partie exploitation.

Aucun incident de fonctionnement majeur n'est signalé sur cette période de 3 mois d'exploitation. A noter que LA13 prend une part active au suivi de la garantie de parfait achèvement de l'ouvrage (41 signalements en 2017).

Exécutions quantitatives du service :

17 événements ont été organisés dans l'Aréna entre le 22 septembre et le 31 décembre 2017, soit 31 jours d'occupation, 35.000 visiteurs accueillis et plus de 5 millions de téléspectateurs.

Exception faite du nombre de téléspectateurs, ces éléments sont légèrement inférieurs aux prévisions faites dans l'offre remise par le candidat, mais témoignent néanmoins de son dynamisme : en étant désignée uniquement 3 mois avant la remise de l'ouvrage, LA13 est parvenue à proposer un contenu de programmation, là où généralement 1 année à minima est nécessaire pour contractualiser avec des tourneurs. L'Aréna a accueilli notamment un concert télévisé en « prime-time » sur TF1 (« Enfoirés Kids »).

2.2. Le compte rendu financier

Les produits sont valorisés à hauteur de 998.761€ dont 77 % sont constitués par la compensation pour contrainte de service public versée par la Métropole. Les charges d'exploitation pour leur part sont égales à 857.929€.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 117.128€ et génère donc un intéressement variable de la Métropole de 1 951 €.

Le résultat net est de 78.271€ pour l'exercice 2017.

2.3. Analyse de la qualité du service et du respect des objectifs

La période d'activité (3 mois) ne permet pas une prise de recul suffisante pour proposer une analyse étayée de la qualité du service.

Néanmoins, LA13 a initié dès cette première année d'exploitation des actions en faveur du rayonnement culturel (« Enfoirés Kids »), du développement sportif (convention PAUCH) et du dynamisme économique (séminaires d'entreprise).

3. Perspectives

En conclusion du rapport d'activité, LA13 précise les points impactant négativement l'exploitation de l'Aréna :

- absence d'UGIS (Unités de Gestion des Issues de Secours) (travaux en cours),
- insuffisance de couverture WIFI et GSM (travaux en cours),
- consommations en fluides nettement supérieures au prévisionnel fourni,
- contrainte liée à la mise en configuration handball,
- accessibilité à l'Aréna.

L'ensemble des points ci-dessus évoqués fait l'objet de travaux en cours (avenant au marché de conception / réalisation voté en Conseil de Métropole de décembre 2017) ou d'étude afin de minimiser les pertes d'exploitation.

4. Commentaires sur le rapport

Ce premier rapport d'exploitation de la délégation publique de l'Aréna donne des indications partielles, du fait d'un exercice tronqué à trois niveaux :

- la désignation du délégataire de service public est intervenue uniquement 3 mois avant l'ouverture de l'Aréna ne permettant pas la réalisation d'une offre de programmation optimale. Pour mémoire, la programmation d'une salle du type de l'Aréna s'effectue 12 mois plus tôt,
- un exercice comptable qui porte sur 6 mois dont uniquement 3 mois de réelle exploitation, la remise de l'ouvrage étant intervenue le 22 septembre 2017,
- une mise en exploitation forcée 3 semaines après la remise de l'ouvrage pour l'accueil du premier match de handball le 11 octobre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;

- La délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la « Métropole Aix-Marseille-Provence » et la société Lagardère Aréna 13 notifié le 5 juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission Culture Consultative des Services Publics Locaux du 9 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Il est pris acte du rapport du délégataire 2017 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'exploitation aux frais et risques du délégataire de l'Aréna du Pays d'Aix.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 459

Soutien au sport de haut niveau 2018 - Attribution d'une subvention exceptionnelle d'investissement à l'association Provence Rugby - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix avait engagé, depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Un dispositif de soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs a été délibéré afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratiques amateurs et professionnelles.

Le constant soutien financier du Territoire du Pays d'Aix à Provence Rugby depuis des années ainsi que le projet de réaménagement du stade Maurice David ont certainement contribué à l'accession de ce club en Pro D2 (2ème division) pour la saison

2018/2019 et à l'évolution de ses actions de formations.

En effet, Provence Rugby investit dans une structure permanente de formation depuis la saison 2008/2009 afin, d'une part de permettre aux meilleurs joueurs seniors de concilier pleinement leurs études et une pratique sportive de très haut niveau au travers d'un pilotage réglementé de leur « double-projet », et d'autre part d'alimenter l'effectif professionnel en s'appuyant le plus possible sur des joueurs formés au club.

L'association Provence Rugby assure la gestion d'un Centre de Formation et d'une Académie de Rugby. Elle souhaite améliorer l'accueil de son équipe d'encadrement, des jeunes joueurs lors des entraînements, des stages sportifs et des matchs, mais également des familles venant accompagner les jeunes rugbymen ou accomplir des obligations administratives.

Par délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Dans le cadre de cette opération d'aménagement, la construction d'une nouvelle tribune Nord et d'une nouvelle zone d'accueil (parvis, bâtiment, boutique) doivent être livrés en octobre 2018. Ces travaux d'agrandissement du stade devraient porter la capacité du stade à 5575 places assises dont 50 places PMR avec 50 accompagnants, 850 spectateurs debout et 100 personnels hors spectateurs.

Afin de garantir les meilleures conditions d'installation et d'aménagement de l'association dans ces nouveaux espaces d'accueil et réceptifs et de soutenir le développement de ses objectifs au niveau de ses actions de formation, le présent rapport propose de valider l'attribution d'une subvention d'investissement de 65.000 € représentant 38,70% du montant total des acquisitions mobilières estimé à 167.956 € TTC dont le plan de financement est annexé à la convention ci-jointe passée entre l'association Provence Rugby et le Territoire du Pays d'Aix. (Guichet unique n°2018/00985).

Il convient de noter que l'attribution de cette subvention d'investissement à l'association Provence Rugby est soumise aux règles de paiement conformément à l'article 11 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°2018_CT2_067 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 relative à l'attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels de haut niveau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle d'investissement de 65.000 € à l'association Provence Rugby correspondant à l'acquisition de mobilier de bureau et de matériel sportif et informatique pour un montant total de 167.956 € TTC en vue de l'aménagement du nouveau bâtiment d'accueil et de ses espaces réceptifs dans la future tribune Nord et du soutien au développement de ses objectifs au niveau de ses actions de formation.

Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure avec l'association Provence Rugby.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire 2018 ligne de crédit 4422 Chapitre 4581162 / Fonction 325 / Nature 4581.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 460

Demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial relative à l'opération de rénovation de la piscine Plein Ciel à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires

institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Concernant ce projet, il s'agit plus particulièrement de pouvoir saisir officiellement le Conseil Régional PACA qui dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial adopté le 14 décembre 2017a proposé de cofinancer cette opération à hauteur de 15,8% (580 000€).

Descriptif de l'opération concernée :

La piscine « Plein Ciel » d'Aix-en-Provence, construite en 1975 sur le modèle des piscines « Plein Ciel » à couverture ouvrante, ne répond plus aux normes et à la politique sportive aquatique du Territoire du Pays d'Aix, politique initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix en 2004.

Compte tenu de sa vétusté, une extension des locaux et une rénovation complète s'avèrent nécessaires. Ces travaux doivent permettre d'être conforme aux réglementations actuelles (d'accessibilité notamment) et de répondre aux besoins de la population avec des équipements nouveaux et adaptés.

L'un des principaux enjeux de ce programme est la rénovation thermique, avec une réduction significative des consommations d'énergie à la livraison du bâtiment rénové.

D'un point de vue rénovation thermique, le projet vise à diminuer la consommation énergétique du bâtiment, il participe à la transition énergétique par l'utilisation d'énergies renouvelables et plus particulièrement au travers des actions suivantes :

- Réduire le besoin du bâtiment : isolation thermique renforcée (par l'extérieur), ensoleillement maximisé.
- Utiliser l'énergie de la manière la plus efficace : équipements techniques à haute performance énergétique, récupération de l'énergie (air et eau), énergie renouvelable (eau chaude solaire) ; Création de bac tampon et rénovation du bassin permettant notamment de traiter les fuites d'eau et donc de réduire les consommations d'eau et de chauffage. Optimisation du système de traitement de l'eau (chlore gazeux, déchloraminateur UV, strippage) réduisant également les consommations. Enfin, la récupération de chaleur sur le réseau des eaux usées ou le raccordement du réseau de chaleur urbain seront étudiés pour cet établissement.

Le programme prévoit également la mise aux normes du bâtiment avec notamment la mise en accessibilité de l'établissement dans l'application de l'agenda d'accessibilité voté par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 25 juillet 2015

suivi d'une approbation par arrêté préfectoral du 8 septembre 2015.

À cet effet, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a attribué un marché de maîtrise d'œuvre en décembre 2015. Les études de conception sont en cours.

Opportunité territoriale du projet :

Projet structurant contribuant à la mise en œuvre de la politique du savoir nager.

Résultats attendus :

Le maintien de la performance dans la durée : exploitation / maintenance performantes avec des ressources expertes, et une qualité des produits durables dans le temps.

Le présent rapport vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3.676.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (Contrat Régional d'Equilibre Territorial)	15.80 %	580.000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	84.20 %	3.096.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A007 du Conseil communautaire de la CPA du 19 février 2015 créant l'Autorisation de Programme n° DI46012AP relative à l'opération de la piscine Plein Ciel ;
- La délibération n°2015_A011 du Conseil communautaire de la CPA du 19 février 2015 approuvant le programme général pour la restructuration de la piscine Plein Ciel ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Equilibre Territorial.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : la piscine Plein Ciel.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en particulier dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole. Opération : 46012 - Nature : 2031-2033 - Fonction : 323.

La recette sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole section d'investissement - Nature 132 – Fonction 323 –Code opération n° 46012.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 461

Demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial relative à l'opération de rénovation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'un des principaux enjeux de ce programme est la rénovation thermique avec une réduction significative des consommations d'énergie à la livraison du bâtiment rénové. Le programme prévoit également la mise aux normes du bâtiment avec notamment la mise en accessibilité de l'établissement dans l'application de l'agenda d'accessibilité programmée voté par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix par délibération n°2015_A131 du Conseil communautaire du 10 juillet 2015, suivie d'une approbation par arrêté préfectoral du 8 septembre 2015.

À cet effet, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a attribué un marché de conception réalisation en novembre 2015.

Le projet lauréat présente une performance énergétique présentant une amélioration de 42% par rapport la situation initiale du bâtiment avec engagement contractuel du titulaire du marché.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 17 600 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional (Contrat Régional d'Equilibre Territorial)	15 %	2 640 000 euros
Etat – FSIPL	11,40 %	1 999 960 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	73,60 %	12 960 040 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007_A511 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 créant l'Autorisation de Programme n° DI452AP relative à l'opération de la piscine Yves Blanc ;
- La délibération n°2015_A131 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 relative à l'Agenda d'Accessibilité Programmée pour les établissements recevant du public et les installations communautaires ouvertes au public ;
- La délibération n°2015_B571 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 relative à l'autorisation de signer un marché de Conception, Réalisation, Maintenance pour la réhabilitation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n°CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Rénovation de la piscine Yves Blanc.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur en particulier dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole. Opération : 452 - Nature : 2031-2033-21758- Fonction : 323.

Les recettes seront constatées sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole section d'investissement - Nature 132 – Fonction 323 – Code opération 452.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 462

Soutien au sport de haut niveau 2018 - Attribution de subventions exceptionnelles au Pays d'Aix Natation, à l'Escrime du Pays d'Aix et à Squash Passion - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix puis le Territoire du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

Le Pays d'Aix Natation, l'Escrime du Pays d'Aix et Squash Passion sont trois des clubs phares de sports collectif et individuel soutenus depuis plus de dix ans par le Pays d'Aix.

Au regard de leurs résultats sportifs pour la saison 2017/2018 mais également de charges exceptionnelles de fonctionnement, le Territoire du Pays d'Aix souhaite leur attribuer une aide supplémentaire de fonctionnement en 2018.

Pour mémoire, les clubs Pays d'Aix Natation, Escrime du Pays d'Aix et Squash Passion ont déjà obtenu des aides financières du Territoire du Pays d'Aix en 2018 telles que rappelées dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2018)	BP 2018	Subvention sollicitée 2018	Subv n-1	Conseil Territoire	Subvention attribuée 2018	Conven- tion
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00339)	1.858.500 €	180.000 €	260.000 €	CT 08/02/18 Délibération n°2018_CT2_067	175.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Natation synchronisée (GU n°00458)	1.858.500 €	90.000 €	83.000 €	CT 08/02/18 Délibération n°2018_CT2_067	74.000 €	Oui
Escrime du Pays d'Aix (GU n°00424)	332.954 €	95.000 €	90.000 €	CT 08/02/18 Délibération n°2018_CT2_067	72.000 €	Oui
Squash Passion (GU n°00074)	82.800 €	40.000 €	30.000 €	CT 08/02/18 Délibération n°2018_CT2_067	15.000 €	Non

Compte tenu des résultats sportifs lors de la saison sportive 2017/2018 :

- du Pays d'Aix Natation – Water Polo pour son titre de vice-champion de France et sa qualification pour la prochaine Ligue des Champions 2018,
- de l'Escrime du Pays d'Aix pour son titre de champion de France par équipe,
- de Squash Passion pour son titre de champion de France élite 1ère division par équipe et sa qualification à la prochaine Coupe d'Europe des Clubs,

ainsi que des charges exceptionnelles de fonctionnement lors de la prochaine saison sportive pour le Pays d'Aix Natation qui va devoir maintenir le transport de ses jeunes poloïstes et nageuses synchronisée vers la piscine Sainte-Victoire à Venelles en raison de l'ouverture retardée de la piscine Yves Blanc,

le Territoire du Pays d'Aix souhaite soutenir ces trois clubs par l'attribution de subventions exceptionnelles de fonctionnement comme défini dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2018)	BP 2018	Subvention sollicitée 2018	Conseil Territoire	Subvention proposée 2018	Convention
Pays d'Aix Natation (GU n°00926)	1.817.500 €	10.000 €	CT du 11/10/2018	10.000 €	Oui
Escrime du Pays d'Aix (GU n°00340)	332.954 €	10.000 €	CT du 11/10/2018	10.000 €	Oui
Squash Passion (GU n°00928)	67.800 €	15.000 €	CT du 11/10/2018	10.000 €	Oui
TOTAL				30.000 €	

Ce qui porte la totalité des subventions allouées au Pays d'Aix Natation à 259.000 € sur un budget prévisionnel du club de 1.817.500 €, à l'Escrime du Pays d'Aix à 82.000 € sur un budget prévisionnel du club de 332.954 € et à Squash Passion à 25.000 € sur un budget prévisionnel de 67.800 € comme indiqué dans les conventions d'objectifs entre les clubs et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, annexées au présent rapport qui permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ces clubs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre

2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;

- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018_CT2_067 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 relative à l'attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels de haut niveau ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 26 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées trois subventions de fonctionnement exceptionnelles de 10.000 € au Pays d'Aix Natation et de 10.000 € à l'Escrime du Pays d'Aix et de 10.000 € à Squash Passion, soit 30.000 € au total.

Article 2 :

Sont approuvés les termes des conventions d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les trois clubs bénéficiaires, le Pays d'Aix Natation, l'Escrime du Pays d'Aix et Squash Passion.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2018 sur le chapitre 65.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 463

PRODAS 2018 - Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives et pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés en Contrat Avenir - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives). Il convient de mettre à jour ce dispositif.

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des

populations jeunes situés en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quartiers ou des villes des 4 communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec 69 associations.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions de ces associations sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les neuf subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 33.000 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association. Il convient de noter que l'intégralité de la subvention sera versée sous réserve d'une part, de la validation du service fait et d'autre part, que le montant du budget réalisé de l'action soit au minimum égal à celui de la subvention.

Par ailleurs, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Bureau communautaire du 29 janvier 2015 une délibération relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés employés en « Contrat Avenir » et formés au diplôme de BPJEPS (Brevet

Professionnel Jeunesse Education Populaire et Sports) – APC (Activités Physiques pour Tous) et un certificat de spécialisation – AIS (Animation et Insertion Sociale) dans un organisme de formation reconnu par l'État (le CREPS PACA à Aix-en-Provence).

Ce dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix d'apporter une aide en fonctionnement à des associations dans le cadre de « Contrat Avenir » pour une période de deux ans, qui pourra être prolongée d'une année supplémentaire sur avis express de l'organisme de formation.

En cas de défection du titulaire du « Contrat Avenir » avant la fin de la période de deux ans, l'association pourra bénéficier d'une nouvelle aide pour un nouveau titulaire de « Contrat Avenir » sur la même formation pour une nouvelle période de deux ans qui sera soumis au vote de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix.

Chaque association est liée au Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de ce dispositif par une convention d'objectifs à laquelle sera annexé le « Contrat Avenir » nominatif.

Cette convention précisera la mise en œuvre d'un calendrier d'actions assurés par ces éducateurs sportifs spécialisés en contrat avenir pour 400 heures au minimum dans les infrastructures sportives mises à disposition par les villes concernées (microsites, gymnases, actions en pied d'immeubles, etc...).

Dans le cas où la personne en « Contrat Avenir » ne suivrait pas de manière continue sa formation au CREPS pour l'obtention du certificat concerné, ou qu'elle n'accomplisse pas les obligations liées à la convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix sera fondée d'exiger la restitution prorata temporis de la subvention perçue. Comme suite à ce qui précède, il est proposé de valider aujourd'hui l'attribution de deux subventions de fonctionnement pour un montant total de 13.200 €, telles que définies dans le tableau ci-joint et d'approuver les conventions d'objectifs à passer avec les associations « Association Sportive Nord Aix » (ASNA) et « Vitrolles Rugby Club ».

Il convient de noter que l'association « ASNA » a déjà bénéficié en 2018 d'une subvention d'un montant total de 5.000 € pour des animations sportives dans le cadre du Prodass ce qui porte la totalité des subventions 2018 à 10.800 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, la subvention sera versée en totalité dès la signature du « Contrat Avenir » entre l'association et la personne recrutée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2015_B064 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 26 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées neuf subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 33.000 € et deux subventions de fonctionnement aux associations « Association Sportive Nord Aix » et « Vitrolles Rugby Club » pour le soutien à la mise en place de Contrats Avenirs tel que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 13.200 €.

Article 2 :

Sont approuvés les conventions relatives à la mise en place de Contrats Avenirs à conclure avec les associations « Association Sportive Nord Aix » et « Vitrolles Rugby Club ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 1005/ Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2018 CT2 464**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier

adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de deux subventions pour un montant total de 4000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission
2018_00 939	Cercle Saint Michel	Fuveau	Devoir de mémoire-commémoration de l'armistice	Fuveau	10 et 11 novembre 2018	4 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €	non	26/09/18
2018_00 535	Les Carnets	La Roque D'Antheron	3 ^{ème} édition du Festival Les Carnets	La Roque D'Antheron	29, 30 juin et 1 ^{er} juillet 2018	75 445,00 €	15 000,00 €	6 000,00 €	2 000,00 €	non	26/09/18

Total 4 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 26 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 4000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, fonction 311, nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	71
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.